

Luttes et conflits en Argentine et au Chili

Nicolas Alberto Orellana Aguila

« Difficile d'être dirigeant/gouvernant/entrepreneur en Amérique Latine par les temps qui courent, hein commanditaire/associé/partner ! » Regards narquois, sourires compassés, peut-être même compassionnels, affliction, souffrance, rage [...]. Autant de mots qui quotidiennement se mélangent dans un malaise pesant où l'histoire semble jouée d'avance »¹. Nos dirigeants sont consternés, ils ne semblent pas comprendre le monde « joué d'avance ». La société en Amérique Latine, après un long sommeil, provoqué tant par les dictatures que par l'imposition d'un nouveau type de *relations sociales* dans les années 70-80, semble se réveiller. Le soulèvement zapatiste en 1994 est un premier grand signal, et à partir de là d'autres mouvements ont émergé tels que les Sin Tierra au Brésil, la CONAIE en Équateur, les cocaleros en Bolivie, les piqueteros en Argentine, les mapuche au Chili, pour en citer quelques-uns. Soulèvements, parfois même insurrections, conflits, luttes et crises provoquées non seulement par des situations politiques ou économiques, mais aussi par une multitude de causes. L'on peut observer aussi de multiples actions de lutte, demandes et objectifs, dont certains nous font penser à la disparition de l'idée de société ou à l'apparition de nouveaux *rapports sociaux*².

Ces nouvelles luttes répondent-elles à l'épuisement d'un modèle de développement dont un des traits principaux était le caractère extractif-exportateur, ou s'agit-il plutôt de luttes périphériques qui ne touchent pas son « cœur » ? Dans le premier cas, on pourrait dire que les luttes actuelles impliquent un certain degré de crise, voire un « brisement » de l'hégémonie des groupes dirigeants et donc, la possibilité d'entrer dans une période de bouleversement et d'ajustement des rapports sociaux. Dans le second, ce serait plutôt une crise de conjoncture qui, si profonde qu'elle puisse être, ne se situerait pas au cœur du modèle, de sorte que la crise, le conflit ou les luttes auraient moins d'impact et seraient laissés dans l'oubli assez rapidement, à la manière d'événements conjoncturels.

L'Argentine et le Chili sont deux pays qui, alors qu'ils partagent certains traits de grande importance, se différencient sous d'autres aspects avec la même force. Quels sont les caractéristiques de ces deux pays qui les rendent si semblables et pourtant si différents ? C'est la première question à laquelle on va tenter de répondre, afin de définir les *conditions* en matière de comparabilité. Et à travers la réponse on avancera dans la caractérisation et les *processus* des luttes et conflits dans ces deux pays, afin d'identifier des similitudes possibles et les principaux acteurs, les dimensions et logiques d'action centrales. On conclura en posant trois problématiques qui apparaissent comme autant d'éléments-clés pour analyser les conditions et les processus de mobilisation, mais aussi la nature et la signification des luttes et des conflits.

I. Similitudes et différences. Éléments et conditions de comparaison

L'Argentine et le Chili sont deux pays voisins de la pointe sud de l'Amérique Latine. En tant que tels, ils ont des éléments qui les unissent avec la même force que d'autres qui les séparent. De nos jours, parler d'un pays, ou même de sa comparaison avec un autres est toujours complexe, car les analyses en termes local/global s'imposent de plus en plus, devenant même

¹ Emprunté à Francq, B. « Un socialisme populaire et régional ». *La revue nouvelle*, janvier 1995, p.13.

² Voir Touraine, A. « Une sociologie sans société ». *Revue française de sociologie*. 1981, 22-1, pp. 3-13.

une *mode* académique. Cependant, nous croyons qu'il existe des éléments suffisants pour nous permettre de parler de similitudes et de différences entre ces deux nations afin d'effectuer une étude comparative. Dans le cas de l'Argentine et du Chili, nous pouvons au moins en répertorier sept.

A. Colonie espagnole

Tout d'abord, l'Argentine et le Chili sont des pays avec une longue histoire – ou une histoire longue – et des caractéristiques similaires dans le sens où ils ont fait partie de la colonisation du royaume d'Espagne. Cela signifie, entre autres choses, qu'ils partagent la même langue – bien que ce ne soit pas la même parole – et un modèle culturel hégémonique commun. D'un autre côté, à l'aube des indépendances, ils ont aussi partagé le même ennemi et ils se sont affrontés à lui pour devenir des Républiques dans la décennie de 1810³.

B. Dépendance et sous-développement

Deuxièmement, selon Cardoso et Faletto⁴, malgré les ruptures du pacte colonial, les deux pays peuvent être considérés comme en situation de sous-développement, situation qui est produite historiquement à partir d'une incorporation spécifique à l'économie de marché mondiale. Cette situation configure différents niveaux de différenciation productive (sous-développement/développement), et différentes fonctions/positions dans la structure globale (centre-périphérie) du système capitaliste. En ce sens, le fait qu'il existe différentes fonctions implique non seulement une différence de degrés d'évolution, comme on pouvait s'y attendre sous les notions étroites du sous-développement/développement⁵, mais aussi une structure de relations de domination, en fonction du type d'activités qu'accomplit l'économie incorporée. Ainsi, en analysant les modes d'intégration dans le marché mondial et la manière par laquelle les groupes sociaux locaux se sont constitués ainsi que les définitions des relations vers l'extérieur, les auteurs soulignent que cette situation de sous-développement implique une relation de *dépendance* au plan politico-social, la situation extrême se produisant lorsque « les décisions concernant la production ou la consommation d'une économie donnée sont prises en fonction de la dynamique et des intérêts des pays développés »⁶.

Les deux pays sont donc des sociétés *sous-développées* en termes de différenciation du système de production, *périphériques* en fonction de leurs rôles dans le marché mondial et *dépendantes* en fonction des conditions d'existence et fonctionnement du système économique et du système politique et des liens entre les deux, tant sur le plan interne qu'externe.

C. Contrôle national et enclave

Après la période d'expansion vers l'extérieur et la stabilisation après la rupture du pacte colonial (1850) et la crise du modèle (1930), une différence importante existe entre les deux pays. C'est la manière dont les groupes sociaux parviennent à établir leur participation dans le processus de production et la définition des formes de contrôle institutionnel qui garantisse cette participation qui se présentent différemment. Pour Cardoso et Falleto, la réorganisation du système politique-social, les modes d'intégration sociale et les types de mouvements sociaux, à travers lesquels va se distinguer la vie politique et les traits des sociétés latino-

³ Les déclarations d'indépendance pour l'Argentine, le 9 juillet 1816 ; le Chili, le 12 février 1818.

⁴ Cardoso, F.E. ; Falleto, E. (1969) *Dependencia y desarrollo en América Latina. Ensayo de interpretación sociológica* Siglo XXI Editores, México.

⁵ Pour une vision « classique », voir Germani, G. (1972). *Politique, société et modernisation*. Editions Duculot, Gembloux.

⁶ Cardoso, F.E. ; Falleto, E. (1969) *Dependencia....* p. 24.

américaines, ont varié selon que le pays a maintenu un contrôle national des exportations ou selon qu'une économie d'enclave aie persisté⁷.

En Argentine, la situation de sous-développement et de dépendance est définie par le *contrôle national du système productif*, caractérisé en partie par le fait d'être fournisseur de matières premières vers le centre hégémonique du capitalisme mondial (Angleterre), ce centre n'effectuant pas d'investissements directs, mais plutôt des relations de type commercial et financier (prêts pour le développement des secteurs que les économies locales ne pouvaient pas développer, tel que les transports). Ce type de relation a conforté le rôle d'une classe étrangère tout en renforçant des groupements de producteurs nationaux.

Au Chili, la situation de sous-développement et de dépendance se présente différemment, dans ce que les auteurs appellent les *économies d'enclave*. Dans ces dernières, les groupes locaux n'ont pas pu maintenir le contrôle sur le secteur productif, en raison de leur incapacité à soutenir la concurrence dans la production de biens, de sorte qu'ils ont été déplacés, et les sociétés nationales ont rejoint le marché mondial par production de matières premières directement commandée depuis l'extérieur. La principale conséquence est que les producteurs locaux perdent leur importance dans le développement de l'économie nationale, en perdant aussi la possibilité d'organiser un système d'autorité et de distribution des ressources, mais d'un autre côté, cette situation ouvre la possibilité de créer un «secteur moderne» comme extension financière et technologique des économies centrales, ainsi que la création d'une bureaucratie et une classe moyenne vivant des revenu ou de taxes imposées aux producteurs étrangers.

D. Modèle ISI ou industrialisation sans révolution⁸

Dans le moyen terme, après la crise des années 30 du XXème siècle, les deux pays ont déployé un modèle de développement qui est appelé Industrialisation par Substitution d'Importations (ISI). Ce modèle de développement a été adopté par plusieurs pays d'Amérique latine, mais l'Argentine et le Chili (ainsi que l'Uruguay et le Costa Rica), ont développé un système ISI similaire, du type *universaliste*. Ce régime s'est caractérisé par une expansion progressive et une tendance à l'universalisation, qui relie la protection sociale au marché du travail formel et aux organisations de classe, caractérisée par des niveaux élevés de dépenses publiques et de couverture de la sécurité sociale ; la contrepartie était des niveaux de pauvreté inférieurs ainsi qu'un moindre niveau de concentration de richesses par rapport au reste du continent⁹. Ces lignes directrices ont été réalisées principalement par l'État et par les organisations de classe relativement précoces¹⁰. S'y sont opposés, de manière brutale, ceux que Salvador Allende a appelé «l'impérialisme et l'oligarchie foncière, bancaire et féodale »¹¹.

⁷ Ibid, p 39 ss.

⁸ Murmis, M; Portantiero, J.C (1972). *Estudios sobre los orígenes del peronismo I*. Siglo XXI Argentina Editores, Buenos Aires.

⁹ Adelantado, J.; Schreder, E. "Desigualdad, democracia y políticas sociales focalizadas en América Latina". *Revista chilena de Administración Pública*. 11, junio 2008. "[...] a escala latinoamericana, en estos países se observaban los mayores niveles de gasto social; la menor heterogeneidad etno-cultural ; mayor cobertura del seguro social y de los sistemas educativos y de salud ; los menores niveles de pobreza rural, urbana y total ; los menores índices de concentración del ingreso; los indicadores más bajos en materia de precariedad laboral y subempleo; los mejores indicadores en materia de esperanza de vida al nacer, mortalidad infantil, analfabetismo e índices relativos de vida" pág. 123.

¹⁰ Partido Comunista de Chile: 1922; Partido Socialista de Chile 1933; Partido Socialista Obrero Argentino 1895; Partido Comunista Argentino 1918). Ver pccchile.cl; pschile.cl; psa.org.ar; nuestrapropuesta.org.ar.

¹¹ Salvador Allende, discurso de clausura del primer congreso del partido federado de la Unidad Popular, 24 de junio de 1973.

E. Caractéristiques particulières au sein du même modèle de développement

Dans les sociétés dépendantes tel que c'est le cas de l'Amérique Latine, s'est déployé un modèle typique de développement national-populaire, mélange de rationalisme économique et de mobilisation sociale et politique, où l'État est l'agent central. Ce modèle est défini par l'interdépendance de trois éléments : l'État en tant que défenseur de l'identité nationale contre la domination étrangère ; des mécanismes politiques et sociaux d'intégration et la défense d'une culture nationale et populaire. À cela s'ajoute une prédominance des catégories politiques sur les catégories sociales et l'absence de différenciation entre le système politique et l'État¹².

Le cas du Chili a été une exception partielle au niveau latino-américain, dans le sens où a existé un mouvement syndical fort et relativement autonome qui a partiellement subordonné la politique nationale¹³. Dans ce sens, la matrice sociopolitique classique, pour reprendre les termes de Garretón¹⁴, peut être définie comme étatique-démocratique, national-populaire et politique-partisan, comme un chevauchement entre la politique et la société civile. Avec un rôle de premier plan du système des partis politiques comme représentatifs au niveau politique des problèmes sociaux, le processus de constitution des identités collectives donnait à la politique une place centrale. Très idéologique et partisan, il était moins personnaliste et moins populiste que les autres pays de l'Amérique Latine.

Dans le cas argentin, il existe des « caractéristiques différentielles par rapport aux autres sociétés latino-américaines dépendantes »¹⁵. Selon Murmis et Portantiero, le modèle d'industrialisation a été commandé non pas par une forme pure (une classe ou une fraction de classe) du modèle classique, ni même par l'affrontement entre ces formes, mais plutôt par l'exigence d'une alliance entre des secteurs de propriétaires agraires et industriels qui donnent forme à une industrialisation limitée. Ainsi, la notion d'alliance de classes devient utile pour analyser les rapports entre structure économique et sociale et pouvoir politique, à partir desquels on peut comprendre le péronisme en tant que réponse au processus d'industrialisation comme une structuration distincte d'une alliance de classes dont le trait particulier est la participation d'un secteur des classes dominées, les ouvriers ; ils ont participé à l'émergence du péronisme en tant qu'organisations conjointes d'ouvriers 'vieux' et d'ouvriers 'nouveaux'. Cela a impliqué, d'un côté, un projet social porté par les revendications des organisations ouvrières déjà constituées au moment de cette émergence et, de l'autre, la participation ouvrière dans une alliance poli-classiste déjà présente avant le péronisme.

F. Les dictatures et les changements dans les modèles de développement

Tant l'Argentine que le Chili ont vécu et « expérimenté » des dictatures militaires. En Argentine, le 24 mars 1976, les militaires ont renversé Isabel Perón ; au Chili, le 11 septembre 1973 les militaires aussi ont enterré le processus de la « voie chilienne au socialisme ». Nous n'entrerons pas ici dans une analyse ni une description du processus de développement des deux dictatures, mais on peut dire que, parmi d'autres actions, les militaires ont consacré la

¹² Touraine, A. (1988). *La parole et le sang. Politique et société en Amérique Latine*. Éditions Odile Jacob, Paris. Aussi Touraine, A. (1978) *La voix et le regard*. Éditions du Seuil, Paris.

¹³ Touraine, *La parole...*, p. 66.

¹⁴ Garretón, M. A. "Matriz sociopolítica y desarrollo socio-económico en Chile". Discussion Paper Series Number Fifteen A October 2007. IPPG Programme Office, IDPM, School of Environment & Development, University of Manchester.

¹⁵ Murmis, M. ; Portantiero, J.C. *Estudios sobre los orígenes del peronismo I*. Siglo XXI Editores, buenos Aires, p. X (1972).

transformation du modèle de développement en imposant ce qu'ils appelèrent un *ajustement structurel*

En Argentine, la dictature a entamé ce processus, mais celui qui l'a consolidé a été Carlos Menem¹⁶ (1989-1999), dont les gouvernements ont été caractérisés par « un mélange de truculence populiste et de néolibéralisme agressif. Sa politique de privatisations massives et de démantèlement du secteur public a été marquée par des niveaux de corruption sans précédents. »¹⁷. Au Chili, la longue dictature (1973-1990) a permis l'imposition et la consolidation d'un « programme néolibéral qui s'est exercé depuis 1975 et a inauguré une ère d'hégémonie néolibérale »¹⁸, ce qui signifie que s'est consolidé l'ajustement d'un capitalisme développementiste vers un capitalisme néolibéral, malgré le caractère hybride de celui-ci¹⁹.

G. Matrice extractive-exportatrice

L'ajustement structurel mené sous les dictatures et son approfondissement en Argentine sous Menem, mais aussi sous les gouvernements démocratiques du Chili post-dictature, a entraîné un changement dans le modèle de développement qui est passé d'un modèle productiviste industrialisateur à un modèle extractif-exportateur. Le premier modèle est caractérisé par un État de compromis national-populaire²⁰, que Murmis et Potantiero décrivent comme une industrialisation plus fondée sur l'expansion d'une industrie déjà existante que sur sa diversification, plus axée sur la production de biens de consommation et limitée au seul secteur industriel, à l'exclusion du secteur agricole²¹. Il est aussi caractérisé par une industrialisation limitée, dans le sens où il s'agit plutôt d'un ajustement pour niveler l'asymétrie importations/exportations, résultant de diminution de la participation des économies agricoles après la crise de 1929.

Le second modèle se caractérise, selon Svampa, par deux moments : le premier est le moment de la globalisation néolibérale, marqué par la privatisation et l'ajustement budgétaire qui a mené à « l'accentuation des inégalités préexistantes et l'émergence de nouveaux écarts politiques, économiques, sociaux et culturels. [...] [Qui a] conduit à un nouveau scénario, caractérisée par la forte asymétrie des forces [...] »²² ; le second, qui traversent aujourd'hui les pays latino-américains, est la généralisation d'un modèle extractif-exportateur, basé sur le pillage des ressources naturelles, la propagation irréversible de la pollution et l'extension de la monoculture, dont les effets tendent de consolider les écarts entre le Nord et le Sud²³.

Tout cela nous permet d'appuyer ce que nous avons dit au début : les deux pays ont des éléments qui les unissent avec la même force que ceux qui les séparent – même domination étrangère, même modèle de développement ISI de type universaliste, même genre de dictatures et de matrice extractive-exportatrice. Mais aussi des différences quant aux modèles de participation dans le processus de production et de définition des formes de

¹⁶ Faulk, K.A. "If the touch one of us, they couch all of us: cooperativism and counterlogic to neoliberal capitalism". *Anthropological Quarterly*, Vol. 81, n° 3 (summer, 2008), pp. 579-614.

¹⁷ Mouvements (2006/5). « Le retour à la normale. Entretien avec Maristella Svampa », *Mouvements* 2006/5, N° 47-48, pp. 73-81.

¹⁸ Carrillo, J.J. "El neoliberalismo en Chile : entre la legalidad y la legitimidad. Entrevista a Tomás Moulian". *Perfiles Latinoamericanos* 35, enero junio 2010.

¹⁹ Pour en savoir plus, voir Garreton, op.cit.

²⁰ Potantiero, J.C. "La múltiple transformación del Estado latinoamericano". *Nueva sociedad*, 104, noviembre-diciembre 1989, pp. 88-94.

²¹ Murmis, M; Potantiero, J.C (1972). *Estudios sobre los orígenes del peronismo I*. Siglo XXI Argentina Editores, Buenos Aires. p. 11-14.

²² Svampa, M. "Movimientos sociales y escenario político: las nuevas inflexiones del paradigma neoliberal en América Latina". *Observatorio Social de América Latina – CLACSO*. Julio de 2007.

²³ Svampa, M., op. cit.

contrôle institutionnel, et aux modèles politiques dominants au sein du cadres latino-américain.

Qu'en est-il des luttes et des processus de mobilisation, en tenant compte des caractéristiques passées ici en revue ? S'il est légitime et nécessaire de parler de la comparaison des luttes entre ces deux pays, il est nécessaire aussi de prendre en compte ce que plusieurs auteurs, même dans des perspectives différentes, considèrent comme essentiel dans leurs analyses, à savoir ce qui peut être appelé *l'unité du monde socio-culturel*²⁴.

II. L'Argentine et le Chili. Acteurs, conflits et luttes. 2000 et 2011

Le problème actuel des luttes et des processus de mobilisation collective en Amérique latine, c'est qu'elles sont riches et variées et en même temps extrêmement complexes et pleine d'ambivalences. C'est sans doute en raison de nombreux facteurs, internes et externes, qui caractérisent les groupes qui luttent. Parmi d'autres, on pourrait parler de rupture d'une alliance ou de consensus néolibéral, d'un coup d'arrêt à une crise d'autorité, de légitimité ou même d'hégémonie ; ou encore de luttes et demandes de plus en plus ouvertes incluant des orientations culturelles plus larges. Mais aussi on pourrait parler de crises systémiques (des crises économiques cycliques de plus en plus dévastatrices pour la population) ; d'incapacité politique et institutionnelle pour répondre aux besoins sociaux, incapacité du modèle lui-même pour répondre aux attentes qu'il génère.

Les Chronologies du Conflit Social élaborées par l'Observatoire Social de l'Amérique Latine (OSAL) de la Commission Latino-Américaine des Sciences Sociales (CLACSO)²⁵ vont nous permettre d'observer et de décrire l'évolution des conflits sociaux, des luttes collectives et des processus de mobilisation qui se sont développés depuis 2000. Ce matériau est inestimable en termes de qualité et de rigueur, ces chronologies étant basées sur des supports écrits (numérique ou non), avec des sources primaires ou des références aux grands médias. Nous décrirons les principales luttes de l'Argentine et du Chili pendant les années 2000 et 2011²⁶, deux années assez séparées pour qu'ils servent comme un opérateur analytique (consistant), bien que contingente, et (mais) qu'au moins peuvent donner une première entrée éclairant pour une comparaison. Les critères de «sélection» des luttes les plus importantes pour ces deux années sont les suivants :

a) *Longévité* ou durée publique. L'idée est que plus un processus de conflit, de lutte ou de mobilisation dure (indépendamment du fait qu'il dérive vers de la violence, de la cooptation ou de l'institutionnalisation), plus deux choses sont à retenir : d'une part, les demandes génèrent davantage de résistance du côté de l'adversaire ; d'autre part, les acteurs qui se mobilisent sont plus déterminés à atteindre leurs objectifs. Dans la mesure où un processus de mobilisation ou un conflit s'étend dans le temps, cela implique des réalités existentielles de plus en plus intégrées parmi les acteurs qui luttent, mais de plus en plus éloignées entre les adversaires.

b) *Centralité*. Par la même analyse des Chronologies, on peut voir la centralité que peut acquérir processus de mobilisation et conflit. Ainsi, l'ordre de présentation et la façon dont est traité le développement du conflit (s'il s'agit d'une simple énonciation de l'action ou, au contraire, s'il s'agit d'une longue description, avec des antécédents, des angles différents, y

²⁴ Tous les auteurs cités ici reprennent cette idée et fondent leurs analyses à partir de celle-ci, mais c'est Germani qui a développé cette idée avec plus de systématisme dans Germani, G. (1972). *Politique, société et modernisation*. Editions Duculot, Gembloux.

²⁵ Voir www.clacso.org.ar

²⁶ Au moment d'écrire ces lignes les Chronologies sont disponibles jusqu'à Avril 2012

compris des commentaires) permet d'observer de manière indirecte, la centralité qu'acquiert ou perd un conflit.

c) *Récidivité*. Liée au premier point, la longévité, bien qu'ici elle soit de portée limitée pour chaque année. Elle opère à moyen et à long terme, dans le sens où, si un acteur collectif ou un groupe social présente différents processus de mobilisation (ou de cycles de protestation) à différents moments de l'année ou sur plusieurs années, cela pourrait signifier, en termes d'intérêt sociologique, que l'acteur collectif ou groupe social peut devenir plus qu'une simple expression d'une réaction, une défense ou un rejet collectif aux actions, changements ou contraintes extérieures vécues de manière négative. Ainsi, on pourrait penser à la constitution d'un acteur, ou groupe, organiquement intégré avec des propositions, et même un certain niveau de projet ou d'historicité (Touraine), voire à un bloc historique alternatif (Gramsci).

Pour le travail développé ici, les années étudiées (2000 et 2011) permettent de voir s'il y a des répétitions et quelles en sont les différences et les similitudes. Mais, malgré les possibilités de comparaison que nous assurent les Chronologies du Conflits Social, l'analyse exige des travaux empiriques de première main. Compte tenu de ce qui précède, nous allons nous concentrer sur la description des *conditions* et, dans une moindre mesure, sur les *processus de mobilisation* sociale, en essayant d'identifier les acteurs-clés pour chaque pays, en analysant les processus de lutte et les signes de l'émergence de leurs dimensions fondamentales. Cependant, l'analyse de la *nature* et les *significations* de l'action collective et des processus de mobilisation²⁷ restera limitée, parce que cela nécessite, comme indiqué ci-dessus, d'effectuer un travail de terrain et de traiter directement avec les acteurs. Cela fait partie du processus de recherche à développer dans le court et moyen terme.

A. Argentine

Année 2000

En 2000, l'Argentine était traversée par une profonde crise. Le pays était en défaut de paiement, les causes en étant à la fois externes et internes. Sur le plan externe, la crise asiatique, du Brésil et de la Russie ; sur le plan interne, une augmentation des dépenses publiques accompagnée de baisse des recettes fiscales, qui généraient un déficit budgétaire et l'augmentation de la dette²⁸. Malgré plusieurs tentatives, dont d'importantes hausses d'impôts, le dénommé *corralito* (l'interdiction d'enlever une certaine somme d'argent de la banque), ou l'abandon ultérieur de la convertibilité et la dévaluation du peso, le pays était dans une spirale infernale (cercle vicieux). En 2000, le pays avait un taux de croissance de -0,8%, le taux de chômage de 15,1% et, pour 1999, un taux de pauvreté de 23,7%, l'indigence étant de 6,7% en milieu urbain²⁹.

Telle est la situation dans un pays où l'on peut voir émerger une figure centrale qui domine la scène des conflits sociaux et qui évoluera tout au long de l'année. Cette figure est le *travailleur* qui, plus qu'intégrer ou subordonner les autres luttes et conflits, les déplace de sorte qu'il semble qu'il n'y en ait eu pas d'autres, malgré l'importance de certaines (comme

²⁷ *Conditions, processus de mobilisation, nature et significations* de l'action collective, des notions qui composeront l'ensemble de la recherche, ainsi que d'autres termes (décalage aspirations / opportunités, frustration relative, indignation, facteurs internes/externes, etc.) sont des concepts et des idées qui, bien qu'étant appliquées dans un autre contexte et avec d'autres acteurs, sont utiles à notre analyse et sont tirées de Lapeyronnie, D. "Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine". *Revue française de sociologie*, année 1987, vol 28, n 2, pp 287-318.

²⁸ Cortés, R. "La crisis argentina de 2001-2002. *Cuadernos de Economía*, año 40, n°121, pp. 762-767 (diciembre 2003).

²⁹ Pour l'année 2002, la pauvreté était de 45,4% et la pauvreté urbaine de 20,9% (Comisión Económica para América Latina - CEPAL). Voir www.eclac.org/estadisticas

par exemple la mobilisation des propriétaires de camions). La caractéristique de cette figure qui marque alors les conflits en Argentine est que c'est un travailleur organisé, allant du niveau micro au niveau global, passant du syndicat aux centrales générales de travailleurs et aux nombreuses associations intermédiaires. Bien qu'ils existent des manifestations plus spontanées, comme des '*cortes de ruta*' locaux, la plupart des conflits et mobilisations, pour une grande partie de l'année, étaient menées par les organisations des travailleurs.

La demande est un élément qui va évoluer au cours du temps, allant du rejet jusqu'aux conduites de crise. Rejet de la part des syndicats locaux (ATE, Lyz y Fuerza de Córdoba) des réductions de salaires, mais aussi revendications contre les salaires impayés par les patrons (tant les entrepreneurs privés que les institutions publiques). À son tour, les centrales générales des travailleurs (CGT³⁰, CTA) rejettent une réforme des lois du travail proposées par le gouvernement.

Mai est un tournant, un point d'inflexion dans les luttes puisque, d'un côté, le 5 une grève générale est annoncée pour rejeter le projet de réforme mentionné ci-dessus et, de l'autre, le 29, le gouvernement annonce des mesures d'ajustement budgétaire qui comprennent des réductions de salaires des travailleurs de la fonction publique (entre 12 et 15 pourcent). Dans ce cadre, une deuxième grève générale est prévue le 9 Juin et les manifestations se radicalisent, tout en atteignant un haut niveau d'intégration, débouchant sur une Grande Marche pour le Travail³¹.

Parallèlement à ce mouvement, d'importantes mobilisations de *chômeurs* ont lieu, qui demandent tout au long de l'année des Plans de Travail, et qui dans la dernière partie de celle-ci se mobilisent directement pour l'alimentation. Ils demandent à diverses agences gouvernementales la possibilité de travailler, mais ne recevant pas de réponse, la demande se radicalise et sa direction se diversifie : des divers niveaux de gouvernement (fédéral, étatique, communal), les actions ciblent directement les supermarchés en exigeant des aliments. Ainsi la CGT dissidente organise un dîner de Noël pour environ 2000 chômeurs à la Plaza de Mayo.

Par conséquent, on peut observer qu'au fil de l'année, la demande pour des conditions de travail des travailleurs commence par un rejet des projets de loi ou d'ajustement et se termine avec des conduites critiques en demande d'alimentation. La direction des luttes et les orientations du conflit sont dirigées vers l'État, en tant que responsable devant assurer le travail (mais aussi la sécurité) des argentins. Le secteur privé n'est pas important comme adversaire, même si on peut observer des manifestations le visant, ce qui est plus le produit du désespoir et qui donne une idée de la profondeur de la crise qui a débuté en 1998 et sa sortie en décembre 2001. Une évolution qui voit des conduites revendicatives et des logiques d'action plutôt de classe, devenir des luttes de rejet et de blocage, pour finir en conduites de crise et même de survie. Tout cela autour d'un axe central, celui du *travail*, que ce soit de la part des travailleurs ou des chômeurs.

Année 2011

L'Argentine est un pays complètement différent de celui de l'année 2000. Un pays qui, depuis 2003 (sauf en 2009, lorsque la crise actuelle a explosé) a connu une croissance soutenue du PIB d'environ 8,5% et où le chômage a diminué de façon constante – fin 2010 7,7%. Un pays où le taux de pauvreté et d'indigence, pour 2009 est de 11,4% et 3,8%, respectivement³². En

³⁰ Après cette année, la CGT sera divisée entre une CGT plus orientée à générer des accords avec le gouvernement et une CGT « dissidente », dirigé par Hugo Moyano, encore aujourd'hui à la tête de l'organisation.

³¹ Marcha Grande por el Trabajo : elle a commencé le 26 juillet et a demandé au gouvernement l'assurance-chômage pour les chômeurs chefs de foyer et d'allocation par l'enfant. Elle a quitté Rosario pour atteindre Buenos Aires le 9 août.

³² S'il est clair que les nouvelles au sujet de falsification des chiffres de l'administration Argentine complique un peu les choses, dans ce travail, ce qui compte c'est de réaliser que les Argentins ont une vie complètement

outre, l'Argentine a connu politiquement une certaine «stabilité» étant gouvernée depuis 2003 par Nestor Kirchner, puis par Cristina Fernández (réélue en octobre 2011).

On observe que les figures centrales du conflit changent de manière significative par rapport à 2000, en connaissant une *dispersion* importante. Le *travailleur* reste la figure dominante du conflit, même si c'est un travailleur actif. Ses demandes se concentrent sur des revendications salariales et les conditions de travail au sein de l'entreprise, de l'industrie ou de la branche concernée. Pour sa part, l'État agit également en application de la loi de conciliation obligatoire au moment jugé opportun pour mettre fin à certains conflits. Les conflits sont menés, comme en 2000, par les travailleurs organisés. En 2011, le conflit est plus le fait du syndicat d'une industrie spécifique ou d'une branche³³, les actions collectives étant plus liées au milieu du travail. Les centrales générales ne sont presque pas présentes comme acteurs sociaux qui représentent les intérêts des travailleurs, mais beaucoup plus comme des acteurs politiques ; ainsi, par exemple, la CGT de Hugo Moyano qui a soutenu la candidature de Cristina Fernández³⁴ lors de sa réélection.

Un deuxième type de conflit qui apparaît en 2011, peu présent en 2000, concerne des *revendications territoriales*. Bien que moins important que la figure du travailleur, il se distingue nettement de celui-ci. Tout d'abord, l'acteur n'est pas défini autour du travail, mais plutôt comme des personnes (*pobladores*) pauvres qui n'ont pas accès à la terre ni au logement, de sorte que leur identité en tant qu'acteur est centrée par rapport au territoire. Ils développent une logique de d'action directe qui est l'occupation des terres (en août 2011, quelques 36 terrains ont été occupés dans la capitale), publiques ou privées ; ils demandent à l'État l'expropriation de celles-ci ou la réalisation de logements publics. Dans ce cas, la demande s'oriente directement vers l'État en tant qu'étant en charge de résoudre les problèmes de la terre et celui du logement pour les pauvres.

La troisième figure est un acteur qui en 2000 était peu présent. C'est l'*État* qui devient un agent actif, qui devient l'acteur politique central. Ses logiques d'action principales sont l'intervention et la pression «vers le bas». Interventions dans les conflits entre les parties prenantes en appliquant la loi de conciliation du travail obligatoire (loi 24.635) au moins quinze fois. Pression sur les entreprises grâce à l'application des lois pour contrôler différents éléments d'intérêt national tels que la production et les prix³⁵. Pression à travers des discours du président aux travailleurs pour arrêter les conflits et aux entrepreneurs (février et avril) pour augmenter les investissements ou inclure la participation des salariés aux bénéfices des entreprises (mai).

Apparaissent sporadiquement des conflits d'un autre type comme les revendications des étudiants pour des conditions d'enseignement et d'infrastructure meilleures ; des conflits « ethniques » à partir de revendications territoriales par les communautés mapuche ; des réclamations de sécurité et de justice entre autres, mais qui ne deviennent pas centrales.

Il y a une sorte de dispersion de l'acteur et du conflit par rapport à l'année 2000, dominée par la figure centrale identifiée au travail, orientée vers l'État et dont les demandes se sont dégradées à la suite de la crise (commençant par des revendications salariales et des blocages,

différente de celle qu'ils avaient en 2000. Les chiffres ne sont qu'indicatifs et on ne peut tirer d'analyse à partir de ceux-ci.

³³ A titre d'exemple, l'Union des employés de commerce - SEC à Buenos Aires ; le syndicat de l'Union des industries chimiques et pétrochimiques SPIQyP à Zarate et à Campana ; travailleurs de l'Union ouvrière métallurgique – UOM à La Matanza ; le syndicat des Travailleurs unis du pétrole et des hydrocarbures SUPeH de Mendoza ou les ouvriers employés par les Mères de la Fondation de la Plaza de Mayo.

³⁴ Après ils vont se confronter.

³⁵ Par exemple, en Février forçant Shell pour maintenir le prix du carburant.

y compris en termes alimentaire). En 2011, on peut observer trois figures dominantes de mobilisation et qui ont leurs propres caractéristiques : *travailleurs* organisés, qui demeurent au centre des luttes et dont les revendications s'atomisent et dont l'orientation se disperse ; *pobladores* avec des revendications territoriales orientées vers l'État ; *l'État* lui-même qui intervient et met la pression sur les acteurs sociaux et politiques pour à la fois réduire la conflictualité et appeler à la mobilisation de la nation, en subordonnant les acteurs sociaux à son propre projet de modernisation.

Le fait que les demandes des acteurs soient différentes et dépendent de divers éléments, amène une analyse du conflit en 2011 radicalement différente de celle de 2000, car il n'y a pas un, mais trois acteurs-clés, dispersant les logiques d'action et élargissant les dimensions de l'action collective. Pour les travailleurs, il y a une tendance à orienter l'action en termes socio-économiques, comme les revendications salariales, les conditions de travail et la participation aux bénéfices de l'entreprise, ce qui différencie cette année radicalement de l'année 2000, où les actions étaient essentiellement défensives. Un autre point à noter est qu'en 2011 les actions sont guidées plutôt par des éléments internes qu'externes. Alors que 2000 a été marquée par la dégradation générale qu'a produit la crise, en 2011 on observe que ce qui est majeur sont des actions de pression pour changer la situation des travailleurs, en l'améliorant.

La deuxième figure, qui n'était pas présente en 2000, est plus hétéronome, dans le sens où le conflit résulte d'un « manque d'État » (comme agent qui doit être responsable des citoyens) et contre la lenteur ou le manque de celui-ci par rapport à ce que les *pobladores* considèrent comme juste. Ils visent donc à accélérer l'expropriation et / ou la construction de logements. Pour cette raison, leur logique d'action a une forte dimension politique du fait qu'ils déposent leurs demandes (et ses espoirs) dans l'État, et est plus hétéronome, dans le sens où ce sont des éléments extérieurs qui déterminent l'évolution vers telle ou telle orientation de l'actions³⁶.

La troisième figure, l'État, se mobilise « vers le bas » pour faire pression sur différents acteurs, en appelant à une certaine unité nationale afin d'atteindre les objectifs proposés (croissance, industrialisation, souveraineté, etc.). Ceci n'est pas sans rappeler l'analyse du modèle de développement propre à l'Amérique latine, le national-populisme, où l'Etat est à la fois un agent de mobilisation sociale et d'apaisement, soit par intégration (comme c'est le cas de la CGT jusqu'à 2011), soit par pression (sur différentes entreprises), soit encore en prenant la direction (comme les demandes d'unité face à des adversaires externes, comme récemment avec la renationalisation de la YPF). Soit un acteur évidemment politique qui semble chercher à s'imposer comme le seul acteur dans la société argentine.

B. Chili

Année 2000

Le Chili a commencé l'année 2000 avec l'élection, au second tour, du premier président d'origine socialiste depuis Salvador Allende, avec un taux de croissance de 4,5%, un taux de chômage de 9,7%, un indice de la pauvreté et de la pauvreté urbaine de 19,7% et 5,1%, respectivement. Dans le contexte de la crise asiatique, le Chili est entré dans une « mini-récession » en raison de sa dépendance sur des marchés internationaux non diversifiés (Etats-Unis, Japon et Europe)³⁷. En 2000, les luttes et les conflits dans le pays se manifestent de manière centrale sous trois figures.

³⁶ Une réflexion sur la relation autonomie / hétéronomie est développée par Dubet, F. (1987) *La galère : jeunes en survie*. Fayard, Paris.

³⁷ Ainzúa, S.,. Crisis económica en Chile: La evidencia de problemas profundos.

Le *conflit mapuche* constitue la première figure du conflit pendant une bonne partie de l'année. Il s'agit d'un conflit historique dont la dimension centrale est la revendication territoriale. La logique d'action de ce conflit est l'action directe disruptive : occupation des terres forestières, de diverses institutions et de gouvernements locaux ou régionaux, d'églises, barrages routiers. À cette dimension territoriale s'en est ajoutée une autre que l'on peut appeler « ethnico-environnementale », notamment par le rejet de la construction des barrages dans des zones traditionnellement mapuche. Cette dimension provoque le soutien de l'ensemble de la population. Le rejet de la construction du barrage Ralco et les figures des sœurs Quintramán ont été un symbole de résistance indigène.

Les étudiants ont été les acteurs du deuxième foyer du conflit en 2000. Le conflit et la lutte étudiante a de nombreuses facettes et s'est concentré autour d'une demande adressée à l'État pour l'augmentation du financement public des crédits universitaires ; à partir de là, d'autres demandes se sont exprimées, d'un côté de nature générale comme la réduction des coûts du transport public des étudiants, ou plus particulières, comme le rejet de la fermeture de l'Éditorial Universitaria (étudiants de l'Université du Chili), l'interpellation du recteur de l'UMCE³⁸ pour plus de crédits et la mobilisation de diverses universités contre l'augmentation des minervaux. Dans tous les cas, la logique d'action des étudiants a été l'action directe disruptive. Ainsi de l'occupation des facultés, du rectorat et/ou des bâtiments administratifs des universités, avec l'appel aux manifestations dans les principales rues de Santiago et dans les régions. L'ensemble des demandes quand il s'agit des problèmes communs des étudiants, s'adresse à l'État chargé de veiller à l'accès à l'éducation. Quelques conflits relèvent de luttes à l'intérieur des universités, en particulier entre étudiants et recteurs.

Avec une prévalence beaucoup plus faible une troisième figure du conflit est présente en 2000. Les travailleurs sont présents d'une manière décousue, atomisée, fragmentée. Ce sont principalement des pêcheurs, les dockers et les employés du secteur public qui se mobilisent. Chaque conflit est différent et indépendant des autres. Les pêcheurs rejettent une loi sur la pêche jugée nocive pour leur travail (réduction des quotas de capture autorisés) ; les dockers demandent des indemnisations en raison de mises à pied du fait de la privatisation de certains ports ; la fonction publique rejette l'augmentation de salaire offerte par le gouvernement. Tous ont en commun un rejet d'une action extérieure, en l'occurrence celle du gouvernement, jugée préjudiciable à leurs intérêts.

Si les trois grandes figures en 2000 sont d'origines diverses (ethniques, socio-économiques, culturels), un trait commun les réunit, soit leur demande, bien que diversifiée, adressée à l'État. Celui-ci est vu à la fois comme un usurpateur historique, comme le responsable de la continuité de l'éducation et comme agent politique qui agit contre les intérêts de certains secteurs, mais il est toujours vu comme un adversaire. Nous ne pouvons pas parler, par conséquent, d'un acteur central, mais plutôt d'acteurs dont les revendications sont multiples et dispersées.

Année 2011

L'année 2011 a été en termes macro-économiques légèrement différente de 2000. La croissance a été de 6%, le chômage de 8,2%, soit un point et demi inférieur à ce qu'il était en 2000 ; la pauvreté urbaine et l'indigence étaient de 11,4% et 3,7³⁹ respectivement, soit nettement moins qu'en 2000 (19,7% et 5,1%). On pourrait dire que, du moins en ce qui concerne les données disponibles, le Chili est un pays qui se trouve en situation de « stabilité

³⁸ Universidad Metropolitana de Ciencias de la Educación, ex Pedagógico

³⁹ Ce sont les données de 2009. Actuellement vient de paraître une nouvelle enquête de caractérisation socio-économique (2012) qui est en débat en raison des pressions exercées par le gouvernement sur la Commission Économique pour l'Amérique latine - la CEPAL - pour inclure des questions qui mettent en cause la comparabilité par rapport aux années précédentes.

tiède». Deux questions cependant : d'abord, en 2010 le Chili a choisi, pour la première fois depuis 1958, un président ouvertement de droite ; deuxièmement, la même année, le pays a connu deux «crises» importantes : le tremblement de terre du 27 février, de magnitude 8,8 qui a fait plus de 500 morts et l'effondrement de la mine San José, où le 5 août 33 mineurs ont été piégés pendant 70 jours.

En 2011, l'acteur central du conflit a été *l'étudiant*. Pas seulement pour la *durée* du conflit, mais aussi en raison de sa *centralité* et de sa *récidivité*. En outre, le conflit a attiré le soutien, comme jamais auparavant, de différents acteurs du monde social et politique ainsi que des citoyens en général. Effectuer une analyse du processus de mobilisation des étudiants et l'émergence potentielle d'un acteur social ou d'un groupe social fondamental nécessite beaucoup plus d'espace que celui qui est disponible ici. Cependant il est possible de caractériser les éléments qui semblent au cœur des manifestations étudiantes de 2011. Tout d'abord, il s'agit des mobilisations complexes et multidimensionnelles qui ont mobilisé plusieurs «catégories» d'étudiants : des étudiants des universités traditionnelles, de l'enseignement secondaire des lycées municipaux, plusieurs universités privées et même des écoles secondaires privées. En outre, comme on l'a dit, elles ont suscité l'adhésion active d'autres acteurs, notamment les recteurs, des chercheurs, des travailleurs, des enseignants et du public en général⁴⁰. Tout a commencé le 14 avril, lorsque des étudiants de quatre universités occupent la JUNAEB⁴¹ contre la diminution des avantages sociaux offerts par l'État à l'éducation⁴². Quatre jours plus tard (18 avril), certains groupes occupent le ministère de l'Éducation interpellant le système éducatif dans son ensemble mais aussi le système politique⁴³. Au fil du temps, les demandes se sont unifiées autour de ce qui est devenu le slogan : «une éducation publique gratuite et de qualité» qui concerne la démocratisation de l'accès et des réformes de l'éducation avec la participation des étudiants. Les manifestations ont attiré l'attention de l'opinion publique jusqu'en décembre, tant au Chili qu'à l'étranger, soulevant diverses formes de soutien dans le monde entier.

Les logiques d'action sont également diverses et multidimensionnelles, même si les marches, grèves et occupations de facultés et lycées ont dominés. Plusieurs manifestations « originales » ont eu lieu, tel que les «1800 heures pour l'éducation», la «Besatón pour l'éducation » ou le « Thriller »⁴⁴ pour citer les plus connues. Cependant, en parallèle, d'autres comportements ont été présents : des réactions violentes dérivées de la répression policière et la distorsion conséquente des objectifs des manifestations, ainsi que des conduites critiques, principalement des grèves de la faim de lycéens et d'étudiants. Les étudiants ont terminé l'année de mobilisation par trois faits : la fin de l'occupation du bâtiment central de l'Université du Chili le mercredi 21 décembre après 195 jours d'occupation, des marches de Santiago et de Valparaíso et la fin de l'occupation des lycées Darío Salas y Arturo Alessandri Palma le jeudi 22.

⁴⁰ En Septembre, le soutien est d'environ 80%, selon l'enquête Adimark. Voir Encuesta: Evaluación Gestión del Gobierno. Informe mensual Septiembre 2011. www.adiark.cl.

⁴¹ Junta Nacional de Auxilio Escolar y Becas.

⁴² Leurs revendications sont les suivantes : plus de bourses d'études, l'expansion du Fondo Solidario au détriment des crédits avec la garantie de l'Etat (CAE), l'augmentation de bourses d'entretien et de nourriture, entre autres.

⁴³ «[...] La principale revendication des étudiants est le changement du système politique, en particulier dans ses structures et l'inclusion de la participation sociale et civique de la réforme» (Cronologías del Conflicto Social, Chile, abril 2011, p. 4).

⁴⁴ «1800 heures» consistait à courir autour du palais du gouvernement symbolisant les heures de l'argent (en millions de dollars) pour financer les coûts de l'enseignement gratuit (du 13 Juin to 27 Août); "Besatón": le 6 juillet, des élèves du secondaire se sont embrassés pendant 1.800 secondes dans l'ensemble du pays ; "Thriller": plus de 3.000 personnes ont dansé la chanson de Michael Jackson habillés comme des zombies devant le palais présidentiel le 24 Juin.

Les *Mapuches* sont le deuxième acteur conflictuel en 2011. S'il a connu une moindre notoriété que les étudiants, leur conflit s'étend de janvier à décembre. Dans l'ensemble, les caractéristiques du conflit sont les suivantes : une demande historique de récupération des terres ancestrales. La dynamique d'action est également similaire : l'occupation des terres privées et de là une demande adressée à l'État pour leurs revendications. Les adversaires de cette lutte sont les propriétaires fonciers (appuyés par la police) qui expulsent de manière souvent violente les occupations. On observe un conflit violent en Araucanie, les mapuches accusant les perquisitions illégales (14 avril), la violence policière (23 février) et la militarisation des communautés (15 septembre). Aussi la lutte se radicalise et Leandro Seitz, un propriétaire terrien, déclare le 25 juillet qu'il ira « armé de 500 coups. Je vais tuer les indiens Mapuche qui sont sur ma propriété, quelles qu'en soient les conséquences ». Par rapport à cela, une deuxième face du conflit mapuche est de nature judiciaire, en raison du jugement de quatre villageois de la Coordinadora Arauco-Malleco (CAM), qui ont commencé une grève de la faim le 15 mars en demandant une procédure régulière et un procès équitable juste et transparente (pas d'utilisation de témoins anonymes ou d'application de la loi antiterroriste; être jugés par un tribunal compétent et impartial ; fin de la double procédure ; transfert à la prison d'Angol et conditions de détention dignes). La grève a duré 86 jours, se terminant le 9 juin.

Le conflit environnemental a également été présent en 2011, même si c'est de manière plus sporadique et moins constante que les deux précédents, bien qu'ayant acquis un certain caractère et une importance nationale à certains moments de l'année. Il s'agit généralement du rejet de l'approbation des méga projets d'énergie qui dégradent l'environnement : extraction du charbon à Isla Riesco, centrale thermoélectrique dans Atacama, et le plus important, le mégaprojet HidroAysen qui comprend la construction de cinq centrales hydroélectriques sur deux rivières de la région d'Aysen. Le processus de mobilisation émane habituellement de spécialistes de l'environnement et se développe dans le grand public à des moments-clés, comme les dates de discussion et d'approbation des évaluations d'impact sur l'environnement pour permettre la construction de ces projets. La votation se fait par les secrétaires régionaux ministériels, nommés par le gouvernement, qui en général approuvent la construction de mégaprojets. C'est alors que les protestations atteignent leur paroxysme et acquièrent parfois un niveau national. Après, elles sont reprises par des organisations environnementales qui poursuivent une lutte de nature judiciaire. Ce rejet de la politique énergétique de l'État implique un soutien général, et pas seulement pour les personnes directement concernées.

Une quatrième figure du conflit en 2011 est de type régional-local. En janvier ce fut Magallanes, Calama en juin, le même mois Alhué et depuis juillet Dichato. Les exigences de chaque cas sont particulières, mais avec un aspect commun dirigé vers l'État, à savoir son manque de présence dans les localités. Magallanes, par exemple, a mobilisé l'attention à travers le pays contre une hausse de 16,8% du coût du carburant par l'Entreprise Nationale de Pétrole ENAP (à cause de l'élimination des subventions réservées aux régions). Calama, une ville minière, s'est mobilisée contre le manque de réalisation d'infrastructures en exigeant qu'un pourcentage des profits du cuivre s'investisse là-bas. Alhué s'est opposée à l'installation d'une prison et Dichato a dénoncé les moyens insuffisants attribués à la reconstruction après le tremblement de terre. Les acteurs, dans tous les cas, sont transversaux et comprennent travailleurs, étudiants, commerçants, hommes d'affaires, politiciens, voisins et leurs familles en général.

Au Chili on n'observe pas la même dispersion des conflits et des luttes qu'en Argentine bien qu'il y ait plus de figures qu'en 2000. À propos des étudiants, quelques considérations

peuvent être faites. Tout d'abord, en 2000 c'est seulement cette catégorie d'acteurs qui s'est mobilisée, tandis qu'en 2011, les étudiants ont réussi à agglomérer autour d'eux différents acteurs (enseignants, chercheurs, travailleurs) et le grand public (la grande masse de la population), à une échelle nationale. Deuxièmement, les revendications s'adressent principalement à l'État, mais le contenu de celles-ci se modifie : en 2000, le conflit a été axé sur l'accroissement des dispositifs de financement public de l'éducation, en se concentrant sur l'accessibilité des étudiants qui étudiaient déjà. Cela s'est traduit par une demande de plus de bourses et de crédits universitaires pour que les étudiants puissent payer leurs études. En 2011, il s'agit plus fondamentalement d'un questionnement sur le modèle éducatif dans son ensemble, dont les deux principaux éléments sont d'abord celui d'une éducation gratuite pour tous ceux qui veulent étudier, en demandant la fin des profits générés dans les universités (notamment les universités privées) et, deuxièmement, une éducation de qualité, demande qui est plus 'diffuse' que la première.

Ce dernier élément est important car il nous permet de parler des étudiants en tant qu'acteurs politiques, dont la revendication essentielle porte sur le modèle éducatif chilien, alors que les demandes proprement étudiantes (qualité de la recherche, démocratie au sein des établissements) ont été subordonnées à ce conflit central, plus politique que social. Comme l'a souligné clairement le ministre de l'Éducation de l'époque, Joaquín Lavín, qui le 28 juin a déclaré que : « les étudiants ont cessé de parler d'éducation et ont commencé à parler de politique. Ils ont commencé à parler de la renationalisation des ressources fondamentales, d'Assemblée Constituante, réformes fiscales, etc. Dans les démocraties du monde [ce] ne sont pas des sujets du ministère de l'Éducation »⁴⁵.

Pour le cas Mapuche, la principale différence entre 2011 et 2000 est que la demande, même si en fin de compte elle est orientée vers l'État, se fait de manière « autonome ». Le conflit s'est centré sur les revendications territoriales et la logique de l'action est l'action directe disruptive, telle que l'occupation des terres et leur récupération. En 2011, l'action d'un autre acteur, les propriétaires fonciers, acquiert une importance primordiale avec sa participation active aux expulsions, la formation de brigades paramilitaires (commando Hernán Trizano⁴⁶) et en collaborant avec les forces de la police militarisée dans la région. Plus qu'un adversaire, compte tenu de la nature du conflit, le propriétaire est plutôt un obstacle, parce que la revendication et les enjeux du conflit sont, dans le cas des Mapuche, la reconnaissance, l'autonomie, l'autodétermination et, parfois avec force, la construction d'une nation Mapuche au sein de l'État chilien. Les grèves de la faim de 2011 suivent la même logique, car elles ont été menées pour les mêmes raisons et en conflit avec les mêmes adversaires.

III. Approches pour la recherche future

Après avoir examiné les luttes et les conflits en Argentine et au Chili en 2000 et en 2011, qu'est ce qui semble important de regarder pour une analyse plus approfondie pour la recherche de terrain qui est à réaliser ?

Le premier élément est le suivant : il semble difficile de nier que dans les deux pays, en dépit de leurs histoires différentes dans le court terme, il ya des conflits et des acteurs qui s'impliquent et s'engagent dans diverses luttes pour les résoudre. On peut considérer, à la suite de Héralut et Lapeyronnie⁴⁷, qu'il n'y a pratiquement pas de domaine de la vie sociale, culturelle, publique, privée, professionnelle ou institutionnelle qui ne soit pas lié aux conflits.

⁴⁵ Chile – Cronología del conflicto social de junio de 2011, OSAL, p. 13.

⁴⁶ www.elciudadano.cl; www.theclinic.cl.

⁴⁷ Héralut, B. ; Lapeyronnie, D. « Le statut et l'identité. Conflits sociaux et protestation collective ». In Galland, O. et Lemel, Y. (1998). *La nouvelle société française. Trente années de mutation*. Armand Colin, Paris.

Ceux-ci ne sont pas marginaux mais sont liés à des problèmes fondamentaux de la société et sont inhérents à elle. Les conflits doivent être placés au centre de l'analyse. Il n'est pas possible non plus de nier l'existence de multiples 'foyers' de conflit et de lutte : des luttes des travailleurs syndiqués aux chômeurs en passant par des conflits de caractère ethnique, culturel, territoriaux et environnementaux, pour en arriver aux luttes et processus de mobilisation où un acteur central (les étudiants) peut mobiliser différentes catégories d'acteurs autour de leurs demandes.

Dans ce travail, nous avons présenté les caractéristiques des différents acteurs, leurs conflits, luttes et processus de mobilisation. Toutefois, analyser la nature et la signification de ceux-ci relève de la multi-dimensionnalité tenant compte des différentes logiques d'action en présence. C'est un travail qui ne peut se faire que si nous travaillons directement avec les acteurs afin de comprendre en profondeur les conflits. Nonobstant, ce qui vient d'être présenté nous permet de tracer quelques lignes en vue d'atteindre cet objectif en définissant le processus de recherche, ses problèmes et ses orientations futures.

Tout d'abord, le caractère des acteurs en lutte. Un conflit est celui dans lequel deux acteurs s'affrontent pour le contrôle de certains éléments considérés comme essentiels pour leur développement optimal, indépendamment du niveau de généralité que le conflit atteint (on pense à la violence directe et aux processus révolutionnaires). Cependant, il est nécessaire d'examiner dans quelle mesure correspondent, ou sont représentés, les intérêts des groupes ou des acteurs en question et voir le degré de corrélation entre eux. De ce point de vue, il est pertinent de questionner l'autonomie des acteurs et des groupes, le sens du conflit lui-même et de la lutte qu'ils mènent pour surmonter/dépasser le conflit. La question pertinente est alors d'analyser si nous sommes en présence d'acteurs et de groupes mobilisés de manière *autonome* ou si leur action répond essentiellement à des éléments *hétéronomes*? Les réponses pourraient être : soit les acteurs et groupes mobilisés répondent directement à leurs intérêts et à leurs orientations, soit ils répondent à une situation, à une orientation ou à des intérêts extérieurs. Si les acteurs qui luttent cherchent à résoudre les conflits sur la base d'orientations établies au sein d'eux-mêmes, on pourrait parler d'un degré plus élevé d'autonomie. Dans la mesure où ce sont des éléments externes, par exemple quand l'adversaire impose un changement et le groupe réagit en se mobilisant, ou que les 'alliés' incitent et dirigent la mobilisation, les éléments hétéronomes l'emportent lors de la réalisation de l'action. Analyser le degré et la constitution éventuelle d'un acteur autonome est donc essentiel si l'on veut analyser le sens d'un processus de mobilisation, de lutte ou de conflit.

Deuxièmement, les orientations générales des luttes. Au-delà et indépendamment des objectifs immédiats ou à moyen terme que les différentes luttes et les acteurs tracent, il est nécessaire d'analyser en profondeur les représentations, les dynamiques et les objectifs de l'ensemble des luttes dans chaque pays, afin de trouver des similitudes et des différences et ainsi comparer les processus sociaux de chaque société. En ce sens, on peut penser, d'une part, aux luttes comme des tentatives pour produire une société des égaux, conçue et produite en termes relationnels (ou dialectiques) à travers les conflits. Rosanvallon⁴⁸ parle d'un déchirement de la démocratie produite par une crise de l'égalité, de sorte que « l'idée d'égalité doit être reformulée dans un âge reconnu de la singularité [...] qui permette de fonder une véritable théorie générale de l'égalité intégrant ses différentes dimensions afin de donner des bases solides et *universalisables* aux actions réformatrices »⁴⁹. Donc, il faudrait chercher les différentes dimensions centrales auxquelles répond cette production de société en Amérique

⁴⁸ Rosanvallon, P. (2011) *La société des égaux*. Editions du Seuil, Paris.

⁴⁹ Ibidem, p.. 354, l'italique est de nous.

Latine et en chaque pays concerné ici⁵⁰. D'autre part, on pense qu'il est nécessaire d'analyser la manière dont le modèle spécifique de l'Amérique latine, le *national-populisme*, continue d'être présent dans ces sociétés. Ainsi, il est pertinent d'analyser en profondeur si, dans ces pays, cet axe commande encore les relations sociales et en quoi il constitue la *dualité* propre du continent, ce qui implique la subordination des catégories sociales, de classe, à des catégories politiques comme Touraine⁵¹ l'a analysé. Dans la même ligne, on devrait voir si, au lieu de créer ou de produire une société des égaux, les luttes et les conflits répondent plutôt à une tentative de recréer une nouvelle relation entre les individus et le système politique⁵². En l'absence d'une relation entre les dimensions objectives et les expériences subjectives dans la vie politique, le modèle national-populaire serait de retour comme seul capable de concilier ces désaccords. Une « place vide⁵³ » qui, en retournant à un modèle temporairement épuisé, refait les liens entre le leader, le militant, le syndicat et le peuple, une place vide qui se remplit à nouveau.

Enfin, au-delà des couples autonomie / hétéronomie, société des égaux / national-populisme, on peut analyser la dimensionnalité des acteurs. Nous avons vu que les luttes et les conflits sont divers et multidimensionnels. Dans certains cas plus que dans d'autres, on voit que différentes dimensions – sociale, économique, politique et culturelle – sont en tension dans la constitution des acteurs. Chaque acteur répond aux préoccupations, intérêts, dominations ou orientations qui ne convergent pas nécessairement avec l'acteur voisin. C'est pourquoi on peut observer nombre d'ambivalences dans certains cas, comme en témoignent les processus de mobilisation, le changement de logiques d'action, en alternant les adversaires au point qu'on ne peut parler d'acteurs sociaux consistants et intégrés dans un projet dans aucun pays.

Bien qu'il soit difficile de parler d'un acteur central, le défi est de tenter d'intégrer, de façon logique mais pas historique, quelques notions ou référents qui orientent la recherche. Les luttes et les conflits expriment, d'une manière ou d'une autre, différents degrés de situations contrastées, qui se manifestent dans des secteurs plus ou moins larges de l'ensemble de la société. Ces situations contrastées peuvent aller de simples désaccords sur des éléments spécifiques dans la direction d'un certain aspect de la vie à des ajustements du bloc hégémonique visant à maintenir le consensus, ou à des crises de légitimité, d'autorité, d'hégémonie (organique) ou même historique⁵⁴. La question est alors de savoir si l'un de ces groupes se constitue comme un acteur social. Ce qui, tout d'abord, veut dire qu'il est l'expression d'un conflit social entre des acteurs sociaux, à savoir « une interaction dont le résultat invente, produit, ce qui deviendra par la voie de l'institutionnalisation un élément de la situation sociale »⁵⁵. Ensuite, il s'agit de voir si les acteurs (sociaux ou non) sont capables de faire valoir leurs intérêts en leur nom propre ou, au contraire, s'ils ne peuvent pas se représenter, ils doivent être représentés. Leur représentant doit se présenter en même temps que leur maître, comme une autorité sur eux, comme un pouvoir illimité du Gouvernement pour les protéger des autres classes et les envoyer au-dessus de la pluie et du soleil »⁵⁶. Enfin,

⁵⁰ Rosanvallon parle de *singularité*, *réciprocité* et *communalité*. Il faudrait aussi voir si ces concepts correspondent aux deux pays, en insistant sur l'universalité de Rosanvallon, ou par contre, s'il y a d'autres notions qui font plus sens.

⁵¹ Touraine, A. (1988). *La parole et le sang. Politique et société en Amérique Latine*. Editions Odile Jacob, Paris.

⁵² Voir Martuccelli, D. ; Svampa, M. (1997). *La plaza vacía. Las transformaciones del peronismo*. Editorial Losada, Buenos Aires, pour un développement plus profond de cette idée.

⁵³ Nous reprenons le titre du beau livre de Martuccelli et Svampa.

⁵⁴ Pour approfondir, voir Gramsci, A. « El Príncipe Moderno », In Gramsci, A. (2006) *Política y Sociedad*. Editorial Centro Gráfico, Santiago.

⁵⁵ Touraine, A. « Une sociologie sans société ». *Revue française de sociologie*. 1981, 22-1, p. 10.

⁵⁶ Marx, K. "El dieciocho Brumario de Luis Napoleón". In: Marx, K.; Engels, F. (Sin Año) *Obras Escogidas*. Editorial Progreso, Moscú, p. 173.

il s'agit d'analyser si les acteurs (sociaux) autonomes, qui se représentent eux-mêmes, peuvent ou ne peuvent pas devenir des groupes sociaux fondamentaux, et ce en deux sens : d'une part, si les luttes sont l'expression d'un conflit qui corresponde proprement dit aux *rapports sociaux* de la société actuelle⁵⁷ et, d'autre part, mais de manière organiquement liée, s'ils peuvent devenir des groupes capables de générer une hégémonie et un consensus autour d'eux, ce qui veut dire, organiser et diriger la société dans son ensemble⁵⁸. Il s'agit bien de regarder si les luttes et les conflits actuels en Argentine et au Chili sont l'expression d'une (nouvelle) lutte de classes. Cette question ne peut être résolue que par une approche directe avec la réalité et par un dialogue avec les protagonistes qui sont les acteurs et les groupes qui luttent.

⁵⁷ Pour voir cette idée de manière plus détaillée, voir l'approche de Touraine. Touraine, A. (1968) *Le mouvement de mai ou le communisme utopique*, Seuil, Paris, 1968.

⁵⁸ Voir Gramsci, A. op. cit. et Gramsci, A. *La formación de los intelectuales*, Ed. Grijalbo, 1967.

DESIGUALDADES.
TOLERANCIA, LEGITIMACIÓN Y CONFLICTO
EN LAS SOCIEDADES LATINOAMERICANAS

 desiguALdades.net

cees.

Centro de Estudios de Conflicto y Cohesión Social

ICIIS

Centro Interdisciplinario de Estudios
Interculturales e Indígenas
Interdisciplinary Center for Intercultural
and Indigenous Studies

RIL editores
bibliodiversidad

MAYARÍ CASTILLO GALLARDO
CLAUDIA MALDONADO GRAUS
(EDITORAS)

DESIGUALDADES

*Tolerancia, legitimación
y conflicto en las sociedades
latinoamericanas*


RIL editores

PRESENTACIÓN
APUNTES SOBRE LOS CONCEPTOS
DE DESIGUALDAD, LEGITIMACIÓN Y CONFLICTO
PARA EL ANÁLISIS DE LAS SOCIEDADES
LATINOAMERICANAS

Nicolás Orellana, Claudia Maldonado y Mayarí Castillo

INTRODUCCIÓN

Este libro nace como un esfuerzo colectivo hace años atrás. Es la continuidad de una serie de diálogos en torno a la legitimidad de las desigualdades en las sociedades latinoamericanas, que comenzaron en México D.F., continuaron en Berlín y que culminan hoy en Santiago de Chile, casi 6 años después. En el camino, este esfuerzo colectivo creó y publicó un primer libro, organizó dos seminarios y entabló un diálogo, donde alrededor de una veintena de investigadores de diversos países establecieron líneas de reflexión sobre el tema.

En esta segunda etapa se planteó el desafío de construir un segundo tomo a partir de una convocatoria abierta, con el fin de integrar a esta reflexión a distintos investigadores jóvenes que estuvieran produciendo análisis empíricos sobre el tema *desigualdad, legitimación y conflicto*. Considerábamos que en América Latina había una tradición de alta calidad en estudios sobre desigualdad, pobreza y conflicto, y que esta tradición estaba produciendo interesantes aproximaciones empíricas para comprender la región. Queríamos, a la vez, rescatar los aportes teóricos de aquellos que están pensando y aportando herramientas para analizar la realidad latinoamericana hoy desde miradas nuevas o relecturas de los clásicos. Para esto, contamos con los valiosos aportes de investigadores consolidados que aceptaron colaborar con este desafío de pensar desde y

para América Latina. A través de ambas estrategias buscábamos destacar la productividad de la academia latinoamericana, la particularidad de la región y la necesidad de herramientas teórico-metodológicas adecuadas para la interpretación de estas particularidades.

En este sentido, creemos que el objetivo ha sido logrado, pero no sin dificultades. Una de las principales fue que, a poco andar, nos dimos cuenta de que la convocatoria pública no tuvo el efecto esperado, sobre todo en términos de representatividad de los países que componen la región. La principal razón de esto fue que nosotros estábamos olvidando lo heterogénea que es América Latina, no solo en relación a sus trayectorias históricas, sino también en los ejes que articulan el debate académico. Estábamos buscando investigación empírica sobre un tema que tenía gran importancia en algunos países, como es el caso de Chile y México, pero que tenían importancia marginal en otros, como es el caso de Venezuela, Uruguay o Ecuador. Nos dimos cuenta de que las preocupaciones académicas en cada país estaban estrechamente enlazadas a procesos contingentes y particulares de cada realidad, distantes entre sí o conectadas por otros eslabones y/o conceptos. Esto fue un problema para el libro, ya que generó una sobrerrepresentación de ciertos países y dejó fuera realidades nacionales que hubieran sido interesantes conocer aquí. Sin embargo, esto da cuenta de una academia latinoamericana —pese a todas sus falencias— inmersa en su realidad, dialogante con los procesos específicos que le toca enfrentar y buscando aportar con investigación empírica a aquello que más preocupa a cada país.

En ese sentido, creemos que la representación de casos que acá se presenta es sintomática de esta heterogeneidad y de estas trayectorias diferenciadas. Por esto no busca representar al conjunto de la región, sino dar un panorama general sobre cómo se está trabajando este tema en específico en algunos países de América Latina. Dentro de esto, llama la atención la sobrerrepresentación del caso chileno, que resulta igualmente claro respecto al vínculo entre las preocupaciones académicas y la realidad social en la que se insertan. Con una de las sociedades más desiguales de la región y el incremento paulatino de la conflictividad en la última década, los académicos chilenos no solo han querido, sino que también han debido dar cuenta de estas transformaciones, que se han instalado en el centro de las preocupaciones de la sociedad hoy. Para esto han abordado distintos caminos teóricos y metodológicos, como podrán ver en los textos que acá se presentan. Situaciones similares suceden con los investigadores de otros países que participaron en este tomo.

«Desigualdad», «legitimidad» y «conflicto» son términos de gran complejidad teórica y trayectoria en el pensamiento social. Existe tanta variedad de acepciones para cada uno de estos, que muchas veces resultan difíciles de ubicar y trabajar con ellos. A continuación buscamos situarlos brevemente dentro de una discusión teórica, mostrando su trayectoria, la relación entre estos y su transformación, con el fin de aportar un marco común a los textos presentados. El objetivo es entregar los elementos generales que construyen la unidad de un volumen e insertar en ella las miradas de los autores del libro en una discusión común. Con este fin, se establecen brevemente las principales trayectorias de los conceptos centrales que componen este libro: desigualdad, legitimación y conflicto. En cada uno de ellos se realizó un esfuerzo por sintetizar tradiciones teóricas complejas, por lo que la simplificación es inevitable, pues se encuentra más orientada a nodos problemáticos clave que a la exhaustividad.

a) De la desigualdad a las desigualdades

El problema de la desigualdad se vincula con la distribución de recursos socialmente valorados, con la pregunta de quién recibe qué y basado en qué criterios. Esta pregunta cruza a todas las sociedades humanas, observándose a lo largo de la historia una transformación de los patrones distributivos y de los principios que los sustentan, dependiendo de las dinámicas del conflicto social y de los acuerdos entre sujetos. Si existe un plano en donde es posible ver la acción y la historicidad del mundo social en el marco de aquello que se considera justo, legítimo o inaceptable, es precisamente a través del estudio de los patrones distributivos, el conflicto en torno a ellos y cómo a través de esta relación se han ido transformando nuestras sociedades.

El problema distributivo ha estado presente desde los inicios del pensamiento social occidental, a partir de la reflexión de autores como Platón o Aristóteles sobre la adecuada distribución de responsabilidades en el marco de un buen gobierno y las características del ciudadano. En estos pensadores, las diferencias en el acceso de recursos o bienes socialmente valorados estaban remitidas a la esfera de lo privado, y por ello no encontraban lugar en la reflexión política sino a través de la necesidad de establecer relativas condiciones de igualdad al interior de la esfera pública. Tal y como señala Arendt (1958), en el mundo de la Grecia Clásica, la igualdad era una condición que se alcanzaba a través de la acción en el mundo público, en términos de *igualdad de libertad positiva*: posibilidad de influir en la gestión de la ciudad y las decisiones al respecto. Esto requería

asegurar las condiciones de igualdad entre ciudadanos, con el fin de que esta libertad positiva se pudiera producir, existiera una gestión responsable y hubiera un tratamiento entre pares en el intercambio de opiniones. En este tenor, los asuntos públicos eran patrimonio de un sujeto susceptible de cumplir con estas condiciones: hombres libres, pertenecientes a la ciudad y con patrimonio. La reflexión sobre los sujetos excluidos de este espacio de igualdad —tales como mujeres, esclavos, migrantes o sujetos sin patrimonio— y sobre otros problemas distributivos, no encontró en ese momento un espacio en la reflexión política, sino para fundamentar algunos aspectos específicos de la necesidad de la funcionalidad de estas diferencias. La igualdad en el pensamiento griego fue *igualdad para actuar en el espacio público*, pero entre sujetos que reunían ciertas características de privilegio, las que no encontraron mayores cuestionamientos en el pensamiento social de esa época.

Es a partir de la «pasión igualitaria» de la modernidad que la desigualdad es conceptualizada como un problema susceptible de reflexión. Los autores ilustrados —Rousseau, Locke y otros— introdujeron reflexiones poderosas sobre el origen, validez y efectos de la desigualdad, marcando las trayectorias del debate hasta nuestros días. Una de las reflexiones más influyentes al respecto se dio en el marco de los escritos de Rousseau y su discurso sobre «El origen de la desigualdad» (1778), en donde estableció las bases para posteriores desarrollos teóricos que apuntarían al nacimiento de la propiedad privada como principio de la desigualdad entre los hombres, base de los enfoques críticos en el estudio sobre estratificación y desigualdad. De la misma forma, pensadores como Locke (1680) sentaron las bases de aquellos enfoques agrupados en los desarrollos de la teoría liberal, al establecer la desigualdad de talentos y características de los individuos como base a partir de la cual debe ser analizado el problema de la desigualdad. En el pensamiento de estos autores podemos ver la síntesis de un importante conflicto social entre aquellos distintos sectores sociales por un nuevo orden, que con el tiempo fue desplazando lentamente los patrones distributivos hacia otra dirección. Es posible decir así que la desigualdad es conceptualizada como un problema social a partir del período moderno, al desencajar los patrones tradicionales de autoridad y distribución de la riqueza, estableciendo por primera vez una de las preguntas que antes parecía invisible. ¿Por qué hay personas que tienen más que otras y son tratadas de manera diferente a nivel político y social? ¿Es eso justo? ¿Es eso positivo para la sociedad o tiene efectos negativos en el largo plazo? En el centro de estas preguntas planteadas hay sujetos que se

encuentran disputando los bienes socialmente valorados, pero también la legitimación y establecimiento de nuevas normas distributivas y consensos (Rosanvallon, 2012).

La modernidad establece en una primera instancia la idea de la igualdad como imperativo ético, condensado en la noción de los hombres «libres e iguales». En este momento, el «espíritu de la igualdad» (Rosanvallon, 2012) logró establecer un consenso en torno a *derechos políticos/jurídicos* vinculados a la idea de ciudadanía, pero ya no en la forma de libertad positiva, sino más bien en torno a lo que se denomina *libertad negativa*: la defensa contra los poderosos, la defensa contra los malos gobernantes y la necesidad de establecer principios jurídicos y políticos capaces de proteger al ciudadano y de abolir los privilegios en este plano. Este pasaje de libertad negativa a libertad positiva, representado en la historia por los conflictos sociales que resultaron en la Revolución francesa, ha sido referido como el logro de una *igualdad formal*, pero a su vez estableció las bases para la posterior problematización y crítica contra otro tipo de desigualdades. Como proceso social —plagado de contradicciones, avances y retrocesos—, el período que culminó en la Revolución francesa estableció marcos a partir de los cuales se pensó el problema de la igualdad/desigualdad en el mundo occidental.

Pese a esto, la discusión sobre la ampliación de esta igualdad/desigualdad a otros aspectos vinculados a aspectos socioeconómicos entre individuos —aunque presente en algunas corrientes del pensamiento social— debió esperar bastante para adquirir una posición desde la cual influir en la configuración de las sociedades humanas. Si la modernidad estableció la categoría de ciudadanía como uno de los ejes claves de una sociedad igualitaria, la noción de igualdad del siglo XX se orientó en la discusión de la *igualdad en términos de apropiación del producto social* y sus efectos sobre las diferentes trayectorias entre los individuos (Rosanvallon, 2012). Este desplazamiento del nodo de la discusión puede verse en la importancia que adquieren los enfoques críticos adscritos al pensamiento de Marx, pero también en el reimpulso y reorientación de la tradición liberal observada en la teoría de la justicia de Rawls (1971) a partir de los setenta del siglo XX, que apuntó a rediscutir algunos supuestos tras la teoría liberal frente a la presión redistributiva y el avance de las teorías críticas. Esta teoría desarrolla así la posibilidad de construcción de normas distributivas justas a partir de un contrato social entre individuos, mediado por la ignorancia futura de sus posiciones en la sociedad. En un contexto de ignorancia completa, el autor señala que los individuos

pactarían aquello que más les beneficiaría en cualquier situación, pues no saben qué posición les tocará: estas serían las normas más justas. Estas normas, emanadas de un consenso social construido en esta posición de ignorancia originaria, tolerarían las desigualdades en la distribución de bienes primarios solo si benefician a los menos favorecidos de la sociedad (Rawls, 1971). Este desarrollo teórico marcó uno de los grandes hitos al interior de la teoría política liberal y su influencia sigue siendo poderosa incluso hoy, al ser uno de los primeros intentos sistemáticos de introducir una reflexión sobre la legitimidad de ciertas desigualdades en esta corriente de pensamiento.

En este marco, vemos que desde el siglo XX se cuestiona entonces que la existencia de una igualdad de estatus político/jurídico debilite el peso de la adscripción —las condiciones de origen— en el futuro de los sujetos, en su «horizonte de lo posible». En estos términos, tanto el pensamiento social como el conflicto político estuvieron centrados ya no en la igualdad de estatus político como forma de construcción de sociedades más justas, sino en la disputa de una igualdad de distribución de recursos económicos, focalizados en la variable de clase/estrato/grupo socioeconómico, por diversificar tanto la conceptualización tras esta discusión como las trayectorias teóricas tras este debate (Rosanvallon, 2012). Es en este contexto que tanto el pensamiento como los actores sociales buscaron desplazar y ampliar lo que se encontraba en la base de la igualdad jurídico-política, estableciendo la necesidad de igualar la repartición del producto social de una sociedad histórica determinada. Los movimientos sociales y las políticas redistributivas del siglo XX en el mundo y sobre todo en América Latina, son un ejemplo claro de la correspondencia de esta ampliación de la reflexión respecto del tipo de igualdad que se busca y sobre qué clase de desigualdades resultan intolerables para una sociedad. En este tenor, el pensamiento social también quiso ampliar y complejizar el concepto de igualdad/desigualdad, estableciendo condiciones para el ejercicio de una igualdad en términos políticos y jurídicos.

Esta ampliación de la noción de igualdad requirió un movimiento teórico en las distintas escuelas referidas al tema. El desarrollo de la escuela liberal, de la mano de la nueva preocupación por la igualdad introducida por Rawls, reelaboró parte de su pensamiento utilizando como eje la idea de libertad individual, una de las premisas básicas de este enfoque. En esta línea, se cuestionó la oposición entre libertad e igualdad y se estableció la desigualdad como problema en tanto constituía un fenómeno que impedía el logro de la libertad individual. En ese sentido, se hacía preciso

establecer una igualdad de oportunidades que permitiera a los sujetos desarrollar una trayectoria de vida basada en la real meritocracia. Quizás uno de los más complejos trabajos en esta línea es el elaborado por Amartya Sen (1999; 2010), quien complejizó el pensamiento liberal sobre los temas de desigualdad y pobreza al ampliar la mirada e incluir factores políticos, sociales y culturales en el desarrollo de una verdadera igualdad a través del concepto de igualdad de capacidades, que busca centrarse en la distribución desigual de «herramientas» —en el plano político, cultural, económico y social— que le permitan al individuo desarrollar su proyecto de vida en libertad. Este enfoque, base del Índice de Desarrollo Humano (IDH) aplicado en el mundo, se convirtió en uno de los más influyentes en América Latina durante la década de los noventa y continúa siendo utilizado en el marco de las políticas públicas de la región.

En la tradición crítica, esta ampliación de la idea de igualdad significó un relativo auge de los enfoques articulados en torno a la noción de clases/estratos/grupos en el marco de los estudios de estratificación y desigualdad, pero también una complejización de modelos que permitieran visibilizar elementos de importancia periférica en las aplicaciones clásicas. Los trabajos de Bourdieu (1969; 1998; 2000a) sobre los aspectos culturales y simbólicos en la configuración de las sociedades desiguales, de Goldthorpe (1980, 1983, 1992) sobre elites y movilidad social, de Castells (2006, 2009, 2012) sobre el rol del conocimiento y de Wright (1980, 1985, 2009) sobre las modificaciones en el mundo laboral y las clases medias, son avances que complejizan e incorporan elementos antes no considerados en la reflexión respecto de sociedades desiguales. Cada uno de estos autores, con una amplia obra a su haber, mostró la necesidad de repensar la desigualdad a la luz de las nuevas configuraciones de lo social a partir de los años setenta. En esta línea misma línea, el trabajo de Juan Pablo Pérez Sainz presentado en este volumen busca revitalizar esta tradición crítica que tiene larga historicidad y calidad en la región, desarrollando una apuesta teórica orientada a la comprensión de las desigualdades en América Latina, capaz de considerar los procesos históricos particulares y la pregunta por el rol que tienen la esfera política y la ciudadanía en estos procesos.

En el marco de estas complejizaciones de las nociones de igualdad/desigualdad en ambas corrientes antes mencionadas, es que se va a establecer hacia las últimas décadas del siglo pasado un último giro en la discusión, que apunta a la necesidad de reconocimiento de grupos sociales diversos y de la influencia de este aspecto en la configuración de posiciones des-

iguales. Este giro apuntó particularmente a la necesidad de incorporar tres variables claves para el estudio de la desigualdad, que deviene persistente: la raza, la etnicidad y el género. Estas variables —hasta este entonces subsumidas en los análisis sobre desigualdad como elementos periféricos en la configuración de patrones distributivos— se vuelven centrales a partir de la década de los ochenta, con la emergencia de los conflictos étnicos y raciales, así como de la persistencia de las desigualdades de género. Dos de los conceptos claves en esta línea fueron la idea de *desigualdades categoriales* de Charles Tilly (2000) y el concepto de *interseccionalidad* de Crenshaw (1991; MacCall, 2006; Acker, 2005).

La idea de desigualdad categorial de Tilly gira en torno la configuración de desigualdades persistentes desde una perspectiva que buscaba incorporar dimensiones culturales e institucionales a la reproducción de la desigualdad. El autor muestra así cómo las desigualdades tienen su origen en la necesidad de resolver problemas distributivos, organizando pares categoriales desiguales (blanco/negro) a partir de determinadas circunstancias históricas. Estos pares son poco a poco incorporados a las instituciones sociales y se van extendiendo a la vida cotidiana, configurando desigualdades que se vuelven persistentes en el tiempo y que resultan entramados complejos difíciles de desentrañar desde un solo plano. En esta línea de reflexión, el trabajo de Luis Reygadas presente en este volumen, entrega importantes herramientas teóricas para aproximarse a la comprensión de estos fenómenos desde una mirada centrada en los procesos socioculturales que se encuentran en la base de la reproducción de las desigualdades de la región. El autor identifica cinco procesos simbólicos que construyen y deconstruyen estas disparidades, por un lado creando dispositivos y estrategias que producen y refuerzan desigualdades. Estos cinco mecanismos —clasificación, valoración, relación diferencia/igualdad y producción/distribución de capitales— son, por otro lado, capaces de establecer condiciones para la crítica y transformación de condiciones inequitativas, promoviendo a la larga la igualdad.

El segundo de los conceptos claves para pensar las desigualdades fue establecido a mediados de la década de los ochenta por la feminista negra Kimberle Crenshaw (1991), modificando de manera central la discusión sobre desigualdad, desplazándola hacia una discusión sobre desigualdades. En su trabajo, la autora señala que si se busca entender las posiciones desiguales de ciertos sujetos, hay que considerar que existen distintas variables que, históricamente, van configurando estructuras a través de las cuales se distribuyen los bienes socialmente valorados. Estas estructuras existen y

afectan simultáneamente las trayectorias de los sujetos, no a modo de una sumatoria de criterios de exclusión, sino intersectándose y reforzándose entre sí. Nace entonces el concepto de *interseccionalidad* (MacCall, 2006; Acker, 2005), el que tiene dos efectos teóricos relevantes. En primer lugar, configura sujetos distintos que se encuentran en condiciones de desigualdad diversas. Ya no es posible hacer estudios ni establecer políticas que vayan en contra de la desigualdad sin considerar aquellos aspectos que marcan las particularidades de la situación de cada sujeto. Hay sujetos que se encuentran en situaciones de desigualdad que requieren un apoyo especial, por ejemplo, en el caso analizado por la autora. Ella demuestra que las variables de género, de ingreso y residencia se intersectan entre sí en el caso de las mujeres negras de los barrios marginales, configurando estructuras simultáneas que agudizan la condición de vulnerabilidad de estas mujeres, en relación a sus pares hombres de igual condición. Acá se generan verdaderas «rejillas» que van encerrando a los sujetos y van haciendo cada vez más difícil la garantía de una igualdad, ya sea de oportunidades, condiciones o resultados.

Por otro lado, a partir del concepto de interseccionalidad ya no es posible trabajar con indicadores de desigualdad que se enfoquen exclusivamente en el ingreso, como históricamente se había trabajado la desigualdad en términos de los estudios macro, sino que también se hace necesario estudiar otras variables y, sobre todo, el efecto que estas tienen al interactuar entre sí en casos específicos. Se hace preciso el desarrollo de indicadores interseccionales o integrados, capaces de mostrar la interacción de mecanismos tras la reproducción de desigualdades. En esta línea, los trabajos de los autores presentes en este volumen —Göran Therborn y Sérgio Costa— buscan hacerse cargo de este desafío para la región, reflexionando teóricamente sobre la necesidad de comprender el entrecruzamiento de variables y niveles relevantes para la configuración de desigualdades.

En esos términos, hoy existe un cierto consenso en que la noción de igualdad/igualdades requiere ser complejizada, para lograr sociedades más justas. Es preciso observar los distintos niveles en los que circulan los bienes socialmente valorados y según qué variables son distribuidos desigualmente. Este aspecto es destacado por Sérgio Costa a través del concepto de «ejes de estratificación» desarrollado en el artículo de este volumen, que apunta precisamente a observar las distintas estructuras que delimitan la estratificación social. Junto con desarrollar una importante propuesta teórica, muestra su posible aplicación empírica al caso latinoamericano, donde atendemos a desigualdades de larga data estructuradas

desde tiempos coloniales por variables de clase, género, territorio, etnicidad y raza, a través de su investigación con población afrodescendiente. A través de esta aplicación, el autor rescata la importancia de incluir los entrelazamientos entre variables que determinan la reproducción de desigualdades, a la vez que releva la importancia de ampliar la dimensión puramente socioeconómica de las desigualdades a través de la noción de «régimen de desigualdad», la que permite la comprensión de las sociedades latinoamericanas como formaciones sociopolíticas, económicas y culturales complejas como marco de los estudios sobre el tema.

b) Sobre la noción de conflicto

En todos los desarrollos anteriores, sobre todo los de la línea crítica de los estudios sobre desigualdad y estratificación, está presente la construcción conflictiva de acuerdos en torno a normas distributivas y procedimientos de asignación de recursos. Tal como señalábamos anteriormente, si hay un espacio en el cual es posible observar las distintas manifestaciones, evolución, características y análisis del conflicto en el marco de la teoría social, es precisamente en este tema. Las herramientas teóricas para el análisis del conflicto, sin embargo, constituyen un campo de estudios que ha transitado de manera *aparentemente* independiente. Sin embargo, en términos de conceptos, trayectorias y discusiones, las conexiones son evidentes: la pregunta por lo que, parafraseando a Lechner (1984), sería la conflictiva y nunca acabada construcción del orden deseado. Así, el conflicto debe ser comprendido como formación y transformación de *órdenes*. De un orden que contempla en todo momento el debate distributivo como eje.

Así, para comprender la noción de conflicto ha habido variadas escuelas que, *grosso modo*, pueden dividirse en dos modelos: el del orden y el del conflicto, pues cada uno le da prioridad a una de las partes de la dicotomía. El primero se desarrolla en torno a una normatividad de las ciencias sociales que responde a las premisas de las ciencias naturales. El padre de este tipo de acercamiento es sin duda Durkheim (2004), a quien le interesaba la posibilidad de extender el racionalismo científico al estudio de la conducta humana. Podemos ver dicha preocupación en un debate entre él y Lagardelle, donde Durkheim (2002[1906]) dice que la lucha de clases implicaría la destrucción de la sociedad, que la industrialización es un proceso armónico y natural de extensión progresiva de la industria local y de sus consecuentes instituciones jurídicas y morales. De lo anterior podemos extraer una noción de orden de tipo armónico, que envuelve la concepción del autor. Pero también se observa una in-

capacidad de ver el conflicto sino como anormalidad y desorganización, donde la lucha (a partir del antagonismo entre capital y trabajo) hace desvanecer la solidaridad normal producida por la división del trabajo (Durkheim, 2007). En lo que respecta a los conflictos sociales, dos autores destacan en su tratamiento dentro de los marcos de la teoría estructural funcional: Robert Merton y Lewis Coser. Para el primero (Merton, 1938), los sistemas sociales tienden a un funcionalismo continuo. Se pueden admitir los conflictos como resultado de las estructuras sociales, pero su importancia o lugar se definen en torno a la noción de disfunción. Los conflictos contribuyen a que una sociedad o sistema social no funcionen, sean disgregadores y disfuncionales. Coser (1970), dentro de la misma tradición que Merton, intenta vincular de modo más orgánico el estudio de los conflictos dentro de la teoría funcional, señalando que los conflictos pueden ser disgregadores, pero no siempre, ya que hay veces en que contienen elementos funcionalmente positivos. Coser agrega, no obstante, que el conflicto social supone y crea una comunidad entre las partes en lucha, ya que se desarrollan entre grupos sociales que tienen una relación.

El segundo modelo, de conflicto, tiene sus raíces en Marx. Este centra sus análisis en una lógica de *contradicción* y lucha de clases en lugar de concentrarse en las relaciones conflictivas propiamente tales¹. Un alcance que debe hacerse en torno a este modelo es que, en principio, sitúa al conflicto (o, en el caso de Marx, la contradicción) como constitutiva de las sociedades². La diferencia sustancial entre este modelo y el del orden es que este último ubica al conflicto como problema de las sociedades que, si bien pueden conducir a un cambio, generan en un primer momento un desorden. El modelo de conflicto pone a este al centro del análisis social y es fundamental para la comprensión de las sociedades. Los representantes más relevantes de esta postura son Simmel, Dahrendorf, Touraine y Mouffe.

La preocupación principal de Georg Simmel fue la «delimitación epistemológica e institucional de una disciplina encargada de estudiar lo social» (Chernilo, 2004:178). Este autor es reconocido por desarrollar una

¹ Ver especialmente el Capítulo LII de *El Capital*, *El Manifiesto del Partido Comunista* y el Prefacio de la *Contribución a la Crítica de la Economía Política*.

² No se debe confundir el modelo de conflicto con una postura crítica respecto de la configuración de relaciones sociales. Para un buen análisis sobre qué es la crítica y cuáles son sus diferentes dimensiones, ver De Munck, Jean, «Les trois dimensions de la sociologie critique», *SociologieS* [En ligne], La recherche en actes, Régimes d'explication en sociologie, mis en ligne le 06 juillet 2011, consulté le 10 avril 2014. Disponible en: <http://sociologies.revues.org/3576>.

teoría microsociológica y por la relevancia de la interacción como fundamento de las relaciones sociales, no obstante desarrolla una teoría macrosocial del conflicto (Rizo, 2006). Para Simmel (2003), la significación sociológica del conflicto es que, a pesar de lo paradójico que pudiera parecer, suscita o modifica comunidades de interés, reagrupamientos y organizaciones. Ralf Dahrendorf (1971) considera que todas las unidades de la organización social se modifican constantemente y la tarea es descubrir los factores que intervienen en este proceso normal de cambio, no buscar las variables que lo producen. Lo que impulsa el cambio, la energía creadora de la historia es precisamente el conflicto social. Dahrendorf sostiene que las sociedades se mantienen unidas por coacción y no por consenso, la función de los conflictos, entendiéndola sin referencia a un sistema de equilibrio, sería la de «mantener y fomentar la evolución de las sociedades en sus partes y en su conjunto» (Dahrendorf, 1971:118). El conflicto debe ser el centro de cualquier análisis. Touraine forma parte de lo que se podría denominar la «facción identitaria» en el análisis de los —nuevos— movimientos sociales, en oposición a la «facción estratégica» (Escobar y Álvarez, 1992), compuesta por los teóricos de la movilización de recursos y del modelo del proceso político³. Para él⁴, la sociedad es concebida como un drama, en el que no hay ni situación ni intención, sino acción social y *rapports* sociales (Touraine, 1978:9). Intenta ir más allá de la lógica metasocial de la contradicción propia del marxismo y propone una concepción donde los actores sean definidos por sus orientaciones culturales y los *rapports* sociales. Para él, un *rapport* social es diferente a la noción de relación social, ya que los primeros son una interacción en la que su resultado produce lo que devendrá, por la vía de la institucionalización, un elemento de la situación social (Touraine, 1981). La orientación principal del trabajo de Chantal Mouffe es el problema de la radicalización de la democracia⁵. A partir de la crítica a la postura consensualista, propia de lo que denomina la pospolítica (Mouffe, 2011), la autora postula que el objetivo para una política democrática debería «promover la creación de una

esfera pública vibrante de lucha «agonista», donde puedan confrontarse diferentes proyectos políticos hegemónicos. Esta es [...] la condición *sine qua non* para un ejercicio efectivo de la democracia» (Mouffe, 2011:11). La confrontación política, definida según categorías políticas, es una confrontación entre adversarios, el antagonismo está siempre potencialmente presente, no existe fundamento último de ningún orden.

Pero ¿qué se puede encontrar en torno a este tópico en América Latina? En nuestra región ha habido innumerables esfuerzos, la mayoría indirectos, por analizar y comprender los conflictos en sus diferentes niveles. Sería sumamente ambicioso intentar una sistematización, puesto que se deberían abordar todas las disciplinas, subdisciplinas y áreas de estudio. No obstante lo anterior, existen dos iniciativas que explícitamente están abocadas al análisis, teórico y empírico, del conflicto social que merecen la pena destacar.

La primera son las Cronologías del Conflicto Social de CLACSO⁶. Se trata de un esfuerzo —probablemente el más— sistemático que, desde el año 2000, promueve y divulga la investigación y análisis de los conflictos y movimientos sociales en la región. En ellas podemos encontrar las cronologías, por día, mes y año (2000-2012), de diecinueve países de la región y es sin duda un registro excepcional para analizar la conflictividad, identificar actores, oponentes, acciones, objetivos, dimensiones, etc. La segunda iniciativa es la Revista de Conflicto Social del Instituto Gino Germani de la UBA⁷, la cual desde el año 2008, ha desarrollado la problemática del conflicto desde la esfera teórica (especialmente el número cero) y ha abordado diferentes dimensiones del mismo, entre ellas las de clase, género, memoria, medioambiente, etc. Sin duda estos esfuerzos, junto a otros menos institucionalizados (palabra paradójica), nos invitan a esforzarnos por profundizar nuestros análisis de los conflictos en la región y su relación con el fenómeno de las desigualdades.

c) Legitimidad y legitimación

Este apartado pretende dar cuenta del concepto de legitimidad y legitimación en torno al problema de las desigualdades y el conflicto, intentando dar respuesta a algunas de las preguntas que constituyen la base de este volumen: ¿qué tipo de desigualdades generan consenso entre la población y cuáles son consideradas injustas? ¿Cuál es la relación entre

³ Destacan en este enfoque autores como Doug McAdam, John McCarthy, Mayer Zald, David Snow, Sidney Tarrow y Charles Tilly.

⁴ Se debe dejar en claro que estamos hablando de la fase de Touraine de los NMS, no del Touraine sujeto ni del de la afirmación de derechos universales. Para profundizar estos puntos, ver: Touraine, Alain; Khosrokhavar, Farhad (2000), *La recherche de soi. Dialogues sur le sujet*, Fayard, Paris y; Touraine, Alain (2013), *La fin des sociétés*, Éditions du Seuil, Paris.

⁵ Uno de los primeros aportes en este sentido es su libro con Laclau: Laclau, Ernesto; Mouffe, Chantal (2010 [1985]), *Hegemonía y estrategia socialista. Hacia la radicalización de la democracia*, Fondo de Cultura Económica, Buenos Aires.

⁶ Ver www.clacso.org.

⁷ Ver <http://www.webiigg.sociales.uba.ar/conflictosocial/revista>.

estas percepciones y la emergencia de conflicto en torno a los patrones distributivos de una sociedad?

Para esto, es necesario considerar que esta preocupación ha estado también en el centro del pensamiento social durante varias décadas. Ha tomado, eso sí, formas diversas y se ha articulado en torno a conceptos divergentes según la trayectoria teórica de los autores que las desarrollan. En torno al tema de los patrones distributivos y la generación de consenso/tolerancia entre los sujetos de una sociedad histórica, podríamos distinguir —*grosso modo*— tres grandes vertientes: los desarrollos adscritos a la línea del pensamiento de Weber, la corriente de pensamiento liberal y la corriente crítica tributaria del concepto de ideología en Marx.

Pese a estas diferentes corrientes, uno de los primeros autores de relevancia en trabajar directamente con este concepto, definiéndolo en términos sociológicos y estableciendo una diferenciación entre la dimensión normativa —legitimidad— y la procesual —legitimación—, fue Max Weber. Casi todos los trabajos posteriores representan una relectura del trabajo de este autor sobre autoridad política, contenida en su trabajo clásico: *Economía y sociedad* (1964 [1956]). En este trabajo, el autor se pregunta por los distintos principios que subyacen tras la obediencia de los sujetos a la autoridad política y cómo esto tiene relación con las dinámicas de dominación. Al reflexionar sobre esto, Weber definió lo que consideraría una autoridad *legítima*, es decir, aquella que produce consenso en los sujetos en torno a la norma que hay tras su autoridad y que generan obediencia, distinguiendo principalmente tres: la legitimidad tradicional, la legitimidad carismática y la legitimidad burocrática y/o procesual.

En paralelo con esto, Weber distingue conceptualmente entre esta legitimidad y el proceso a través del cual esta se construye, ya sea por parte de los sujetos o por el aparato político. A esta dimensión procesual la denomina como *legitimación*. Los escritos, sin embargo, son confusos en la distinción entre ambas dimensiones del fenómeno y esto ha generado una serie de interpretaciones diversas, tal y como es posible ver en la discusión realizada por Habermas (1998; 1991). Así, los escritos desarrollados después han intentado subsanar la ambigüedad de la distinción, con consecuencias notables, sobre todo si se aplican estos conceptos al análisis de la legitimidad de los patrones distributivos y/o a los procesos conflictivos de todas las sociedades. Acá resulta sumamente relevante distinguir entre aquellas normas que generan consenso normativo —«*esto es justo*»— entre los sujetos y aquellas que se encuentran en proceso de legitimación, es decir, que intentan generar dicho consenso pero que muchas veces no

lo logran, sino que simplemente generan indiferencia o apatía: «*esto es así*». Algunos desarrollos tributarios del trabajo de Weber, como el del Boltanski y Chiapello (2002), han dado cuenta de esto a través de relevar el rol de la crítica en los procesos de legitimación de ciertos aspectos del sistema capitalista que son percibidos por los sujetos como «injustos», es decir, que no se distinguen como «legítimos», según los términos de Weber. Acá los procesos de legitimación estarían directamente relacionados con los mecanismos de dominación que mantienen las estructuras desiguales. Un aporte interesante es el trabajo de análisis en esta línea por Kathya Araujo en el trabajo del presente volumen. La autora presenta una lectura crítica al problema de cómo el individuo se orienta en concordancia con la norma, asunto discutido y contestado por Weber. A partir de la respuesta otorgada por este autor, Araujo propone con base en datos centrados en la región, discutir dos aspectos no considerados en la teoría de weberiana y que son de vital importancia para comprender el impacto efectivo del principio de igualdad y de la noción de derecho en las formas de acción cotidianas y ordinarias de los individuos para el caso latinoamericano (Araujo, 2014). En esta misma línea, el trabajo de Emmanuelle Barozet y Oscar Mac-Clure muestra la importancia de esta discusión en el pensamiento sociológico y destaca, a la vez, la relevancia de la dimensión individual en el análisis de la legitimación de las desigualdades, a partir de evidencia empírica reciente.

En otra línea de pensamiento, para la corriente liberal el acuerdo de los sujetos en torno a las normas distributivas se basa en que los individuos libres asumen un compromiso contractual, un acuerdo básico de convivencia a través del cual se pactan ciertas formas de distribución de bienes socialmente valorados de una manera tal, que no obstaculice la acción individual y sus recompensas. El contractualismo (Locke, 1689) se vuelve uno de los principios básicos tras la legitimidad de las normas en general y distributivas en particular, elemento que se ve representado también en la reelaboración de esta tradición en la teoría de Rawls* (1975). En este autor, la dimensión procesual es clave para la legitimidad: tras un «velo de ignorancia», los sujetos pactan libremente una serie de principios sobre cómo se distribuirán los bienes primarios. Esta norma será la norma justa y la que será respetada por los individuos.

Para los desarrollos teóricos provenientes de la tradición marxista, en cambio, la pregunta por el acuerdo de los sujetos frente a las normas

* Nos referimos al libro *Teoría de la justicia*, publicado por primera vez en español por el Fondo de Cultura Económica, México (1975).

distributivas desiguales ha sido respondida por distintas versiones del concepto de ideología susceptibles de ser encontradas en esta amplia tradición⁹. Tanto para las versiones más clásicas como para las recientes elaboraciones del llamado «posmarxismo», existe acción concertada de los sectores dominantes, orientada a generar acuerdo entre los individuos, obstaculizar su percepción sobre las relaciones en las que se encuentran y encubrir la posición objetiva de los sujetos en la estructura social desigual. Esta representación —encubierta, falsa, distorsionada (Althusser, 1989) tal y como ha sido abordado por las distintas escuelas del marxismo— es la *ideología*, componente fundamental en la reproducción del orden desigual, anclada en las percepciones de los sujetos sobre la realidad y el entramado cultural en el que se encuentran. Esta mirada marcó profundamente la forma de mirar el problema de la dominación en las sociedades contemporáneas y fue posteriormente criticada, tanto en su versión marxista como en sus vertientes mixtas, por el escaso margen de acción otorgado a los sujetos, sus representaciones del mundo y su conocimiento. Sin ir más lejos, el propio Bourdieu (2003, 2007), si bien profundamente influenciado por este paradigma, reelaboró la noción de ideología en función de un nuevo concepto: *la doxa*, que buscaba desterrar la idea de que el conocimiento proveniente de la experiencia de los sujetos dominados estaba constituido en torno a percepciones «falsas» o «distorsionadas». Pese a ello, la noción de *doxa* de Bourdieu ha sido criticada posteriormente por inscribir la obediencia en la dimensión corporal, al borde de lo preconsciente y, con ello, dejar un escaso espacio para el cuestionamiento de las posiciones desiguales en las que se encuentran los sujetos. Cabe señalar, de todos modos, que los debates contemporáneos tanto en torno a estos conceptos como a los otros mencionados, sus trayectorias teóricas y su aplicabilidad empírica muestran que es un debate hoy más vivo que nunca. En esta línea de pensamiento, el trabajo del Loïc Wacquant presentado en este volumen es una interesante aplicación de esta tradición al análisis empírico de fenómenos contemporáneos, tales como la criminalización de la pobreza.

Dentro del debate actual sobre la desigualdad en América Latina, quizás uno de los aspectos que suscite mayor inquietud, sea el referente a los niveles de legitimidad que la desigualdad ha alcanzado al interior de nuestras sociedades. Una primera mirada nos podría llevar a concluir que ya que nos situamos en sociedades con desigualdades de larga data, estas se encuentran relativamente legitimadas o son aceptadas como dadas por los

⁹ Dada esta misma complejidad, no nos detendremos en la discusión sobre los distintos matices de esta noción.

sujetos, debido que se han mantenido en el tiempo. Pero los estudiosos de los movimientos sociales y políticos de los siglos XIX y XX han mostrado de manera contundente que esta discusión ha estado presente de distintas maneras en los diferentes movimientos y estallidos sociales en la región durante gran parte de su historia, desde que se conforman como países independientes. El movimiento redistributivo propio de la política de sustitución de importaciones en gran parte de los países latinoamericanos es una muestra de esto y así podemos encontrar numerosos ejemplos de esto a lo largo del período previo a la implantación del modelo liberal en la región. En numerosas ocasiones, los movimientos sindicales o populares utilizaron la noción de igualdad en el discurso político, apelando con esta a distintas nociones y significados de la misma.

En esta línea, los retrocesos en este movimiento redistributivo observados en la década de los ochenta y los noventa no generaron mayor conflictividad, en parte por el complejo contexto político social en que fueron implementadas las primeras medidas y en parte también por la relativa expectación que se mantuvo en la ciudadanía durante los primeros años del proceso de democratización vivido en la región. Durante este período, la convivencia entre aumento de las desigualdades y democracia se mantuvo relativamente armónica, aun en sociedades con tasas sostenidas de crecimiento económico. Lo particular de este fenómeno de convivencia estable —o de consenso— entre altos niveles de desigualdad y bajos niveles de conflictividad social, es que pareció ir en dirección opuesta a lo señalado por los autores, los que consideraban que mantener altos niveles de desigualdad social podría mermar las bases de contrato social, detonar conflictos al activar resentimientos profundos, generar crisis y trastornos sociales y económicos, llegando incluso a la revolución (Lipset, 1959; O'Donnell, 1999; Champernowne y Cowell, 1998; Burchardt, 2012). La realidad latinoamericana pareciera hablarnos, aunque de modo aparente, justamente de lo contrario hasta hace una década.

Sin embargo, durante la última década se observa nuevamente una mayor prevalencia de demandas redistributivas y discursos políticos en torno a la idea de igualdad. ¿Cómo se dio el proceso de instalación de la noción de igualdad en la región? La forma en que se movilizó esta noción —ya sea a través del discurso político o de los instrumentos del Estado tales como las políticas públicas— ¿influyó en el procesamiento de la problemática? Al respecto, quisiéramos mencionar dos hechos. En primer lugar, durante el período inicial del proceso democratizador, se construyó una ficción discursiva que unificaba la idea de la recuperación

de la democracia con un avance en materias de igualdad, generando expectativas que en un primer momento mantuvieron bajos los niveles de conflictividad, pero que posteriormente al no ser cumplidas establecieron condiciones para un aumento de estos. Cabe señalar que en este punto, la discusión se trasladó en un primer momento hacia la atención sobre la pobreza, desplazando la disputa sobre el aumento de la desigualdad a un segundo plano en el debate público; no solo la desigualdad relativa a ingreso, sino también aquellas en torno a las demandas de igualdad provenientes de los movimientos de género y diversidad sexual, etnicidades y otros aspectos que ya estaban presentes en el espacio público desde principios de los años ochenta en la región. Las sociedades latinoamericanas en transición andaban «con pies de plomo» y el debate sobre desigualdad debió esperar a los primeros estallidos sociales.

Este tema entró recién a nivel de políticas públicas hacia finales de los noventa, postura incentivada sobre todo desde los organismos internacionales (CEPAL, BM, FMI, BID) a través de los estados nacionales por medio de políticas públicas focalizadas. En este momento se señaló a nivel internacional que la desigualdad afectaba directamente el crecimiento del nivel macroeconómico y se instó a los países de la región a ocuparse de este problema a fin de mantener sus tasas de crecimiento relativamente estables. En este contexto, la visión que se privilegió fueron las nociones de equidad¹⁰ e igualdad de oportunidades¹¹ (Araujo, 2013: 116) y a pesar de su centralidad en las recién reinauguradas democracias latinoamericanas, el objetivo y vehículo primordial de este tema fue el desarrollo económico. Tenemos así, casi dos décadas de priorización del crecimiento económico (aspecto notoriamente exacerbado luego de las reformas estructurales) y de divulgación de una idea de justicia basada en la igualdad de oportunidades, promovida principalmente por los Estados cuyas premisas, a la luz de los distintos procesos de movilización social en la región, parecen haber encontrado su límite.

Las primeras señales de visibilización del descontento comenzaron con las diferentes movilizaciones de actores y movimientos sociales que condenaban las condiciones desiguales de vida. En este punto, los movimientos quizás no encontraron en un primer momento una «gramática

de la desigualdad» como nos señala Boltanski, sino que esta se fue construyendo poco a poco en la constante problematización de desigualdades que superaban el tema del ingreso, tales como el acceso a servicios sociales como salud, educación y protección social, el reconocimiento y reparación para los pueblos indígenas, entre otras demandas. Así, los movimientos lograron ampliar los campos a los que la igualdad como medida debía ser aplicada, sacándola de la pura dimensión socioeconómica para integrar otras dimensiones y construir la noción de desigualdades que resulta hoy la forma más adecuada de realizar investigación en esta línea. Contribuyeron también a través de sus luchas a poner en el centro y de manera renovada, la disputa por la cuestión de la ciudadanía que, en última instancia, es la disputa desde los inicios de la modernidad por la igualdad (Araujo, 2013:117).

Este hecho nos ha puesto el desafío de buscar respuesta a una serie de preguntas: ¿hasta qué punto es legítima la desigualdad en América Latina? ¿Qué condiciones han hecho posible la visibilización de este malestar en los últimos años? ¿Qué tipo de desigualdades están siendo cuestionadas hoy en día? Interrogantes que cobran relevancia en el contexto de este libro. La discusión entonces se da en torno a la existencia o no de legitimidad de la desigualdad en el contexto latinoamericano, en un primer momento. En un segundo momento, entre quienes reconocen que existe una legitimidad de las desigualdades en nuestro continente, la investigación ha estado orientada a establecer en qué grado esta desigualdad es legítima y cuáles son las causas/mecanismos tras su legitimidad. Entre quienes consideran que la desigualdad en la región no es legítima sino meramente aceptada o tolerada por los sujetos, la investigación ha estado orientada a mostrar aquellos puntos de inflexión en los que esta aceptación, tolerancia o comportamiento legitimantes se ponen en cuestión y son capaces de establecer condiciones para el surgimiento del conflicto.

Entre los primeros encontramos el trabajo realizado para el caso chileno por Castillo, Miranda y Carrasco (2011). Para estos autores, el punto de partida para comenzar a hablar sobre legitimación de la desigualdad son dos supuestos: el del «espejo», donde la percepción de igualdad estaría relacionada con la distribución económica existente en una población (contextos con mayor desigualdad económica, perciben una mayor desigualdad). El segundo es el supuesto de que la percepción de desigualdad estaría relaciona con motivos racionales de los individuos. Esto quiere decir que existiría una influencia del nivel socioeconómico de los individuos en su percepción de desigualdad (individuos con menor nivel

¹⁰ Garretón señala «que el concepto de equidad se refiere a la igualdad de oportunidades individuales para la satisfacción de necesidades básicas o aspiraciones definidas socialmente» (Garretón, 1999:45).

¹¹ Igualdad de oportunidades será considerada en términos de una noción de igualdad centrada en el individuo (probabilística y posibilista) (Rosanvallon, 2011:315, en Araujo, 2013).

socioeconómico se ven más afectados por la desigualdad y, por lo tanto, expresarían mayores niveles de desigualdad percibida). Ambos supuestos son contrastados y falseados por medio de investigación empírica realizada en el contexto chileno¹². Respecto al primero, los autores basándose en evidencia empírica señalan que las imágenes distan de ser un «espejo» de la realidad, ya que se ven afectadas por una serie de determinantes que actúan como filtros o sesgos perceptuales. «Estos filtros producirían efectos que se alejan de lo esperable en el sentido común, tales como la tendencia a percibir mayor desigualdad en individuos de mayor estatus (particularmente mayor educación), la falta de influencia de variables de identificación política en percepción de desigualdad, la tendencia a sobreidentificarse con estratos medios y el impacto de un mayor estatus subjetivo en una menor percepción de brechas» (Castillo, Miranda y Carrasco, 2011:21). Respecto del segundo, los autores señalan diversas investigaciones de finales de la década del 90 en el área de prestigio profesional que «revelan que la capacidad de discriminar entre salarios para ocupaciones de alto y bajo estatus disminuye de acuerdo al estatus individual (Wegener, 1987, 1990, 1992 [citado por los autores]); es decir, al menos en términos de percepción de desigualdad salarial, a menor nivel socioeconómico, menor es la desigualdad percibida» (Castillo, Miranda y Carrasco, 2011:2).

Entre quienes abordan la investigación empírica sobre este tema desde la otra perspectiva, encontramos el trabajo de Araujo. Para esta autora, otro punto importante para el análisis de la legitimidad de la desigualdad, es tomar como punto de partida la crítica sobre el tratamiento dado a la igualdad como un principio normativo abstracto despojado

de todo contexto. Espacio donde el papel de los procesos sociales en la consolidación y especificación de la igualdad ha quedado oscurecido (Araujo, 2013:110). En este sentido, el ideal que deba contener al principio igualitario deberá ser visto como una idea flexible y plástica relacionada a los contextos en los que se evalúe. Así, sus contenidos deberían ser especificados y transformados según las condicionantes estructurales e históricas¹³ (Araujo, 2013:109-110). Este será, a su vez, la referencia en la que cada sociedad construirá los niveles de legitimidad. Dentro de esta misma línea, podemos encontrar el trabajo de Barozet en este libro, quienes a través de su equipo conformado por académicos como María Luisa Méndez y Oscar Mac-Clure han mostrado la importancia de las distinciones sociales y las fronteras simbólicas en la legitimación cotidiana de las desigualdades. Para los autores, atender a las actitudes prácticas de los sujetos de manera cotidiana constituye una de las vías más prometedoras para el trabajo en este tema, ya que nos permite ver la interacción entre aquellos grandes imperativos éticos, la acción cotidiana, la acción grupal e individual en la explicación de desigualdades persistentes.

El recorrido realizado ha intentado mostrar nodos comunes en tres campos de discusión en ciencias sociales con amplia trayectoria y desarrollo. En este tenor, ha buscado los puntos de conexión que podrían marcar futuros pasos que seguir y que han comenzado a ser abordados por los autores de la sección teórica de este volumen. De manera paralela, el libro intenta mostrar en una segunda sección análisis empíricos recientes que ponen en jaque los desarrollos teóricos, reelaboran conceptos a la luz de los datos y articulan consistentes explicaciones en torno a la relación entre desigualdad, legitimidad y conflicto para la región. Todos estos trabajos representan un punto de inicio de una agenda de investigación de gran relevancia para la región en las próximas décadas. Esperamos haya sido un aporte en esta dirección.

¹² Nos referimos al estudio empírico «La percepción de la desigualdad» realizado por los investigadores Juan Carlos Castillo, Daniel Miranda y Diego Carrasco. Esta investigación se centró en dos aspectos relacionados con la medición de percepción de desigualdad: diferencias entre indicadores y diferencias entre la influencia de predictores sobre estos indicadores. El modelo de análisis consideró tres indicadores de percepción de desigualdad que se encuentran presentes en los datos chilenos de la encuesta del International Social Survey Programme (ISP) 2009: percepción general de desigualdad, percepción de brechas salariales y percepción de distribución económica. En este terreno, los autores intentarán innovar respecto a las investigaciones sobre percepción de la desigualdad, tratando de suplir la falta de estudios que i) comparen distintas medidas de percepción de desigualdad, y ii) comparen las diferencias individuales en percepción de la desigualdad. El estudio cotejó tres medidas de percepción de desigualdad en Chile: percepción general de la desigualdad, percepción de brechas salariales, y percepción de diagramas de distribución. A ellas se agregaron tres determinantes económicos: la influencia del estatus socioeconómico, la posición política y la evaluación de justicia salarial (Castillo, Miranda y Carrasco, 2011).

¹³ Una referencia importante a este planteamiento la encontramos en las investigaciones realizadas en Chile por K. Araujo y D. Martuccelli, (2012), donde se corrobora que para el caso específico de Chile, se extiende la demanda de igualdad más allá de la igualdad jurídica, política o social, y se centra en lo que podríamos denominar como igualdad interactiva o el lazo social (Araujo, 2013:110).

BIBLIOGRAFÍA

- Acker, Joan (2006). «Inequality Regimes: Gender, Race, and Class in Organizations», en *Gender & Society*, 20(4):441-464.
- Althusser, Louis. *La filosofía como arma para la revolución*. México, D.F.: Siglo XXI.
- Araujo, K. (2013). «La Igualdad en el Lazo Social: Procesos Sociohistórico y Nuevas Percepciones de la Desigualdad en la Sociedad Chilena», en *DADOS-Revista de Ciências Sociais*, Río de Janeiro, vol. 56, N° 1:109-132.
- Araujo, Kathya y A. Martuccelli (2012). *Desafíos Comunes. Retrato de la sociedad chilena y sus individuos*, Tomo I y II, en Serie individuos y ciencias sociales. Santiago de Chile: Editorial LOM.
- Arendt, Hannah (1974 [1958]). *La Condición Humana*. Barcelona: Seix Barral.
- Boltanski, Luc y Éve Chiapello (2002). *El nuevo espíritu del capitalismo*. Madrid: Akal.
- Bourdieu, Pierre (1969). «Condición de clase y posición de clase», en *Estructuralismo y Sociología*. Buenos Aires: Editorial Nueva Visión.
- . (1998). *La distinción. Criterios y bases sociales del gusto*. Madrid: Editorial Taurus.
- . (2007). «Sobre el poder simbólico», en: *Intelectuales, Política y Poder*. Buenos Aires: UBA/Eudeba, pp. 65-73.
- . (200). «¿Cómo se hace una clase social?», en *Poder, Derecho y Clases Sociales*. Bilbao: Editorial Desclee de Brouwer.
- ; Eagleton, Terry (2003). «Doxa y Vida cotidiana: Una entrevista», en Zizek (comp.), *Ideología: un mapa de la cuestión*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica.
- Burchard, H. (2012). «¿Por qué América Latina es tan desigual? Tentativas de explicación desde una perspectiva inusual», en *Revista Nueva Sociedad*, N° 239, mayo-junio. Disponible en: www.nuso.org.
- Castillo, J.C. (2009). «¿Cuál es la brecha salarial justa? Opinión Pública y legitimación de la desigualdad económica en Chile», en *Estudios Públicos* N° 113:237-266.
- Castillo, J.; Miranda, D. y Carrasco, D. (2011). «La percepción desigual de la desigualdad. Una Comparación de indicadores de percepción de desigualdad económica», en *Informes Técnicos MIDE UC*. Pontificia Universidad Católica de Chile.
- Castells, Manuel. (2006). *La Sociedad Red*. Madrid: Alianza Editorial.
- . (2009). *Comunicación y Poder*. Madrid: Alianza Editorial.
- . (2012). *Redes de esperanza e indignación*. Madrid: Alianza Editorial.
- Champernowne, D.G. y Cowell, F.A. (1998). *Economic inequality and income distribution*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Chernilo, D. (2004). «El rol de la “Sociedad” como ideal regulativo: hacia una reconstrucción del concepto de sociedad moderna», en *Cinta de Moebio* 21:175-188.
- Coser, Lewis (1970). *Nuevos aportes a la teoría del conflicto social*. Buenos Aires: Amorrortu Ediciones.
- Coser, Lewis (1971). *Las funciones del conflicto social*. Fondo de Cultura Económica, México, D.F.
- Dahrendorf, R. (1959). *Class and class conflict in industrial societies*. Stanford: Stanford University Press.
- . (1971). *Sociedad y libertad. Hacia un análisis sociológico de la actualidad*. Madrid: Editorial Tecnos.
- De Munck, Jean (2011). «Les trois dimensions de la sociologie critique», en *SociologieS* [En ligne], La recherche en actes, Régimes d'explication en sociologie, mis en ligne le 06 juillet 2011. Disponible en: <http://sociologies.revues.org/3576> (última visita: 10 de abril 2014).
- Durkheim, Émile (2004). *Las reglas del método sociológico*. México, D.F.: Editorial Colofón.
- . (2002 [1906]). *Internationalisme et lutte de classes*. Extraits de *Libres Entretiens 2ème serie*, pp. 392-436.
- . (2007). *De la division du travail social*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Escobar, A. y Álvarez, S. (1992). «Introduction: Theory and protest in Latin America today», en: *The making of social movements in Latin America: identity, strategy and democracy*. Colorado: Westview Press.
- Foucault, Michele (2002). *Historia de la Sexualidad*. Volumen II. México, D.F.: Siglo XXI.
- Garretón, M. (1999). «Igualdad, ciudadanía y actores en las políticas sociales», en *Revista de Ciencias Sociales (CI)*, Universidad Arturo Prat, Iquique Chile, pp. 41-52.
- Habermas, Jürgen (1991). *Problemas de legitimación en el capitalismo tardío*. Buenos Aires: Amorrortu.
- . (1998). *Facticidad y validez*. Madrid: Trotta.
- Laclau, Ernesto y Mouffe, Chantal (2004 [1985]). *Hegemonía y estrategia socialista. Hacia la radicalización de la democracia*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica.
- Locke, John (2003 [1689]). *Dos tratados sobre el gobierno civil*. Madrid: Editorial Porrúa.
- Martuccelli, D. y De Singly, F. (2012). *Las sociologías del individuo*. Santiago de Chile: LOM Ediciones.
- Melucci, Alberto (1978). «Société en changement et nouveaux mouvements sociaux», en *Sociologie et sociétés* 10(2):37-54.

- . (1991). *Il gioco dell'io. Il cambiamento di se in una società globale*. Milan: Feltrinelli.
- Merton, Robert K. (1938). «Social Structure and Anomie», en *American Sociological Review*, vol. 3, issue 5 (Oct. 1938), 672-682.
- Mouffe, C. (2011). *En torno a lo político*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica.
- Parsons, Talcott (1988). *El sistema social*. Madrid: Alianza Editorial.
- Rawls, John ([1971] 2012). *La Teoría de la Justicia*. México, D.F.: Fondo de Cultura Económica.
- Rizo, M. (2006). «George Simmel, Sociabilidad e interacción. Aportes a la ciencia de la comunicación», en *Cinta de Moebio* 27:43-60.
- Rousseau, Jacques. (1999 [1755]). *Discurso sobre la desigualdad*. Buenos Aires: Editorial El Aleph.
- Rosanvallon, Pierre (2012). *La sociedad de los iguales*. Buenos Aires: Manantial.
- Simmel, G. (2003). *Le Conflit*. Belval: Éditions Circé.
- Tilly, Charles (1995). *Popular contention in Great Britain, 1758-1834*. Cambridge: Harvard University Press.
- Tilly, Ch. (2000 [1998]). *La desigualdad persistente*. Buenos Aires: Manantial.
- Tilly, Charles (2006). *Regimes and Repertoires*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Tilly, C. y Tarrow, S. (2008 [2006]). *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*. Paris: Presses de Sciences Po.
- Touraine, A. (1978). *La voix et le regard*. Paris: Éditions du Seuil.
- . (1981). «Une sociologie sans société», en *Revue française de sociologie* 22-1:3-13.
- Wade, Peter (2000). *Raza y Etnicidad en América Latina*. Quito: Ediciones Abya-Yala.
- Weber, Max (1964 [1956]). *Economía y Sociedad*. México, D.F.: Fondo de Cultura Económica.
- Wegener, B. y Liebig, S. (2000). «Is the "Inner Wall" Here To Stay? Justice Ideologies in Unified Germany», En *Social Justice Research*, 13(2118):177-197.
- Wright, O. Erik (1980). «Class and Occupation», en: *Theory and Society*, vol. 9, N° 1. Special issue on Work and the Working Class. Department of Sociology, University of Wisconsin-Madison.
- . (1985). *Classes*. London: Verso.
- . (2009). «Understanding Class. Towards an Integrated Analytical Approach», en *New Left Review*, N° 60.

HERRAMIENTAS TEÓRICAS CONTEMPORÁNEAS PARA EL ESTUDIO DE TOLERANCIA, LEGITIMACIÓN Y CONFLICTO SOBRE DESIGUALDADES EN AMÉRICA LATINA

Alcances y límites de la noción de “repertorio de contestación” para describir, medir y explicar la conflictividad en Chile del siglo XXI*

Nicolás Orellana Águila

Université Catholique de Louvain
nicolas.orellana@student.uclouvain.be

Resumen

El objetivo de este artículo es hacer un análisis de las dinámicas del conflicto social en Chile entre los años 2000-2011. Para ello se elaboran catálogos de acciones contestatarias a partir de las Cronologías del Conflicto Social de CLACSO, que sirven de base para identificar actores, acciones y adversarios. El objetivo específico es doble: por un lado, llevar al límite las bases teóricas en que se sostiene una parte importante de las interpretaciones académicas sobre el conflicto social, evaluando su utilidad y posibles críticas; por el otro, observar si quienes se movilizan responden a una dinámica heterónoma del conflicto o si más bien son sujetos con capacidad de acción autónoma. Con ello se espera contar con los elementos suficientes para realizar un esbozo del repertorio de contestación en Chile durante el presente siglo.

Palabras clave: repertorio de contestación; conflictividad; Chile; acción contestataria.

* Este artículo forma parte de la investigación doctoral del autor en el Centre de Recherches Interdisciplinaires Démocratie, Institution, Subjectivité, Université Catholique de Louvain, criDIS-UCL. El programa de doctorado está financiado por el Programa de Capital Humano Avanzado de la Comisión Nacional de Investigación Científica y Tecnológica, Becas-Chile-CONICYT. Este artículo también ha contado con financiamiento del Centro de Estudios de Conflicto y Cohesión Social-COES (CONICYT/FONDAP/15130009).

Abstract

Scope and limits of the notion of “repertoire of contention” to describe, measure and explain conflictivity in XXI century Chile

The aim of this article is to analyze the dynamics of social conflict in Chile during the period 2000-2011. We elaborate catalogues of contention actions from CLACSO's “*Cronologías del Conflicto Social*”, that are the basis to identify actors, actions, and adversaries. The specific objective is double: on one hand, to take to the limit the theoretical foundations in which a large part of academic interpretations of social conflict are based, evaluating their utility and possible criticisms; on the other, to evaluate whether those who mobilize respond to a heteronomous dynamics of conflict or rather are subjects with an autonomous capacity of action. With this analysis we expect to have enough elements to elaborate an outline of the repertoire of contention in Chile during this Century.

Key words: repertoire of contention; Chile; contentious actions; conflictivity.

Introducción

El año 2011 en Chile significó un punto de inflexión en cuanto a la percepción del conjunto de los procesos sociales, particularmente los contestatarios. Ese año una multiplicidad de actores, que hasta ese momento parecían haber estado aletargados, subieron a la escena pública y marcaron la agenda social y también la política. Quizá por primera vez en lustros la sociedad dirigió la coyuntura política, y la mal llamada “clase política” se quedó atónita, incapaz de reaccionar coherentemente ante la variedad de focos que se prendió a lo largo del año, algunos más coyunturales y específicos, otros más profundos y de largo plazo. Así, el pueblo mapuche, los trabajadores, organizaciones sociales de diverso ámbito, asambleas ciudadano-territoriales y, sobre todo, los estudiantes, entre otros actores contestatarios, fueron los protagonistas durante ese año.

Junto a la efervescencia social, y en un intento de hacer una “sociología pública” (Burawoy, 2004), emergió una variedad de interpretaciones sobre la coyuntura, llevada a cabo por especialistas de las humanidades y ciencias sociales, que llegó a veces a adquirir una inusitada relevancia social. Por primera vez en lustros, la academia se dejó oír y penetró con sus interpretaciones e interpelaciones a una variedad de sectores sociales y políticos.

De esa variedad de interpretaciones destacan cuatro ideas-fuerza: aquella que colocó en el centro la noción de malestar (Mayol & Azócar, 2011); la que operó con las nociones de (contra)hegemonía y sentido común (Massar-

do, 2012); la idea de una nueva subjetividad como fundamento de las movilizaciones (Cancino, 2012; Núñez, 2012); y la utilización de la noción de repertorio de contestación (Aguilera, 2012; Tricot, 2012), principalmente su cambio y novedad, para explicar el éxito de las movilizaciones. Estos cuatro modos de inteligibilidad, cada uno en sus propios términos, tienen sus alcances, límites y críticas posibles. Pero lo que todos ellos tienen en común es que devinieron en una suerte de léxico común para interpretar, comprender y explicar la conflictividad social. Y ello llevó al problema de que, en algunos casos, su uso se flexibilizó y debilitó al punto de que servían para designar y explicar cualquier fenómeno, mientras perdían sustancia.

Este artículo tiene como objetivo analizar las dinámicas del conflicto social en Chile entre los años 2000 y 2011, y se concentra en una de las cuatro ideas-fuerza destacadas: la noción de repertorio de contestación. Se pretende avanzar y profundizar en su comprensión para mostrar su utilidad y sus límites a la hora de analizar los procesos sociales conflictivos. Para ello utilizamos las Cronologías del Conflicto Social elaboradas por el Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), que desde 2000 ha trabajado en la recopilación y sistematización de las acciones conflictivas en América Latina. Con ellas elaboramos catálogos de acciones contestatarias para identificar a los actores conflictivos, sus formas de acción y su orientación adversarial. Esto permite abordar la contestación de 2011 desde una perspectiva de largo plazo, anclada consistentemente con lo empírico.

La idea directriz de este artículo y el supuesto que intentaremos comprobar o refutar es que en Chile, a pesar de la multiplicidad de actores, acciones y demandas, las formas de protesta, y en último término el repertorio de contestación, es mucho más limitado y estable que lo que se podría suponer a primera vista; pero a su vez cada actor contestatario tiene especificidades que están en directa correspondencia con su situación relacional, pudiendo eventualmente tener un repertorio autónomo.

¿Por qué el concepto de repertorio de contestación?

Al hablar de movimientos sociales, de acción colectiva o, como nosotros hacemos, de acción contestataria, uno suele hacer referencia a por lo menos uno de estos dos paradigmas: la teoría de movilización de recursos y la teoría de los nuevos movimientos sociales.¹ Cada uno de ellos tiene sus figuras funda-

¹ María Luisa Tarrés, en un excepcional artículo, desarrolla un tercer enfoque previo, que denomina la “perspectiva que analiza la acción tomando como referencia al sistema social” (Tarrés, 1992: 738 y ss.).

cionales, sus conceptos nodales y sus formas diferenciadas de interpretar los fenómenos de contestación como movimiento social. Además, ambos intentan, de modo más bien implícito, limitar la influencia del otro, fundamentalmente subordinando todo ese otro paradigma a uno de los factores (McAdam, McCarthy & Zald, 1996) o lógicas de acción (Touraine, 1978; Dubet, 1994), de su propia teoría general.

Lo más sencillo para este tipo de análisis sería elegir uno de dichos paradigmas para interpretar los fenómenos de contestación, pero lo cierto es que ninguno puede dar cuenta cabal de ellos, porque sus sistemas están fabricados para responder una serie limitada de preguntas y se quedan cortos respecto de otras. De este modo, el paradigma identitario no puede describir los repertorios de contestación, sino sólo aspirar a una cronología, y el paradigma estratégico no puede hablar de sujeto, de formación de solidaridades ni de normatividad, por muchos esfuerzos que se hayan hecho (Benford & Snow, 2000).

Si el concepto de repertorio de contestación tiene más cercanía con el paradigma estratégico —ya que su máximo exponente contribuyó de varios modos a su desarrollo— este concepto llega tarde y encaja mal con dicho paradigma. Si bien incorpora elementos estratégicos, sobre todo contiene, como veremos, dimensiones históricas, culturales y relacionales que este paradigma no tiene capacidad de incorporar sino de modo forzado, como intentan hacerlo sus exponentes en una obra conjunta (McAdam, Tarrow & Tilly, 2001).

Nosotros creemos que el paradigma identitario ofrece herramientas conceptuales más adecuadas que el paradigma estratégico al momento de comprender las significaciones de la acción contestataria, pero creemos que, por paradójico que parezca, debemos reconocer los aportes de este último para complementar las preguntas que aquél deja en el tintero. La noción de repertorio de contestación, el elemento menos utilitario del enfoque utilitarista, viene a ser una herramienta útil a la hora de identificar y describir, en el largo plazo, a los actores contestatarios fundamentales y sus formas de acción predominantes. Creemos que el desarrollo de las ideas implicadas en este concepto servirán para que posteriores investigaciones estén mejor ancladas a fenómenos sociales, ya que aportan una robusta base empírica, y más alejadas de preferencias o impresiones personales que han sido tan caras a la sociología.

Repertorio de contestación: una noción abierta

Para el caso de Chile, las interpretaciones que usan la noción de repertorio de contestación, al igual que las otras arriba nombradas, intentan posicionar esta noción como una variable causal, tanto del fenómeno de las movilizaciones como de su potencia y masividad. Su idea principal es que los cambios en los repertorios han tenido como efecto el hecho de que la gente perciba las demandas de maneras más positivas que antes —con los repertorios antiguos—, y que esta renovación ha dado fuerza a las movilizaciones, además de implicar que gente que antes era indiferente, se sienta ahora inclinada en favor de las demandas de las y los manifestantes. La manera más recurrente de evidenciar este efecto es mostrar los porcentajes de apoyo que tienen distintas movilizaciones, según diversas encuestas de opinión.²

Sin embargo, se debe tener cuidado al utilizar esta interpretación del repertorio de contestación debido a tres motivos principales: primero, porque muchos análisis lo presentan de modo someramente nominativo, es decir, la sola referencia al repertorio pareciera bastar para extraer de él una explicación suficiente; segundo, porque la falta de delimitación conceptual del término hace que prácticamente cualquier nombre baste para referirse a él: “*performances*”, “formas de acción”, “ciclo de protesta”, “repertorio” e incluso “movimiento social” se utilizan como sinónimos intercambiables; y tercero, porque existe una fuerte tendencia a dejar que un ciclo de protesta atrayente, espectacular y bien documentado permee el conjunto de la interpretación de la contestación y del cambio (Tilly, 2005 [1995]). Esto último es singularmente notorio respecto del ciclo estudiantil de 2011, cuyas interpretaciones inundaron el conjunto de las acciones contestatarias de Chile.

A pesar de lo anterior, hay —al menos— dos trabajos que utilizan la noción de modo más riguroso que el habitual: por un lado, Tokichen Tricot (2012) analiza la novedad y el efecto en la recepción ciudadana de los repertorios de acción de las movilizaciones estudiantiles de 2011, en una propuesta de análisis contundente. Después de presentar lo que entiende por repertorio de acción colectiva (forma de acción, creación cultural que puede evolucionar en institucionalización o en otras formas, etc.), el autor analiza las variaciones en los repertorios estudiantiles y describe sus cambios durante 2011, e identifica tres tipos: tradicionales y rutinizados (marchas, tomas, asambleas y huelgas de hambre); reinención, reemergencia y nuevo uso de repertorios tradicionales, que agregan valor a las movilizaciones gracias a la “creatividad de una nueva generación de estudiantes” (la marcha como

² La más difundida es la encuesta de GfK Adimark de septiembre de 2011, que marcó un pico de 79% de apoyo a las demandas estudiantiles (www.adimark.cl).

carnaval, los cacerolazos y plebiscitos); y nuevos repertorios, que utilizan formas de acción colectiva no contenciosa para protestar, masificadas por el uso de las nuevas tecnologías de la información y la comunicación (NTIC) (Besatón, Thriller, entre otras). Tricot se refiere a repertorios “eficientes” que sirven para posicionar planteamientos, lograr apoyo y generar solidaridad; no obstante, no nombra qué repertorios coadyuvieron más en ello, si los tradicionales, los reinventados o los nuevos.

Por su parte, Óscar Aguilera (2012) analiza también los repertorios y ciclos de movilización juveniles. Su perspectiva abarca el proceso de desmovilización de la década de los noventa, pero su análisis se centra entre 2006 y 2011, y se pregunta sobre las “transformaciones en la escenificación pública y las modalidades de visibilizar los conflictos” (Aguilera, 2012, p. 103). El autor habla de un desplazamiento desde un reconocimiento político-jurídico hacia uno simbólico-cultural; entiende los repertorios como flujos variables de carácter relacional entre actores en conflicto —relacionalidad conflictiva—, ya que mientras las autoridades hablaban de materialidad, los estudiantes hablaban en términos simbólicos. Dicho desplazamiento tiene consecuencias en la movilización y visibilización del conflicto con el cambio del repertorio: se transitó, según Aguilera, de uno nacional, modular y autónomo, que es representativo en la gestión y vacío de particularidades, a otro localizado y singularizado, que favorece procesos de multiplicación y asociatividad, diversificado e innovador en estrategias de movilización y en la ritualización del conflicto; y multirrelacional, porque pueden existir espacios institucionales que generan condiciones de emergencia de movilizaciones, por lo que deja de ser sólo una decisión autónoma.

Lo valioso de estas propuestas es que ambas intentan hacer un análisis riguroso de las movilizaciones contestatarias en Chile, si bien específicamente estudiantiles, en un intento por pasar de un movimiento de coyuntura a un posible movimiento orgánico (Gramsci, 2007 [1970]), a través de la operacionalización de una matriz interpretativa clara.

En las secciones siguientes haremos lo propio: delimitaremos conceptualmente la noción de repertorio de contestación a partir de Charles Tilly, quien la desarrolló con mayor profundidad y la aplicaremos del modo más riguroso posible para analizar la acción contestataria en Chile durante el presente siglo, con la finalidad de describir sus rasgos característicos y esbozar su repertorio de contestación.

Como se dijo, utilizar la noción de repertorio de contestación para describir las movilizaciones es recurrente, aunque más bien vago, pues confunde niveles, orientaciones y técnicas para describirla; no obstante, los autores que retomamos arriba hacen un uso más riguroso, ambos entienden los repertorios

como “un conjunto limitado de rutinas aprendidas, compartidas y actuadas a través de un proceso de elección relativamente deliberado [...] creaciones culturales aprendidas, pero [que] no descienden de una filosofía abstracta ni toman forma como resultado de la propaganda política, sino que surgen de la lucha”.³

Los dos utilizan esta cita, pero sus análisis y caminos son diferentes: para Tricot, el repertorio son todas las formas de acción conflictiva; Aguilera, en cambio, habla de un nuevo repertorio. Atenerse a esta única referencia es, por lo tanto, insuficiente y correríamos el riesgo de caer en lo mismo que ya criticamos: una definición vaga que llevaría al debilitamiento y la pérdida de potencial explicativo o comprensivo del concepto.

Sostenemos que el repertorio de contestación, más que una idea vaga acerca de un asunto, es más bien un concepto, construcciones teóricas a través de las que comprendemos la realidad. El término *repertorio de contestación* propone una estructura conceptual a través de la cual se puede observar, describir, medir e incluso explicar el conflicto (Tilly, 2010 [2008]), y hace referencia a la relación entre una idea y un acercamiento empírico específicos, que permiten medir cómo se producen los cambios en la contestación. Es, por lo tanto, meritorio profundizar en él para esbozar de manera rigurosa el repertorio de contestación en Chile.

En su obra *Popular contention in Great Britain, 1758-1834*, Charles Tilly (2005 [1995]) estudió de manera detallada y sistemática el cambio en el repertorio de contestación colectiva en Gran Bretaña a lo largo de tres cuartos de siglo.⁴ Esta obra es relevante porque marca el pasaje definitivo, en la lógica explicativa del autor, de una causalidad estructuralista asociada a la estructura de oportunidades políticas a una explicación relacional, en la que el concepto de repertorio de contestación deviene centro de su análisis (Máiz, 2011).

Esta obra es probablemente la más importante del autor, en cuya elaboración demoró veinte años (Tilly, 2005 [1995], pp. *xiii*, *xxi*), y hasta en sus últimos escritos utilizó sus resultados como demostración metodológica (Tilly, 2010 [2008]) y para describir los mecanismos de cambios de escala que producen episodios de contestación (McAdam, Tarrow & Tilly, 2008). En *Popular contention*, Tilly se basa empíricamente en la elaboración y referencia a grandes y uniformes catálogos de eventos que, según él, “reduce[n] la tentación de dejar que pocos espectaculares y bien documentados conflictos dominen la interpretación del cambio [porque] las reuniones contestatarias, inde-

³ La cita corresponde a la traducción de un texto de Tilly, de 2002. La cita original se encuentra en Tilly (2005 [1995], pp. 41-42).

⁴ Aunque no es la primera vez que se refiere al asunto. Un primer esbozo está en *La France conteste* (Tilly, 1986).

pendientemente de su trivialidad, una por una, tienen un efecto acumulativo significativo en la conducta de los asuntos públicos en Bretaña” (Tilly, 2005 [1995], p. 65).

Esta primera aseveración debería prevenir sobre el espíritu del libro, que desconfía de quienes interpretan cada episodio o ciclo de protesta como cambios estructurales —y definitivos— en el repertorio de contestación. Encontramos la misma idea cuando le preguntan si en las últimas décadas ha emergido un nuevo repertorio en Francia, a propósito de su obra sobre ese país (Tilly, 1986); a lo que él responde: “¿Un nuevo repertorio? No lo creo en absoluto. ¿Nuevas formas de acción colectiva? Seguramente” (Tilly, 2005). Por ello, en lugar de concentrarse en una novedad poco probable, Tilly prefiere realizar una medición sistemática de datos empíricos que permita observar, describir y comparar un repertorio con otro, pero también distinguir distintos niveles (repertorio, evento, *performance*, acción, innovación) (Tilly, 2005 [1995]; Tilly, 2006; Tarrow & Tilly, 2008).

En el mismo sentido, queremos prevenir al lector sobre lo que puede esperar de este artículo: si bien es evidente que la acción estudiantil en Chile es muy relevante para el conjunto de la acción contestataria, este artículo está orientado a esbozar el repertorio de contestación global; y sería incongruente que, al hablar de repertorio de contestación en Chile, nos reframamos a un proceso particular, de un actor específico (estudiantes) y en un periodo acotado (2006 o 2011), mientras desatendemos todos los demás, cada uno de los cuales merecería una atención especial. Es evidente que la acción contestataria estudiantil contiene elementos distintivos, incluso se podría hablar de un repertorio específicamente estudiantil (en su identidad, en su relación adversarial, en las formas que adopta, etc.) y de una historia de protesta que supere con creces aquéllas de los años más notorios (2005, 2006 y 2011), pero esto es tema específico de otra investigación.

El repertorio en general puede ilustrarse mejor a través de la analogía con las improvisaciones de una banda de jazz, para comprender el sentido de que “personas en un lugar y tiempo determinados saben cómo llevar a cabo un limitado número de rutinas alternativas de acción-colectiva, adaptando cada una a las circunstancias inmediatas y a las reacciones de los antagonistas, autoridades, aliados [...] y otras personas de alguna manera involucradas en la lucha” (Tilly, 2005 [1995], p. 42), porque como los músicos de jazz, “incorporan sus propias rutinas conocidas en entendimientos comunes compartidos, incluyendo referencias a temas bien conocidos y a *performances* previas” (Tilly, 2005 [1995], p. 42).

El repertorio es, entonces, un modo de interacción entre, al menos, un par de actores —uno haciendo demandas a otro—, y no *performances* individua-

les. Lo colectivo mantiene el repertorio, no al individuo, interpretándose más que inventándose (Tilly, 2005). Para Tilly, el repertorio de contestación son “las maneras establecidas en que pares de actores hacen y reciben demandas orientadas hacia los intereses del otro” (Tilly, 2005 [1995], p. 43); son un conjunto de herramientas que la gente utiliza y cuya eficacia depende de la adecuada combinación entre ellas, las tareas y los usuarios.

El repertorio, además, cambia por la negociación y la innovación deliberadas, innovaciones que aparecen en los márgenes del repertorio y que están, en su mayoría, condenadas al fracaso y la desaparición, siendo pocas las veces que llegan a modelar, a largo plazo, un nuevo repertorio. Eventualmente llega un momento en que las herramientas son inadecuadas para las luchas, y las “personas [...] haciendo demandas y contrademandas [...] modelan nuevas maneras de hacer demandas” (Tilly, 2005 [1995], p. 47), mientras cambian el repertorio.

Finalmente, el repertorio interactúa también con la organización del poder, y la diferencia entre repertorios recae en su relación con su escenario político particular. De ahí que, si bien el concepto de estructura de oportunidades políticas (Tilly, 1977 [1978]; 2005 [1995]; 2006; Snyder & Tilly, 1972) ya no es el factor explicativo fundamental, sigue teniendo relevancia para explicar cómo las nuevas formas de contestación pueden, eventualmente, cristalizar y generar una innovación o un cambio del repertorio, ya que los modos de contestación también cambian para responder a los cambios en esas oportunidades (Tilly, 2005 [1995], p. 351).

Una de esas rarísimas ocasiones en que las innovaciones lograron modelar un nuevo repertorio fue en Gran Bretaña entre 1758 y 1834.

Según demuestra Tilly, el repertorio pasó de ser parroquial, particular y bifurcado, a cosmopolita, modular y autónomo (Tilly, 2005 [1995], pp. 61-62). En él la manera típica de protestar es el encuentro público, que se orienta según una lógica que el autor nombró de movimiento social: desafíos a las autoridades en nombre de los desaventajados; apoyo a programas identificados con asociaciones formales, demandas bien articuladas, y el WUNC.⁵ Su análisis busca establecer conexiones entre cambios sociales a gran escala y alteraciones en las maneras de hacer demandas, y las encuentra en dos factores: la concentración de capital y la expansión del Estado, que empujaron la contestación popular de lo local a lo nacional, de lo bifurcado a lo autónomo.

Tilly identifica los cambios en el repertorio de contestación a través de un método específico. Primero, se concentra en los momentos en que la gente se

⁵ WUNC: Worthiness; Unity; Numbers and Commitment (Dignidad, unidad, número y compromiso) (Tilly, 2005 [1995], p. 364).

reúne para hacer demandas visibles, públicas y discontinuas. El cuerpo central de la evidencia lo componen las reuniones contestatarias, que para su investigación son “una cantidad de personas —más de diez— fuera del gobierno, reunidas en un lugar público accesible, que realizan demandas a, por lo menos, una persona fuera de su propio número y que, en caso de tener éxito, afectarían los intereses de su objeto” (Tilly, 2005 [1995], p. 393). La identificación de una reunión contestataria permite catalogar un “evento”, cuya descripción contiene, entre otros elementos, la “formación” —un conjunto de personas que actúa de una manera distinguible— y la “acción” —cualquier movimiento o cambio de las formaciones participantes respecto de las demandas—. Esta última incluye al actor, una acción y, cuando exista, un objeto de la acción.

El repertorio tiene diferentes niveles: su unidad mínima es la acción, que a veces desempeña partes significativas en la demanda, pero que rara vez compone en su conjunto la demanda; la *performance*, múltiples acciones en secuencias recurrentes y que a menudo constituyen ellas mismas una declaración de demandas autónomas; la campaña, que es la organización de múltiples *performances*, como una elección o un movimiento social; y el aglomeramiento de *performances* o repertorio, que es tremendamente limitado en comparación con las acciones, *performances* y campañas que los actores tienen la capacidad técnica de producir (Tilly, 2005 [1995], p. 43; 2006, p. 35).

Describir y medir el conflicto

Descritos los principales componentes del concepto de repertorio de contestación, podemos comenzar un trabajo empírico, aunque antes debemos hacer algunas precisiones.

En primer lugar, la propagación de la noción de repertorio de contestación ha significado la prevalencia y persistencia de su forma “débil” (Offerlé, 2008), utilizándose para la observación en diferentes niveles, situaciones y duraciones, muchas veces entremezclados. Esto podría explicar que veamos que una misma cita sirva para referirse a fenómenos y niveles de análisis diferentes, como hacen Tricot y Aguilera. Una de sus posibles causas es que se observa, en la fundamentación de Tilly, una relación excesivamente estrecha entre el cuerpo central de evidencia, la reunión contestataria y la forma característica de contestación del siglo XIX, que es el encuentro público. Las primeras son más de diez personas reunidas en un lugar público, que expresan demandas a una persona o un grupo externo y cuyo resultado afectaría esos intereses. Los segundos son “asambleas programadas en las que las personas hacen demandas colectivas, mayoritariamente en forma de resoluciones y pe-

pciones” (Tilly, 2005 [1995], p. 357). Ambas definiciones se distinguen muy poco, y es fácil sentirse tentado a identificarlas. No es de extrañar, por lo mismo, que de las 8 088 reuniones contestatarias catalogadas, más de 5 800 fueron encuentros públicos (Tilly, 2005 [1995], p. 357). Esta cercanía conceptual podría tergiversar los resultados y los niveles de observación.

En segundo lugar, el criterio numérico de identificación de una reunión contestataria (diez o más personas...) excluye del catálogo algunas acciones o eventos, como las huelgas de hambre de los presos políticos mapuche, que son llevadas a cabo normalmente por menos de diez personas, y que además no están en lugares públicos (¡están presos!). Es por ello que parece sensato ampliar el criterio de definición de las reuniones contestatarias, ya que se podrían obtener resultados apoyados sobre una base empírica más sólida, aunque no necesariamente discordantes.

Aquí proponemos ajustar algunos puntos de la propuesta de Tilly en función de lo que acabamos de presentar, con la finalidad de elaborar catálogos más adecuados para la medición de la contestación en Chile.

Primero elaboramos catálogos de “acciones contestatarias”, en lugar de catálogos de eventos, por la sencilla razón de que las acciones contestatarias son las unidades mínimas susceptibles de observación, mientras que un evento es una construcción posterior. Extrajimos los datos de las Cronologías del Conflicto Social que el CLACSO elaboró “para promover y divulgar elementos para un análisis crítico del capitalismo latinoamericano, los procesos políticos, sociales y económicos emergentes y las diversas formas que asume el conflicto y los movimientos sociales en la región”.⁶ Para Chile, el último año completo de cronologías es 2011 y éstas se basan (como para los demás países) en periódicos nacionales, en formato de papel e internet, de circulación nacional y local.⁷ Es necesario recalcar que elegimos las cronologías del CLACSO porque es la recopilación de evidencia más completa en torno a la protesta social y, si bien hay otros esfuerzos de ordenación temporal, estos son o más acotados en el tiempo o centrados en un actor específico (como por ejemplo los de Dodemel, Peña & Lillo, 2008; IEAL, 2011; Acevedo, 2012). No obstante, se deben considerar las limitaciones que tiene un tipo de evidencia extraída de medios de comunicación que involucran muy posiblemente sesgos de diverso tipo, de entre los que destacan la intensidad, la historicidad y la sobre o subrepresentación del tratamiento de los conflictos, como bien dicen Aguilera y Álvarez (2015). Con todo, sigue siendo un aporte inestimable para la reconstrucción y el análisis histórico y sociológico del conflicto social.

⁶ www.clacso.org.ar.

⁷ En un principio, los informes se elaboraban cuatrimestralmente. En 2007 el programa llevó a cabo informes mensuales, y llegaron hasta agosto de 2012.

Segundo, a diferencia de Tilly —que identifica una reunión contestataria y de ahí construye el evento correspondiente—, nosotros hablaremos de acción contestataria, por el motivo antes esgrimido: una mirada a la unidad mínima de acción permite un acercamiento más completo a los fenómenos, además de poder identificar e incluir en la medición acciones que son contestatarias, pero no necesariamente masivas o públicas. De este modo, podríamos definir de modo amplio una acción contestataria como una en la que están involucrados al menos dos oponentes, sin importar su número, y que hace referencia a sectores, actores o grupos sociales en pugna. Acotaremos el análisis de la acción contestataria a aquellas realizadas por quienes se encuentran sujetos a las órdenes o voluntad de otros (Dahrendorf, 1958; Weber, 1964), es decir, aquellos que en una relación de poder se sitúan en el espacio de la carencia, aunque el objetivo de todas estas acciones sea subvertir, en alguna de sus dimensiones, dicha carencia.⁸

En su obra, Tilly elabora un catálogo de 8 088 eventos, en el que identifica 27 184 formaciones, 50 875 acciones, además de otros elementos. Nuestro esfuerzo es mucho más acotado, nos concentramos en las acciones contestatarias que se compongan del trinomio sujeto-verbo-objeto (Tilly 2005 [1995]; 2010 [2008]).

Para demostrar empíricamente las formas de contestación en Chile, la pregunta sobre la que debemos concentrarnos es: ¿cuál es el repertorio de acción de las y los contestatarios? Para arribar a esto debemos, primero, responder a ciertas preguntas que apuntalarán nuestro análisis, que son: ¿existe movilización en Chile?, ¿quiénes son los que protestan?, y ¿contra quién protestan? Con esto pretendemos describir los elementos mínimos para esbozar el repertorio de contestación en Chile durante el siglo XXI, y ser capaces de observar si dicho repertorio se ajusta o no respecto del que Tilly describió como cosmopolita, modular y autónomo. Para lograrlo, en el catálogo identificamos 2 272 *performances*, 22 actores y 23 objetos.

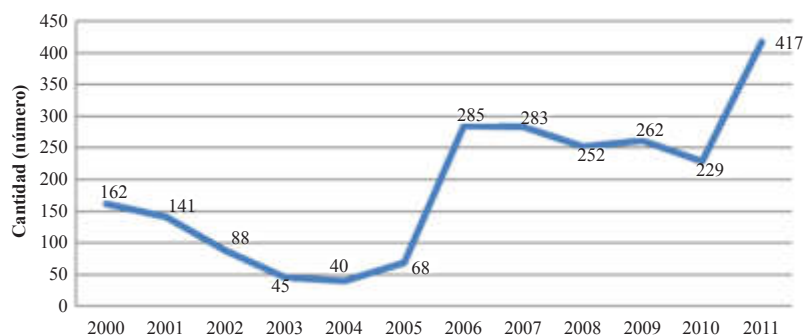
La acción contestataria en Chile 2000-2011

El primero de los elementos que debemos constatar es la existencia de contestación. En muchas de las referencias se observa un amplio consenso en que en Chile, antes de 2011, la sociedad se encontraba desmovilizada o adormecida, aunque había algunos episodios espasmódicos de movilización (Agacino,

⁸ Un análisis del poder, de la autoridad y de su deslegitimación es pertinente, pero debe ser dejado para una reflexión posterior, ya que no es el objeto de este artículo.

Gráfica 1

Cantidad de acciones por año, 2000-2011



2013; Mayol & Azócar, 2011; Rubilar, 2011; Durán, 2012; Pulgar, 2011; Garcés, 2012; Núñez, 2012). Ello implica que las movilizaciones de 2011 constituyeron tal novedad, que justificaron ciertos análisis espectaculares. No es raro, por lo mismo, que se haya escuchado a sociólogos, historiadores, etc., hablar de repolitización e incluso de situaciones prerrevolucionarias. La gráfica 1 muestra, no obstante, que esta novedad y el adormecimiento anterior distan de ser reales.

La gráfica indica que no ha habido año en que la sociedad no se movilice, por lo que un adormecimiento previo implica una interpretación cuya base empírica es dudosa. Incluso durante el año más “adormecido”, hubo 40 acciones, bastante más que el año más ligero del catálogo de Tilly (1759, con 12 RC [Tilly, 2005 [1995], p. 74]). Lo que sí comprueba la gráfica es que 2011 fue un año particularmente intenso, que concentró 18.4% del total de acciones. Pero independientemente de esto, el cuadro sigue comprobando que en Chile la sociedad se moviliza y protesta constantemente, que antes de 2011 no estaba dormida.

Comprobada la actividad conflictiva, se debe identificar quiénes se movilizan. Una parte significativa de los análisis centran su atención en los estudiantes, debido posiblemente a que en 2011 fueron protagonistas indiscutidos de la contestación. Pocos son quienes, además de este grupo social, se preocupan de analizar la contestación de otros actores, como la de trabajadores, mapuches y territorialistas, entre otros. Identificar si los estudiantes son efectivamente los protagonistas de la conflictividad, además de observar

qué otros actores se movilizan, ayudaría a realizar un análisis en el que los elementos entregados a la percepción inmediata, aunque espectaculares, se sitúen sobre una base empírica sólida.

Además, si observáramos que los protagonistas del conflicto mantienen una tendencia estable de movilización, independiente del contexto sociopolítico coyuntural, podría pensarse que se trata de actores autónomos o en vías de autonomización (un movimiento orgánico según Gramsci [2007]), un sujeto histórico según Touraine (1965), con capacidad política según Proudhon (1978 [1865]). Si, por el contrario, la contestación depende sensiblemente de la coyuntura contextual, sea la capacidad represiva/negociadora del régimen, sea el momento económico u otro causal, tenderíamos a pensar que son las estructuras de oportunidad política las que definen la acción y los actores (Tilly, 1977 [1978]; 2005 [1995]; 2006; Snyder & Tilly, 1972; McAdam, McCarthy & Zald, 1996; McAdam, Tarrow & Tilly, 2001; Tarrow, 1997; Tarrow & Tilly, 2008).

El cuadro 1 muestra quiénes son los seis actores principales del conflicto y su porcentaje relacional de participación por año.

Los protagonistas que muestra este cuadro, en general, no sorprenden a una persona que haya estado atenta a las noticias de los últimos 20 años, puesto que son los actores en la palestra contestataria persistentemente. Se trata en especial de los estudiantes, los pueblos originarios (el pueblo mapuche realiza más de 90% de estas acciones), militantes y trabajadores. Sobre estos últimos asombra, hay que decirlo, su alta presencia, con 34.7% del total de acciones. Se debe considerar que en este actor se incluyen varias subcategorías (desocupados, profesionales, empleados públicos, servicios, etc.) y, además, a diferencia de la mayoría de los otros actores, los trabajadores no se comportan como sujeto unificado, sino que sus luchas normalmente son del tipo económico-corporativo, el más elemental grado de conciencia política colectiva (Gramsci, 2007, p. 414). Por su lado, los militantes también engloban un conjunto de actores, como ecologistas, militantes sociales y militantes políticos, que suman 15.8%. Estudiantes y pueblos originarios hablan por sí mismos, participan con 22.5 y 15.8%, respectivamente, del total de acciones contestatarias.

Quizá lo más insospechado es que los pobladores, con la importancia que han tenido en la historia de las luchas populares en Chile (Espinoza, 1988; Garcés, 2002), cuentan con una presencia de apenas 3.9% del total de acciones, y su tendencia muestra que, desde 2005, están bajando sostenidamente en relación con los otros. Otro actor que quizá no aparece inmediatamente cuando se piensa en la conflictividad, es el que denominamos territorial, que con 4.8% muestra una tendencia ascendente que se debe considerar. Aquí

Cuadro 1
Principales actores del conflicto en Chile 2000-2011
(porcentajes)

<i>Actor / Año</i>	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	<i>Total general</i>
Estudiantes	32.7	23.4	9.1	15.6	12.5	29.4	19.3	15.9	22.6	9.9	14.0	41.0	22.5
Militantes	6.2	7.1	9.1	26.7	27.5	23.5	22.5	24.0	19.4	8.4	15.3	12.9	15.8
Pobladores	0.6	1.4	0.0	0.0	0.0	11.8	10.5	3.9	2.8	5.7	2.2	2.2	3.9
Pueblos originarios	22.2	28.4	21.6	22.2	12.5	23.5	17.9	20.5	12.7	25.2	15.7	11.3	18.3
Territorial	2.5	2.8	1.1	0.0	0.0	0.0	4.6	1.8	4.8	3.1	5.2	12.0	4.8
Trabajadores	35.8	36.9	59.1	35.6	47.5	11.8	25.3	33.9	37.7	47.7	47.6	20.6	34.7
Total general	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Fuente: elaboración propia en base a Cronologías del conflicto Social-CLACSO.

identificamos a este actor con las asambleas ciudadanas, barrios o comunidades, y diversos conflictos que no responden a un sector en particular, sino que aglomeran una variedad de actores arraigados a un territorio específico y que se manifiestan principalmente contra la degradación de sus condiciones de vida, por cuestiones medioambientales que afectan su modo de vida, o por mejoras en servicios básicos o servicios sociales, entre otros temas de ese tipo.

En el mismo cuadro se puede observar la participación anual de estos protagonistas de modo relacional y una serie de tendencias.

Los estudiantes, pueblos originarios y militantes siguen un camino parecido: inician el siglo con presencia y se mantienen relativamente estables hasta 2006, cuando comienzan una tendencia a la baja, excepto por la explosión estudiantil de 2011. Estos evolucionan a más saltos que los demás, pero a pesar de empezar el siglo en alza y terminar 2011 con la absoluta dominancia con 41% de las acciones (es relevante notar que 2011 es el único año en que superan en solitario a la categoría trabajador), su tendencia está apenas inclinada hacia el aumento. Entre 2003 y 2007 los militantes vivieron una época de importantes movilizaciones, pero desde 2008 han ido más bien a la baja, con su punto más bajo en 2009, con 8.4%, si bien posteriormente se repusieron levemente. Con todo, su tendencia es levemente al alza. Los pueblos originarios, entre los que el pueblo mapuche tiene presencia mayoritaria, siguen una tendencia un poco más pronunciada a la baja que los demás: llegan hasta 28.4% en 2001, y van bajando hasta 2011 con presencia apenas sobre 11%.

El caso de los trabajadores es particular, primero porque su participación general en la acción contestataria se sitúa sobre las demás, aunque su tendencia vaya sensiblemente a la baja, pero también porque es excesivamente vertiginosa: de 59.1% en 2002, descienden a 11.8% en 2005, suben a 47.7% en 2009 y bajan a 20.6% en 2011. Si se observan, además, los contextos sociopolíticos (cambios de gobernantes, crisis económicas, entre otros), no es difícil pensar que este actor opera sensiblemente con la lógica explicativa sobre los incentivos que ofrecen, para la acción colectiva, las cambiantes oportunidades políticas (Tarrow, 1997, p. 148).

Otro caso particular es el actor territorial que, a pesar de que su presencia no es fundamental (4.8%), ha experimentado un sostenido aumento desde 2005. Esta tendencia podría implicar que estos actores estarían comenzando a constituirse como sujetos relevantes del conflicto social. Habría que ver si sus demandas y objetos tienen elementos comunes, incluso proyectos históricos, o si están más bien fragmentados. Pero podríamos estar asistiendo a la emergencia y potencial consolidación de un nuevo actor contestatario relevante en Chile.

Cuadro 2Orientación de la demanda por actor, 2000-2011
(porcentajes)

<i>Adversario (objeto)</i>	<i>Estu- dian- tes</i>	<i>Mili- tan- tes</i>	<i>Pobla- dores</i>	<i>Pueblos originarios</i>	<i>Terri- torial</i>	<i>Traba- jadores</i>	<i>Total general</i>
APEC	0.2	0.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
Armada	0.0	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Carabineros	0.2	0.3	0.0	2.2	1.8	0.1	0.6
Congreso	1.2	1.4	2.3	1.0	0.0	1.5	1.3
Instituciones internacionales	0.0	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Empresas	1.4	2.8	0.0	0.2	8.3	28.0	10.9
Estudiantes	1.0	0.0	0.0	0.0	0.9	0.0	0.3
Gobierno central	67.6	50.7	84.1	54.3	52.3	44.8	54.5
Gobierno local	1.8	1.1	4.5	1.7	8.3	4.6	3.0
Gobierno regional	3.3	2.5	0.0	2.9	3.7	2.4	2.7
Institución	14.3	1.4	1.1	0.5	0.0	4.4	5.1
Internacional	0.0	0.6	0.0	0.2	0.0	0.0	0.1
Interno	1.2	0.6	0.0	0.2	0.0	0.0	0.4
Justicia	0.0	0.3	0.0	0.2	0.0	0.0	0.1
Militares	0.0	0.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
NR	3.7	8.4	2.3	1.4	1.8	1.1	3.0
Otro	0.0	0.3	0.0	0.2	0.0	0.0	0.1
Particular	0.2	5.0	0.0	0.5	0.0	0.4	1.1
Partido político	0.4	1.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3
Poder Judicial	0.0	1.4	0.0	1.0	0.0	0.3	0.5
Privado	1.2	7.0	3.4	26.0	18.3	9.0	10.3
Sistema	0.0	0.6	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
Trabajadores	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.3	0.1
Varios	0.2	1.1	0.0	0.2	0.0	0.5	0.4
(En blanco)	2.3	12.3	2.3	7.2	4.6	2.5	5.0
Total general	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Fuente: elaboración propia a partir de las Cronologías del Conflicto Social-CLACSO.

La contestación es una relación adversarial, por lo que la acción debiera estar dirigida a algún actor o individuo fuera del grupo que protesta, lo que constituye la tercera pregunta de nuestro análisis. Como se ve en el cuadro 2, de todos los objetos de demandas, quien las concentra en mayor medida es el gobierno central, con 54.5%. Todos los actores protagonistas tienen como su adversario principal el gobierno central. Quienes concentran mayor interés en que sea este instituto político quien catalice o satisfaga sus demandas son

los pobladores, con 84.1%, y los estudiantes, con 67.6%. Los militantes, pueblos originarios y territorial lo hacen de manera media (50.7, 54.3 y 52.3%, respectivamente), y los trabajadores son los actores que se dirigen en menor medida a esta instancia, aunque sigue siendo muy relevante (44.8%).

Sobre este tema es interesante que, si bien todos comparten el gobierno central como principal depositario de demandas, los adversarios de segunda y tercera importancia para cada actor varían en función de su posición —sin poder— en un sistema específico de relaciones sociales. De este modo, el segundo objeto de las demandas para los estudiantes es la institución —de educación—, con 14.3%; los pobladores dirigen en segundo lugar sus demandas al gobierno local (4.5%), al privado (3.4%) y al Congreso (2.3%); los pueblos originarios se orientan hacia el privado (26%), típicamente el usurpador o dueño de fundos por recuperar y muy abajo del gobierno regional (2.9%), por su ubicación territorial; el actor territorial se dirige al privado y la empresa (18.3 y 8.3%, respectivamente) y a los gobiernos local y regional (8.3 y 3.7%); y los trabajadores hacia la empresa y al privado (28 y 9%, respectivamente). El caso de los militantes es más complejo, puesto que más de 20% de sus acciones no tiene adversario claro, y sus otros adversarios relevantes apenas llegan a 5 y 7% (particular o un privado, respectivamente). Lo importante en todos estos casos es que, al poner atención en este segundo o incluso tercer objeto de demandas, podemos observar una dispersión de la direccionalidad de las mismas en función de la posición relacional del actor, lo que hace cobrar relevancia a cada dimensión adversarial específica.

Una vez identificados los elementos condicionantes (existencia de movilización, actores protagonistas y relaciones adversariales), la última pregunta por responder es la más relevante para nuestro objetivo: ¿cómo se movilizan las y los contestatarios en Chile? De acuerdo con las Cronologías, pueden distinguirse 27 formas características de acción en las 2272 *performances* contestatarias en Chile, que van desde huelgas y paros hasta barricadas y ataques. Estas 27 se pueden agrupar en cuanto a su proximidad analítica, y podemos distinguir nueve grandes categorías, como se ve en el cuadro 3.⁹

En el cuadro destaca un hecho sobre los demás: la *performance* que denominamos reunión contestataria conforma más de 40% del total de las acciones contestatarias. Esta comprobación implica otra de igual o mayor importancia: Tilly centra su análisis sólo en reuniones contestatarias, y aquí damos cuenta de que aún existen otras maneras de hacer demandas —independientes de las reuniones contestatarias— que no están supeditadas nece-

⁹ Eliminamos, por su residualidad, las categorías represalias (1) y acción política (1), además de la categoría otro (22). El resultado es que quedan 2 248 acciones de las 2272.

Cuadro 3
Acciones, porcentaje por año, 2000-2011

<i>Actor / Año</i>	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	<i>Total general</i>
Asamblea/comunicado	1.2	2.8	1.1	0.0	17.9	1.5	7.0	12.5	4.4	9.4	5.8	9.0	6.9
Corte/bloqueo	8.1	12.8	13.8	6.7	5.1	4.4	6.3	10.0	3.6	2.7	3.1	5.4	6.3
Huelga de hambre	0.6	0.0	0.0	2.2	0.0	8.8	7.7	5.0	4.4	3.5	13.7	4.6	5.1
Judicial	0.0	0.0	0.0	4.4	2.6	0.0	0.0	0.7	2.4	2.3	1.3	0.2	0.9
Negociación/acuerdo	11.8	9.2	4.6	11.1	10.3	7.4	8.5	7.5	4.8	9.0	9.3	4.4	7.5
Ocupación	25.5	24.1	14.9	13.3	5.1	10.3	10.9	11.1	12.7	16.0	11.5	14.4	14.4
Paralización	9.3	9.9	23.0	22.2	17.9	1.5	10.2	14.0	13.1	25.8	20.8	10.9	14.5
Provocación/violencia	6.2	2.8	1.1	2.2	5.1	0.0	3.5	7.2	4.8	2.7	2.7	2.7	3.7
Reunión contestataria	37.3	38.3	41.4	37.8	35.9	66.2	45.8	31.9	49.8	28.5	31.9	48.4	40.7
Total general	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Fuente: elaboración propia con base en Cronologías del conflicto Social-CLACSO.

sariamente al número de participantes reunidos en un lugar público, y que manifiesten demandas a un objeto fuera de ellos. Y esas otras maneras, si bien no conforman un bloque homogéneo y se dispersan desigualmente, son alrededor de 60% del total de acciones y deben ser tomadas en cuenta para un análisis acabado. Lo relevante es que, al suprimir la exigencia numérica y performática, las acciones contestatarias aumentan y se dispersan.

Según nuestra categorización, una reunión contestataria está compuesta por la manifestación (19.4%), la marcha (18.8%) y la jornada de movilizaciones (2.5%). Las tres son encuentros públicos de grupos que expresan sus demandas a un actor externo y su objetivo es presionarlo para satisfacerlas, por lo que corresponden a la definición de Tilly. Ahora, si se pone atención en la proporción anual de las acciones, se puede observar que la reunión contestataria es también la *performance* más masiva en todos los años comprendidos en las Cronologías. Si bien tiene altibajos (2005, y particularmente 2009), lo que es inmensamente relevante es su persistencia en tanto forma típica de expresar demandas de los contestatarios. No obstante, debemos hacer dos observaciones al cuadro general.

Primero, al distinguir entre *performances* institucionalizadas y disruptivas (Tarrow, 1997),¹⁰ las primeras son con mucho las más recurrentes y cuentan con 70.5% del total; mientras que las disruptivas (corte/bloqueo; huelga de hambre; ocupación; provocación/violencia), son el 29.5% restante. Ello es independiente de las tendencias al alza o a la baja que cada forma de acción tenga.

Una segunda observación muestra que, a pesar de la variedad de formas de acción que aparecen una vez que se derogan los criterios numéricos y performáticos, todas las formas de contestación mantienen una relativamente estable participación en la contestación global. Salvo altibajos muy notorios y coyunturales que cada acción presenta (el año 2004 para asamblea/comunicado y para ocupación; 2010 para huelga de hambre; y 2005 para paralización), en su gran mayoría todas las acciones contestatarias se mantienen bastante estables.

Estos puntos son relevantes puesto que, si bien una parte importante de las formas de acción son reuniones contestatarias, hay un número aún mayor que corresponde a otras maneras de hacer demandas. Con todo, la estabilidad de cada una de las acciones a lo largo de los 12 años analizados podría implicar que, eventualmente, se trata de maneras bien conocidas y previsibles de contestar, y que las y los contestatarios manejan de manera suficientemente

¹⁰ Si bien nos basamos en la distinción de Tarrow, nosotros hacemos un tratamiento diferente de esta distinción.

clara las posibilidades de éxito y los límites de su aplicación. En este caso podríamos hablar de un repertorio más arraigado que volátil.

Esbozo de repertorio de contestación

En este punto ya podemos hablar con propiedad de la existencia y persistencia de la acción contestataria. También se ha identificado a los protagonistas de la acción y las formas de la misma, además de los adversarios contra quienes se protesta. Pero falta ver si con los datos recabados se puede esbozar el repertorio de contestación en Chile. Podríamos concluir que, como vimos, la reunión contestataria, como forma típica de manifestarse de los contestatarios en Chile, constituye el repertorio, pero estaríamos confundiendo niveles. Tilly dice que en Gran Bretaña el repertorio se modifica a través de un cambio de escala que identifica con la parlamentarización y nacionalización de las protestas (Tilly, 1997; 2005 [1995]; 2010 [2008]); este fenómeno tiene como corolario un cambio desde un repertorio cuyas características pasan de ser parroquial, particular y bifurcado a cosmopolita, autónomo y modular. Y es precisamente entre estos elementos donde reside, creemos, la principal confusión a la hora de hablar de repertorio. Porque Tilly dice que la amplia variedad de encuentros públicos, tales como marchas, demostraciones y huelgas, son todas *performances* empíricas que pueden ser analíticamente llamadas cosmopolitas, porque la extensión de la acción y el objeto involucra múltiples localidades; autónomas porque los organizadores de las acciones las planean y sitúan por su propia iniciativa en lugar de tomar ventaja de asambleas autorizadas o de confluencias rutinarias de gente; y modulares porque la gente emplea *performances* similares a través de un rango amplio de temas, grupos, localidades y objetos de demandas (Tilly, 2005 [1995], p. 349). Como vemos, el repertorio de contestación colectiva se sitúa a un nivel analítico diferente del de la acción y de la *performance*, y no debe ser confundido con ellas. Es una construcción ideal-tipo, no una realidad empírica.

Para Chile debemos ver, de acuerdo con los datos de que disponemos y que acabamos de presentar, qué características tiene el repertorio de contestación. La manera que creemos más pertinente para este esbozo es usando los mismos binomios de Tilly (parroquial/cosmopolita; bifurcado/autónomo; particular/modular) como matriz para ver si en Chile se aleja, se acerca o es otro diferente.

Como vimos, la forma preferida de *performance* es la reunión contestataria, pero también hay otras ocho formas relevantes de manifestar demandas.

De ellas, todas son una acción pública deliberada (aunque no necesariamente en un lugar público) e implican, aunque no siempre, demandas a un adversario. Con esto podemos comenzar a esbozar las características del repertorio de contestación.

Primeramente, al analizar el objeto de la acción, 60.8% de las demandas se realiza hacia o contra los distintos niveles de gobierno (sumados los niveles central, regional y local). Además, 21.2% de la acción se orienta ya sea a la empresa o a un particular. Como se dijo, al tomar en cuenta el segundo objeto de demandas, se indica una orientación hacia la situación relacional de cada actor, por lo que la dispersión crece. Si consideramos la extensión de la acción (diferente a la extensión de la demanda), en los casos de pobladores, pueblos originarios y territorial, más de 95% de sus acciones es de carácter local;¹¹ para los estudiantes, militantes y trabajadores, el carácter local de la acción se sitúa en torno a 70%, por lo que es difícil pensar que exista una forma de acción típicamente nacional. Si bien el cruce de estas variables probablemente aporte resultados interesantes (acciones de carácter local con demandas de carácter nacional, por ejemplo), no está suficientemente claro que en el binomio parroquial/cosmopolita la acción contestataria tienda hacia algún polo, por lo que no sería ni parroquial ni cosmopolita, sino una mezcla de las dos en función del actor y de la situación.

Segundamente, y tal vez lo más accesible para el análisis, es el binomio bifurcado/autónomo; ya que el hecho de que todas las *performances* aquí planteadas sean realizadas por la acción deliberadamente organizada de los actores involucrados, y que no dependan de una reunión pública no contestataria (un concierto o los días de mercado), nos hace pensar con suficiente consistencia que el repertorio en Chile se inclina por lo autónomo; si bien el concepto de autonomía de Tilly es bastante limitado en sus alcances.

Finalmente, si bien la reunión contestataria es la forma más masiva y extendida en un rango amplio de temas, grupos, localidades y objetos, cada actor del conflicto despliega también sus *performances* particulares en función de sus posibilidades y situaciones concretas, como lo muestra el cuadro 4.

De todos los casos observados, el militante usa la reunión contestataria en casi 75%, y es el único actor cuyas otras formas de acción no superan 7%. Para todos los demás, hay al menos una forma de acción que es utilizada de manera recurrente, además de la reunión contestataria (supera 10% de presencia en el total de su propia acción como actor contestatario): los pueblos originarios utilizan también la ocupación (26.3%), la huelga de ham-

¹¹ En el caso de pueblos originarios se debe considerar que su demanda fundamental es autonomía y autodeterminación, por lo que para ellos el carácter local es también nacional.

Cuadro 4

Porcentaje de performances por actor

<i>Acción / Actor</i>	<i>Estudiantes</i>	<i>Militantes</i>	<i>Pobladores</i>	<i>Pueblos</i>		
				<i>originarios</i>	<i>Territorial</i>	<i>Trabajadores</i>
Asamblea/comunicado	8.9	7.0	0.0	13.9	1.8	3.3
Corte/bloqueo	2.2	3.9	4.6	7.3	16.5	8.3
Huelga de hambre	2.8	1.4	12.6	13.9	1.8	3.2
Judicial	0.2	0.8	0.0	2.9	0.9	0.5
Negociación/acuerdo	6.3	1.4	2.3	3.4	4.6	14.2
Ocupación	26.4	2.2	12.6	26.8	1.8	7.6
Paralización	5.0	1.7	0.0	0.0	3.7	37.3
Provocación/violencia	3.8	6.7	0.0	4.4	3.7	2.4
Reunión contestataria	44.4	74.7	67.8	27.5	65.1	23.2
Total general	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Fuente: elaboración propia con base en Cronologías del conflicto Social-CLACSO.

bre (13.9%) y la asamblea/comunicado (13.9%); la principal forma de acción de los trabajadores es la paralización (37.3%) y sólo después utilizan la reunión contestataria (23.2%) y la negociación/acuerdo (14.2%); los pobladores utilizan la ocupación y la huelga de hambre (ambos con 12.6%); territorial el corte/bloqueo (16.5%); y los estudiantes, la ocupación (26.4%).

Podemos observar aquí que, además de la reunión contestataria, los actores usan una forma “propia” de acción en función de su situación relacional. Estudiantes, pobladores y pueblos originarios ocupan dependencias educacionales, gubernamentales o privadas; territorial bloquea accesos y caminos; los trabajadores paralizan primero, se reúnen públicamente después. Sólo militantes usa casi exclusivamente la reunión contestataria. Si además observamos el eje de la acción, vemos que, salvo la acción judicial y la provocación/violencia, todas las formas de acción son utilizadas de manera significativa por al menos un actor.

Para que el repertorio corresponda con lo modular, los contestatarios deberían emplear acciones similares a través de un rango amplio de temas, grupos, localidades y objetos de demandas, pero, como vimos, no ocurre así. No obstante, la relevancia que tiene para todos los actores la reunión contestataria hace pensar que, a pesar del peso de su situación relacional particular —que implica la adopción de una forma de acción específica a dicha

relación—, de todos modos, la manifestación pública, masiva y de demandas explícita contra un adversario conocido, es una herramienta transversal a todas y todos los contestatarios, sin importar temas, grupos, localidades ni objetos. En consecuencia, se hace difícil discernir si el repertorio, en este caso, corresponde más a uno particular o modular, puesto que se presentan ambos de modo constitutivo.

En síntesis, estamos más frente a un problema que ante una respuesta: de los binomios que usa Tilly, para el caso chileno del siglo XXI sólo podríamos comprobar de manera clara que la acción contestataria es autónoma en lugar de bifurcada; pero en los otros dos casos es más difícil de discernir (parroquial/cosmopolita; particular/modular), y no es posible establecer una clara tendencia hacia uno de ellos. En el primer caso, porque si bien el depositario principal de la acción es el gobierno, también la empresa y los particulares son un adversario importante; además, la extensión de la acción es fuertemente local en lugar de nacional (independientemente de que las demandas sean nacionales). En el segundo caso se vio que si bien la mayoría de actores usa la reunión contestataria como la principal acción contestataria, su segunda preferencia varía significativamente en función de su situación estructural y relacional específica y, por lo tanto, según localidad, grupos y objetos.

Después de lo que observamos y describimos, queremos profundizar sobre tres temas, que se encaminan en distintas direcciones.

En primer lugar, esperamos que este documento sirva para cuestionar ciertos lugares comunes que a veces están sólidamente arraigados en las diversas esferas sociales e intelectuales, y que han adquirido carácter de sentido común en la interpretación de los fenómenos contestatarios, en tanto “concepción del mundo absorbida acríticamente por los diversos ambientes sociales y culturales en los que se desarrolla la individualidad moral del hombre medio” (Gramsci, 1986, p. 261). Con un sencillo conteo de las *performances*, pudimos comprobar que en Chile los actores sociales han estado despiertos a lo largo de los primeros 12 años del presente siglo. Con ello, creemos que se deben replantear las preguntas y, en lugar de intentar comprender, dilucidar o explicar un supuesto despertar o repolitización de la sociedad en Chile, sería más interesante preguntarse por qué ese 2011 y no otro año ha sido tan relevante para una enorme diversidad de actores que se comprometen en luchas y conflictos.

En segundo lugar, los elementos proporcionados hasta aquí permiten hacer una descripción de las diferentes maneras que tienen de manifestarse las y los contestatarios en Chile. Pero, por profundos y bien fundamentados que estén dichos elementos, el rango temporal de 12 años es estrecho si se pretende describir el repertorio y además su cambio. Tilly analizó tres cuartos

de siglo de contestación para lograr identificar cómo cambió el repertorio en Gran Bretaña. Aquí, con nuestro catálogo podemos esbozar de modo bastante consistente el repertorio actual, mas su cambio debe ser objeto de investigaciones posteriores de más largo plazo, que permitan discernir si este repertorio actual está en vías de transformación o si, por el contrario, es resultado de un proceso de cambio anterior.

Finalmente, queda plantear —aunque a modo de esbozo general— los alcances y límites de la noción de repertorio de contestación. Como se vio, si utilizamos la noción de repertorio en sentido “fuerte”, nos puede dar luces respecto de cómo describir y medir las maneras que tienen los contestatarios de expresar sus demandas y trazar, de manera general pero bien fundamentada, un repertorio de contestación. A pesar de lo limitado que siempre es recurrir a fuentes como los periódicos, sobre todo en un contexto oligopólico como es el sector de los medios de comunicación en Chile, la elaboración de grandes catálogos, de eventos o de acciones contestatarias, permite tener una visión bastante congruente de la contestación, además de que reduce “la tentación de dejar que pocos espectaculares y bien documentados conflictos dominen la interpretación del cambio”, como citamos arriba a Tilly. Pero, por otro lado, los datos proporcionados, si bien aportan elementos de inestimable valor para describir las formas de protestar, son difícilmente susceptibles de proporcionar elementos para una explicación causal, y emanciparse por lo tanto de la descripción y medición. Porque extraer conclusiones explicativas como que la concentración de capital y la expansión del Estado modelaron las formas de contestación (Tilly, 2010 [2008]), sólo puede ser convincente si se piensa que toda la acción es exterioridad, que la situación posicional prima sobre la capacidad de acción de los actores, y que la estructura de oportunidades política —pura exterioridad— prevalece sobre la capacidad creativa y la voluntad colectiva de cambio. Nosotros pensamos que, si bien la situación estructural pesa sobre los actores, la acción contestataria y la voluntad colectiva pueden modificar dicha situación.

Después de este recorrido, podemos volver a la hipótesis planteada al inicio. Como se vio, efectivamente hay una pluralidad de actores que se movilizan por una multiplicidad de demandas y aunque está sumamente concentrado, también existe una gran variedad de adversarios —y de relación adversarial—. No obstante estas multiplicidades, el repertorio de contestación en Chile, independientemente de que en dos de los tres binomios no se sitúe clara y distintamente en alguno de sus polos, es tremendamente estable; pues a lo largo de los doce años registrados no cambió en nada fundamental, salvo por alguna variación marginal y coyuntural (el aumento durante un año de algún tipo de acción contestataria). Además, es muy limitado en cuanto a la

variedad de formas empíricas que adopta, y se puede comprobar cuando vemos que un actor, cualquiera que sea, no toma de manera significativa más de dos o tres formas de acción. Finalmente, si bien todos los actores (salvo los trabajadores) adoptan la reunión contestataria como su forma preferida de manifestarse contestatariamente, también adoptan otra, o cuanto más otras dos formas que están en concordancia con su situación relacional. Esto podría comprobarse al analizar específicamente los repertorios de contestación para cada uno de los actores aquí identificados de modo general, pero eso es materia de investigaciones futuras que pueden llevar a resultados prometedores.

Recibido: 22 de mayo de 2016

Aprobado: 11 de enero de 2017

Bibliografía

- Acevedo, C. (2012). *Universo simbólico y legitimación de las desigualdades sociales en Chile. El conflicto de los pingüinos, 2006*. México, D. F., México: El Colegio de México, tesis de doctorado.
- Agacino, R. (2013). Movilizaciones estudiantiles: anticipando el futuro (entrevista a Rafael Agacino). *Educação em Revista*, 14(1), enero-junio, 7-20.
- Aguilera, Ó. (2012). Repertorios y ciclos de movilización juvenil en Chile (2000-2012). *Utopía y Praxis Latinoamericana*, 17(57), abril-junio, 101-108.
- Aguilera, Ó. & Álvarez, J. (2015). El ciclo de movilización en Chile 2005-2012: fundamentos y proyecciones de una politización. *Revista Austral de Ciencias Sociales*, (29), 5-32.
- Benford, R. & Snow, D. (2000). Framing processes and social movements: an overview and assessment. *Annual Review of Sociology*, (26), 611-639.
- Burawoy, M. (2004). Public sociologies: contradictions dilemmas and possibilities. *Social Forces*, 82(4), junio, 1603-1618.
- Cancino, L. (2012). Chile 2011, desde el largo letargo a la acción colectiva. En B. Tejerina & I. Perugorria (Eds.), *Global movements, national grievances. Mobilizing for "real democracy" and social justice* (pp. 79-89). Lejona, España: Argitaipen Zerbitzua (Universidad del País Vasco).
- Dahrendorf, R. (1958). Toward a theory of social conflict. *The Journal of Conflict Resolution*, 2(2), junio, 170-183.
- Dodemel, A. & Peña y Lillo, M. (2008). *El mayo de los pingüinos*. Santiago, Chile: Universidad de Chile.
- Dubet, F. (1994). *Sociologie de l'expérience*. París, Francia: Seuil.
- Durán, C. (2012). El acontecimiento estudiantil y el viraje del proceso sociopolítico chileno. *Revista OSAL*, XIII(3), mayo, 39-59.
- Espinoza, V. (1988). *Para una historia de los pobres de la ciudad*. Santiago, Chile: SUR.

- Garcés, M. (2012). *El despertar de la sociedad. Los movimientos sociales en América Latina y Chile*. Santiago, Chile: LOM.
- Garcés, M. (2002). *Tomando su sitio. El movimiento de pobladores de Santiago, 1957-1970*. Santiago, Chile: LOM.
- Gramsci, A. (2007) [1970]. *Antología*. México, D. F., México: Siglo XXI.
- Gramsci, A. (1986). *Cuadernos de la cárcel*. México, D. F., México: ERA.
- IEAL (Internacional de la Educación para América Latina). (2011). *Cronología del movimiento por la educación pública en Chile*. en URL <http://www.ei-ie-al.org/index.php/especiales-sp-1467511562/intento-de-privatizacion-en-chile/492-cronologia-del-movimiento-por-la-educacion-publica-en-chile>, fecha de consulta 17 de diciembre de 2016.
- Máiz, R. (2011). Las dos lógicas de explicación en la obra de Charles Tilly: Estados y repertorios de protesta. En M. J. Funes (Ed.), *A propósito de Tilly: conflicto, poder y acción colectiva*. Madrid, España: Centro de Investigaciones Sociológicas.
- Massardo, J. (2012). *Gramsci en Chile. Apuntes para el estudio crítico de una experiencia de difusión cultural*. Santiago, Chile: LOM.
- Mayol, A. & Azócar, C. (2011). Politización del malestar, movilización social y transformación ideológica: el caso "Chile 2011". *Polis*, 10(30), 163-184.
- McAdam, D., McCarthy, J. & Zald, M. (Eds.) (1996). *Comparative perspectives on social movements: political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*. Nueva York, NY: Cambridge University Press.
- McAdam, D. Tarrow, S. & Tilly, C. (2008). Methods for measuring mechanisms of contention. *Qualitative Sociology*, (31), 307-331.
- McAdam, D., Tarrow, S. & Tilly, C. (2001). *Dynamics of contention*. Nueva York, NY: Cambridge University Press.
- Núñez, D. (2012). Proyecciones políticas del movimiento social por la educación en Chile. *Revista OSAL*, XIII(3), mayo, 61-70.
- Offerlé, M. (2008). Retour critique sur les répertoires d'action collective (XVIII^e-XXI^e siècles). *Politix*, 21(81), 183-204.
- Proudhon, P.-J. (1978) [1865]. *La capacidad política de la clase obrera*. Madrid, España: Júcar.
- Pulgar, C. (2011). La revolución en el Chile del 2011 y el movimiento social por la educación. *La Sociología en sus Escenarios*, (24).
- Rubilar, L. (2011). Para comprender el movimiento estudiantil en Chile (2011). *Educere*, 15(52), septiembre-diciembre, 581-588.
- Snyder, D. & Tilly, C. (1972). *Hardship and collective violence in France 1830 to 1960*. Working Paper #72, Ann Arbor, MI: Center for Research on Social Organization-Department of Sociology, The University of Michigan.
- Tarrés, M. L. (1992). Perspectivas analíticas en la sociología de la acción colectiva. *Estudios Sociológicos*, X(30), 735-757.
- Tarrow, S. (1997). *El poder en movimiento. Los movimientos sociales, la acción colectiva y la política*. Madrid, España: Alianza.
- Tarrow, S. & Tilly, C. (2008). *Politique(s) du conflit: de la grève à la révolution*. París, Francia: Les Presses de Sciences Po.

- Tilly, C. (2010) [2008]. Décrire, mesurer et expliquer le conflit. *Revue Internationale de Politique Comparée*, 17(2), 187-205.
- Tilly, C. (2006). *Regimes and repertoires*. Chicago, IL: The University of Chicago Press.
- Tilly, C. (2005). Ouvrir le “répertoire d’action”. Entretien avec Charles Tilly. *Vacarme*, (31), abril, en URL <http://www.vacarme.org/article1261.html>, fecha de consulta enero de 2016.
- Tilly, C. (2005) [1995]. *Popular contention in Great Britain, 1758-1834*. Boulder, CO: Paradigm.
- Tilly, C. (1997). Parliamentarization of popular contention in Great Britain, 1758-1834. *Theory and Society*, 26(2/3), abril-junio, 245-273.
- Tilly, C. (1986). *La France conteste: de 1600 à nos jours*. París, Francia: Fayard.
- Tilly, C. (1977) [1978]. *From mobilization to revolution*. Working Paper #156, Ann Arbor, MI: Center for Research on Social Organization-Department of Sociology, University of Michigan.
- Touraine, A. (1978). *La voix et le regard*. París, Francia: Seuil.
- Touraine, A. (1965). *Sociologie de l’action*. París, Francia: Seuil.
- Tricot, T. (2012). Movimiento de estudiantes en Chile: repertorios de acción colectiva ¿algo nuevo? *Revista F@ro*, (15), en URL <http://www.revistafaro.cl/index.php/Faro/article/view/63/49>, fecha de consulta 15 de marzo de 2016.
- Weber, M. (1964). *Economía y sociedad. Esbozo de sociología comprensiva*. México, D. F., México: Fondo de Cultura Económica.

Acerca del autor

Nicolás Orellana Águila es doctor en Sociología por el Centre de Recherches Interdisciplinaires, Démocratie, Institutions, Subjectivité, Université Catholique de Louvain. Sus áreas de interés son acción contestataria, movimientos sociales y experiencia social. Dos de sus obras recientes son, en coautoría con Claudia Maldonado y Mayarí Castillo, “Presentación. Apuntes sobre los conceptos de desigualdad, legitimación y conflicto para el análisis de las sociedades latinoamericanas”, en M. Castillo y C. Maldonado (eds.), *Desigualdades. Tolerancia, legitimación y conflicto en las sociedades latinoamericanas*, Santiago, Ril, 2015; y “Luttes et conflits en Argentine et au Chili”, en B. Francq y P. Scieur, *Être curieux en Sociologie*, Col. Globalisation, Espace et Modernité, Louvain-la-Neuve, Presses Universitaires de Louvain, 2014.

Etnografía institucional como aproximación al habitar cotidiano¹.

Paola Jirón Martínez²; Nicolás Orellana Águila³;
Walter Imilán⁴

Fecha de recepción: 30 de julio de 2018

Fecha de aprobación: 03 de octubre de 2018

Resumen

El presente artículo indaga en el enfoque de investigación y metodología de etnografía institucional (EI), la que se centra en develar la forma en que las personas vivencian procesos institucionales de control en la vida cotidiana, cómo se relacionan con complejos institucionales y cómo moldean el continuo de sus vidas cotidianas. Con este fin, la EI es un modo de acercamiento a los fenómenos sociales que toma como punto de partida las experiencias cotidianas, situadas y incorporadas. Surgida desde la sociología feminista, hasta ahora la EI no se ha aplicado a las relaciones entre habitantes e intervenciones urbanas, ni tampoco de manera explícita en América Latina. El objetivo del presente artículo es explorar las posibilidades metodológicas de la EI en contextos urbanos, expandiendo de esta manera la creciente exploración metodológica en la investigación urbana. Con base en el trabajo de campo que se realiza actualmente en la ciudad de Santiago de Chile, se explica cómo la EI puede develar maneras en que las relaciones de control en las intervenciones urbanas (programas y proyectos urbanos específicos) muchas veces dominan e ignoran conocimientos locales y situados.

Palabras clave: etnografía institucional, experiencias cotidianas, habitar urbano, problemática, relaciones de control.

¹ Este artículo se realizó en el marco del Proyecto FONDECYT N° 1171554 “Prácticas de intervenir y habitar el territorio: develando el conocimiento urbano situado” y del Núcleo Milenio Movilidades y Territorios MOVYT.

² Doctora en Planificación Urbana y Regional LSE. Profesora Asociada del Instituto de la Vivienda, Universidad de Chile. Santiago, Chile. Contacto: paolajiron@uchilefau.cl

³ Doctor en Ciencias Políticas y Sociales, Université Catholique de Louvain. Profesor Universidad Bernardo O’Higgins. Santiago, Chile. Contacto: orellanani@docente.ubo.cl

⁴ Doctor en Planificación TU Berlin. Investigador del Centro de Estudios Arquitectónicos, Urbanísticos y del Paisaje, Universidad Central de Chile. Santiago, Chile. Contacto: walter.imilan@ucentral.cl

Institutional ethnography as an approach to daily life

Abstract

This article explores the research and methodology approach of Institutional Ethnography (IE). The IE focuses on unveiling the way in which people experience institutional control processes in everyday life, how subjects relate to institutional complexes, and how they shape the continuum of their daily lives. To this end, the IE is a way of approaching social phenomena that takes everyday experiences as a starting point, situated and embodied. Emerged from the feminist sociology, until now the IE has not been applied to relations among inhabitants and urban interventions, nor explicitly in Latin America.

The objective of this article is to explore methodological possibilities for IE in urban contexts, thus expanding the growing methodological exploration in urban research. Based on fieldwork that is currently carried out in the city of Santiago de Chile, it explains that the IE can reveal how the control relationships in urban interventions (specific urban programs and projects) often dominate and ignore local and located knowledge.

Keywords: Institutional ethnography – daily experiences – urban living – problematic – control relations.

Etnografia institucional como aproximação ao habitar cotidiano

Resumo

O presente artigo indaga na perspectiva de pesquisa e metodologia de Etnografia Institucional (EI). A EI centra-se em desvendar a forma em que as pessoas vivenciam processos institucionais de controle na vida cotidiana, de como se relacionam os sujeitos com complexos institucionais, e de como eles moldam o contínuo de suas vidas cotidianas. Com este fim, a EI é um modo de aproximação aos fenômenos sociais que toma como ponto de partida as experiências cotidianas, situadas e encorporadas. Surgida desde a sociologia feminista, a EI até agora não tem sido aplicada às relações entre habitantes e intervenções urbanas, nem de maneira explícita na América Latina.

O objetivo do presente artigo é explorar as possibilidades metodológicas da EI e contextos urbanos expandindo desta maneira a crescente exploração metodológica na pesquisa urbana. Com base no trabalho de campo que é realizado atualmente na cidade de Santiago do Chile, explica-se como a EI pode revelar maneiras em que as relações de controle nas intervenções urbanas (programas e projetos urbanos específicos), muitas vezes dominam e ignoram conhecimentos locais e situados.

Palavras-chave: etnografia institucional - experiências cotidianas - habitar urbano - problemática - relações de controle.

Introducción

El presente artículo indaga en el enfoque de investigación y metodología de Etnografía Institucional (EI) como un modo de acercamiento teórico y metodológico a los fenómenos sociales, tomando como punto de partida las experiencias cotidianas, situadas y incorporadas. En particular, la EI se ha desarrollado para develar la manera en que las personas vivencian procesos institucionales de control en la vida cotidiana, cómo los sujetos se relacionan con complejos institucionales y cómo éstos moldean el continuo de sus vidas cotidianas. Siguiendo a Smith (2006, p. 3), la EI “no pretende ser una manera de descubrir el mundo cotidiano como tal, sino de mirar más allá de lo cotidiano para descubrir cómo llegó a suceder como lo hace”. La EI plantea una manera de analizar los fenómenos sociales explicitando a los investigadores en el lugar que están situados, y haciendo de la “experiencia directa del mundo cotidiano el terreno primario de su conocimiento” (Smith, 1974, p. 11).

La EI pone énfasis en una forma de generar conocimiento con foco en la experiencia de los sujetos, que es siempre localizada y particular (Smith, 1987). De acuerdo con Dorothy Smith (1992), la EI es un modo de acercamiento que toma un “diferente punto de partida” (standpoint), que comienza en la experiencia cotidiana para, a partir de ella, identificar las problemáticas de investigación, entendidas como un desajuste entre lo que es experimentado por las personas en su cotidianidad y la abstracción que se realiza sobre ellas por medio de un régimen institucional que produce relaciones de control. En definitiva, el objetivo es rastrear cómo se moldean las vidas de las personas (Deveau, 2008).

De esta forma, la EI se diferencia de la Etnografía de las instituciones, desarrollada desde la Antropología en trabajos como los de Shore (2000), Fassin (2013 [2011]) o Lins-Ribeiro (2001), ya que esta última considera a las instituciones en sí mismas como locus del trabajo de campo etnográfico, indagando los efectos que una

organización singular tiene sobre las experiencias de individuos concretos. Mientras que la EI rastrea, a partir de la experiencia situada, cómo opera un régimen institucional amplio, modelando translocalmente esas experiencias, a través de la generación de relaciones de control que operan simultáneamente en diferentes localizaciones.

La EI toma su impulso desde una Sociología feminista (Smith, 1992, 1990 y 1987) y posteriormente se propaga a una variedad de campos y disciplinas de investigación, principalmente en torno a la crianza (Griffith y Smith, 2004; Griffith, 1995), la salud (Campbell, 2014; Paulsen, 2015; Ng et al., 2013; Rankin y Campbell, 2006 y 2009) y la educación (Griffith y Smith 2004; Grahame, 1998; O'Neill, 1998; Griffith, 1995), así como se ha desarrollado con bastante éxito en diversos contextos debido a su capacidad explicativa y comprensiva. Sin embargo, la amplia literatura en EI, principalmente en inglés, aún es poco trabajada en América Latina y adaptada a procesos locales, menos aún se ha aplicado para comprender el accionar de intervenciones urbanas.

Este artículo tiene dos propósitos: por un lado, presentar los puntos fundamentales de análisis de esta estrategia como herramienta de investigación y, en segundo término, explorar una puesta en práctica en el campo de los estudios urbanos⁵.

⁵ La EI se ha implementado en el marco del proyecto de investigación “Prácticas de intervenir y habitar el territorio: develando el conocimiento urbano situado”, el cual intenta comprender la producción de conocimientos que surgen a partir de la interacción entre prácticas de intervención urbana y prácticas cotidianas de habitar que dan forma al territorio en Santiago de Chile. El proyecto plantea que las transformaciones políticas y económicas acaecidas en el contexto de la globalización y la profundización del modelo neoliberal en Chile, se han caracterizado por imponer una planificación urbana tecnocrática, centralista y vertical en la toma de decisiones, que, si bien ha generado significativos adelantos materiales en la ciudad, por medio de la provisión de vivienda, infraestructura y equipamiento urbano, estas intervenciones reconocen, en menor medida, las dinámicas cotidianas de habitar la ciudad. Por otro lado, muchas de las intervenciones urbanas son adopciones de modelos internacionales considerados exitosas. Así, la circulación de modelos de políticas (globales) juega un rol central en cómo se piensan las intervenciones locales (McCann y Ward 2011, 2012a y 2012b; Delgadillo, 2014; Montero 2016 y 2017). La preocupación teórica por este tipo de procesos ya ha estado presente en el debate de

La ciudad es habitada por medio de una diversidad de prácticas cotidianas que se contraponen, resisten y subvierten el conocimiento experto sobre esta, a partir de diversos saberes y conocimientos de carácter cotidiano (Jirón y Mansilla, 2014). No obstante, las intervenciones urbanas se sustentan hegemonícamente en conocimientos expertos de carácter tecnocientífico de orden positivista, que tiende a generar un impacto directo sobre la territorialidad de los habitantes, moldeando la experiencia de habitar la ciudad a través de su fragmentación espacial y temporal.

El presente artículo se basa, primeramente, en una investigación bibliográfica que da cuenta de los propósitos, objetivos y alcances, tanto teóricos como aplicados, de este método, dando cuenta de sus principales giros epistemológicos, ontológicos y conceptuales; después, se presentan algunos principios procedimentales de la EI, además de los campos de estudio en los que se ha aplicado. En segundo lugar, basado en información empírica de trabajo de campo etnográfico en desarrollo en un barrio de Santiago, se propone un ejercicio de análisis que explora en las tensiones entre la vida cotidiana de los habitantes y las intervenciones de un programa de mejoramiento barrial⁶. En el caso de la investigación en la que se basa este artículo, el trabajo de campo aún se encuentra en desarrollo, por lo que se presenta la implementación de la primera fase de la metodología propuesta.

Es importante destacar que la EI es un método que puede ser complementado con otras estrategias de investigación etnográfica, que han mostrado interesantes posibilidades en búsqueda de una perspectiva situada en el campo de los estudios urbanos, tales como las etnografías móviles y multisituadas (Jirón, 2011;

los estudios urbanos en obras de Jacobs (1967), Lefebvre (1972 y 1973), y De Certeau (2000), así como en los trabajos de Robinson (2006) y Roy (2011), preocupadas respecto de la manera en que se adapta y adoptan las teorías mundiales.

⁶ El proyecto "Prácticas de intervenir y habitar el territorio: develando el conocimiento urbano situado", analiza intervenciones públicas en el territorio de diferente tipo: barriales, de transporte, en el ámbito de cultura y de gestión de información. Para mayor información ver: www.santiagoosemueve.com

Imilán et al., 2015; Spinney, 2011), las etnografías políticas (Auyero, 2012), e incluso las autoetnografías (Iturra, 2014).

De la experiencia a la Etnografía Institucional. Hacia un nuevo terreno del conocer

A mediados de la década del 2000, Dorothy Smith, pionera y fundadora de la perspectiva de la Etnografía Institucional (Billo y Mountz, 2015; Luken y Vaughan, 2015; Campbell, 2014; Grahame, 1998), publicó una obra titulada *Institutional Ethnography: A Sociology for the People* (Smith, 2005), y editó el libro *Institutional Ethnography as practice* (Smith, 2006). Ambos textos se establecen como corolarios de un desarrollo que tiene sus inicios en la década de 1980, y cuyo objetivo fundamental es explorar y explicar la organización social del conocimiento para dilucidar cómo las actividades y experiencias cotidianas de las personas están coordinadas, postulando “una sociología que no comienza en la teoría, sino en la experiencia de las personas” (Smith, 2006, p. 2).

Siguiendo a Smith, la EI en sus inicios se distanció de una sociología institucionalizada objetivizante, que responde a una cultura patriarcal y se presenta a sí misma como universal, excluyendo a las mujeres en los textos, en el habla y en el poder (Smith, 1987). En coherencia con las críticas feministas, Smith propone, en contraste, una sociología para las mujeres centrada en el punto de vista de ellas y en las realidades de sus vidas cotidianas, incorporadas y situadas para explorar, a partir de esas experiencias, las maneras en que la sociedad las moldea y organiza (Smith, 2006, 2005, 1997, 1992, 1990 y 1987). Posteriormente, el carácter feminista de la EI trasciende como estrategia de investigación para el conjunto de otros colectivos de marginalizados (O'Neill, 1998).

El objetivo de Smith es proponer un proyecto sociológico que “comienza en las realidades de la experiencia de las mujeres” (Smith, 1992, p. 88), situándose en su experiencia –ella incluida–

como mujeres. Militante del movimiento de mujeres (Campbell, 2003), aprendió a explorar su experiencia de opresión y a situarse desde ese punto de vista, lo que transformó diversos aspectos de su vidas, como las maneras de pensar, trabajar y relacionarse. Estas experiencias y descubrimientos dieron origen a un giro epistemológico, ontológico y conceptual que, si bien en un principio no tenía nominación, Harding (1986), aglomerando distintas perspectivas, formalizó posteriormente como el standpoint o punto de vista. Esta perspectiva, que comienza desde la experiencia de las mujeres, es distinta de un conocimiento feminista (Smith, 1997), ya que el standpoint como estrategia de investigación puede ser operacionalizado por diversos grupos marginalizados (O'Neill, 1998) y, tras las experiencias situadas, busca rastrear las relaciones de control.

La Sociología clásica, a diferencia del standpoint, separa el conocedor de lo conocido, extirpando lo situado del conocimiento y deslocalizándolo. Por su parte, el standpoint de las mujeres vuelve hacia las realidades de sus vidas, del modo en que ellas las viven en sus particularidades y mundos cotidianos, apuntando a la idea de “Usted está aquí” (Smith, 1997, 1992). Lo que hace el standpoint es desplegar discursos, conceptos y teorías en las realidades, como prácticas reales de las personas que las viven y experimentan.

Por lo tanto, el punto de partida de la EI es una experiencia constitutiva, que se refiere al hecho de localizarse corporalmente en y desde el punto de vista de las mujeres, en tanto invisibilizadas, dominadas, y marginadas. “La investigación no comienza al interior de la organización conceptual o las relevancias [relevances] del discurso sociológico, sino en la experiencia real en tanto incrustada en las formas históricas particulares de las relaciones sociales que determinan esa experiencia” (Smith, 1987, p. 49). Si bien es cercano, este punto de partida no se puede confundir con el conocimiento situado de Haraway (1988), ya que mientras este último considera la objetividad como un conocimiento situado, es decir, que “sólo una perspectiva parcial promete una visión

objetiva” (Haraway, 1988, p. 583), la EI parte de las experiencias cotidianas, que son localizadas y encorporadas, para luego comenzar a rastrear las relaciones de control sobre esas experiencias que están coordinadas desde lejos y de modo translocal.

En este sentido, uno de los cambios fundamentales de tomar el standpoint es considerar la vida cotidiana como problemática (Smith, 1987). Implica cambiar, desde una manera de conocer objetivizante o ideológica, muy asentada en la sociología clásica, a una manera experiencial de conocer; constituye el giro epistemológico fundamental de esta perspectiva (Deveau, 2008).

Este giro no privilegia a algún conocedor en particular, sino más bien lo que hace es:

... cambiar el terreno del conocimiento, el lugar donde comienza la investigación. (...) El punto de vista de las mujeres propone un point d'appui diferente: comienza un paso antes del giro cartesiano que olvida al cuerpo. El cuerpo no está olvidado; por lo tanto, el sitio real del cuerpo no está olvidado. La investigación comienza con el conocedor que está en efecto localizado (Smith, 1992, p. 91).

El objetivo de la investigación EI es explorar, a partir de las experiencias cotidianas, diurnas y nocturnas de los sujetos conocedores, qué es lo que va más allá de esas experiencias, las relaciones sociales, la organización y las relaciones de control que emergen de los complejos institucionales que coordinan y administran dichas experiencias. Es decir, la investigación se centra en localizar las experiencias cotidianas de opresión en los contextos que producen dichas relaciones y experiencias, explorando cómo penetran en el mundo cotidiano, pero permanecen invisibles en él (Rankin, 2017; Deveau, 2008; Grahame, 1998; Smith, 1997, 1992).

Según O'Neill, “una mejor comprensión de la realidad puede ser alcanzada llevando a cabo investigación desde las localizacio-

nes sociales [social locations] dão los grupos marginalizados, que desde las posiciones de los grupos dominantes” (O’Neill, 1998, pp. 130 y 131). Esta estrategia permitiría localizar y mapear las fuerzas que operan desde lejos y que expresan, en lo local, relaciones de control translocales, haciendo visibles conexiones invisibles y haciendo posible la comprensión de las implicaciones más amplias de las experiencias localizadas (Rankin, 2017; Deveau, 2008). La EI busca resituar las agencias que se transmiten desde instituciones en los cuerpos y en las experiencias mismas de las personas.

La EI despliega una serie de conceptos para conformar su marco de investigación. A continuación, revisamos algunos de ellos:

Prácticas cotidianas, organización social y relaciones sociales. Las prácticas cotidianas son actividades de coordinación (Smith, 1992) que pueden ser intercambios entre dos prácticas en las que las personas se conectan, como comprar-vender, y que son visibles y empíricas. Pero tras esas relaciones visibles se esconde una organización social que es invisible y que es lo que se intenta visibilizar y explicar. De este modo, lo que se busca es dilucidar las relaciones sociales translocales implicadas en dicha relación social (Rankin, 2017; Deveau, 2008).

Deveau (2008) ilustra esto con la práctica de comprar carne en el supermercado. Lo que se observa ahí es la compra-venta, pero lo que interesa observar es el proceso por medio del cual esa carne llega a la tienda, que permanece invisible. La EI buscaría develar a los productores, la crianza, las normativas estatales, el matadero, el transporte y las condiciones del supermercado, para que la persona pueda comprar la carne, entre otras. En las actividades ordinarias diarias están implicadas un sinnúmero de relaciones sociales que no son observables en los escenarios locales y que son representadas por personas, “a menudo sin su conocimiento consciente” (Campbell y Gregor, 2002, p. 31). En estos términos, las relaciones translocales implicadas en las relaciones

sociales cotidianas se develan de una forma similar a como lo plantea la etnografía multisituada, siguiendo la movilidad de los objetos que median la relación, pero, en el caso de la EI, con un énfasis en las plataformas institucionales que hacen posible esa movilidad.

La problemática de investigación. Ésta aparece en la brecha entre el conocimiento abstracto de una situación y el conocimiento de las personas. La problemática no es una pregunta de investigación, ni tampoco un problema que el informante pueda expresar, sino más bien se enfoca en descubrir “cómo las experiencias cotidianas están enganchadas en, y coordinadas por, las relaciones de control” (Deveau, 2008, p. 12). Es fundamental centrarse en las maneras en que las relaciones de control translocales, coordinadas, afectan las experiencias locales de los sujetos con quienes se está trabajando.

La problemática emerge de la cotidianidad del punto de vista de los informantes. Esta puede ser descrita, incluso, usando una sola entrevista clave, “pero lo que importa es cómo las descripciones de los quehaceres de las personas proveen destellos de las relaciones de control que están siendo activadas –aquellas relaciones que tienen implicancias más amplias” (Rankin, 2017b, p. 8). Se trata entonces de develar las relaciones de control.

Relaciones de control. Son relaciones sociales que se generan alejadas de la experiencia y del standpoint, pero que son activadas en los escenarios locales. Ellas moldean la manera en que las acciones con sentido son llevadas a cabo y cómo son representadas. Ellas coordinan “lo que las personas conocen sobre lo que está sucediendo –incluso si ese conocimiento no coincide con lo que se conoce por estar ahí” (Rankin, 2017, p. 3). Este término apunta a dilucidar las conexiones entre diferentes instituciones (Estado, cuerpos profesionales, corporaciones y academia, entre otros) que, mediadas por textos, organizan y regulan la sociedad (Bisaillon, 2012). De este modo, generan conceptos especializados, lenguajes técnicos y categorías que moldean lo que se co-

noce del mundo, coordinando las experiencias situadas de las personas (Smith, 1992).

Estas relaciones de control “se definen como escenarios [venues] textuales (tales como la legislación, paneles de expertos, hacedores de política, acciones de administración y gestión), donde el poder es generado y perpetuado en la sociedad a través de múltiples sitios” (Wright, 2003, p. 244). La construcción de esos textos es una operación de abstracción en la que no hay lugar para la experiencia vivida, ya que ella, desde una perspectiva institucional, no tiene relevancia en la construcción –legal, oficial– de ningún evento significativo o cotidiano.

Una declaración oficial textualizada, tal como puede ser un plan de ordenamiento territorial, es entendido por la EI como la construcción de una explicación o un informe ideológico, en el que se insertan marcos conceptuales formales –de control– y se suprimen las experiencias de los sujetos respecto de ese evento real y vivido por ellos, a pesar de que el informe dice dar cuenta de ese evento. Las relaciones de control son, por lo tanto, las prácticas que activan, a través de textos, determinado modo en que las cosas suceden, organizan el trabajo distante de las experiencias, pero son activadas por personas que se encuentran en la localización. Por lo tanto, son:

... actividades de regulación [governing] que dependen de la selección, categorización y/o de la objetivización de aspectos del mundo social a fin de desarrollar hechos y conocimiento sobre el que tomar decisiones. Las relaciones de control activan prácticas de conocimiento que subsumen cómo un problema es conocido y experimentado desde una localización situada [standpoint location]. (Rankin, 2017, p. 33)

Textos y mediación de textos. Los formatos textuales, cuyas configuraciones van desde documentos, reportes, permisos, formularios, hasta dibujos, videos y registros de audio, se constituyen como centrales en tanto formas de conocimiento y de or-

ganización discursiva que moldean las vidas cotidianas de las personas. Es decir, como instrumentos de control que son replicados y que circulan por diferentes localizaciones. Entendidos como “los componentes translocales de la organización social cotidiana” (Campbell, 2014, p. 1495), los textos son materialidades que traen a la realidad localizada, determinadas maneras de dar sentido a las prácticas y que pueden ser leídas en varios escenarios diferentes (Smith, 1992). Son los formatos textuales los que son constitutivos del proceso de control en las sociedades contemporáneas (Grahame, 1998, p. 349), porque funcionan al interior de una inscripción institucional translocal que tiene efectos en lo local, ya que organizan, regulan, y coordinan las relaciones sociales en diferentes localizaciones.

Los textos limitan las posibles comprensiones de lo que se lee, imponiendo una comprensión homogénea de lo que es leído por una variedad de personas, en distintos sitios, que los utilizan de modo rutinario. También tienen la capacidad de coordinar las acciones de personas en distintos lugares, incluso si no se conocen, por los requerimientos existentes para trabajar con ellos (Campbell y Gregor, 2002). De este modo, los análisis textuales pueden servir para destapar las prácticas ideológicas que producen el tipo de conocimiento basado en las relaciones de control (Deveau, 2008). Como se verá en detalle más adelante, los reglamentos, por ejemplo, aparecen en forma de textos accesibles a los aparatos que elaboran informes de situaciones (equipos técnicos en terreno, por ejemplo), que reflejan un marco regulatorio ideológico (leyes y políticas públicas), pero no reflejan el punto de vista o la experiencia de los sujetos sobre los que se informa, generando una separación entre las experiencias reales y lo que representa institucionalmente la situación, en tanto dimensión del poder institucional, ejerciendo poder “cuando son activados por los miembros del aparato de control” (Deveau, 2008, p. 10). Por lo tanto, más allá de las intenciones declaradas, estos textos con dificultad podrían dar cuenta de las realidades que se viven.

Complejo institucional. Para la EI, las experiencias son moldeadas por procesos institucionales que están ubicados lejos de ellas, lo que hemos llamado “relaciones translocales”. En el proceso de investigación, la EI busca seguir la pista de esos procesos institucionales que regulan y coordinan las prácticas de las personas en escenarios locales (Rankin, 2017b). Pero la EI opera con un concepto de institución diferente a lo que comúnmente es entendido por tal. Más que una organización singular, la institución es más bien un régimen, complejos procesos funcionales en los que una variedad de formas de organización están entretejidas (Grahame, 1998) o, como dice Deveau (2008b, pp. 110 y 111), un “vasto despliegue de procesos de trabajo coordinado y cursos de acción teniendo lugar en múltiples locaciones”. Por ello, más que centrarse en realizar descripciones del funcionamiento de organizaciones singulares, la EI busca, partiendo de la experiencia e identificando y recurriendo a los textos, dar cuenta de cómo el trabajo de las personas y sus acciones con sentido están articuladas con otras acciones, coordinadas a través de las relaciones de control, en y desde sitios alejados.

En resumen, para la EI el/la conocedor/a está situado/a en las realidades de su vida, y su interés en lo social busca dilucidar las actividades de coordinación y concertación que operan más allá de su experiencia. Para la EI la textualidad es fundamental, porque es el puente entre lo real y la explicación que se hace de ello, siendo –los textos– componentes materiales de la organización social (Campbell, 2014), que traen a contextos de lectura reales formas de significación fijas que pueden ser abstraídas y leídas en otras localizaciones, translocalizando de esta forma su significación. Estas son formas en las que el poder es generado y sostenido, ya que las “funciones de organización y control están crecientemente establecidas en formas de organización y de relaciones distintas, especializadas y (hasta cierto punto) autónomas mediadas por textos” (Smith, 1992, p. 93).

Principios procedimentales de una EI

No existe un modo estandarizado de realizar investigación en EI, ya que busca descubrir, más allá de cualquier experiencia individual, “cómo las actividades de la gente están coordinadas” (Smith, 2006, p. 1), los investigadores siguen ciertos principios procedimentales. El más general de ellos, es que la EI se basa en la experiencia cotidiana, en que “el análisis comienza en la experiencia y vuelve a ella, habiendo explicado cómo la experiencia sucedió de la manera en que lo hizo” (Campbell, 1998, p. 56).

El desafío es concebir las experiencias cotidianas de las personas como localizaciones de una problemática, entendida como un conjunto de preguntas teóricas y de conceptos que están relacionados (Grahame, 1998). Desde ahí, se observan cómo esas experiencias cotidianas están enganchadas y coordinadas por relaciones de control (Deveau, 2008). El/la etnógrafo/a institucional busca identificar cómo en la vida cotidiana el conocimiento está organizado y cómo este descansa en conceptos objetivados y separados de las experiencias de personas situadas. Justamente, ese conocimiento está inserto en las relaciones de control y en las prácticas discursivas de su producción (Rankin, 2017a).

Operativamente, la EI trabaja con dos niveles de datos. En primer lugar, los datos de entrada [entry level data], que son las problemáticas que surgen a partir del examen de las interacciones significativas y subjetividades de los sujetos en el habitar cotidiano y en sus localizaciones particulares (Deveau, 2008 y 2008b; Wright y Rocco, 2007; Campbell y Gregor, 2002; O'Neill, 1998). En este momento se puede observar empíricamente y dar cuenta del objeto de estudio que es la vida cotidiana, localizada espacial, temporal y corporalmente en tanto problemática. Los datos primarios, recogidos de las experiencias cotidianas, se obtienen desde los escenarios locales y respecto de los individuos que interactúan en ellos.

El segundo nivel se compone de los datos translocales [trans-local data], que se extienden más allá de la experiencia de los sujetos localizados (el primer nivel de datos), hacia las relaciones sociales (Wright y Rocco, 2007) y, por ende, relaciones de control. El propósito de recolectar y producir datos en este nivel es comprender las relaciones, similares o análogas, que pueden tener las personas en otras localizaciones respecto de las encontradas en el primer nivel de datos, haciendo posible de explicar las relaciones de control (Deveau, 2009) que son por definición translocales. Aquí los textos devienen centrales pues, al ser materialidades susceptibles de ser leídas en diversos escenarios de modo estandarizado, imponen relaciones de control en una extensión translocal. La recolección en este segundo nivel permitiría explicar la manera en que los textos coordinan las experiencias en diferentes localizaciones y también explicar esas relaciones de control (Campbell, 2014; Deveau, 2009; Wright y Rocco, 2007).

Estas fases dan cuenta del principio de comenzar por la experiencia y terminar con ella, explicando en un proceso iterativo cómo esa experiencia sucede de la manera en que lo hace. Esto se puede realizar mediante mapeos, reportes, diagramas o indexaciones, que localizan las fuerzas que operan de modo translocal y que regulan las prácticas locales a través de las relaciones de control (Rankin, 2017b). Haciendo referencia a la metáfora del “Usted está aquí” de los mapas de los malls (Smith, 1992), y usando diferentes herramientas para revelar lo que se da por sentado (Grahame, 1998; Smith, 1997), se puede producir y usar cartografías sociales para comprender y desafiar los conocimientos producidos abstracta y extralocalmente en la transformación de las experiencias (Rankin, 2017b; Deveau, 2008; Campbell y Gregor, 2002).

Implementaciones desde la perspectiva de EI

Se puede encontrar una amplia variedad de investigaciones que utilizan la EI como estrategia, cuyos alcances y campos de aplicación se amplían continuamente. Si bien parecen fragmen-

tados, “nos enseñan más y más sobre la organización compleja y entrelazada de las relaciones de control, y más y más sobre cómo los procesos institucionales están coordinados y ‘operan’” (Smith, 1992, p. 97).

En ese abanico interdisciplinar destacan, en particular, los temas de salud, educación y crianza, como la organización textualizada de servicios de enfermería (Rankin y Campbell, 2006 y 2009; Campbell, 1984), las políticas de rehabilitación, las reformas de gerencia pública y sus impactos en las personas en procesos de rehabilitación (Paulsen, 2015); la integración entre la asistencia y los cuidados médicos y la educación para niños/as con condiciones especiales de salud o discapacidad (Ng et al., 2013); la ideología de la maternidad monoparental y su relación con la escolaridad (Griffith y Smith 2004; Grahame, 1998; Griffith, 1995); la educación universitaria de trabajo social con respecto al standpoint de las personas homosexuales (O’Neill, 1998), y las personas en situación de discapacidad, respecto del lugar de trabajo en el sistema público (Deveau, 2008b).

Sin embargo, a pesar de la capacidad demostrativa y explicativa de esta perspectiva, en América Latina la EI ha tenido aún un impacto limitado. Si bien se puede encontrar algunas investigaciones latinoamericanas basadas en EI, en ocasiones se confunde con otras estrategias metodológicas, en particular con la que podría denominarse “Etnografía de las instituciones”, cuya lógica se centra más bien en etnografiar los efectos que instituciones singulares tienen sobre las experiencias de los sujetos objeto de ellas (i. e. estudiantes en la escuela, políticas universales y programas focalizados, seguridad alimentaria), más que desde el habitar situado de los sujetos, como son los trabajos de Vázquez (2017), Torres et al. (2015), Vizcarra y Farfán (2012) y Hevia (2011).

Entre los trabajos destacados que utilizan la EI en América Latina se puede encontrar el estudio de los trastornos mentales y su medicalización en Brasil (Medeiros y Álvarez, 2016); el sistema público de educación musical desde una perspectiva poscolo-

nial (Rosabal-Coto, 2016) o las experiencias contradictorias de la lactancia materna y la maternidad como experiencia e institución (Yáñez, 2010). Además, se puede hallar un incipiente desarrollo de esta perspectiva en tesis de maestría y doctorado, como el estudio de las prácticas institucionales dominicanas para la protección de derechos de niñas, niños y adolescentes (Nivar e Hiciano, 2017), y el análisis de los derechos sexuales y reproductivos en la formación de pregrado de médicos colombianos (Restrepo, 2014).

En la siguiente sección se explora el modo en que la EI es susceptible de aplicarse a los estudios del habitar urbano, para demostrar cómo, partiendo de la experiencia situada, se puede identificar una problemática rastreando en primera instancia relaciones de control que operan translocalmente. En el marco de la investigación en que se basa este trabajo, la EI resulta ser una estrategia de gran potencial, ya que el objetivo de trabajo es comprender la producción de conocimientos que surgen a partir de la interacción entre prácticas de intervención urbana y prácticas cotidianas de habitar que dan forma a territorios en Santiago de Chile. Esto implica comprender cómo los saberes cotidianos del habitar socioespacial muchas veces entran en conflicto con las relaciones de control que intenten las diversas formas de intervención urbana. El proyecto busca detectar las dislocaciones y de conocimientos y saberes en diferentes tipos de intervenciones, expresadas en sistemas de transporte, programas de recuperación de barrios y programas culturales barriales, entre otros.

Para este artículo nos centraremos en el caso del Programa de Recuperación de Barrios “Quiero Mi Barrio” (MINVU), que trata de problematizar respecto de los conocimientos y saberes que median entre quienes habitan en un barrio ubicado en la ciudad de Santiago y la intervención misma, así como el régimen institucional que rodea dicha intervención. El trabajo de campo de este estudio aún se encuentra en ejecución, por ello se presentan ejemplos de la primera fase de la EI: la del develamiento de una problemática. La información presentada está elaborada bajo una metodología etnográfica colectiva (Jirón e Imilán, 2016) por un

equipo compuesto por cinco etnógrafos participantes en la investigación y el equipo de investigadores del proyecto, en un trabajo realizado a partir de marzo de 2018 y cuyo proceso terminará a inicios de 2019.

Tal como explican Jirón e Imilán (2016), la investigación urbana, y particularmente la investigación sobre habitar urbano contemporáneo, posee altos niveles de complejidad, dinamismo y diversidad, que requiere de estrategias metodológicas que integren disciplinas y estrategias. La adopción de un enfoque etnográfico precisa de una adaptación de su aplicación tradicional, permitiendo la realización de un trabajo dinámico y colectivo, así como la posibilidad de incorporar el trabajo interdisciplinario a la producción y análisis. Con este propósito, la etnografía colectiva otorga la posibilidad de desarrollar un trabajo profundo, a partir de trabajo de campo breve en el tiempo pero intenso en su producción. Es decir, planteamos la posibilidad de construir etnografías mediante el trabajo articulado, en un equipo de investigadores que observan variables similares y comparten de forma intensa sus propias experiencias etnográficas. La práctica etnográfica es una de tipo “encorporado”, porque esta etnografía se hace con el cuerpo. En nuestro caso, “encorporar” los conceptos y metodologías planteados en el proyecto es fundamental para lograr empatía en el etnógrafo. Junto con el aprendizaje corporal de la práctica etnográfica, el análisis y debate multidisciplinario, que reorienta registro y representación, completan nuestra formulación de etnografía colectiva. A partir del conjunto de sesiones grupales y talleres se ensambla interdisciplinariamente el ejercicio individual de investigación.

La metodología de etnografía colectiva ha sido utilizada por el equipo de investigación en diversas oportunidades (Jirón, Imilán e Iturra, 2016; Jirón e Imilán, 2015) con el fin de conocer mejor formas de habitar en algunas ciudades del país (Santiago, Concepción, Alto Hospicio y Padre Las Casas). Sobre la base de esta experiencia, se ha producido un modelo metodológico que organiza de manera colectiva el trabajo de campo en cinco momentos.

El primer paso involucra la conformación del equipo de etnógrafos junto con su capacitación y acercamiento a formas de observación de saberes del habitar, intentando buscar formas en las que estos saberes se relacionan o no con los saberes de las intervenciones. La segunda consiste en el proceso de selección de los casos, más el proceso de diseño y aplicación de instrumentos. De acuerdo con el carácter multisituado de las prácticas de habitar, en las que los espacios que se habitan no están limitados a una sola locación, sino que se vinculan entre sí a modo de trayecto, el trabajo etnográfico implica observar un número acotado de hogares cuyos miembros realicen prácticas de habitar con relación a los programas de intervención. La tercera etapa realizará una etnografía espacio temporal del habitar, basada en un análisis de interacciones significativas en el territorio (Jirón e Imilán, 2016), integrando las relaciones que emergen entre el cuerpo, territorio, espacialidad, alteridades, objetos, significados, racionalidades y estrategias espaciales. La cuarta, involucra la producción de relatos etnográficos, mientras que la última etapa se concentra en el análisis interdisciplinario de estos datos, tendientes a la problematización que implica la EI.

Las ventajas de este tipo de visión colaborativa de la etnografía implican profundizar las relaciones entre los etnógrafos, los miembros del equipo de investigación, las personas que participan en los estudios y aquellos que otorgan apoyo e información para el trabajo de campo. A continuación se presenta una parte del trabajo colaborativo en curso, en el que se pueden detectar formas de problematizar los saberes y conocimientos vinculados al habitar y a las intervenciones urbanas.

Intervención del Programa de Recuperación de Barrios “Quiero Mi Barrio” y un barrio popular de Santiago. Primeros pasos para una Etnografía Institucional

En un barrio popular en la zona centro sur de la ciudad de Santiago, el año 2014 comienza el proceso de intervención social y urbana del Programa “Quiero Mi Barrio” (en adelante, PQMB),

perteneciente al Ministerio de Vivienda y Urbanismo (MINVU), cuyo objetivo es “contribuir al mejoramiento de la calidad de vida de los habitantes de barrio que presentan problemas de deterioro urbano, segregación y vulnerabilidad social, a través de un proceso participativo de recuperación de los espacios públicos y de los entornos urbanos de las familias”, según consigna el Decreto Supremo actualizado N° 14, de 2007, que reglamenta el Programa de Recuperación de Barrios.

Este programa llamó a un polígono mencionado como “Barrio José⁷”, conformado por las poblaciones El Huaso, Berlín y José Andrés⁸, colindantes unas con otras, pero que no mantenían una relación funcional entre ellas, previo a la intervención.

La selección y postulación conjunta de dichas poblaciones al programa fue gestionada por la municipalidad, aunque se desconoce la razón por la cual se agruparon las tres, en lugar de postular polígonos más acotados. No obstante, previo a la postulación, los vecinos de El Huaso habían propuesto a la Secretaría Regional Ministerial de Vivienda y Urbanismo (SEREMI MINVU) arreglar la cancha de fútbol de su población. Al respecto, un integrante del Equipo de Barrio del Programa, comenta sobre el proceso de gestión:

“... fue aleatorio, porque generalmente los barrios es una población y hay una identidad en común. En este caso, para armar el polígono se juntaron las tres poblaciones. Y en esto hubo ganadores y perjudicados, porque obviamente la cancha El Huaso es una intervención gigante”.

Otra integrante del mismo equipo también comenta que el alcalde presentó a los vecinos, en julio de 2014, lo que iba a ser la intervención de la cancha de la población El Huaso y el PQMB llegó en noviembre de ese año, lo que indica que los planes de la

⁷ Nombre cambiado para resguardar el anonimato.

⁸ Nombres cambiados para resguardar el anonimato.

cancha estuvieron presentes desde antes de la intervención. En el mismo sentido, el Coordinador Territorial de la SEREMI⁹ menciona que “El Huaso obviamente tiene un cuento bien visible, en donde hay muchos intereses. Están todos los ojos metidos ahí, que en otros barrios no pasa mucho”.

Otro hito territorial de la intervención del PQMB es la Plaza José Andrés, perteneciente a la población del mismo nombre. En este caso, su intervención urbana material ha sido más compleja, debido a que en ella se encuentra un árbol/animita pintado de colores y con luces incrustadas, que algunas noches se encienden en honor a un narcotraficante fallecido de forma violenta, años atrás. Este espacio se constituyó como un lugar significativo para algunos de los vecinos de la población y ha sido fuente de ciertos conflictos debido a que la intervención del PQMB requería la remoción del dicho árbol/animita.

Estos dos ejemplos del proceso de intervención del PQMB, la cancha El Huaso y la Plaza José Andrés, pueden constituir lo que más arriba se describió como los datos de entrada y son ilustrativos de cómo un acercamiento basado en la Etnografía Institucional puede servir para, por un lado, identificar un dislocamiento entre la experiencia cotidiana diurna/nocturna de las personas y su alteración o abstracción en otra cosa, y, por otro, para esbozar la direccionalidad de un posible mapeo respecto de las relaciones de control translocales que afectan las experiencias cotidianas situadas.

En el primer caso, se trata de dilucidar lo que Smith (2006 y 1987) denomina una “problemática”, entendida como una separación entre la experiencia y su abstracción en algo distinto. Se trata del punto crítico, en que un individuo se da cuenta que lo que está sucediendo está siendo traducido en otra cosa, sin considerar la experiencia de quienes habitan el lugar intervenido. En

⁹ Secretaría Regional Ministerial es la entidad técnica del Ministerio de Vivienda y Urbanismo encargada de apoyar la ejecución del PQMB a nivel de la Región.

el caso de la Plaza José Andrés es relativamente fácil identificar que el árbol/animita es significativo para los vecinos que ocupaban la plaza antes de la intervención del PQMB. A este se le cuelgan y prenden luces, se reúnen a su lado o, incluso, se rechaza precisamente por lo que evoca. El árbol/animita contiene todas las características que, según Cresswell (2004), debiese tener un lugar: espacialidad, ubicación y significado. Dicho árbol/animita es, por tanto, constitutivo y significativo de las experiencias cotidianas en tanto vecinos de la Plaza José Andrés, independientemente de la valoración que se tenga del narcotraficante por el que dicha animita se erige.

El hecho de que el PQMB arribe en 2014 y, al intervenir la Plaza José Andrés, requiera la remoción del árbol/animita, habla del desajuste que existe entre la experiencia de las personas que habitan el lugar cotidianamente y los interventores que, para lograr cumplir unos objetivos homogéneos y deslocalizados, remueven y transforman un lugar identitario, relacional e histórico.

El caso de la intervención de la cancha de la población El Huaso puede ser ilustrativa de cómo están coordinadas determinadas relaciones de control que afectan las experiencias cotidianas, para comenzar a mapear los diversos esquemas, formas y grados en que opera el control translocal del régimen institucional, a partir del análisis de textos.

Como se mencionó, la cancha El Huaso es relevante, porque, como dijo el coordinador territorial de la SEREMI, en torno a esta hay intereses que la hacen visible. Se trata de una serie de clubes deportivos y de otros usos menos institucionalizados y regulares, que transforman a la cancha en un espacio significativo de esparcimiento para los habitantes cercanos. Sin embargo, ni en la planificación ni en la gestión, ni tampoco en la posterior ejecución de dicha intervención participaron los vecinos. En las conversaciones con los habitantes del lugar aparece la idea de que el proceso fue confuso, llevado a cabo por la municipalidad, aprovechando las buenas relaciones que tenían con la administración gubernamental.

mental. Esto cobra sentido cuando se observa también que en la selección del polígono a intervenir tampoco participaron los vecinos, a pesar de que el objetivo primero del PQMB era mejorar las condiciones de vida “a través de un proceso participativo de recuperación de los espacios públicos y de los entornos urbanos de las familias”. De ahí aparece, en el mismo sentido que la Plaza José Andrés, la problemática de dislocamiento entre la experiencia y su abstracción en algo distinto. Lo particular, en el caso de la cancha de El Huaso, es que permite dar cuenta de la participación de otros actores externos en la constitución, coordinación y control de las experiencias de quienes habitan el espacio: la municipalidad, el PQMB, el ministerio y el gobierno, ausentándose de este proceso los vecinos de las poblaciones José Andrés, Berlín y, en menor medida, algunos de los habitantes de la población El Huaso, beneficiaria directa de la intervención.

La problemática surgida a partir de la cancha de El Huaso permite dar pie a un seguimiento cuyo objetivo sea dilucidar cuál es el régimen institucional que está comprendido en la coordinación y producción de la experiencia situada de los habitantes de las tres poblaciones, además de explorar la posibilidad de que la coordinación y producción de dichas experiencias se realicen de modo translocal, buscando otras experiencias situadas que sean equivalentes. Esto correspondería al segundo nivel de datos en el procedimiento de una EI, o lo que Wright y Rocco (2007) llaman “datos translocales”, que se extienden más allá de la experiencia, hacia la identificación de las relaciones de control y coordinación que hacen que esas experiencias translocales puedan ser análogas o equivalentes. En este segundo nivel, los textos devienen relevantes, porque al ser susceptibles de ser leídos y comprendidos de la misma manera en diferentes escenarios, ellos impondrán relaciones de control translocal y forman parte de la segunda fase de la EI que este proyecto busca dilucidar, a partir de las problemáticas detectadas.

Desde una mirada de la EI, en este caso los textos podrían referirse, por ejemplo, al Manual de Procedimiento del Progra-

ma de Recuperación de Barrios aprobado el 2008 y modificado en 2009 y 2011, y dar cuenta que en este se plantea –contra los objetivos del programa– que la selección de barrios la realiza el MINVU, de acuerdo con indicadores de deterioro urbano y vulnerabilidad social, categorizando barrios según complejidad media o alta, y en relación a la cantidad de viviendas (MINVU, 2011, p. 4). Además, la estrategia de intervención para todos los barrios se compone de tres fases: elaboración de un Contrato de Barrio, llevar a cabo un Plan Maestro, Plan de Gestión de Obras y Plan de Gestión Social, y un cierre con evaluaciones, sistematizaciones y agenda futura (MINVU, 2011, pp. 8 y 9).

Estas definiciones y procedimientos estandarizados del PQMB pueden dar pie a comenzar a mapear las maneras en que se producen las definiciones conceptuales, en que se elaboran, diseñan, implementan y evalúan las políticas públicas de barrios e incluso del ministerio, así como las discusiones académicas en torno al concepto de “barrio”, entre otros elementos que permitirían identificar el régimen institucional involucrado en el proceso de intervención, coordinación y control sobre la experiencia de los sujetos que habitan la ciudad y, en particular, los barrios definidos y seleccionados por el PQMB. También, y complementariamente, pueden dar pie a investigar cómo experiencias equivalentes pueden estar coordinadas mediante el PQMB de modo translocal, a través de estas mismas definiciones y procedimientos textualizados y estandarizados en otros escenarios, explorando cualquiera de los 520 barrios intervenidos por el programa hasta el momento en el país.

Reflexiones y desafíos para una Etnografía Institucional en el campo de lo urbano

En las páginas precedentes se describieron los principales elementos que componen la Etnografía Institucional como estrategia de investigación de la producción de conocimientos desde una mirada situada, tanto en su aspecto teórico como en diversos

campos de estudio empírico de investigación. También se esbozó una manera de poner en práctica esta estrategia en estudios del habitar urbano, por medio de información recabada en el marco del proyecto de investigación en curso.

El objetivo ha sido presentar la EI como estrategia investigativa que, partiendo de la experiencia, puede mapear los procesos por los que esa experiencia puede ser coordinada por un régimen institucional que genera relaciones de control activadas en diferentes escenarios, y que la traducen en algo distinto, ajeno a las significaciones de los sujetos, en sus vidas cotidianas.

En esta aproximación al campo de estudio del habitar urbano, la EI demuestra ser útil y pertinente para comprender la manera en que esos conocimientos y experiencias se producen por esa articulación entre la práctica cotidiana del habitar situado de sujetos que dan forma y significaciones al territorio y las prácticas de intervención urbana externas que, sobre ese territorio, modelan esas experiencias estableciendo relaciones de control por medio de textos. No se trata de verificar si los supuestos principios de participación que proponen programas de mejoramiento de barrios como el PQMB se cumplen y en qué grados, lo que supondría la evaluación de la implementación de dicho programa mediante la verificación del nivel de éxito o fracaso de sus propios indicadores. La EI apunta, por el contrario, a develar las relaciones de control que produce el PQMB y, de esta manera, identificar los distintos conocimientos y saberes en juego que producen una dislocación entre la práctica cotidiana de los habitantes y las intervenciones en el territorio y probablemente en las prácticas de planificación urbana.

La definición de “barrio”, como experiencia identitaria fuertemente situada, se ve tensionada por los procedimientos de delimitación amparados en una serie de procedimientos, semánticas y prácticas concretas de los agentes de la intervención que se expresan en diversos textos. Asimismo, los usos locales de un espacio abierto como es la cancha El Huaso son invisibilizados y des-

conocidos por los interventores, quienes no saben los procesos de coordinación entre los diferentes actores que han dado ocupación a la cancha, antes de su intervención con inversión pública para su “mejoramiento”. Queda por indagar si esas experiencias modeladas por el régimen institucional, modelan también experiencias locales situadas en escenarios distintos al estudiado, lo que constituye la siguiente etapa de la investigación en curso en otros territorios de la ciudad de Santiago.

Se puede decir que, así como en los campos de estudios de la crianza, la salud y la educación, la EI puede ser una estrategia adecuada y fructífera para dilucidar cómo las experiencias locales se coordinan extralocalmente también en los estudios del habitar y lo urbano, o más específicamente con el urbanismo y la planificación urbana. Sin embargo, existe una variedad de campos en los que la EI no se ha sido aún suficientemente explorada. Entre ellos, los estudios urbanos vinculados a aspectos de desigualdad urbana, exclusión social y efectos en el espacio vinculados con intervenciones de políticas públicas, entre otros, en los que la EI eventualmente podría aportar nuevas maneras de observación y comprensión. Precisamente, este proyecto busca llenar ese vacío de implementación metodológica combinando estrategias etnográficas del habitar cotidiano, a partir de estrategias colaborativas, junto con esta mirada de la EI más vinculada a los conocimientos y detrás de las intervenciones, que es lo que se busca indagar.

Por último, esta estrategia ha sido escasamente desarrollada en América Latina y Chile, pero, tal como se presentó, podría abrir nuevos campos de debates al tensionar las formas de conocimiento que guían el actuar cotidiano de los habitantes y las formas en que las políticas públicas intentan controlarlo.

Referencias

- Acuña, D., Lara, B., Basaure, C., Navea, O., Kripper, C. y Saldías, F. (2015). Estratificación de Riesgo (Triage) en el Servicio de Urgencia. *Revista Chilena de Medicina Intensiva*, 3(2), 79-86.

- Auyero, J. (2012). Los sinuosos caminos de la etnografía política. *Revista Pléyade*, 10, 15-36
- Billo, E. & Mountz, A. (2016). For institutional ethnography: Geographical approaches to institutions and the everyday. *Progress in Human Geography*, 40(2), 199-220.
- Bisaillon, L. (2012). An Analytic glossary to social inquiry using institutional and political activist ethnography. *International journal of Qualitative Methods*, 11(5), 607-627.
- Blanco, M. (2012). Autoetnografía: una forma narrativa de generación de conocimientos. *Andamios*, 19(19), 49-74.
- Campbell, M. (1998). Institutional Ethnography and Experience as Data. *Qualitative Sociology*, 21(1), 55-73.
- Campbell, M. (2003). Dorothy Smith and knowing the world we live in. *The Journal of Sociology & Social Welfare*, 30(1), Special issue on Institutional Ethnography: Theory and Practice, 3-22.
- Campbell, M. (2014). Institutional Ethnography (IE), Texts and the Materiality of the Social, *47th Hawaii international conference on system science*, 2014, 1495-1504.
- Campbell, M. & Gregor, F. (2002). *Mapping social relations: A primer in doing institutional ethnography*. Toronto: Garamond Press.
- Cresswell, T. (2004). *Place: A Short Introduction*. Wiley-Blackwell.
- Deveau, J. L. (2008). Examining the Institutional Ethnographer's Toolkit. *Socialist Studies / Études Socialistes*, 1-20
- Deveau, J. L. (2008b). *Workplace accommodation for disabled workers in the Canadian federal public service: a textually mediated social organization* (Ph. D. Dissertation). University of New Brunswick, Canada.
- Fassin, D. (2013 [2011]) *Enforcing Order: An Ethnography of Urban Policing*. Cambridge: Polity Press.
- Grahame, P. (1998). Ethnography, Institutions, and the Problematic of the Everyday World. *Human Studies*, 21, 347-360.
- Griffith, A. y Smith, D. (2004). *Mothering for schooling (Critical social thought)*. London: Routledge.
- Griffith, A. (1995). Coordinating family and school: mothering for schooling. *Education Policy Analysis Archives*, 3(1), 1-13.
- Haraway, D. (1988). Situated knowledges. The science question in fe-

- minism and the privilege of partial perspective. *Feminist Studies*, 14(3), 575-599.
- Harding, S. (1986). *The science question in feminism*. Ithaca: Cornell University Press.
- Hevia, F. (2011). La difícil articulación entre políticas universales y programas focalizados. Etnografía institucional del programa Bolsa Familia de Brasil. *Gestión y Política Pública*, XX(2), 331-379.
- Hurtado, E. (2005). El oficio de la etnografía política. Diálogo con Javier Auyero. *Íconos. Revista de ciencias sociales*, 22, 109-126.
- Imilán, W., Jirón, P. e Iturra, L. (2015). Más allá del barrio: habitar Santiago en la movilidad cotidiana. *Antropologías del Sur*, 3, 87-103.
- Iturra, L. (2014). ¿Dónde termina mi casa? Mirando el hábitat residencial desde la noción de experiencia. *Revista INVI*, 29(81), 221-248.
- Jirón, P. (2011), On becoming “la sombra/the shadow”, en M. Buscher, J. Urry y K. Witchger (Eds). *Mobile Methods*. New York: Routledge.
- Jirón, P. e Imilán, W. (2016). Observando juntos en movimiento: posibilidades, desafíos o encrucijadas de una etnografía colectiva. *Alteridades*, 26(2), 51-64.
- Jirón, P. y Mansilla, P. (2014). Las consecuencias del urbanismo fragmentador en la vida cotidiana de habitantes de la ciudad de Santiago de Chile. *Revista EURE*, 4(121), 5-28
- Jirón, P., Imilán, W. e Iturra, L. (2016). Relearning to travel in Santiago: the importance of mobile place-making and travelling know-how. *Cultural Geographies*, 23(4), 599 - 614.
- Jirón, P. e Imilán, W. (2015) Embodying flexibility: experiencing labour flexibility through urban daily mobility in Santiago de Chile. *Mobilities*, 10(1), 119-135.
- Luken, P. & Vaughan, S. (2015). Introduction to the special issue: new scholarship in Institutional Ethnography. *The Journal of Sociology & Social Welfare*, 42(2), 3-11.
- Medeiros, L. y Álvarez, P. (2016), Los trastornos mentales comunes y la medicalización: una perspectiva a partir de la etnografía institucional. *Revista San Gregorio*, 12, 7-15.

- Ministerio de Vivienda y Urbanismo (2011). *Manual de Procedimiento del Programa de Recuperación de Barrios*. Recuperado de <http://www.minvu.cl>.
- Montero, S. (2016). Worlding Ciclovía. From Urban Experiment to International "Best Practice". *Latin American Perspectives*, 44(2), 111-131.
- Montero, S. (2017). Study tours and inter-city policy learning: Mobilizing Bogotá's transportation policies in Guadalajara. *Environment and Planning A: Economy and Space*, 49(2), 332-350.
- Ng, S., Stooke, R., Regan, S., Hibbert, K., Schryer, C., Phelan, S. & Lingard, L. (2013). An institutional ethnography inquiry of health care work in special education: a research protocol. *International Journal of Integrated Care*, 13, 1-11.
- Nivar, C. e Hiciano, J. (2017). *Prácticas institucionales de las Juntas Locales de Protección y Restitución de los Derechos de los niños, niñas y adolescentes (NNA): Una etnografía institucional*. (Tesis de Magíster, Pontificia Universidad Católica Madre y Maestra, Santo Domingo, República Dominicana). Recuperado de <http://hdl.handle.net/20.500.12060/1838>
- O'Neill, B. (1998). Institutional Ethnography: Studying Institutions from the Margins. *The Journal of sociology & Social Welfare*, 25(4), 127-144.
- Paulsen, J. (2015). Captured by care: An institutional ethnography on the work of being in a rehabilitation process in Norway. *The Journal of Sociology & Social Care*, 42(2), 13-29.
- Rankin, J. & Campbell, M. (2009). Institutional Ethnography (IE), Nursing Work and Hospital Reform: IE's Cautionary Analysis. *Forum Qualitative Sozialforschung / Forum: Qualitative Social Research*, 10(2).
- Rankin, J. & Campbell, M. (2006). *Managing to Nurse: Inside Canada's Health Care Reform*. Toronto: University of Toronto Press.
- Rankin, J. (2017a). Conducting analysis in Institutional Ethnography: analytical work prior to commencing data collection. *International Journal of Qualitative Method*, 16, 1-9.
- Rankin, J. (2017b). Conducting Analysis in Institutional Ethnography: Guidance and cautions. *International Journal of Qualitative Method*, 16, 1-11.
- Restrepo, O. (2014). *Análisis sociopolítico de los derechos sexuales y repro-*

- ductivos (DSR) de adolescentes en la formación médica. Una etnografía institucional (EI) del proceso de renovación curricular del programa del pregrado médico en la Universidad de Antioquía (1997-2013). Tesis de doctorado en ciencias sociales, Universidad de Antioquía, Colombia. Recuperado de <http://hdl.handle.net/10495/3816>
- Rosabal-Coto, G. (2016). La versión de “El Sistema” en Costa Rica: una perspectiva desde la etnografía postcolonial institucional. *Epistemos*, 4(2), 84-111.
- Shore, C. (2000). *Building Europe: The cultural politics of European integration*. London: Routledge.
- Smith, D. (1974). Women’s Perspective as a Radical Critique of Sociology. *Sociological Inquiry*, 44(1), 7-13.
- Smith, D. (1987). *The everyday world as problematic. A Feminist sociology*. Boston: Northeastern University Press.
- Smith, D. (1990). *The Conceptual Practices of Power: A Feminist Sociology of Knowledge*. Toronto: University of Toronto Press.
- Smith, D. (1992). Sociology from women’s experience: A reaffirmation. *Sociological Theory*, 10(1), 88-98.
- Smith, D. (1997). Comment on Hekman’s “Truth and Method: Feminist Standpoint Theory Revisited”. *Signs*, 22(2), 392-398.
- Smith, D. (2005). *Institutional Ethnography. A sociology for people*. Oxford: Altamira Press.
- Smith, D. (Ed.). (2006). *Institutional Ethnography as practice*. Oxford: Rowman & Littlefield Publishers.
- Spinney, J. (2011). A chance to catch a breath: Using mobile video ethnography in cycling research. *Mobilities*, 6(2), 161-182.
- Torres, F., Herrera, F., Vizcarra, I. y Lutz B. (2015). Etnografía institucional del proyecto estratégico de seguridad alimentaria (PESA) en una comunidad Mazahua. *Nueva Antropología*, XXVIII(82), 51-81.
- Vázquez, G. (2017). La etnografía institucional: una alternativa metodológica en la investigación educativa. *Revista Latinoamericana de Estudios Educativos*, XLVII(2), 115-136.
- Vizcarra-Bordi, I. y Farfán-González, F. (2012). El programa “Verte sano y regresa sano”: lecciones de una etnografía institucional en el Estado de México. *Ruris*, 6(2), 123-154.
- Wright, U. (2003). *Institutional Ethnography: a tool for merging research and*

practice. Midwest Research to Practice Conference in Adult, Continuing, and Community Education. The Ohio State University, Columbus.

Wright, U. y Rocco, T. (2007). Institutional Ethnography: a tool for interrogating the institutional and political conditions of individual experience. Adult Education Research Conference, Halifax, Canada. Recuperado de: <http://newprairiepress.org/aerc/2007/papers/108>.

Yáñez, S. (2010). El seno de la paradoja: un recorrido por los inconstantes discursos de las políticas del amamantamiento. *Temas de mujeres*, 6(6), 116-127.

LA IZQUIERDA RADICAL Y LA CONSTRUCCIÓN DE UN “NOSOTROS”. EXPERIENCIA CONTESTATARIA EN CHILE CONTEMPORÁNEO

The Radical Left and the Construction of an “Us”. Contentious Experience in Contemporary Chile

NICOLÁS ORELLANA*

Fecha de recepción: 14 de mayo de 2017 – Fecha de aprobación: 18 de agosto de 2017

Resumen

El presente artículo tiene por objetivo proponer una interpretación que, partiendo de la experiencia de las y los militantes contestatarios de izquierda radical en Chile, imagine la posibilidad de una construcción de un “nosotros” que trascienda su heterogeneidad, e incluso la fragmentación casi constitutiva de sus estrategias, sus ideologías y sus posiciones sociales. La hipótesis que presento es que la posibilidad de construcción de un “nosotros” pasa por un trabajo, ambivalente, incierto y contingente, de articulación en la búsqueda de equivalencias significativas, que se dan en términos comunitarios, y que dan sentido al conjunto de las y los militantes de izquierdas, radicales y plurales. Este nosotros posible se realiza, primero, mediante la crítica al mundo empírico, luego a través de la constatación de una fragmentación casi inherente de esas izquierdas, para finalmente erigirse mediante una conciencia y ensayos de una articulación equivalencial, que es constitutivamente incierta y tensionada.

Palabras clave: izquierdas revolucionarias; experiencia social; acciones fragmentadas; comunidad incierta.

Abstract

The present article proposes an interpretation that, based on the experience of contentious activists of a radical left in Chile, imagine the possibility of a constitution of an “us” that transcends its heterogeneity, and even the almost constitutive fragmentation of their strategies, ideologies and their social positions. The hypothesis that I present here is that the possibility of constructing that “us” goes through an ambivalent, uncertain and contingent effort of articulation of the activists, in the search for meaningful equivalences, which are given in community terms, and which give meaning to the militants of this plural, radical lefts, as a whole. This is possible first, through a critique to the empirical world, then through the verification of an almost inherent fragmentation of this radical left, ending on the awareness and essays of an equivalential articulation which is, constitutively, uncertain and strained.

Keywords: Revolutionary lefts; social experience; fragmented actions; uncertain community.

* Dr. en Ciencias Políticas y Sociales. Profesor Universidad Bernardo O'Higgins, Santiago, Chile. Artículo enmarcado en la tesis doctoral del autor. Correo-e: orellanani@docente.ubo.cl

Introducción

La marcha del primero de Mayo Clasista y Combativa en Santiago de Chile, es la reunión contestataria que probablemente reúne la mayor cantidad y diversidad de organizaciones y agrupaciones contestatarias en Chile contemporáneo. El año 2016 reunió, a pesar de la sorpresiva lluvia, a cerca de quinientas (500) organizaciones¹. Estas, a pesar de la diversidad de sus lógicas de acción, de sus estrategias, sus ideologías e incluso de las posiciones sociales de sus militantes, se identifican todas, de una u otra manera, con una izquierda radical, clasista y combativa. Además, las más de las veces, se trata de una izquierda que es también revolucionaria, si bien cada agrupación concibe esta nominación según sus propios términos. Estos dos registros, de izquierda y de revolución, además del origen posicional de las organizaciones participantes, pueden observarse en los mismos nombres que llevan, entre ellas el Sindicato de Oficios Varios, Movimiento por Amnistía y Derechos Fundamentales, Unión Clasista de Trabajadores, Federación Comunista Libertaria, Comité de Unidad Revolucionaria, Organización de Padres y Apoderados Movilizados, Alzada Acción Feminista Libertaria, Movimiento de Pobladores Ukamau, La Federación Nacional de Pobladores, entre otras.

Al observar la composición y el desarrollo de esta marcha, emergen una serie de interrogantes, entre las que destacan: ¿Qué hace que individuos y agrupaciones tan heterogéneas puedan manifestarse juntos, en un ambiente que es una mezcla de festividad y armonía internas, a la vez que de tensión y conflicto externo? Y ¿Qué es lo que sostiene unidas a organizaciones tan diferentes que, en un primer

momento, pareciera que poco y nada tienen que ver unas con otras, más que su connotación, más bien flotante, de clasista y combativa? En este artículo pretendo responder estas dos interrogantes.

Para lograr este propósito, en este trabajo situé al centro del análisis el problema de la experiencia de las y los militantes contestatarios, de izquierdas, revolucionarias y revolucionarios en Chile. Inicialmente, la información la produje mediante la observación participante de diversas reuniones contestatarias, pero el análisis y la interpretación que aquí propongo se basa fundamentalmente en entrevistas en profundidad a militantes y activistas de diversas organizaciones participantes de este tipo de eventos, militantes cuya identificación sociopolítica gira en torno a los dos elementos antes mencionados: ellas y ellos son de izquierda, y revolucionarios.

La hipótesis que propongo aquí es que, partiendo de la experiencia de los militantes, se puede encontrar un elemento articulador de esta heterogeneidad y que, a pesar de ella, las izquierdas, dispersas e incluso fragmentadas, logran encontrar una unidad mediante la constitución de un nosotros. Ese nosotros, que es ambivalente, tensionado, incierto, y las más de las veces contingente, permite pensar que dentro de la variedad de estrategias, ideologías y posiciones sociales a las que las y los militantes pertenecen y se identifican, existen equivalencias significativas que se dan en términos comunitarios y que, de este modo, articulan “una subjetivación social más amplia [comenzando] así, en un nivel muy incipiente, a constituir al “pueblo” como un actor histórico potencial” (Laclau, 2005, p. 99).

El artículo está organizado en tres partes: en la primera, se presenta de modo general a los sujetos que conforman la izquierda heterogénea que caracteriza el Chile contestatario contemporáneo, además de realizar un breve tratamiento teórico sobre los conceptos de comprensión relevantes; en segundo lugar doy cuenta, a partir del habla de las y los militantes, de diferentes momentos de su experiencia en tanto militantes y activistas de izquierdas y revolucionarias, sus constataciones, sus dificultades y sus convicciones y; finalmente, propongo reflexionar sobre la posibilidad de que esas izquierdas puedan constituir un nosotros contestatario, en términos comunitarios, equivalentes, de unas izquierdas heterogéneas.

Problematización teórica y metodología

Las diferentes investigaciones en torno a la izquierda en Chile, durante los últimos años, se han encauzado a examinar problemas que giran principal, aunque no exhaustivamente, en torno a los siguientes temas: aquellos que analizan los giros hacia la izquierda de los gobiernos latinoamericanos desde principios de siglo (Alcántara, 2008; Stoessel, 2014; Laclau, 2006; Touraine, 2006, Gratiús, 2009)², concentrándose en los procesos de ascenso electoral de coaliciones o movimientos políticos progresistas o de izquierda, y los desafíos que enfrentan una vez acceden al poder. También, aquellos que han analizado los impactos que, directa o indirectamente han tenido, en los sujetos políticos, las transformaciones de la llamada contrarrevolución neoliberal (Goicovic, 2014; Peris, 2009; Isern, 2004; Castillo & González, 2015; Rojas & Santoni, 2013; Moyano, 2013), centrán-

dose en temas como el exilio, las organizaciones contestatarias e insurgentes, las memorias y sus conmemoraciones, las transformaciones de las identidades políticas, entre otros temas. Finalmente, existen numerosas investigaciones que se orientan, más que al aspecto político institucional, al análisis de la experiencia, la subjetividad y la lucha de sujetos contestatarios y populares (López & Ocaranza, 2012; Cortés, 2014; Angelcos, 2016; Angelcos & Pérez, 2017). En los primeros dos casos, la gran masa de investigaciones concentra el debate en los aspectos institucionales y políticos, de militantes y organizaciones políticas, sea por un interés nostálgico de un mundo heroico, o una esperanza, por momentos truncada, de un avenir emancipador. En el tercer caso, se trata principalmente de la luchas y movimientos sociales y políticos de sujetos populares por el derecho a la ciudad, la vivienda, las dominaciones cotidianas, entre otros.

Sin embargo, uno de los aspectos que ha quedado habitualmente mermado de los debates, es la manera en que se articulan los dos elementos arriba mencionados: la cuestión de la experiencia y la subjetividad de individuos o actores contestatarios, con una militancia en agrupaciones identificadas con una izquierda definida como radical y revolucionaria. Es decir, de sus expectativas, tensiones, ambivalencias en tanto portadores de discursos de transformación social y política radical, basados en el habla de ellas y ellos.

Este artículo se basa en los resultados de mi investigación doctoral, en un proceso en el que trabajé junto a militantes, colectivos y organizaciones sociales de izquierda radical en Chile. Para esta investigación, utilicé observación etnográfica, entrevistas en profundidad y catá-

logos de acciones contestatarias, pero para este artículo me concentré en la información producida a través de las entrevistas a más de treinta militantes de organizaciones que se definen de izquierda revolucionaria entre los años 2013 y 2016, y es a partir de sus hablas que elaboré los enunciados de información, conocimiento e inteligibilidad que presento aquí (Passeron, 1991).

Elegí trabajar con entrevistas en profundidad, ya que las preguntas que surgieron de la observación participante no pueden ser respondidas por esa misma observación. Las entrevistas otorgan, de este modo, información directa que puede proporcionar una mayor y más profunda comprensión de las ambivalencias de la experiencia de sujetos militantes de organizaciones, posiciones sociales e ideologías muchas veces heterogéneas y en tensión. Además, atendiendo al hecho de que las y los militantes contestatarios lo son no solo en los momentos explícitos de protesta, sino que su militancia y compromiso forman parte de sus vidas cotidianas, constituyendo su experiencia y subjetividad en tanto contestatarias y contestatarios, las entrevistas se realizaron fuera de cualquier contexto coyuntural de movilización, lo que permitió que el habla de ellas y ellos se sitúe en una perspectiva distanciada de la coyuntura, incorporando en las conversaciones elementos de sus vidas cotidianas, en las que las y los contestatarios también producen espacios de activismo, porque siguiendo a Véron (2016), tanto la vida cotidiana como los momentos manifiestos de acción contestataria participan mutuamente en la construcción de espacios colectivos y, como espero demostrar, de la constitución de un nosotros.

Es necesario decir que, dada la heteroge-

neidad de prácticas de las diferentes izquierdas revolucionarias, el objetivo es dilucidar su discurso, comprendido como una totalidad estructurada que incluye tanto lo lingüístico como lo no lingüístico (Laclau & Mouffe, 1987), y que emana de un potencial proceso de articulación, es decir, de “toda práctica que establece una relación tal entre elementos, que la identidad de éstos resulta modificada como resultado de esa práctica” (Laclau & Mouffe, 2004 [1985], p. 142). Se trata, por tanto, de una interpretación que surge a partir de una multiplicidad de experiencias que se conforman como equivalentes, en tanto todas se definen como de izquierdas y revolucionarias, que encuentran una unidad posible, ambigua y contingente, en la construcción de un nosotros.

Por esta multiplicidad de experiencias y por la heterogeneidad de estrategias, ideologías y posiciones sociales de las y los militantes, es inútil intentar hacer una caracterización homogénea del conjunto de entrevistados. Porque para los propósitos de esta investigación, Rosa, Roque, Emiliano, Ramona, Flora, Tupak³, y los demás entrevistados no se definen a sí mismos en función de su caracterización socioeconómica, ni tampoco su identidad responde a una posición diferenciada de la estructura social, ocupacional, étnica u otra (estudiante, Mapuche, trabajador/a, ecologista, entre otros), si bien estos registros pueden constituir elementos estructurantes. Lo relevante para esta investigación es que ellas y ellos, en tanto militantes contestatarios, se definen a sí mismos principalmente por el hecho de participar activamente de una izquierda revolucionaria. En este sentido, más que una posición social, lo que interesa es que se sitúen relacionamente frente a un sistema de dominación que pretenden, desde diversas ideologías y con diversas

estrategias, transformar de modo radical.

Si bien los términos de izquierda y revolución son difíciles de discernir hoy día, debido principalmente al declive de una representación de sociedad que estaba vinculada fundamentalmente al mundo del trabajo (Laclau & Mouffe, 2004[1985]; Touraine, 1981), y a la diversificación de luchas sociales y políticas contemporáneas, se puede decir que el conjunto de las y los entrevistados se sitúa al extremo izquierdo del arco político del Chile contemporáneo. Se trata, principalmente, de militantes de una izquierda sin representación parlamentaria, que participan de diversas organizaciones o colectivos políticos, sociales, o culturales y que, en ciertos casos, la definición que hacen de sí mismos gira en torno a su compromiso contestatario.

Además, el objetivo de la militancia de las y los entrevistados, más que lograr posicionamientos al interior del sistema político institucional, es transformar la sociedad de modo radical. Ellas y ellos son quienes abogan por la construcción de un poder alternativo a esa institucionalidad, a veces llamado autonomía territorial, a veces control comunitario, situándose en un espacio alternativo a la esfera institucional y, si bien sus acciones contestatarias apelan a ella, no se limitan a jugar al interior de sus límites. No pretenden, necesariamente, tomar el poder del Estado, a la manera leninista, sino que quieren construir un poder-hacer desde ellos mismos, organizados colectivamente. En ese sentido, muy particular, son de izquierda, y en ese sentido, también particular, son revolucionarias y revolucionarios.

Con ellas y ellos, las conversaciones y discusiones duraron desde cincuenta y cinco minutos (José, dirigente estudiantil), hasta casi cuatro horas (Marcos, militante de colectivos cultura-

les), y versaron desde una reflexión y análisis de la situación contemporánea, hasta las historias personales, cotidianas o no, que tuvieron impactos en sus modos de militar y comprometerse. Sobre estas conversaciones, que tuvieron lugar entre los años 2013 y 2016, es que interpreto las experiencias de las contestatarias y contestatarios, experiencias que, a pesar de su heterogeneidad, logran articularse para construir un nosotros de carácter comunitario.

Se debe considerar que esa experiencia es particular, porque definiéndose como militantes de izquierda revolucionaria, no tienen cabida en un modelo institucional, ni tampoco quieren tenerla, por lo que la interpretación que propongo es también delimitada. No obstante, en este marco, adquiere sentido la pregunta esbozada en la introducción, que hace referencia a la posibilidad de manifestarse y pensarse juntas, de agrupaciones e individuos cuya heterogeneidad pareciera primar sobre su homogeneidad, intentando dilucidar qué es lo que sostiene dicha unidad, flotante y ambivalente, por contingente que ella sea. En este sentido, la hipótesis que defiende es que las y los militantes de estas izquierdas plurales pueden sostenerse como unidad, mediante la constitución de un nosotros de carácter comunitario, mediante una subversión, contestataria, de la experiencia y subjetividad dominante contemporánea. Los rasgos característicos de ese nosotros se basan en una crítica a la realidad empírica, en una fragmentación de prácticas, posiciones e ideologías y, a pesar de ella, en una conciencia respecto de la necesidad de articulación de esas izquierdas plurales y heterogéneas, lo que le da espesor a la idea de comunidad. Pero ese nosotros comunitario no es experimentado en el mundo empírico, ya que ahí prima la heterogeneidad y la dispersión, y solo puede

imaginarse desde una lógica de equivalencias, en un espacio imaginado trascendente, que dé cabida a todas las diferencias.

Teóricamente, abordo la experiencia como

una combinación de lógicas de acción, lógicas que relacionan al actor a cada una de las dimensiones de un sistema. El actor es responsable de articular lógicas de acción diferentes, y es la dinámica engendrada por esta actividad la que constituye la subjetividad del actor y su reflexividad. (Dubet, 1994, p. 105, *italicas en el original*)

La experiencia es, por tanto, un trabajo de los individuos que intenta dotar de coherencia a tres mundos diferentes: de integración, de estrategia y de subjetivación en tanto distanciamiento crítico de sí mismos y de la situación. Se trata, en una de sus dimensiones, de la significación histórica de la experiencia en las biografías de los individuos (Wright Mills, 2003 [1959]). A esta dimensión de experiencia, no obstante, parece adecuado añadirle otra, que es el carácter relacional de la experiencia, en el sentido de que esa relacionalidad permite la comprensión de sí mismo a través de la comprensión del otro (Hannerz, 1986 [1980]). La experiencia, por tanto, contiene tanto una dimensión sociológica (estructura/individuo), como una dimensión antropológica (relacionalidad), y ambas permiten dotar de sentido a las vivencias de las y los militantes de izquierdas revolucionarias, sujetos de esta investigación. En este artículo, me concentro en el trabajo que realizan las y los militantes de izquierda revolucionaria respecto del sistema de integración, que es donde ese nosotros adquiere espesor, y lo hace mediante una reflexividad crítica, que implica necesariamente la subversión de una experiencia dominante que tiene larga data y que es la que contestatarias y

contestatarios cuestionan.

Históricamente hablando, se puede constatar que la sociedad chilena experimentó transformaciones radicales en las últimas décadas: una contrarrevolución neoliberal exitosa, que adquirió un grado de madurez y hegemonía paradigmático (Agacino, 2006; Gómez, 2011), significó una serie de mutaciones en diversos aspectos de la vida política, cultural, económica y social de los individuos. Según Agacino, se vivió una desconstitución del sujeto político hasta el punto de llegar a constituir una “mera suma de individuos atomizados, fragmentados, a categoría estadística” (Agacino, 2006, p. 8). Estos cambios han sido tales, que se puede hablar de una “re-originalización de la experiencia y la subjetividad” (Quijano, 2011, p. 1), donde las referencias dejan de ser las mismas y el horizonte deviene difuso. Los rasgos característicos que adquirió esta re-originalización en Chile serían desorganización, fragmentación, segregación, individualismo, consumismo hedonista cuasi religioso, incluso anómico, como constitutivos de la sociabilidad contemporánea (Moulian 1998; Gómez, 2011; Nitrihual, 2009; Aceituno, Asú, Ruiz, Reinoso, Venegas & Corbalán, 2009; Julián, 2012; García & Flores, 2011). No obstante, han existido permanentemente individuos y grupos subalternos que han intentado, y aprendido, a resignificar esos patrones impuestos, expresando una propia experiencia subjetiva, pero subvertida, apropiada y reoriginalizada (Quijano, 2011). La izquierda desconfiada que habla Agacino (2006), o porfiada como dice Silvia, una de las entrevistadas, hace precisamente eso: subvierte, en sus prácticas de contestación, los patrones dominantes impuestos.

Y entre esas subversiones, se puede observar

la construcción de una integración cuya base se forja a través de una equivalencia ambigua, tensionada y contingente, de estos significantes flotantes (Laclau, 1996) que son izquierdas y revolución, que componen ese nosotros. Ese nosotros contestatario, que subvierte el individualismo anómico y hedonista, es uno de los registros de la experiencia contestataria contemporánea, entendiéndola como el trabajo articulador de los individuos, como producto del distanciamiento de sí mismos (Dubet, 1994), así como de un proceso de extrañamiento relacional (Hannerz, 1986 [1980]).

Esta subversión se constituye en experiencia de un nosotros contestatario que es, no obstante, complejo, dado una serie de desafíos que ellas y ellos deben enfrentar, pero que articulan en términos comunitarios. Conviene, por tanto, delimitar qué es lo que entiendo por comunidad, para dotar de inteligibilidad a un concepto que, por extendido, deviene flotante, “vinculado a distintos significados en diferentes contextos” (Laclau, 1996, p.70).

El concepto de comunidad es nodal a las ciencias empíricas de la interpretación, y sus primeras reflexiones se dan en la filosofía política, en momentos en que el advenimiento de la Ilustración y el consecuente ascenso de la razón, del individuo y del contrato, usurparon al hombre de la llamada comunidad tradicional, de sus obligaciones, limitaciones y prescripciones. Según Honneth, en esa época la “naturaleza pierde progresivamente su papel como fundamento explicativo de la socialización humana, de tal modo que ‘comunidad’ o ‘sociedad’ ya no pueden ser entendidas como una sustancia o un fin, sino que pasan a ser definidas como una ‘función’” (Honneth, 1999, p. 7). El concepto de comunidad deviene un concepto cargado de

nostalgia y de esperanza política, debido al desarraigo que implicó la nueva forma social (Honneth, 1999; Nisbet, 2003 [1966]).

Es, no obstante, paradójico que su profundización no provenga de la antropología, disciplina que casi por definición estudia comunidades. Ni sus fundadores (Frazer, 1951 [1890]; Morgan, 1985 [1877]), ni los clásicos tratan el concepto, refiriéndose más bien a las tribus primitivas (Boas, 1904), sociedades arcaicas (Mauss (2013 [1923-24]), o sociedades primitivas (Radcliffe-Brown, 1952; Claessens, 2001 [1980]). Sólo Malinowski esboza una cierta reflexión en torno al mismo, refiriéndose a un grupo de personas localizada en un territorio, que comparte rasgos culturales o instituciones comunes (Malinowski, 1944), cuyos principios de integración son el territorial y el de totalidad. La antropología hace de la comunidad un concepto evidente de suyo, suponiendo una asociación inmanente entre localidad y sociabilidad.

Es la sociología quien profundiza mayormente en él, intentando comprender la relación entre el horizonte de acción superior, el Estado, y una tendencia social hacia la individualización. Esta disciplina, que duda del espíritu racionalizador de la Ilustración al redescubrir la fuerza de la voluntad y los deseos (Touraine, 2000 [1992]), intentando resolver el problema de la disociación de lo objetivo y lo subjetivo (Martuccelli, 2007), se fundamenta en la distinción entre comunidad y sociedad ya que, para explicar lo social, su soporte son las relaciones típicamente comunitarias (Nisbet, 2003 [1966]).

Estas nociones, comunidad y sociedad, que Tönnies sistematiza, se refieren a que “El aumento de la racionalidad es a la vez el

aumento de la sociedad, que en parte se desarrolla en armonía con la comunidad y, al mismo tiempo, en abierta contradicción con ella. En todo caso, la comunidad aparece como la forma originaria más antigua de la vida colectiva” (Tönnies, 1986, p. 2). La comunidad es una relación positiva y unitaria de tipos de relaciones (madre e hijo, cónyuges, hermanos), tipos de comunidades (sangre, lugar y espíritu) y sus especies originarias (parentesco, vecindad y amistad, respectivamente) (Tönnies, 1947 [1877]), y esta distinción servirá para caracterizar épocas completas y formas de cultura (Schluchter, 2011).

Nisbet va a sistematizar comunidad como

[...] algo que excede la mera comunidad local. La palabra [...] abarca todas las formas de relación caracterizadas por un alto grado de intimidad personal, profundidad emocional, compromiso moral, cohesión social y continuidad en el tiempo. La comunidad se basa sobre el hombre concebido en su totalidad, más que sobre uno u otro de los roles que puede tener en un orden social, tomados separadamente. (2003 [1966], pp. 71-72)

El concepto, para la sociología, excede con mucho la mera asociación de una localidad y sociabilidad de Malinowski. Pero, también, es limitado en cuanto mantiene su arraigo en las relaciones directas o primarias.

En su desarrollo, el concepto ha tenido distintas derivas (Marinis, 2008; 2010), usos (Nisbet, 2003 [1966]) y adjetivaciones, entre las que destacan la comunidad destructiva (Sennett, 1976), las comunidades perdidas, protegidas y emancipadas (Wellman & Leighton, 1979), las famosas comunidades imaginadas (Anderson, 1993 [1983]), la comunidad inoperante (Nancy, 2000 [1986]), la comunidad que viene

(Agamben, 1996 [1990]), la comunidad como paraíso perdido (Bauman, 2006 [2001]), o la comunidad imposible (Bacarlett, 2012), entre otras. Pero para los propósitos desarrollados en este artículo, la comunidad se va a entender como algo que contiene relaciones sociales no utilitarias, con un grado de profundidad emocional, compromiso moral y cohesión social, pero que excede los límites de la localidad y de las relaciones cara a cara, donde sus miembros, tensionados y fragmentados en el mundo empírico, no pueden sino encontrarla mediante la construcción de equivalencias precarias y contingentes, pero que aun de ese modo pueden sostener una construcción de un nosotros verosímil.

Considerando esta propuesta de una experiencia social subvertida gracias a un distanciamiento crítico, de la posibilidad de una integración mediante la equivalencia de los significantes flotantes de izquierda y revolución, además de la idea de comunidad como el soporte de ese nosotros contestatario, se puede comenzar a dilucidar las maneras en que las y los contestatarios, mediante sus hablas, dotan de sentido a una experiencia y subjetividad contestatarias que es difícil de aprehender.

Crítica al mundo, acción fragmentada, necesidad de articulación. El habla de las y los militantes

La idea de comunidad no deja de ser problemática, dando la impresión de que es tan relevante como poco operativa. Dados sus diversas derivas, usos y adjetivaciones, está permanentemente en riesgo de devenir un significante equívoco (Laclau, 1996). Esto no quiere decir que el concepto sirva para referirse a cualquier

relación social que vaya más allá de relaciones utilitarias, y la idea de emancipar a la comunidad de la localidad y de las relaciones cara a cara, permite pensar en la construcción de un nosotros que convoque a la heterogeneidad de actores contestatarios.

En esta sección voy a profundizar en la experiencia, subvertida y tensionada, de las y los militantes contestatarios, con la finalidad de delimitar la posibilidad de construcción de ese nosotros comunitario. Esta sección se estructura en tres momentos, o constataciones: en primer lugar, constato una crítica de las y los contestatarios respecto de un sistema que intentan transformar; después, constato la fragmentación de las izquierdas y de sus luchas para; en tercer lugar, sostener que, a pesar de esas fragmentaciones, existe la necesidad de unión, coordinación y eventualmente, articulación. Finalmente, en la conclusión esbozo una propuesta para interpretar una posible articulación equivalencial de las y los contestatarios a través de la construcción de un nosotros comunitario, de izquierdas radicales plurales.

Crítica de la realidad empírica (A)

Una primera constatación que se puede hacer, es que las contestatarias y contestatarios tienen una percepción crítica de la realidad en la que están insertas e insertos. Esa crítica es, en algunos casos, de carácter general contra el sistema global de relaciones sociales (i. e., el neoliberalismo) y, en otros casos, de carácter situado, referido al sistema particular de relaciones en los que está inserto cada militante (los estudiantes referidos al sistema educativo, los Mapuche a la reivindicación territorial-nacional,

los trabajadores al mundo laboral, entre otros). En el primero de estos casos, Luis Emilio, que coordina medios de comunicación populares, comenta que uno de los problemas fundamentales es la organización del modelo:

Y fundamentalmente en Chile el neoliberalismo, esa, esa actualización del capitalismo que se llama neoliberalismo, que en Chile es el país donde se experimentó, y donde está más desarrollado, es lo que está haciendo gatillar precisamente esos conflictos, que tienen que ver con el modelo porque, tiene que ver con La Polar, y tiene que ver con la banca también, que tiene que ver con que [en] Chile, el dinamismo de la economía chilena está fundamentalmente colocado en el endeudamiento. En Chile, es imposible haber tenido este nivel de desarrollo si no hubiera tenido esa política de endeudamiento, que ha permitido que cualquier persona, independiente de la posibilidad o del sueldo que tenga, tenga acceso al consumo. Y eso es solamente a través del endeudamiento y el crédito. (Luis Emilio, 44 años)

Como se puede observar, en el habla de Luis Emilio hay una serie de elementos a considerar. Primero, él le otorga una relevancia nodal al neoliberalismo, orientado al endeudamiento, como gatillante de los conflictos. Las palabras de Luis Emilio además secretan una crítica que está largamente reflexionada y que, él mismo lo comenta en otros pasajes, es su compromiso militante el que le entrega herramientas teóricas y empíricas para elaborar esa crítica. Sus fundamentos son de alcance general, o estructural, al hablar del sistema y asociarlo a la banca y al endeudamiento como base de la economía neoliberal, o como él lo llama, a la “actualización del capitalismo”. Es el desbalance entre lo que permite el sistema, y las posibilidades reales de consumo, uno de los elementos centrales que van a generar los conflictos.

En un sentido similar, Marcos, militante de larga data, ex preso político en dictadura, ex dirigente estudiantil y hoy militante de colectivos culturales, comenta que:

Yo creo que a mediados de los 90 fue el momento más bajo de organización política y social, heavy. Momentos en que la cosa toca fondo. Por lo tanto, en ese contexto nosotros decíamos, oye, ¿qué podemos hacer? Los que somos críticos, organicémonos en un colectivo cultural, y que nuestra crítica sea cultural, a los valores, a la moda, a la mercantilización, el hombre-máquina. Entonces era una crítica muy desde la cultura. Muy humilde, entonces buscábamos inquietar, provocar cuestionamiento. Ni siquiera organización y mucho menos lucha. Solamente cuestionamiento. (Marcos, 48 años)

En este caso la crítica, del mismo talante y orientada a un objeto análogo (el modelo cultural del capitalismo neoliberal), pareciera menos heterónoma, en el sentido que Marcos apuesta a que la acción cotidiana, mediante un cuestionamiento que no necesariamente se traduce en lucha directa, puede calar en amplios sectores de la población. Esa acción crítica Marcos la comenzó a hacer en su época estudiantil, mirando a sus compañeros de universidad:

Tratando de provocar el cuestionamiento, [porque] la gente iba a la universidad a dormir, que la duerme, a la universidad va a acostarse, a tirarse, a conversar en el pasto, a tomarse una chela en el patio, pero no iban a pensar, no iban a educarse, no iban a buscar, no iban a socializar. Iban a vegetar. (Marcos, 48 años)

En este caso, Marcos apostaba a generar una conciencia en su círculo cotidiano, pero tanto él como Luis Emilio tienen en común una crítica general a la sociedad, o al modelo dominante de relaciones sociales que tratan de transformar.

Por otro lado, esa crítica de la realidad empírica se muestra también en los impactos concretos que tiene, ese mismo modelo, en un sector, o pueblo en particular. Silvia, que forma parte de un grupo de militantes mapuche a medio camino entre el activismo y la actividad investigativa, comenta que:

Entonces yo creo que lo que está pasando ahora, si bien tú lo puedes relacionar a que el Estado se instala en la Araucanía en 1890, yo creo que particularmente lo de ahora, tiene que ver con lo feroz del modelo económico, pero tiene que ver con decisiones políticas que se tomó durante el gobierno de la Concertación [...]. Yo, lo que pasa es que yo no quiero parecer reduccionista, yo creo que le podríamos dar más vueltas, pero yo creo que ese "algo" que pasó, que generó todo esto, fue vivir los impactos de ciertas políticas que se empezaron a implementar... Entonces, la gente empezó a agarrar más vuelo a medida que iba viendo los impactos de todas estas leyes o políticas [...]. (Silvia, 32 años)

Silvia observa que ese modelo, neoliberal, mercantilizado, de hombre-máquina, depende también de las decisiones políticas que se toman, y que son las decisiones políticas las que tienen un impacto más concreto en la población. Profundizando en sus reflexiones, ella agrega que las decisiones políticas impactan en las posibilidades de desarrollo de territorios completos, pero sobre todo que se deben tener en cuenta dos aspectos antagónicos: que la pobreza también produce riqueza, y que ambas se deben a esas decisiones políticas:

Porque uno no puede analizar la extrema pobreza sin analizar la extrema riqueza. Y tiene que ver con las desigualdades que están allí implícitas. O sea, Ercilla no es pobre porque sí, ni porque la gente sea floja. Entonces hay una concentración de la riqueza que es macabra, porque tienen a una de las 10 familias que gobiernan el país. Entonces, ese es el argumento que uso para decir que no es una cuestión antojadiza. Que yo creo que es un elemento clave al momento de compren-

der los conflictos que se viven ahora en esa zona, que es la zona de Ercilla, que es la zona de Lleulleu. Es un elemento clave no sólo para ver el tema Mapuche en términos de reivindicación política, sino que también es un elemento que tú tienes que considerar si quieres analizar la pobreza y la desigualdad. (Silvia, 32 años)

También, como se ve, se refiere al modelo económico, pero Silvia añade como elemento clave, la acción política. Una acción política deliberada que tiene como impacto, el empobrecimiento de grandes sectores de la población, incluso de una nación. Porque quienes se beneficiaron son las empresas forestales, exportadoras de materias primas, y su corolario es la degradación de las condiciones de vida de un pueblo-nación⁴.

Todas estas críticas, desde la más abstracta contra el modelo de endeudamiento, hasta la más situada en contra de las decisiones políticas que afectan la vida cotidiana de un pueblo entero, están atravesadas por un sentimiento similar a todas y todos. Se trata del sentimiento de injusticia que producen, en todos sus niveles, la desigual distribución de los recursos sociales, sea en su dimensión cuantitativa (desigualdades), como cualitativa (relaciones de clase). Y la injusticia se expresa, en la mayoría de los casos, en un sentimiento de rabia, que se vuelve empírico de diversas maneras: desde una violencia sin objeto político, hasta la necesidad de organización. Este segundo aspecto lo testimonia Emiliano, para quien la rabia sirve como vehículo para la acción y la transformación. Para él,

[...] tiene que ver con una... con esa rabia característica del movimiento social, ¿cachai? Y de los movimientos populares pasados, que después van decantando en un proyecto, porque lo primero es constatar una molestia, y esa molestia te da rabia, y esa rabia hace que te juntes con tus compañeros, '¿Sabes qué? Vamos nosotros'. (Emiliano 18 años)

Estos testimonios tienen en común el que las y los militantes contestatarios critican la realidad en la que viven. Porque ven el consumo, el modelo cultural, las decisiones políticas, las molestias, entre otros elementos, como negativos, injustos y que atentan contra un nosotros que puede ser un pueblo-nación, un grupo o un sector social. Y eso da rabia, y esa rabia lo que genera, en estos casos, es un sustento y un motor para una acción.

La crítica del mundo, no obstante, constituye un primer momento de la hipótesis planteada. Todas y todos los contestatarios entrevistados, enuncian una crítica, que es más o menos elaborada, coherente y anclada en la realidad, y justifican su compromiso en base a esa crítica. La crítica al mundo constituye un elemento transversal al conjunto de militantes radicales, independiente de su nivel de generalidad, o de su carácter racional o emocional.

Un segundo momento trata de que, a pesar de que todas y todos critican el mundo, en sus diversos niveles y en sus diversos sistemas de relaciones sociales, el mundo común y cotidiano de las y los contestatarios, es un mundo profundamente fragmentado, como se verá en la sección siguiente.

Las izquierdas son un mundo fragmentado (B)

Una de las dificultades más complejas de las izquierdas a lo largo de la historia, es ponerse de acuerdo en términos estratégicos, ideológicos e incluso personales. Qué duda cabe de ello. Ejemplos hay muchos, y uno que destaca son las elecciones de la Federación de Estudiantes de la Universidad de Chile en las que, el año 2003, se presentaron cinco listas consi-

deradas de izquierda (la mayoría institucional en ese momento), una independiente y solo una de derecha. Con el 33% de los votos, la lista de derecha ganó y asumió la conducción de la federación de estudiantes más grande y antigua de Chile, que desde su refundación ocho años atrás, había estado conducida por esa izquierda institucional⁵. En las elecciones de 2015, aumentó a ocho las listas de izquierda y solo una de derecha⁶, y en 2017 fueron cinco de izquierda, aunque esta vez dos de derecha⁷. Lejos de ser un fenómeno aislado, las izquierdas en Chile tienen una tendencia marcada a fragmentarse ideológica y estratégicamente, sobre todo cuando se trata de luchas institucionales. Pareciera que, en lugar de ampliar su marco de acción y agitación, se encierran sobre su propia, y cerrada, concepción de la verdad.

Porque la izquierda es un mundo fragmentado y plagado de tensiones. De hecho, son más bien las discrepancias las que priman, por sobre las voluntades y capacidades de coordinación o articulación, a pesar que hayan existido algunos ensayos, a veces relativamente exitosos y duros⁸. Es, de hecho, más pertinente hablar de una pluralidad de izquierdas, que hablar de una sola. Bartolina, militante de una organización de estudiantes secundarios, expresa esta situación sin ambigüedades, cuando habla respecto de dos tipos de confrontaciones que se observan cotidianamente en las izquierdas: por un lado, la relación entre las voluntades colectivas extra-institucionales y los partidos políticos institucionales, y, por otro, diferentes actores dentro del mundo contestatario:

Otra diferencia [se da] entre la organización universitaria y el tipo de organización secundaria. O sea, si tú en un colegio, o en una organización secundaria, vas a decir que yo soy dirigente de un colegio, y también soy parte de las juventudes comunistas, te sacan a patadas en la raja de ahí. O sea, ser de un partido está

completamente deslegitimado en los secundarios. No así en los universitarios, que hacen relaciones políticas de partido prácticamente. (Bartolina, 19 años)

Como se puede ver, existe dispersión, rechazo, y hasta confrontación. Por un lado, entre las diferentes organizaciones que participan en el mundo secundario, y por otro, entre el mundo secundario y el universitario. Pero además de esta fragmentación, también se presenta la desconfianza, como comenta Roque, un militante que al momento de la entrevista estaba tratando de formar un sindicato de trabajadores públicos precarizados, a propósito de la relación entre las organizaciones contestatarias:

Yo me acuerdo hace algunos años, en la organización en la que estaba, hablar con otra organización era de desconfianza absoluta. Y organizaciones que uno podría ver como primas, hermanas en algún minuto, que avanzaban hacia más menos lo mismo. Pero había desconfianzas instaladas de índole personal, de que 'este loco no, que este loco, el que la lleva allá, venía de esta fracción de no sé qué organización y se fue con las platas...'. Y ya había una, estaba instalada la desconfianza absoluta. (Roque, 33 años)

Estos aspectos hacen que se torne difícil pensar en una voluntad colectiva orgánicamente constituida, con una cultura, con orientaciones e intereses comunes, disputando contra un adversario claramente identificado, el control de los elementos fundamentales de una sociedad histórica (Touraine, 1978). Porque a pesar de que todas y todos con quienes trabajé en esta investigación se sitúan por fuera de la institucionalidad, son pocos quienes logran articularse de modo consistente. La fragmentación, la dispersión, la desconfianza, comandan a las organizaciones de izquierdas, y los motivos de esas desconfianzas son variados, partiendo de una supuesta incompatibilidad de proyectos históricos, hasta de desconfianzas y traumas personales entre militantes de cada organización o colectivo.

A pesar de la fragmentación, necesidad de unión (C)

Pero a pesar de esa fragmentación casi constitutiva de las izquierdas radicales en Chile, existe la conciencia, y existen también esfuerzos, por empezar a mirar hacia un mismo horizonte, concentrándose más en las similitudes que en las diferencias. Es un trabajo que se torna difícil por la diversidad posicional de las agrupaciones, además de la fragmentación ideológica, estratégica, y de las desconfianzas personales vistas más arriba. Sin embargo, ese trabajo de coordinación, para algunas organizaciones y entrevistados, se torna imperioso.

Una de las características de este trabajo, es la necesidad manifiesta de unidad, una unidad que no está muy bien definida, pero que en general se trata de una unidad que dé sentido a los diversos individuos y agrupaciones cuyo objetivo es la transformación social. La conformación de esa unidad comienza por una voluntad de querer juntarse. Fidel, que ha militado en diversas organizaciones y colectivos durante más de 10 años, comenta al respecto que:

Hoy día lo que se está viviendo es un poco la recomposición de este pueblo que fue derrotado, en definitiva. Yo lo que percibo es el inicio de la reconstitución de ese proyecto histórico. Que se empiece a ver en la voluntad de empezar a juntarse. Yo llevo vinculado al tema político-social 10 años y hace 10 años lo que se veía, el panorama que se veía en comparación a hoy día era sumamente distinto. Hoy día la sociedad civil, por llamarla de alguna forma, o los actores sociales que están trabajando, se están reuniendo, se están juntando, hay una necesidad de unidad. Y eso, yo creo que prácticamente en cualquier organización de tipo social que tenga algo de político instaurado, lo reconocen como uno de sus principios, o sea la unidad. (Fidel, 34 años)

Se puede observar que Fidel habla de un momento en que las fuerzas sociales fueron derrotadas, y que la recomposición de esas fuerzas requiere de la voluntad de unirse, no necesariamente en torno a un proyecto, sino que simplemente la voluntad, o necesidad incluso, de unirse. Si bien esta unidad es más una voluntad que un hecho perceptible en la realidad empírica, porque en ese espacio la unidad es frágil y cada tanto estalla por la misma fragmentación a la que está permanentemente expuesta, la conciencia de esa necesidad permite pensar en la posibilidad de una proyección política.

En este sentido, Luis Emilio es más optimista, y comenta que esa unión se está dando en la práctica:

Y la otra característica que ha ido de a poquito y que se ha ido consolidando, es que la gente ya está entendiendo que sus problemas locales, hasta hace tres años, los entendía como locales. Ahora está con una visión más amplia, entendiendo los problemas del modelo económico. Y eso lo dejó instalado fuertemente Aysén con la consigna 'Tu problema es mi problema'⁹. (Luis Emilio, 44 años)

Como coordinador de medios de comunicación populares que participa en un colectivo de colectivos, donde trabajan alrededor de ocho agrupaciones de distintos ámbitos, Luis Emilio comenta también, que:

[...] hace como dos, tres años ya logramos articular, que es distinto a coordinar. Antes nos coordinábamos y ahora hay una articulación política de distintos actores sociales, que confluyamos en una visión común del país que queríamos construir, el mundo cómo estábamos viendo el mundo, los procesos, y de cómo poder constituirse como una alternativa distinta al neoliberal o a la Concertación, incluso a los partidos de izquierda, pero centrados en, realmente, en los movimientos sociales. (Luis Emilio, 44 años)

La distinción que hace Luis Emilio entre articular y coordinar es relevante para tener una idea de esta necesidad de unión. Mientras la coordinación la refiere a organizarse contingentemente en función de protestas, acciones, o intervenciones específicas, la articulación a la que hace mención Luis Emilio adquiere un carácter más permanente en el sentido que arriba se expuso: al mismo tiempo que se está comprometido con la organización local con preocupaciones y objetivos locales, se trabaja en paralelo con una articulación de organizaciones, que buscan en último término, generar un proyecto alternativo de transformación social en el que todas las izquierdas estén relacionadas equivalentemente de manera tal que emerja de entre ellas una identidad distinta, como producto total de esas prácticas. En la misma lógica, Emiliano, militante de una organización estudiantil secundaria, habla de pasar

[...] del petitorio a la exigencia. Y de la exigencia a la propuesta. Y ya no exigiendo solamente el pase [escolar], sino que exigiendo que tu propuesta sea válida. Y si yo tomo un liceo, no tienes por qué chucha discutirlo en el Congreso. Somos nosotros todos los que estamos en esta huevada, ¿cachai? A ese nivel de exigencia se llega. (Emiliano, 18 años)

Se puede observar en estas palabras que, a pesar de la fragmentación casi constitutiva de las agrupaciones e individuos que forman parte de este sector social, político e ideológico, existe la conciencia, y algunos ensayos, de coordinación, e incluso de articulación de una propuesta de transformación que proyecte una alternativa al mundo que critican. Ya no basta con criticar, sino que se pueden observar intentos por construir y avanzar en una alternativa.

Los tres registros mencionados, la crítica al mundo, la fragmentación en el mundo de las

izquierdas y, a pesar de ello, el requisito de articulación para construir un nosotros, hacen difusa la construcción de un nosotros que sea evidente de suyo, debido principalmente a que la fragmentación posicional, estratégica e ideológica, y la desconfianza personal, priman por sobre una crítica al mundo que es común a todas y todos, y a los proyectos de coordinación orgánica, que la mayoría de las veces se muestran inestables. Sin embargo, a pesar de esas dificultades, las izquierdas se pueden constituir en un nosotros, a través de la construcción de una comunidad, que es una comunidad vivida, aunque lo sea fuera de los marcos del mundo empírico, como se verá en las reflexiones siguientes.

Reflexiones finales. La integración de las izquierdas radicales en un nosotros equivalente y comunitario

Como mencioné en la discusión teórica, la problemática desarrollada aquí no ha sido abordada suficientemente, produciendo una especie de vacío de investigación en torno a la experiencia y la subjetividad de individuos y actores, y su articulación con una militancia radical. El artículo aquí presentado explora las posibilidades de subversión de una experiencia y una subjetividad impuestas (Quijano, 2011), a través de su militancia en tanto contestatarias y contestatarios radicales. Sin embargo, las aperturas que presenta esta propuesta tiene, también, límites que no pueden resolverse solo a partir de ella, sino que requieren investigaciones nuevas. Entre esos límites se encuentran, por ejemplo que, si bien se trabajó con militantes radicales de organizaciones, posiciones e ideologías diversas, buscando encontrar

equivalencias que permitan construir un nosotros a partir, y a pesar de esas heterogeneidades, ello supone necesariamente describir de modo inadecuado la experiencia de cada actor e individuo. En este sentido, posiblemente la experiencia y la subjetividad se va a subvertir de diferentes maneras si se consideran individuos o actores que comparten posiciones relacionales, ideologías, o estrategias. También, distinciones entre las condiciones espaciales de existencia, las diferencias generacionales y las distinciones de género probablemente van a resultar en experiencias disímiles. No obstante estas posibles diferencias, creo que este esbozo permite presentar el modo general en que se puede subvertir la experiencia y subjetividad a partir de la acción militante radical, y sus registros pueden ser equivalentes, a pesar de las diferencias particulares.

En las páginas precedentes describí tres registros que articulan, equivalentemente, al conjunto de las contestatarias y contestatarios, de izquierdas y revolucionarias. En este sentido, describí los elementos comunes, a los que las y los militantes se enfrentan, de diversas maneras, en su trabajo de construcción de una experiencia subvertida como sujetos militantes.

En un primer momento pude mostrar que los individuos y grupos se sitúan relacionamente frente y contra un sistema de dominación que consideran injusto y que quieren transformar. Esto permite pensar que las y los militantes se posicionan en una situación equivalencial respecto de ese sistema de dominación, y ello es independiente de las diferencias posicionales, ideológicas o estratégicas. Porque independientemente de si las y los militantes son estudiantes, trabajadores, mapuche, ambien-

talistas, pobladores, o de su identidad de género, étnica, de clase o etaria, o incluso si sus izquierdas son más o menos radicales que las de los demás, todas y todos se relacionan críticamente respecto de un mismo sistema que pretenden, mediante una pluralidad de estrategias y de perspectivas ideológicas, transformar radicalmente.

Un segundo momento muestra que, a pesar de esta crítica que es común, las y los militantes, en el mundo empírico, en sus prácticas cotidianas y en sus acciones contestatarias, viven fragmentaciones y desconfianzas, que impiden que la constitución de ese nosotros se realice en el mundo empírico, concreto. Porque en este mundo, lo que prima es la división, la fragmentación, la desconfianza, y una heterogeneidad que parece insuperable.

En el tercer momento mostré que, a pesar de la conciencia de esa fragmentación y desconfianza, ellas y ellos son también conscientes de la necesidad de comunicarse, coordinarse y eventualmente de articularse para poder efectivamente transformar ese mundo. Y es en este tercer momento en que uno puede pensar que es posible la constitución de ese nosotros, ya que dada la fragmentación en el mundo empírico, ese nosotros sería posible en tanto las diferencias se vuelvan equivalentes, articulándose y estableciendo una relación entre esas distintas izquierdas, una relación que no es estática, sino que se modifica en el mismo proceso de su práctica articuladora (Laclau & Mouffe, 2004 [1985]). Ese nosotros sería posible, por tanto, en la medida en que cada individuo y agrupación piense dicha articulación en un espacio distinto, que es comunitario, pero que está en un lugar otro, distinto al mundo empírico, donde prima la fragmentación.

La conciencia de esa necesidad de coordinación y de articulación permite concluir que ese nosotros comunitario, sería posible en la medida en que desborde la fragmentación empírica, situándose en un lugar distinto al del mundo empírico. Es decir, en la medida que la experiencia subvertida de las y los militantes de izquierdas radicales se plantee “como una trascendencia; [que] no alcanza su libertad sino por medio de su perpetuo avance hacia otras libertades [...en una...] expansión hacia un porvenir infinitamente abierto” (Beauvoir, 2015 [1949], p. 31). Esto quiere decir que, al no poder concretarse ese nosotros aquí y ahora, este puede imaginarse en dicha expansión. El habla de José María, profesor universitario exiliado, retornado, y acompañante de numerosas organizaciones de izquierdas radicales, es quien da mejor cuenta de esto:

Yo he sostenido muchas veces que es necesaria una convergencia de movimientos sociales, porque de otra manera, van a ser derrotados uno por uno por el poder. Y, por lo tanto, el escenario político y social para los próximos años en Chile, yo lo veo como un escenario muy dinámico y muy abierto, donde el desenlace es absolutamente impredecible. Pero es un escenario abierto. Y eso es lo interesante. (José María, 60 años)

Estos tres registros de las experiencias, sin embargo, adquieren su sentido más completo si son pensados en tanto momentos secuenciales, concatenados. Porque en la medida en que no haya una crítica al mundo, no tiene sentido constatar una fragmentación. A su vez, constatar una necesidad de coordinación y articulación de izquierdas revolucionarias plurales que construyan un nosotros común de tipo trascendente, no tiene sentido si no se erige dicha conciencia y necesidad a partir de una fragmentación y desconfianza cuasi insuperables de esas izquierdas.

La pregunta que orientó este artículo nació de una problemática (Smith, 1987) surgida en el proceso de investigación, mientras realizaba observación de tipo etnográfica de las marchas del 1ro de mayo clasista y combativo. A partir de esa problemática, recolecté información mediante entrevistas en profundidad a militantes de agrupaciones de izquierda revolucionaria, con las que logré discernir los registros antes mencionados: la crítica al mundo, la fragmentación en el mundo, y el requisito de articulación para construir un nosotros. Todos estos registros, son constitutivos de la subversión de la experiencia dominante a través de una práctica militante de izquierda revolucionaria.

Los registros descritos pueden ser comprendidos como efectos de conocimiento, entendiéndolos como el trabajo de reconstrucción y de extensión de la información, a través de su puesta en relación y categorización, guiada por las hipótesis de investigación (Passeron, 1991). Los efectos de conocimiento, sin embargo, requieren ser susceptibles de relacionarse a otros efectos de diferentes contextos sociohistóricos, para formular generalidades cuya significación conceptual autorice una interpretación válida. En el caso presente, los efectos de conocimiento que se presentaron como los registros de la experiencia contestataria, permiten plantear la posibilidad de la existencia de un nosotros de carácter comunitario, debido a su carácter equivalencial, y también a su carácter trascendente respecto del mundo empírico. En este sentido, los efectos de conocimiento se producen a partir de la información, pero los efectos de inteligibilidad se producen a través de un trabajo interpretativo, mediante la comparación de efectos de conocimiento, es decir, una “reformulación del sentido de una relación entre conceptos descriptivos” (Passeron, 1991, p. 620).

En primer lugar, considero que las experiencias de las y los militantes son equivalentes, si bien no logran articularse sino de modo contingente, ellas son susceptibles de estar atravesadas por un compromiso de transformación que se justifica no solo mediante elementos racionales, sino también morales, emocionales y pasionales (Mouffe, 2016). Las injusticias, dominaciones, o abusos, vividos directa o indirectamente, o incluso vistos desde la exterioridad, entregan a las críticas heterogéneas una equivalencia que permite, potencialmente, cohesionarse en la construcción de un nosotros. En este sentido la militancia y el compromiso de las y los contestatarios, al formar parte de sus vidas cotidianas y no solo de sus prácticas discontinuas de contestación como su participación de manifestaciones, permite sostener esta idea.

En segundo lugar, al situarse en el mundo empírico, esta cohesión solo es posible de modo contingente, como en la marcha del Primero de Mayo Clasista y Combativo. Fuera de ese momento casi catártico, las izquierdas revolucionarias son un mundo fragmentado, tensionado, desconfiado de sí mismo. Es por este motivo que la idea de una comunidad, como experiencia de integración, tanto relacional como histórica, de los individuos y agrupaciones contestatarias,

puede imaginarse mediante la construcción de equivalencias, precarias y las más de las veces contingentes, que puedan ser el soporte de un posible nosotros que las trascienda. La idea de comunidad como relaciones que exceden la localidad, que no son utilitarias, que comprenden emociones, moralidades, cohesión, y que se pueden situar en una trascendencia equivalencial, debido a que en el mundo empírico prima la fragmentación y las coordinaciones precarias, parece verosímil para sostener que es mediante estos registros que se pueda construir un nosotros que dote de sentido a la experiencia de las y los militantes de izquierda revolucionaria en Chile contemporáneo.

Por todo esto, las palabras de militantes de diferentes tipos de organizaciones, cuyas identidades divergen en cuanto a su posición relacional respecto del sistema de dominación, permiten pensar en una interpretación como la que se sostiene aquí. Ese nosotros comunitario, tensionado y contingente, permitiría dar continuidad y proyección a unas izquierdas revolucionarias plurales. Ese nosotros comunitario, que trasciende las prácticas fragmentadas, permite, en cierto sentido, que las más de quinientas agrupaciones marchen unidas los Primero de Mayo clasista y combativo, a pesar de su heterogeneidad casi constitutiva.

Notas

¹ Sindical.cl, 01 de mayo de 2016, revisado el 01 de abril de 2018.

² Las investigaciones en torno a los temas nombrados en esta sección son innumerables, y sería imposible dar cuenta de todas ellas, además de no ser el objetivo del presente artículo. Aquí seleccioné algunas de las más ilustrativas sobre lo planteado.

³ Los nombres fueron cambiados, para proteger la confidencialidad de las y los informantes.

⁴ Según la encuesta de Caracterización Socioeconómica de 2015, siete de las diez comunas más pobres de Chile se encuentran en la región de la Araucanía, donde se concentra el pueblo-nación Mapuche. biobiochile.cl, 02 de octubre 2015, revisado el 05 de enero de 2018.

⁵ Se trata del Partido Comunista de Chile. Punto Final, edición N° 556, 7 al 20 de febrero;; cooperativa.cl, 31 de octubre 2003. Revisados el 05 de enero de 2018.

⁶ Elmostrador.cl, 23 de octubre de 2015, revisado el 01 de abril de 2018.

⁷ Eldesconcierto.cl, 4 de noviembre 2016, revisado el 01 de abril de 2018.

⁸ En la entrevista con Luis Emilio, por ejemplo, él habla del proceso de articulación que están impulsando una serie de colectivos y centros culturales y de comunicación. Otro ejemplo es la formación del Frente Amplio, una coalición de partidos y movimientos para las elecciones del 2017 que, si bien es un ejemplo institucionalizado, sirve para demostrar las dificultades de coordinación y articulación de las izquierdas.

⁹ Luis Emilio se refiere a las movilizaciones acaecidas en la región de Aysén a principios de 2012, cuyas demandas giraron en torno al precio de los combustibles, salud pública, equidad laboral, participación ciudadana, educación pública, pesca, transporte,

desarrollo rural, vivienda y, sobre todo, administración de recursos naturales (despiertaaysen.blogspot.cl, visitado el 18 de marzo de 2018).

Referencias bibliográficas

Aceituno R., Asún, R., Ruiz, S., Reinoso, A., Venegas, J. & Corbalán, F. (2009). Anomia y Alienación en Estudiantes Secundarios de Santiago de Chile: Resultados Iniciales de un Estudio Comparativo 1989-2007. *Psyche*, 18(2), 3-18.

Agacino, R. (2006). Hegemonía y contra hegemonía en una contrarrevolución neoliberal madura. La izquierda desconfiada en el Chile post-Pinochet. En Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales – CLACSO. *Grupo de Trabajo Hegemonías y emancipaciones*. Caracas, enero 30-31.

Agamben, G. (1996 [1990]). *La comunidad que viene*. Valencia: Ediciones Pre-Textos.

Alcántara, M. (2008). La escalada de la izquierda. La ubicación ideológica de presidentes y partidos de izquierda en América Latina. *Nueva Sociedad*, 217, 72-85.

Anderson, B. (1993 [1983]). *Comunidades imaginadas. Reflexiones sobre el origen y la difusión del nacionalismo*. México, D. F.: Fondo de Cultura Económica.

Angelcos, N. (2016). Movimiento de pobladores. Lucha social y política en el Chile contemporáneo. *Educação em Perspectiva*, 7(2), 324-345.

Angelcos, N. & Pérez, M. (2017). De la "desaparición" a la reemergencia: Continuidades y rupturas del movimiento de pobladores en Chile. *Latin American Research Review*, 52(1), 94-109. DOI: <https://doi.org/10.25222/larr.39>

Bacarlett, M. (2012). La comunidad imposible. Utopías y paradojas del ser en común. *La Colmena*, 75, 39-48.

Bauman, Z. (2006 [2001]). *Comunidad. En busca de seguridad en un mundo hostil*. Madrid: Siglo XXI Editores.

Beauvoir, S. de (2015 [1949]). *El segundo sexo*. Buenos Aires: DeBolsillo.

Biobiochile (02 de octubre de 2018). "Casen: La Araucanía concentra 7 de las 10 comunas más pobres del país". Consultado el 05 de enero de 2018. <http://rbb.cl/cxp9>

Boas, F. (1904). Some Traits of Primitive Culture. *The Journal of American Folklore*, 17(67), 243-254.

Castillo, P. & González, A. (2015). Infancia, dictadura y resistencia: hijos e hijas de la izquierda chilena (1973-1989). *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales, Niñez y Juventud*. 13(2), 907-921.

Clastress, P. (2001 [1980]). *Investigaciones en antropología política*. Barcelona: Editorial Gedisa.

Cooperativa (31 de octubre 2003). "Lista de derecha obtuvo un triunfo inédito en elecciones de la FECH". Consultado el 05 de enero

de 2018. Cooperativa.cl

Cortés, A. (2014). El movimiento de pobladores chilenos y la población La Victoria: ejemplaridad, movimientos sociales y el derecho a la ciudad. *EURE*, 40(119), 239-260.

Despiertaaysén (2012). "Demandas. Movimiento social por la región de Aysén. "Tu problema es mi problema"". Consultado el 18 de marzo de 2018. <http://despiertaaysen.blogspot.com/p/demandas.html>

Dubet, F. (1994). *Sociologie de l'expérience*. Paris : Éditions du Seuil.

El Desconcierto (04 de noviembre 2016). "Fech 2017: Estas son las listas que disputan la Federación más antigua del país". Consultado el 01 de abril de 2018. [ElDesconcierto.cl](http://eldesconcierto.cl)

El Mostrador (23 de octubre 2015). "Elecciones FECH: 8 listas de izquierda y sólo una de derecha se enfrentarán en los próximos comicios". Consultado el 01 de abril de 2018. [Elmostrador.cl](http://elmostrador.cl)

Frazer, J. (1951 [1890]). *La Rama Dorada*. México, D. F.: Fondo de Cultura Económica.

García, C. & Flores, L. (2011). Los desafíos de la formación ciudadana y la cohesión social frente a la des-subjetivación del sistema. Hacia una interpretación del fenómeno social desde la subjetividad. *Estudios Pedagógicos*, XXXVII (2), 329-344.

Goicovic, I. (2014). Temas y debates en la historia de la violencia política en Chile. *Contenciosa*, II (3), 1-16.

Gómez, J. (2011). La derecha política en la sociedad neoliberal chilena, 1990-2010. En Nercesian, I. (Coord.), *Observatorio Latinoamericano 8. Dossier Chile*, (pp. 196-212). Buenos Aires: Universidad de Buenos Aires.

Gratius, S. (2009). Reflexiones sobre izquierda y populismo en América Latina. *Colección de Estudios Internacionales CEINIK*, 6, 1-29.

Hannerz, U. (1986 [1980]). *Explorando la ciudad. Hacia una antropología urbana*. México, D. F.: Fondo de Cultura Económica.

Honneth, A. (1999). Comunidad. Esbozo de una historia conceptual. *Isegoría*, 20, 5-15.

Isern, P. (2004). Las dos renovaciones de la izquierda chilena. *CADAL*, II (19), 1-9

Julián, D. (2012). Tendencias de un sindicalismo fracturado. Sindicalismo autoritario v/s sindicalismo movimientista. *Actuel Marx*, 13, 95-113.

Laclau, E. (1996). *Emancipación y diferencia*. Buenos Aires: Espasa Editores.

_____ (2005). *La razón populista*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica.

_____ (2006). La deriva populista y la centroizquierda latinoamericana. *Nueva Sociedad*, 205, 56-61.

Laclau, E. & Mouffe, Ch. (2004 [1985]). *Hegemonía y estrategia socialista. Hacia una radicalización de la democracia*. Buenos Aires: Fondo de Cultura Económica.

_____ (1987). Post-Marxism without apologies. *New Left Review*, 1(166), 79-106.

López, E. & Ocaranza, M. (2012). La Victoria de Pedro Aguirre Cerda: ideas para una renovación urbana sin gentrificación para Santiago. *Revista de Urbanismo* 27, 42-63

Malinowski, B. (1944). *Une théorie scientifique de la culture, et autres essais*. Université du Québec à Chicoutimi. UQAC. <http://classiques.uqac.ca/>

Marinis, P. de. (2008). La comunidad como propuesta utópica de salida del pozo ciego de la racionalización: un recorrido selectivo por la obra de Tönnies y Max Weber. En Universidad Nacional de La Plata. V *Jornadas de Sociología*. Universidad Nacional de La Plata, UNLP, 10, 11 y 12 diciembre.

_____ (2010). Comunidad: derivas de un concepto a través de la historia de la teoría sociológica. *Papeles del CEIC*, (1), 1-13

Martuccelli, D. (2007). *Cambio de rumbo. La sociedad a escala del individuo*. Santiago: Editorial LOM.

Mauss, M. 2013 [1923-1924]. Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques. En Mauss, M. *Sociologie et Anthropologie*, (pp. 143-279). Paris : PUF.

Morgan, L. (1985 [1877]). *Ancient Society*. New York: University of Arizona Press.

Mouffe, Ch. (2016). *Política y pasiones. El papel de los afectos en la perspectiva agonista*, Valparaíso: Editorial UV de la Universidad de Valparaíso.

Moulian, T. (1998). *El consumo me consume*. Santiago, LOM Ediciones.

Moyano, C. (2013). Trayectorias biográficas de militantes de izquierda: una mirada a las élites partidarias en Chile, 1973-1990. *Historia*, 1(46), 89-111.

Nancy, J.-L. (2000 [1986]). *La comunidad inoperante*. Santiago: Escuela de Filosofía, Universidad Arcis, www.philosophia.cl.

Nisbet, R. (2003 [1966]). *La formación del pensamiento sociológico, Tomo I*. Buenos Aires: Amorrortu Editores.

Nitrihual, L. (2009). Lo reversivo en la revolución de los secundarios en Chile. *Quórum Académico*, 6(1), 121-135.

Passeron, J.-C. (1991). *Le raisonnement sociologique. L'espace non poppérien du raisonnement naturel*. Paris: Nathan.

Peris, J. (2009). Combatientes de un nuevo cuño: supervivencia y

comunidad en los primeros testimonios del exilio. *Revista Universum*, 1 (24), 144-161.

Punto Final (Noviembre 2003). "La Izquierda cabeza dura". N° 556, 07 al 20 de noviembre. Consultado el 05 de enero de 2018. <http://www.puntofinal.cl/556/derrotatech.htm>

Quijano, A. (2011). Colonialidad del poder y subjetividad en América Latina. *Contextualizaciones Latinoamericanas*, 3(5), 1-13.

Radcliffe-Brown, A. (1952). *Structure and function in primitive society*. Illinois: The Free Press.

Rojas, C. & Santoni, A. (2013). Geografía política del exilio chileno: los diferentes rostros de la solidaridad. *Perfiles Latinoamericanos*, 21(41), 123-142. <http://dx.doi.org/10.18504/pl2141-123-2013>

Schluchter, W. (2011). Ferdinand Tönnies: Comunidad y Sociedad. *Signos Filosóficos*, XIII(26), 43-62.

Sennett, R. (1976). La communauté destructrice. En Touraine, A. (Dir.) *Au-delà de la crise*, (pp. 57-86), Paris : Éditions du Seuil.

Sindical.cl (01 de mayo de 2016). "Marcha del CIUS reúne a 500 organizaciones sindicales este primero de mayo". Consultado el 01 de abril de 2018. Sindical.cl.

Smith, D. (1987). *The everyday world as problematic. A Feminist sociology*, Boston: Northeastern University Press.

Stoessel, S. (2014). Giro a la izquierda en la América Latina del siglo XXI. Revisitando los debates académicos. *Polis. Revista Latinoamericana*, 13(39), 123-149.

Tönnies, F. (1947 [1877]). *Comunidad y Sociedad*. Buenos Aires: Editorial Losada.

_____ (1986). El nacimiento de mis conceptos de "comunidad" y "sociedad". *Sociológica*, 1(1).

Touraine, A. (1978). *La voix et le regard*. Paris : Seuil.

_____ (1981). Une sociologie sans société. *Revue française de sociologie*, 22(1), 3-13.

_____ (2000 [1992]). *Crítica de la modernidad*. México, D. F.: Fondo de Cultura Económica.

_____ (2006). Entre Bachelet y Morales. ¿Existe una izquierda en América Latina? *Nueva Sociedad*, 205, 46-55.

Véron, O. (2016). "(Extra)Ordinary Activism: Veganism and the Shaping of Hemeratomias". *International Journal of Sociology and Social Policy*, 36(11/12), 756-773

Wellman, B. & Leighton, B. (1979). Networks, Neighborhoods and Communities: Approaches to the Study of the Community Question. *Urban Affairs Quarterly*, 14(3), 363-390.

Wright Mills, Ch. (2003 [1959]). *La imaginación sociológica*. México, D. F.: Fondo de Cultura Económica.



:: [portada](#) :: [Chile](#) :: [Chile: Rebelión antineoliberal](#)

25-11-2019

La revuelta de octubre, en torno a abusos, excesos y derrumbes

Nicolás Orellana Águila
Rebelión

Se cumple ya un mes desde que se comenzaron a vivir los procesos más relevantes de la historia contemporánea de Chile. Lo que explotó el viernes 18 de octubre, pero que se vino forjando durante toda esa semana con las evasiones masivas del Metro, no puede ser comprendido de otro modo que como una revuelta social. Y una revuelta, además, *puramente* social. La segunda alza del metro durante este año, no hizo sino gatillar las rabias y sentimientos de injusticia que la ciudadanía en Santiago estaba acumulando producto de los continuos y múltiples abusos que se cometían en contra de ella, a veces del modo más grotesco. Agua, luz, metro, arriendo, autopistas, bencina, y el constante aumento del costo de la vida, amparados en la mayoría de los casos por leyes que los políticos acordaron e impusieron por fuera de cualquier consenso social, hicieron que esto estallara de modo descontrolado.

Si bien es aún muy pronto para poder comprender en sus múltiples dimensiones la revuelta de octubre, entre otros motivos porque aun está activa, las ideas de exceso y de derrumbe pueden servir para comenzar un esbozo de ello.

Por un lado, los excesos se pueden entender de tres modos, concatenados entre sí. El primero de ellos, es el exceso de abusos por parte de las capas dominantes, incluyendo a la sociedad política. Si bien ello se puede rastrear desde 1973, en su forma contemporánea ellos comenzaron a darse con la concesión de las carreteras, la privatización de las sanitarias, o con un presidente en ejercicio pidiéndole patéticamente empleo al magnate Horst Paulman para cuando deje el cargo (en estos tres casos, Ricardo Lagos fue figura central). También con los continuos "perdonazos" del Servicio de Impuestos Internos a las grandes empresas, además de una serie de ventas, arreglos tarifarios, sobresueldos, lucros y ganancias aseguradas para las grandes empresas a costa de los sueldos de las trabajadoras y trabajadores.

El segundo tipo de excesos, es el aumento continuo de sufrimientos vividos cotidianamente por gran parte de la población, debido precisamente a los excesos del primer tipo. Las continuas alzas, escuetamente fundamentadas por "comisiones de expertos" o lisa y llanamente porque "es la ley", o las flexibilizaciones de todo tipo, fabricadas a pedido de los grupos dominantes, no hicieron sino precarizar, poco a poco, pero de modo sostenido, las vidas de gran parte de la población. Los excesos sufridos llegaban a gran parte de la población, que no sabían si al mes siguiente iban a tener trabajo, o que no sabían si a fin de mes iban a tener que endeudarse en el supermercado para comprar comida. Las vidas cotidianas se vieron sumidas en la incertidumbre, mientras las capas dominantes, sociedad política incluida, hablada de Chile como un oasis en la región.

Finalmente, luego de décadas de verse sometidos a los excesos de parte de los de arriba, los de abajo irrumpieron con una rabia desatada, contra el último exceso que rebasó el vaso: la segunda alza del Metro durante el año. De una cierta manera como el ludismo, cuando los obreros las emprendieron contra la máquina vista como la causa de sus malestares, la ciudadanía las emprendió contra el Metro, la causa que colmó una paciencia que parecía eterna. Luego, fueron los supermercados y las grandes empresas las que se vieron inundadas de rabia acumulada y tragada



a regañadientes por una población que superficialmente parecía sumisa, pero que reventó incontenible. En último momento, y sólo debido a las torpezas de una sociedad política que no tuvo nunca las herramientas conceptuales para comprender lo que sucedía, se volcó contra la institucionalidad, exigiendo transformaciones profundas que frenaran sus excesos. Quien haya estado presente en alguno de los múltiples sitios de la revuelta aquel viernes 18, y el fin de semana que le siguió, difícilmente podrá negar que lo que se vivía ahí era un exceso, pero eran un exceso de emociones y de prácticas superpuestas que emergían a la superficie de las y los manifestantes. De la rabia, alegría, sorpresa, y anticipación mezcladas, emergían barricadas, ocupaciones, destrucciones, saqueos de grandes negocios, pero también convivialidad, acompañamiento, solidaridad. Se formó un espacio liminal del que emergió una suerte de *communitas*, donde los individuos escapan al sistema de clasificaciones ordinarias a las que están sometidos según las posiciones en la estructura social y el espacio cultural.

En ese marco, la idea de derrumbe emerge como modo de comprensión de la incapacidad, inoperancia, alienación y desaparición, de una sociedad política que ni previó, ni supo cómo gestionar un conflicto que se venía fraguando durante décadas en lo profundo de las vidas diarias de las personas. Menospreciando la capacidad de convocatoria de los secundarios durante la semana de evasiones, el viernes 18 esa sociedad política se vio desbordada en su única forma que tiene de gestionar los conflictos: la represión. Los carabineros no dieron abasto frente a los innumerables focos de revueltas espontáneas, excesivas. Luego, los militares tampoco pudieron controlar el desborde, y durante todo el tiempo que ha durado esta revuelta, el gobierno ha manifestado insistentemente, mediante sus intervenciones, que no comprende lo que sucede, y el parlamento ha quedado mudo, inerte. Apelar a la represión, a un supuesto enemigo poderoso, o a agendas sociales que no tocan los fundamentos del sistema, sólo ha servido para avivar a las y los manifestantes que, porfiadamente, se niegan a aceptar que las cosas se mantengan igual. El acuerdo pactado entre los mismos de siempre, en un intento por evitar su propio colapso, tampoco convence. La sociedad política, desbordada, está al borde del abismo.

El mundo académico, desde el día 2 de la revuelta, ha escrito que lo que desencadenó todo este proceso movilizatorio son las desigualdades persistentes contra una sociedad cada vez más a la deriva. Sin embargo, en las plazas, barrios y sobre todo en las Alamedas, las consignas y gritos son mucho menos académicos, y en gran medida priman aquellos que se refieren a los abusos continuos de parte de empresarios y políticos que, a espaldas de la ciudadanía, se sumergen en autocomplacencias, acuerdos y piropos endógenos, en enroques de puestos, en la formulación de leyes a medida de quienes financian con "raspados de olla" la actividad política. Más que las desigualdades, es contra los abusos cotidianos que se impulsó la consigna de "Hasta que la dignidad se haga costumbre", o "Hasta que valga la pena vivir". Porque durante el mes de movilizaciones, no había demandas unificadas, sino más bien un "¡Basta ya!". Las desigualdades, se diluyen en las manifestaciones en consignas de este otro tipo. Ni las desigualdades que operan a nivel academicista, ni la política, derrumbada por una falta de herramientas capaces de leer la realidad, han sido capaces de dar el rumbo. Es la ciudadanía, en una movilización que parece permanente, la que ha orientado, a trompicones, un rumbo incierto, pero donde lo claro es que ya no está dispuesta a aceptar el exceso de abusos, porque ha demostrado su capacidad de desbordar, con sus propios excesos, toda "normalidad".

Las preguntas que quedan por plantearse tienen que ver con qué es lo que sucede en las vidas cotidianas de quienes han salido a las calles, persistentemente, durante todo este mes de revueltas y movilizaciones. Si bien puede ser meridianamente claro que es contra los continuos abusos contra los que se manifiesta, lo que queda por indagar, por un lado, es cómo esos abusos se



traducen en dificultades, limitaciones y privaciones, pero también en modos diversos de enfrentarlas, llevando a transformaciones diversas, ambivalentes e inciertas, de las prácticas y estrategias diarias. ¿Qué pasa cuando, por ejemplo, llega una cuenta de la luz un 10% más cara, o que la suba del Metro en \$30 implica, para una familia estándar, el tener que posponer compras menos urgentes, pero igualmente necesarias, como los zapatos de sus hijos? Por el otro lado, debemos preguntarnos si en las vidas cotidianas de las y los que se manifiestan, existen también prácticas que buscan subvertir los modos dominantes de estar en el mundo. Las y los contestatarios, ¿son contestatarios/os también en sus vidas de todos los días? ¿Qué hacen y, sobre todo, cómo lo hacen para dar cuenta de activismos que, eventualmente, pueden subvertir la experiencia y subjetividad dominantes en las plazas, barrios, trabajos y en sus trayectos cotidianos?

Si es en la vida cotidiana donde se evidencian con toda su prepotencia los abusos y sufrimientos, es ahí donde se debe buscar las causas de la revuelta y de la movilización, más que en índices abstractos que, con toda su maquinaria positivista, no son capaces de distinguir entre un kilo de pan y un pasaje de metro. Es en la vida cotidiana, también, que se puede indagar para develar las coherencias y ambivalencias de activismos, cuyos estilos de vida promueven la transformación social.

El futuro es hoy incierto, pero ya no está en manos de quienes han sometido las vidas cotidianas a continuos abusos. Hoy está, como pocas veces en la historia, en las manos y en los cuerpos de quienes llevan sus ollas, sus antiparras, y sus voluntades, a la calle.

Rebelión ha publicado este artículo con el permiso del autor mediante una [licencia de Creative Commons](#), respetando su libertad para publicarlo en otras fuentes.

Performance, ritual y movilización social. Primero de mayo y acción encapuchada en Santiago

Performance, Ritual, and Mobilization. May 1st and Hooded Action in Santiago

Nicolás Orellana Águila*

Resumen: Las manifestaciones son fenómenos recurrentes en la historia de Chile. Si bien profusamente estudiadas, se ha descuidado el análisis del enfrentamiento violento entre encapuchados y policía, a pesar de ser centrales en muchas manifestaciones. Esta acción persistente, invita a reflexionarla en términos simbólicos más que materiales. A través de la observación participante, este artículo avanza en la lectura de la acción encapuchada en su dimensión performativa, proponiendo interpretar el fenómeno como ritual, ya que revela valores culturales fundamentales a través de la performativización de una secuencia compleja de actos simbólicos.

Palabras clave: Encapuchados, enfrentamiento violento, manifestación contestataria, proceso ritual, performance.

1912

Abstract: Contentious demonstrations have been recurrent in Chilean history. Although heavily studied, scholars have left aside the analyses of the violent confrontation between hooded persons [the *encapuchados*] and the police, which usually acquires a peculiar centrality in most of the demonstrations. This persistent action invites us to reflect on it in symbolic terms. This paper pretends, through participant observation, to advance in a performative understanding of this phenomenon, proposing an interpretation of hooded action as a ritual, since it reveals fundamental cultural values through the performing of a complex sequence of symbolic acts.

Keywords: Hooded persons, violent confrontation, contentious gathering, ritual process, performance

Recibido: 17 julio 2019 Aceptado: 3 octubre 2019

* Chileno, académico, Profesor Asociado Universidad Academia de Humanismo Cristiano; Profesor Universidad Bernardo O'Higgins; norellanaa@docentes.academia.cl; orellanani@docente.ubo.cl.



Introducción

Los estudios de movilización social impulsan permanentemente debates que promueven la búsqueda de perspectivas que profundicen en las especificidades de los procesos contestatarios que emergen continuamente en la escena social y política. En Chile, la movilización social ha estado presente permanentemente en la actividad social y política a lo largo de la historia reciente, deviniendo un fenómeno central para poder comprender la experiencia de la sociedad contemporánea. Gran parte de las investigaciones que se centran en analizar estas movilizaciones, se basan sobre todo en los ciclos espectaculares de acción social y política contestataria (2006 y 2011), y en métodos indirectos de producción de información y conocimientos, se tornan insuficientes para entender la complejidad de la experiencia contestataria. ¿Qué sucede en el transcurso de un evento de protesta? ¿Existen escenificaciones y significaciones compartidas, múltiples, contradictorias, o aun superpuestas?, y ¿significan o transmiten algo dichas performatividades?, son algunas de las preguntas que surgen una vez que se identificaron actores, formas de protesta, y formas de organización, y que invitan a sumergirse en la experiencia, encorporada, de la protesta social.

En el presente artículo propongo explorar la posibilidad de comprensión de uno de los aspectos más relevantes, pero menos estudiados, de los eventos de protesta en Chile. Se trata de lo que denomino acción encapuchada, una acción que es constitutiva de prácticamente todas las manifestaciones contestatarias relevantes, que es inherente a la protesta social en tanto tal y que, sin un adecuado tratamiento reflexivo en torno a ella, la comprensión de la contestación en Chile queda inconclusa.

1913

La acción encapuchada forma parte del repertorio de protesta callejera entendida como violencia política popular. Si bien en la historia de esta acción se pueden encontrar episodios de reventones sociales durante todo el siglo XX¹, que recurren violencia revelando “una relación conflictiva entre el Estado, las élites dominantes y los sectores populares”², la acción encapuchada es una acción que, en su forma contemporánea, se puede remontar hasta las luchas populares de resistencia antidictatorial de la década de 1980³, debido a que, por razones de seguridad, debían encapucharse para luchar⁴. En este contexto, “la acción social revolucionaria, semilegal y clandestina, (...) se sostuvo,

¹ Gabriel Salazar, *La violencia política popular en las ‘Grandes Alamedas’. La violencia en Chile 1947-1987 (Una perspectiva histórico popular)*, Santiago, LOM Ediciones, 2006 [1990].

² Raúl Zazuri, Tamara Contreras, “Jóvenes y violencia. Los usos de la violencia y la construcción de la participación juvenil”, Gloria de la Fuente, Sergio Contreras, Paulo Hidalgo, Julio Sau (eds.), *Participación y nuevos desafíos político-institucionales*, Santiago, LOM, 2009, 113-148, 129.

³ Pedro Rosas, *Rebeldía, subversión y prisión política. Crimen y castigo en la transición chilena*, Santiago, LOM Ediciones, 2004.

⁴⁴ Juan Carlos Gómez, Los encapuchados, actores anticapitalistas de la posmodernidad neoliberal, *Rebelión*, 2016, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=213339>.



domicilió y desarrolló (...) en espacios sociales preferentemente populares y juveniles”⁵, intensificándose en fechas emblemáticas como los 11 de septiembre, los 29 de marzo, o en las protestas nacionales de 1983-1986.

En este contexto, esta acción se debe considerar, primero, como un fenómeno cuya particularidad es que la realizan individuos o grupos que emergen de la misma manifestación, que tapan sus rostros con “capuchas”, que consisten principalmente en poleras negras enrolladas, que dejan sólo los ojos al descubierto, y que se enfrentan violentamente con la policía. Esta acción se despliega generalmente en tres espacios: a) las fechas significativas para la historia de las luchas populares, como el 29 de marzo, Día del Joven Combatiente, o el 11 de septiembre, golpe de Estado de 1973; b) las acciones separadas espacialmente de eventos contestatarios, pero en el marco de una movilización convocante, como los cortes de calle previas o en el ocaso de jornadas de movilización, y; c) durante manifestaciones masivas de protesta, donde la acción encapuchada se despliega en sus intersticios, aunque siempre articulada a ellas. Su rasgo característico (la capucha), además de darles una homogeneidad estética basada en un tipo estándar de vestimenta, donde prima el color negro, el polerón con gorro, pantalón jeans y zapatillas deportivas, dificulta una adecuada caracterización de quienes la escenifican, si bien diversos estudios indican que se trata mayoritariamente de jóvenes urbano-populares, y de estudiantes secundarios y universitarios, en función del espacio en que se despliega su acción⁶. Lo que la observación directa de la manifestación permite inferir, es que en su mayoría se trata de jóvenes cuya distinción de género y de origen social es irrelevante para llevar a cabo la acción y que, si bien no constituyen el grueso de un evento contestatario, su particular despliegue performativo hace que devengan el centro de atención de las protestas. Además, se puede inferir a través de sus consignas, sus rayados en los muros, y de su despliegue performativo, que su identidad ideológica tiende más hacia una perspectiva anti sistémica amplia, donde confluyen una variedad de posiciones ideológicas radicales, que hacia una ideología exclusivamente anarquista, como suele pensarse, fundamentalmente debido a que, si bien es notorio que varios grupos de encapuchados se preparan de antemano, en muchas ocasiones se les suman individuos que, en el fragor de las manifestaciones, se encapuchan y engrosan el contingente de encapuchados, sin pertenecer ni responder a ninguna organización. Como dicen Zarzuri y Contreras, “Estas violencias políticas de nuevo tipo se enmarcan dentro de la práctica de la *acción directa* y se vinculan con un espacio amplio y diverso de jóvenes anticapitalistas, que se expresan de manera esporádica y, muchas veces espontánea, en manifestaciones aglutinadoras”⁷. Es una variedad de agrupaciones, individuos e ideologías lo que compone a este actor plural, más que un grupo identificable, una ideología clara, o un sujeto social en particular.

⁵ Pedro Rosas, “Luka: Subversivo y rebelde de la transición chilena. Un ejercicio de Historia Oral y memoria”, Raúl Zarzuri, Rodrigo Ganter, (Comp.), *Jóvenes: la diferencia como consigna. Ensayos sobre la diversidad cultural juvenil*, Santiago, Ediciones CESC, 2005, 239-261.

⁶ Tamara Contreras, “Los “11” en democracia: ¿vandalismo anónimo o nueva radicalidad política juvenil?”, Raúl Zarzuri, Rodrigo Ganter (comp.), *Jóvenes: la diferencia como consigna. Ensayos sobre la diversidad cultural juvenil*, Santiago, Ediciones CESC, 2005, 211-238; Rosas, *op. cit.*, 2005; Zarzuri, *op. cit.*, 2009.

⁷ Zarzuri, *op. cit.*, 2009, 124.



En virtud de lo anterior, el objetivo aquí es mostrar cómo la acción encapuchada, íntimamente articulada a la manifestación pública, se constituye como rito, es decir, como la realización de una secuencia compleja de actos simbólicos, que revelan procesos culturales fundamentales⁸. La apuesta es proponer que esas performances adquieren el carácter de ritos de rebelión⁹, como actos simbólicos catárticos que, a través de sus haceres, sus materialidades y sus interacciones, transmiten significaciones que, aunque de modo contingente, tensionan el orden dominante. Hablar en términos rituales significa interesarse por las acciones eficaces convencionalizadas que obedecen a momentos de pasaje, cíclicos o de crisis social, y cuyas dimensiones simbólicas tienen fines prácticos, por medio de los cuales se revelan los valores del grupo¹⁰. Hablar de performances implica, por su parte, interesarse por lo que las personas hacen, y cómo muestran a otros lo que hacen para comunicar cosas¹¹. En este sentido, relevar el carácter ritual y performativo de la acción encapuchada permite dar cuenta de dimensiones de una acción que no pueden explicarse ni haciendo referencia a explicaciones de tipo económico, como las desigualdades o la explotación, ni de tipo psicológico, como el carácter o desviaciones individuales. La acción encapuchada, de este modo, puede ser comprendida apelando a su dimensión cultural, porque busca expresar y transmitir valores e identidades¹², e histórica, porque busca transmitir y actualizar memorias rebeldes y contrahegemónicas¹³.

Comprender la acción encapuchada como ritualidad es el objetivo del presente artículo, analizando su despliegue y escenificación durante el Primero de Mayo Clasista y Combativo, la manifestación de protesta más significativa, y que aglomera mayor diversidad de individuos y organizaciones contestatarias en el Chile contemporáneo. Lo que expongo aquí es el resultado de una investigación basada fundamentalmente en la observación participante que realicé en diversas manifestaciones entre 2015 y 2019,

1915

⁸ Victor Turner, *On the Edge of the Bush. Anthropology as Experience*, University of Arizona Press, Tucson, AZ, 1985; Monica Wilson, "Nyakyusa Ritual and Symbolism", *American Anthropologist* 56:2, 1954, 228-241.

⁹ Max Gluckman, "Rituals of Rebellion in South-East Africa", Max Gluckman, *Order and Rebellion in Tribal Africa*, London, Routledge; Susanne Schröter, "Rituals of Rebellion – Rebellion as Ritual: A Theory Reconsidered", Jens Kreinath, Constance Hartung, and Annette Deschner (eds.) *The Dynamics of Changing Rituals. The Transformation of Religious Rituals within Their Social and Cultural Context*, New York, Peter Lang Publishers, 2004, 41-57.

¹⁰ Catherine Bell, *Ritual Theory, Ritual Practice*, Oxford, Oxford University Press, 2009 [1992]; Victor Turner, *El proceso ritual. Estructura y antiestructura*, Madrid, Editorial Taurus, 1988 [1968]; Wilson, *op. cit.*, 228-241.

¹¹ Richard Schechner, *Performance Theory*, New York, Routledge, 2005 [1988]; Richard Schechner, *Performance Studies: An Introduction*, London, Routledge, 2013 [2002]; Diana Taylor, *The Archive and the Repertoire. Performing Cultural Memory in the Americas*. Durham, Duke University Press, 2003; Walter D'Amico, "Performance", Dhan Zunino, Guillermo Giucci, y Paola Jirón (eds.), *Términos clave para los estudios de movilidad en América Latina*, Buenos Aires, Biblos, 2018, 147-152.

¹² Jeffrey Juris, "Violence Performed and Imagined. Militant Action, the Black Bloc and the Mass Media in Genoa" *Critique of Anthropology* 25:4, 2005, 413-432. DOI: <https://doi.org/10.1177/0308275X05058657>

¹³ Elizabeth Jelin, "Exclusión, memorias y luchas políticas", CLACSO, *Estudios Latinoamericanos sobre cultura y transformaciones sociales en tiempos de globalización*, Buenos Aires, CLACSO, 2005; Rosas, *op. cit.*, 2005.



poniendo especial atención a la del Primero de Mayo Clasista y Combativo, cuyos periodos de observación directa, breves e intensos, se constituyen como el principal material del que obtuve insumos para el presente artículo.

Empíricamente, mi interés por profundizar en la acción encapuchada comenzó mientras realizaba las entrevistas de mi investigación doctoral, centradas en la relevancia de la experiencia contestataria de activistas radicales. En ellas surgían de modo persistente referencias a la violencia y al encapuchamiento, por lo que comencé a observar con mayor detenimiento las dinámicas de diversas protestas en las que este despliegue fuese significativo, como las marchas conmemorativas del 11 de septiembre, las manifestaciones estudiantiles, laborales, ambientales, étnicas y feministas que se despliegan en Santiago. Pero fue la manifestación del Primero de Mayo Clasista y Combativo, que concentra una parte importante de las organizaciones más radicales del Chile contemporáneo, la que se tornó un escenario particularmente favorable para la observación, por lo que me dediqué los años siguientes¹⁴ a realizar observación participante sistemática de esta manifestación en particular, observando las interacciones entre diversos actores, sus ritmos¹⁵, performances¹⁶, y comunicación simbólica encorporada [*embodied*]¹⁷. La dinámica de la acción encapuchada en los espacios de manifestación masiva, es relativamente homogénea. La elección de la manifestación del Primero de Mayo Clasista y Combativo, a diferencia de otros estudios que describen y analizan esta acción durante la marcha del “11”¹⁸, o en la Facultad de Filosofía y Humanidades “un día de conmemoración de algún hecho doloroso ocurrido en nuestra historia reciente”¹⁹, tiene que ver con la intención de demostrar que la acción encapuchada, si bien está estrechamente vinculada a la memoria de luchas antidictatoriales, no se limita exclusivamente a ellas, desbordándola en un proyecto de rebelión. Además, con esta elección se pretende también mostrar que no es exclusivamente en las fechas conmemorativas donde se despliega esta acción, sino que permea todas las manifestaciones contestatarias. En este sentido, se observa con claridad en la marcha del Primero de Mayo clasista y combativo, que esta acción articula las dimensiones de memoria histórica popular, con proyectos políticos de transformación social.

¹⁴ Entre los años 2015 y 2019 he realizado observación participante de una diversidad de marchas, poniendo particular atención a las del Primero de Mayo Clasista y Combativo. Este año 2019, además, realizamos etnografías colectivas de diversas marchas (8 de marzo, Primero de Mayo, de estudiantes, de profesores, de diversidad sexual, ambientales), con un equipo de cinco etnógrafas y etnógrafos, en el marco de un proyecto de investigación en curso. En total, el registro de observación se compone de más de veinte marchas, de las cuales cinco corresponden a las del primero de mayo clasista y combativo, lo que constituye un sustento previo y de mayor alcance a esta marcha, que emerge como un tipo ideal de manifestación.

¹⁵ Henri Lefebvre, *Rhythmanalysis. Space, time and everyday life*, London, Continuum, 2004 [1992]; Dhan Zunino, “Ritmo/ritmoanálisis”, Dhan Zunino, Guillermo Giucci, y Paola Jirón (eds.), *Términos clave para los estudios de movilidad en América Latina*, Buenos Aires, Biblos, 2018, 161-170.

¹⁶ Turner, op. cit. 1985; Imilan, op. cit. 2018.

¹⁷ Victor Turner, “Symbolic Studies”, *Annual Review of Anthropology* 4, 1975, 145-161 ; David Le Breton, « Mauss et la naissance de la sociologie du corps » *Revue du MAUSS* 36: 2, 2010, 371-384.

¹⁸ Contreras, op. cit. 2005

¹⁹ Olga Grau, “El encapuchamiento de la memoria”, Nelly Richard (Ed.), *Políticas y Estéticas de la Memoria*, Santiago, Editorial Cuarto Propio, 2000, 199-204.



Realicé observación participante asistiendo y acompañando, como un manifestante más, de las marchas, prestando especial atención a las dinámicas e interacciones, para luego hacer anotaciones descriptivas y reflexiones preliminares. En base a la sistematización de estas anotaciones, presento aquí el patrón de comportamiento de los encapuchados y lo que propongo presentar como su dimensión performativa y ritual.

Este artículo presenta la fase de trabajo de observación participante, basada en una descripción densa de la manifestación, y en particular de la acción encapuchada. En este sentido, tiene un enfoque etnográfico en su triple dimensión de técnica de investigación, encuadre metodológico, y como un tipo de escritura que relata “aspectos verídicos resultantes de una investigación empírica rigurosa”²⁰, cuyo objeto es desentrañar las estructuras significativas, y las articulaciones existentes entre las prácticas sociales y sus significados para dar cuenta de la densidad de la vida social²¹. La descripción densa de las manifestaciones, permite explorar y profundizar el entendimiento de estas experiencias, dando cuenta de que es “a través de lo que hacen, o más bien a través de cómo lo hacen [que] anuncian a la sociedad que algo “otro” es posible”²², con el potencial de tensionar las comprensiones ordinarias que se tejen en torno a ellas. El enfoque etnográfico, en este sentido, se torna particularmente ventajoso para poder dar cuenta del sentido de las reflexiones propuestas en este artículo, con miras a “desentrañar las lógicas simbólicas, morales o pragmáticas ocultas que subyacen en sus acciones”²³. Además, en tanto enfoque etnográfico, se torna evidente la imposibilidad de reclamar una pretendida objetividad, más bien apelando a una perspectiva ubicua y situada del investigador, con miras a lograr una etnografía comprometida y colaborativa²⁴.

Para lograr el propósito señalado, primero presento brevemente la discusión académica sobre el fenómeno de la acción encapuchada, que gira principalmente en torno a la idea de violencia política y criminalización mediática. Luego, describo las dinámicas de la marcha del Primero de Mayo Clasista y Combativo del año 2016, año que da cuenta de mejor manera que otros de las interacciones entre encapuchados, manifestantes, y policía, ya que los despliegues de esta acción se sitúan más claramente que otros años en los intersticios de la manifestación. Finalmente, para comprender este fenómeno, exploro la posibilidad de interpretarlo en tanto ritual, como una performatividad que transmite significados, identidades y valores culturales de modo endógeno para los encapuchados,

²⁰ Eduardo Restrepo, *Etnografía. Alcances, técnicas y éticas*, Lima, Fondo Editorial de la Universidad Nacional Mayor de San Marcos, 2018, 48.

²¹ Clifford Geertz, *La interpretación de las culturas*, Barcelona, Gedisa, 2003 [1973]; David Graeber, *Fragments of an Anarchist Anthropology*, Chicag, Prickly Paradigm Press, 2004; Restrepo, op. cit.

²² Alberto Melucci, “The Symbolic Challenge of Contemporary Movements”, *Social Research* 52: 4, 1985, 789–816, 812.

²³ Graeber, op. cit., 11.

²⁴ Manisha Desai, “The Possibilities and Perils for Scholar-Activists and Activist-Scholars. Reflections on the Feminist Dialogues”, Jeffrey Juris, Alex Khasnabish (eds.), *Insurgent Encounters. Transnational Activism, Ethnography, & the Political*, Durham, Duke University Press, 2013, 89-107; Joanne Rappaport, “Beyond Participant Observation: Collaborative Ethnography as Theoretical Innovation” *Collaborative Anthropologies* 1, 2008, 1-31; Restrepo, op. cit., 2018.



y exógeno, para el conjunto de contestatarios y sus adversarios, poniendo en tensión las interpretaciones dominantes, y abriendo una vía de interpretación al fenómeno en Chile, que no ha sido explorada sino en otras latitudes.

Breve acercamiento al fenómeno de la acción encapuchada: violencia política y criminalización mediática

En Chile, movimientos obreros, campesinos y de pobladores, así como luchas estudiantiles, identitarias, territoriales, ambientales y ciudadanas, han sacudido la historia social durante todo el siglo XX y lo que va del actual. Con altos y bajos, la protesta ha sido un elemento persistente de la cotidianidad social y política nacional. En este sentido, más que el despertar de una sociedad desmovilizada y despolitizada²⁵, lo que se observa en Chile es la continuidad histórica de conflictos sociales que tienen expresión a través de la protesta pública.

Esta diversidad de eventos contestatarios, ciclos de protesta y movimientos sociales, ha suscitado una variedad de análisis e interpretaciones, donde una parte importante de ellos se centra en los grandes procesos de movilización que han irrumpido en la escena nacional, con impactos significativos en los ámbitos sociales, políticos y culturales, como las movilizaciones estudiantiles de los años 2006 y 2011, de trabajadores en 2007, las movilizaciones ambientales contra mega proyectos energéticos en 2011 y 2012, las reivindicaciones históricas del pueblo-nación Mapuche, y los cuasi levantamientos ciudadanos de Calama, Magallanes, Aysén, Alhué, Dichato y Freirina desde 2010.

1918

Estos análisis colocan, por lo general, su atención –empírica– en las reuniones contestatarias, definidas como “asambleas públicas visibles en las que intereses en conflicto están claramente en juego”²⁶, tomando como evidencias significativas, las formas de acción más notorias y disponibles para la observación, como las marchas, manifestaciones, paralizaciones, ocupaciones, huelgas o jornadas de movilización, que a menudo están superpuestas en un mismo evento.

Evidentemente, estas interpretaciones aportan valiosos elementos para una comprensión de los fenómenos contestatarios, así como de sus impactos sociales, políticos y culturales. Sin embargo, se observa una escasez de trabajos dedicados al análisis de una acción que aparece como inherente a estos eventos, que ha persistido en el tiempo y que, de cuando en cuando, adquiere relevancia propia: se trata de lo que denomino acción encapuchada. A diferencia del fenómeno conocido como los *black blocs* en Europa y Estados Unidos, que

²⁵ Mario Garcés, *El despertar de la sociedad. Los movimientos sociales en América Latina y Chile*, Santiago, LOM Ediciones, 2012; Albereto Mayol, Carla Azócar, “Politización del malestar, movilización social y transformación ideológica: el caso “Chile 2011””, *Polis, Revista de la Universidad Bolivariana* 10: 30, 2011, 163-184; Carlos Durán, “El acontecimiento estudiantil y el viraje del proceso sociopolítico chileno”, *Revista OSAL*, XIII: 3, 2012, 39-59.

²⁶ Charles Tilly, *From Mobilization to Revolution*, New York, Random House-McGraw-Hill Publishing Co, 1978, 8.



han sido objeto de una nutrida gama de interpretaciones²⁷, la acción encapuchada en Chile, si bien suele aparecer en distintos análisis, no constituye un foco de reflexión y ha sido destacado más como un fenómeno marginal, y las más de las veces negativo, de la contestación social. El tratamiento al respecto se ha dado “con la superficialidad que dan los prejuicios sobre este tema. Pareciera que la necesidad ética de condenar la violencia a priori, provocara que no se pudiera estudiar en profundidad sus motivaciones, dinámicas internas y causas profundas²⁸. En este sentido, las y los encapuchados en Chile, normalmente, serían vándalos minoritarios²⁹, formarían parte de “un “juego perverso” entre carabineros y encapuchados, lo que ya no es parte de la manifestación”³⁰, serían grupos especializados en tácticas violentas “que esconden su rostro durante las protestas”³¹ o, incluso, “provocadores enmascarados”³².

Otro acercamiento, también tangencial, se refiere a las formas de criminalización de la protesta. Destaca la lógica de “contabilidad del desastre” que hace la prensa sobre esta acción, la idea de que los encapuchados debilitan los movimientos sociales y justifican leyes represivas, o la relación naturalizada entre jóvenes y violencia provocada por los medios, entre otros³³. También se encuentran reflexiones centradas en analizar la violencia política de las principales organizaciones armadas durante y después de la dictadura en Chile³⁴, de la historia de levantamientos populares que desbordan la institucionalidad y que terminan en intervenciones militares para restaurar la institucionalidad liberal³⁵ o, la relación que existe entre dos tipos de violencia, una contestataria, la otra institucional,

²⁷ David Graeber, “The New Anarchists” *New Left Review* 13: 5, 2002, 66-78; Francis Dupuis-Déri, “The Black Blocs Ten Years after Seattle. Anarchism, Direct Action, and Deliberative Practices” *Journal for the Study of Radicalism* 4: 2, 2010, 45-82; Valerio D’Angelo, “Violencia contra violencia. Un análisis de la táctica “Black Bloc””, *Revista Española de Ciencia Política* 36, 2014, 13-33; Juris, op. cit.

²⁸ Contreras, op. cit., 2005, 211.

²⁹ Nicolás Somma, “Protestas y conflictos en el Chile contemporáneo: quince tesis para la discusión”, Rodrigo Araya, Florencio Ceballos (eds.), *Conflictos, controversias y disyuntivas*, Santiago, Ediciones Abierta, 2017, 37-86, 73.

³⁰ Tamara Ramos, “Representaciones sociales de manifestantes sobre la interacción con Carabineros de Chile en las manifestaciones. Hacia una teoría fundada”, *Revista Némesis* XI, 2014, 31-44, 39.

³¹ Rodrigo Medel, Nicolás Somma, “¿Marchas, ocupaciones o barricadas? Explorando los determinantes de las tácticas de la protesta en Chile”, *Política y gobierno* XXIII: 1, 2016, 163-199, 178.

³² Abby Kerfoot, “Inequality, Organization, and Change in Chile: How Students Mobilized a Nation Around the Cause of Education Reform”, *The Washington University International Review*, IV, 2015, 8-15.

³³ Oscar Aguilera, “Medios de comunicación en Chile, movimientos juveniles y políticas de la visibilidad”, *Comunicação, Mídia e Consumo* 5: 14, 2008, 55-68; Guillermo Rivera, Karol Morales, Javiera Pavez, “La criminalización de los movimientos sociales: un análisis discursivo sobre la retórica que construye la ley antientapuchados en Chile”, *Revista de estudios cotidianos* 4: 1, 2016, 92-116; Raúl Zarzuri, “Jóvenes, violencia y medios de comunicación”, *Revista da Associação Nacional dos Programas de Pós-Graduação em Comunicação | E-compós*, 11: 3, 2008 1-23.

³⁴ Igor Goicovic, “Temas y debates en la historia de la violencia política en Chile”, *Contenciosa*, II: 3, 2014, 1-16.

³⁵ Gabriel Salazar, *La violencia política popular en las ‘Grandes Alamedas’. La violencia en Chile 1947-1987 (Una perspectiva histórico popular)*, Santiago, LOM Ediciones, 2006 [1990].



siendo la segunda fuente de amenaza y generadora de miedo en quienes cuestionan el orden social³⁶.

En todos los casos, las referencias al fenómeno de acción encapuchada ocupa espacios subordinados como dimensión de análisis. Tamara Contreras e Inés Pousadela son de las pocas que realizan un tratamiento más profundo en torno a este fenómeno de la violencia en las protestas, y de los enfrentamientos entre la policía y los encapuchados. Contreras, cuyo análisis se centra en la década de 1990 y principios de los 2000, se aboca a develar qué hay detrás de las protestas violentas, y cuáles son los sujetos que emergen durante la fecha simbólicamente significativa del 11 de septiembre. Ella demuestra que las principales motivaciones son el rescate de una memoria no oficial, que implicó el sacrificio de luchadores anónimos, la lucha contra un sistema económico y político, una expresión de rabia acumulada, y una violencia callejera entendida como expresión legítima frente a la violencia cotidiana del Estado. Además, que esta acción es llevada a cabo por jóvenes pobladores y estudiantes desadaptados, explotados y marginados³⁷.

Según Pousadela, que se concentra en las movilizaciones estudiantiles de 2011-2012, los enfrentamientos entre encapuchados y policía se originan sea porque la policía interviene para dispersar o desalojar, porque su sola presencia invoca la violencia, o porque los encapuchados toman ventaja de la presencia policial para iniciar enfrentamientos. Con todo, los describe como jóvenes violentos enmascarados, “víctimas [casualties] de una sociedad excluyente”³⁸. Si Pousadela se concentra en los contextos en que se origina un enfrentamiento violento entre encapuchados y policía, además de limitarlo a la fase final de las movilizaciones, en su caso, estudiantiles, y Contreras se concentra en lo que hay detrás de las protestas violentas en la década de 1990 y principios de 2000, concentrándose en los sujetos y las motivaciones, aquí me voy a concentrar en la dinámica de esta acción y de sus interacciones a lo largo de toda una movilización en el Chile contemporáneo. Además, si ambas autoras observan que, si bien los encapuchados pueden ser parte de los actores movilizados, pero no responden necesariamente a las organizaciones convocantes, aquí me voy a concentrar en cómo sus performatividades adquieren un carácter ritual que transmite valores e identidades significativas para el conjunto de manifestantes y de adversarios.

Como se ve, salvo excepciones, la acción encapuchada ha sido abordada de modo marginal en las reflexiones académicas. Ya sea como epifenómeno de manifestaciones masivas, como instrumentalización mediática o política para criminalizar la protesta, o en la relación entre violencia estatal y social-popular, su análisis no ha sido el foco de atención, más allá de las valiosas contribuciones realizadas en otros ámbitos de la protesta y la movilización social. En este artículo pretendo situar en el centro de la reflexión este

³⁶ Isabel Piper, “Violencia política, miedo y amenaza en lugares de memoria”, *Athenea digital. Revista de pensamiento e investigación social*, 15: 4, 2015, 155-172.

³⁷ Contreras, *op. cit.*, 2005.

³⁸ Inés Pousadela, “Protest and Proposal, Participation and Representation: the Chilean Student Movement, 2011–12”, *Development in Practice* 23: 5-6, 2013, 685-700, 696.



fenómeno, describiendo sus dinámicas, sus performatividades y sus dimensiones simbólico-rituales, para comenzar a llenar ese vacío de reflexión.

La acción encapuchada en el marco de una situación contestataria: marcha del primero de mayo clasista y combativo

En esta sección voy a describir el fenómeno de la acción encapuchada en el tercer espacio nombrado más arriba, es decir, en su articulación en los intersticios de una manifestación. En este caso, me centro en la marcha del Primero de Mayo Clasista y Combativo, que es donde se pueden observar mejor las interacciones entre encapuchados y el resto de los manifestantes, así como con su adversario, representado en la policía, e identificado con el sistema. Esta marcha es relevante puesto que tradicionalmente, la Central Unitaria de Trabajadores (CUT) era la única que convocaba a la manifestación del primero de mayo, pero debido a su tendencia negociadora y conciliadora con gobiernos y empresarios, algunas organizaciones y sindicatos, criticando a la CUT e identificándose como clasistas y combativos, se escindieron y se conformaron en el Comité de Iniciativa por la Unidad Sindical (CIUS), primero convocando a contramarchas, luego a concentraciones alternativas, y desde hace algunos años, a una marcha paralela, que es donde se concentran las organizaciones y posiciones más radicales de las izquierdas contemporáneas de Chile.

1. La marcha como protesta estandarizada.

1921

El domingo primero de mayo de 2016 se convocó a dos marchas en Santiago para conmemorar el Día Internacional del Trabajo. Una, desde la plaza Los Héroes, en la intersección de Alameda y Panamericana, se dirigiría hacia el oriente hasta calle Portugal con Alameda, fue convocada por la CUT. La otra, a dos cuadras al poniente, en avenida Brasil con Alameda, se dirigiría hacia el poniente hasta calle Matucana, convocada por el CIUS. En esta última, denominada Primero de Mayo Clasista y Combativo, se concentran las izquierdas más radicales del escenario social y político contemporáneo, mientras que en la convocada por la CUT asisten los partidos y movimientos de la Nueva Mayoría, coalición política del entonces gobierno de Michelle Bachelet. Es la manifestación de carácter clasista, combativa y en lucha, la que adquiere relevancia para este artículo, pues es aquí donde se despliega con intensidad la acción encapuchada, mientras que, en la otra marcha, este fenómeno está siendo reprimido por las propias organizaciones manifestantes.

La manifestación estaba convocada a las 10:00 horas. Esa mañana cayó una inesperada lluvia, y estaba más frío que en días anteriores, así que los manifestantes llegaban a cuentagotas, y se vio menor convocatoria que otros años. Luego de esperar que se reuniera una cantidad apropiada de manifestantes, aproximadamente a las 11:00 comenzó el desplazamiento hacia el punto del acto. De las cerca de quinientas agrupaciones que finalmente se congregaron, se podía observar una variopinta composición, tanto respecto del origen social (sindical, estudiantil, político, entre otros), como en lo ideológico, aunque



todas evidentemente de izquierdas. Destacan el Sindicato de Oficios Varios, el Movimiento por Amnistía y Derechos Fundamentales (Movadef), la Confederación General de Trabajadores, la Unión Clasista de Trabajadores, la Federación Comunista libertaria, el Frente Patriótico Manuel Rodríguez, el Comité de Unidad Revolucionaria (CUR), la Alzada Acción Feminista Libertaria, el Movimiento Popular Guachuneit, la Organización de Padres y Apoderados Movilizados (OPAM), la Federación Nacional de Pobladores (Fenapo), el Movimiento de Pobladores Ukamau, o el Movimiento de Trabajadores Clotario Blest, tratándose de organizaciones que repiten asistencia todos los años etnografiados.

La marcha transcurre de un modo estandarizado durante las doce cuadras aproximadas de trayecto: grupos organizados en colectivos, sindicatos u otros caminan agrupados, tras un lienzo transversal en el que están escritos el nombre de la agrupación y sus principales reivindicaciones. Tras el lienzo caminan otros manifestantes llevando pancartas o banderas alusivas a esas demandas. Durante el trayecto, corean consignas ligadas a la situación posicional de la organización (aumento de sueldos, pensiones dignas, contra despidos, por viviendas dignas, entre otros), y otras de tipo más general, que pueden estar marcadas por la coyuntura (contra la corrupción o contra el gobierno) o por cuestiones de mayor alcance, como una asamblea constituyente, el cambio del sistema de pensiones, o aun por la revolución proletaria mundial. Además de estos grupos, observo también una variedad de agrupaciones realizando performances teatrales y expresivas, principalmente batucadas y comparsas, que pueden formar parte de grupos determinados, o que son en sí mismos grupos diferenciados que se manifiestan.

1922

En general, esta dinámica se mantiene estable, salvo algunos momentos en que se ven situaciones más espectaculares, como cuando cerca de la esquina de Libertad con Alameda varias organizaciones barriales, sindicales, estudiantiles y territoriales se detuvieron y, formando un círculo, algunos dirigentes enunciaron discursos reivindicativos, rodeados de bengalas rojas encendidas, lo que daba a la performance un carácter cuasi místico. O cuando otra agrupación, disfrazados con overoles y máscaras de colores, avanzaron en comparsa, cantando y bailando. También, se ven grupos de encapuchados que aparecen súbitamente, organizados en pequeños grupos, rayando muros, echando abajo semáforos o rompiendo basureros, para moverse y desaparecer también rápidamente. Finalmente, al llegar a la zona del acto, comienzan los discursos reivindicativos de los dirigentes, intercalados con bandas musicales. La atmósfera que prima entre los manifestantes es el respeto y tranquilidad, algunos escuchando y celebrando los discursos, los más, ignorándolos. El acto termina, como todos los años, entonando La Internacional por los altoparlantes.

Esta manifestación corresponde a un evento estandarizado de protesta, en tanto una reunión multitudinaria, identificada con asociaciones formales, que despliegan públicamente su valía, unidad, número y determinación, en apoyo de unas demandas bien



definidas³⁹. Un encuentro que tiene preparación previa, cuando el CIUS elabora la convocatoria, difundiendo, preparando la logística (escenario, sonido y amplificación, pancartas y carteles, etc.), solicitando permisos a las autoridades, y a la que le siguen evaluaciones, análisis de coyuntura, y proyecciones, entre otros. Se trata del modelo de manifestación más común del repertorio de contestación en Chile, que es lo analizado por gran parte de los estudios. Sin embargo, en los intersticios de la manifestación, se observa la cara menos estudiada, que son los enfrentamientos y la interacción de los encapuchados y la policía, lo que constituye la acción encapuchada.

2. La acción encapuchada como dinámica de enfrentamiento violento

Una vez llegados al lugar del acto, un grupo de alrededor de treinta encapuchados se concentró en la esquina de Chacabuco y Alameda, a una cuadra al oriente del escenario, por el lado norte de Alameda, y comienza a echar abajo la señalética pública, saca las bolsas de basura para quemarlas en medio de la calle, y busca elementos adecuados para erigir y mantener una barricada. La imagen es un poco inquietante, porque si el objetivo de una barricada es parapetarse e impedir el paso del enemigo, esta trinchera difícilmente va a obstaculizar el avance del “zorrillo” y los “guanacos”, vehículos blindados con que opera la policía lanzando gas y agua tóxicos en las manifestaciones. Tampoco va a resistir el avance de los piquetes de policías de fuerzas especiales. Sobre todo, considerando que desde la misma barricada se puede observar, a unas tres cuadras hacia el norte, más de un centenar de carabineros con sus trajes antidisturbios (casco, chaleco antibalas, botas militares, protectores de rodilla, canilla, antebrazo y cuello, armas y escudos), acompañados de zorrillos, guanacos, furgones, camiones y motos. Esta situación hace recordar cuando Engels comentaba que las barricadas tenían una eficacia más moral que material⁴⁰, ya que las condiciones de lucha se hacen mucho más desfavorables para los insurrectos, que para las tropas.

Pero los encapuchados parecen no importarles esta desigual distribución de fuerzas, y la treintena comienza a gritar consignas a favor de una revolución, del derrumbe del sistema, contra el gobierno y el aparato represor. También, algunos rayan consignas en los muros cercanos, y otros se concentran en mantener prendida la barricada con la materialidad disponible.

Desde donde me encuentro, observo que, al mismo tiempo que se despliega esta barricada, y los encapuchados corean, rayan, y la mantienen encendida, en la parte trasera de la marcha, a unas cuatro cuadras, el enfrentamiento ya está en acto. Lo que al principio eran escaramuzas intersticiales aisladas de pequeños grupos de encapuchados lanzando piedras a la policía, intentando romper las cortinas metálicas de algún negocio, quemando

³⁹ Charles Tilly, *Popular Contention in Great Britain, 1758-1834*, Boulder, Paradigm Publishers, 2005 [1995].

⁴⁰ Federico Engels, “Introducción a Marx. Las luchas de clase en Francia de 1848-1850”, Karl Marx, Federico Engels, *Obras Escogidas*, Moscú, Progreso, 1977 [1891], 117.



basureros o destrozando paraderos de micros, comienza a concentrarse al final de la misma al momento en que los manifestantes se van acercando al lugar del acto. Las provocaciones cruzadas, tanto de encapuchados como de policías, comenzaron en esa parte, y la policía responde intensiva, y extensivamente, lanzando indiscriminadamente chorros de agua tóxica y de gas, haciendo correr al conjunto de los manifestantes que se encuentran a su alcance. Desde mi posición veo cómo el guanaco lanza el chorro, y cómo también se empieza a propagar el gas del zorrillo por sobre las cabezas de los manifestantes. También puedo advertir que una cantidad considerable de manifestantes comienzan a acercarse hacia el lugar del acto, intentando alejarse, algunos más calmos y otros más apurados, del foco de enfrentamiento. No obstante, pareciera que la mayoría de manifestantes sabe cómo comportarse en estas situaciones, y conoce qué conductas son más eficaces, ya que a pesar de que el guanaco lanza un chorro tóxico, y que la policía se encuentra cerca, pocos corren despavoridos, y tampoco observo muchas expresiones de pánico en los rostros o en los cuerpos de quienes se acercan al lugar en que me encuentro, cerca de la barricada.

Pasados unos minutos, los guanacos y zorrillos avanzan acercándose a la esquina en que nos encontramos, siguiendo a los encapuchados, varios de los que llegan a la barricada. Ahora los encapuchados comienzan a lanzar piedras y otros objetos contundentes, incluso una molotov, gritando consignas contra el sistema, y contra la policía, intentando mantener la barricada. Cuando la policía se acerca de modo excesivo, los encapuchados se dispersan entre los manifestantes para volver a reagruparse en otro intersticio, y volver a armar otra barricada o enfrentarse a la policía. El ambiente, que en la barricada era de una especie de euforia, se transforma en otro más parecido a la confusión. Si la barricada funciona como un espacio que agrupa a manifestantes encapuchados, sin capuchas, incluso varios fotógrafos, cuando se acerca la policía todos se dispersan, y los encapuchados desaparecen, quedando sola. Si al principio lo que primaba era el olor a objetos quemándose, entre papeles, pintura, palos y sobre todo plástico, ahora prima el olor picante de los gases con químicos de la policía, quedando varios con los ojos llorosos, y algunos tosiendo por el efecto lacrimógeno. Hay quienes portan limón o amoníaco, los usan y les prestan a otros para despejar las vías respiratorias. En esta esquina, la confusión se hace más notoria y muchos manifestantes se alejan cuando el guanaco llega. Pero de todos modos puedo ver desde mi nueva posición, a media cuadra hacia el norte por Chacabuco, que muchos manifestantes siguen merodeando bastante tranquilamente. Algunos pasan por el lado del guanaco, de los camiones de policía, incluso gente se queda a mirar al lado de los piquetes de policía que se sitúan en la esquina, una vez apagada la barricada.

El enfrentamiento y los ensayos de barricada siguen en otras esquinas, pero cada vez se van haciendo más esporádicos. Mientras, en el escenario, los oradores intentan volver a la calma para terminar el acto. Los enfrentamientos vuelven a ser escaramuzas y puedo ver, ahora de vuelta en la Alameda, piedras lanzadas y chorros de guanaco en varios sitios, como antes del acto. La barricada inicial, la de Chacabuco con Alameda, parece un recuerdo sobre el que pasan algunos manifestantes que se van retirando del acto. Todavía quedan numerosos manifestantes, muchos escuchando a los oradores o a las bandas, otros

haciendo otras cosas, como comprando parches, chapas, posters, o aun comidas o bebidas de los comerciantes que se colocan a lo largo de la manifestación. Los encapuchados, por su parte, transitan entre medio de los manifestantes, en grupos pequeños, de un lugar a otro, caminando rápido, para desaparecer entre el gentío. De vez en cuando le lanzan objetos a la policía, especialmente al guanaco que por su tamaño es más fácil apuntarle. Si bien el ambiente vuelve a ser relativamente calmo, aparecen otros focos de enfrentamiento o escaramuzas. Estas, no obstante, son cada vez más esporádicas, y las escaramuzas cada vez más cortas. A medida que la manifestación se va terminando, y los manifestantes se retiran, se va terminando también la acción encapuchada.

Hacia un análisis de la acción encapuchada: eficacia simbólica y transmisión cultural.

Si las escaramuzas, la barricada y el enfrentamiento, son performances violentas desiguales entre encapuchados y policía, porque los magros materiales con que se enfrentan los primeros no pueden hacer frente a vehículos blindados, gases tóxicos, armas, y tecnología de los segundos, ¿Por qué sigue persistiendo este fenómeno de acción encapuchada, y se siguen levantando barricadas, si su eficacia material está condenada al fracaso? La persistencia de este fenómeno devela que es más factible interpretarlo como una secuencia de actos cuya eficacia opera más en el campo de lo simbólico que de lo material. En este sentido, parece relevante observar la acción encapuchada como una performance inserta en un proceso ritual, en el que su eficacia se daría más porque comunica valores y cultura, tanto endógena como exógenamente, que porque tenga la capacidad de derrocar al sistema que enfrenta.

1925

La performance como despliegue ritual, es un comportamiento aprendido y ensayado que busca mostrar a través del hacer, subrayando una acción para quienes la observan⁴¹. Una performance es, por tanto, un comportamiento corporalizado que está en realización⁴². Observando el despliegue de la acción encapuchada, vemos que sus dinámicas se repiten, y transmiten significados. Más allá de las diferencias contingentes de cada año, lo cierto es que se trata de una secuencia relativamente estandarizada de actos conocidos por todos, cuyo carácter simbólico predomina. Esquemáticamente, se pueden distinguir las siguientes fases. Primero, los encapuchados se encapuchan. Por banal que parezca esta aseveración, ellos no llegan a la manifestación con sus caras cubiertas, ni tampoco blandiendo spray o molotovs, sino como cualquier manifestante. Ellos se cubren el rostro, mostrando un rostro 'otro', al interior de la manifestación, y esta puesta en escena, en tanto transformación corporal y estética, opera como diferenciadora. El acto estético de ponerse una polera que deje sólo los ojos al descubierto, implica una conducta simbólica que distingue un "nosotros" encapuchado, y un "otros", que son los manifestantes no encapuchados, como también los adversarios. Este primer momento separa al

⁴¹ Schechner, *op. cit.*, 2013 [2002]; 2005 [1988]

⁴² Taylor, *op. cit.*, 2003, 76



encapuchado del resto, abriendo una brecha, que establece tanto una frontera identitaria como el constituir un “nosotros”.

Luego, se observa que las escaramuzas fungen como una especie de preparación para el momento central de acción encapuchada, constituido por las barricadas y el enfrentamiento violento con la policía. Independientemente de su duración (en 2016 duró escasos minutos, pero con varios focos, pero en 2018 duro alrededor de una hora y media, con una sola barricada central), aquí comienza lo que Gluckman⁴³ llama la manifestación catártica de tensiones sociales mediante el rito de rebelión. Este enfrentamiento violento y catártico, además, implica entrar en una *communitas*: un momento caracterizado por la indistinción, un estar “dentro y fuera de la estructura social secular”⁴⁴, como un umbral en el que las clasificaciones cotidianas dejan de tener sentido. Durante la barricada, los encapuchados se concentran en prenderla, agrandarla, mantenerla, y defenderla. Como materialidad positiva, ella otorga densidad a una identificación endógena en tanto encapuchados, todos iguales y en comunión en favor de algo, comunicándose a través de sus actos, valores y cultura. Pero también el enfrentamiento implica una interacción conflictiva, exógena, que es causar daño material y defenderse de los ataques policiales. En este sentido, el enfrentamiento con la policía simboliza al sistema que los encapuchados pretenden derrocar, comunicando también valores y transmitiendo cultura. La policía, por su parte, para resguardar un orden, opera de modo correctivo con la finalidad de recomponer una situación anterior. Esta interacción exógena permite también darle espesor a su identificación como encapuchados frente a un adversario común, porque establece una frontera entre un “nosotros” y un “ellos”.

1926

Finalmente, concluido el enfrentamiento y extinguida la barricada, los encapuchados vuelven a formar parte de los manifestantes, primero despojándose de los elementos materiales que sirvieron para el enfrentamiento (lanzando su último objeto contundente, prendiendo su última bomba molotov, alejándose de la zona de enfrentamiento), y, sobre todo, sacándose la capucha. Desde ese momento, los encapuchados ya no se distinguen del conjunto de los manifestantes, reincorporándose a lo que resta de la manifestación.

La acción encapuchada puede concebirse como una unidad de procesos sociales, no armónicos, que emergen en situaciones conflictivas, como “la realización [*performance*] de una secuencia compleja de actos simbólicos”⁴⁵. Es decir, como dramas sociales y como procesos rituales. En este sentido, las fases descritas más arriba son susceptibles de comprenderse si se las observa como actos simbólicos de un proceso ritual en particular: como rito de rebelión. La brecha o separación entre encapuchados y manifestantes; la crisis o *communitas* de los encapuchados en interacción violenta con la policía; la acción correctora de la policía y; la reintegración de los encapuchados al conjunto de manifestantes, es puesta en escena a través de la escenificación de performances como actos simbólicos específicos que se repiten: la capucha, la molotov, la barricada, la piedra,

⁴³ Gluckman, *op. cit.*, 1963 [1954].

⁴⁴ Turner, *op. cit.*, 1988 [1969], 103.

⁴⁵ Turner, *op. cit.*, 1985, 180.



no sólo constituyen la materialidad del proceso ritual, sino que también ese despliegue transmite una serie de valores simbólicos para quienes participan, observan, y también reprimen. Se trata de conductas escenificadas que significan algo, poniendo de manifiesto a través de esa escenificación, conflictos y tensiones fundamentales de la sociedad, y que están “inseparablemente relacionadas a un proyecto de rebelión”⁴⁶.

En términos de sus dinámicas performativas y las interacciones de su despliegue, la acción encapuchada permite ser observada como un proceso ritual. En esto, la acción encapuchada no se diferencia mayormente del fenómeno de los *black bloc* en Europa o Estados Unidos⁴⁷, ya que ambas acciones despliegan conductas basadas en una violencia performativa, enfrentándose con la policía, erigiendo barricadas y destruyendo mobiliario asociado al poder. También ambas violencias performativas son una forma de interacción que, mediante sus actos, transmite “significados alternativos, valores e identidades [que] son producidas, incorporadas y comunicadas públicamente”⁴⁸. Ambos, a través de una secuencia compleja de actos, comunican valores e identidades tanto al conjunto de manifestantes (endógeno), como hacia sus adversarios y el público general (exógeno), por lo que ambas acciones pueden ser entendidas, más que como una violencia sin sentido e irracional, como una forma cultural históricamente desarrollada de acción cargada de sentido⁴⁹.

Pero ¿qué es lo que transmiten las performatividades ritualizadas de los encapuchados en Chile? Escuchando sus consignas, observando sus vestimentas y los rayados que los encapuchados plasman en los muros, se devela una primera pista del contenido simbólico que transmite dicho despliegue performativo, que trata de traer a la actualidad momentos heroicos de resistencia y de luchas populares en Chile. En particular, de la relevancia de las luchas durante la dictadura (1973-1990), donde la acción encapuchada busca actualizar la memoria de los 2.296 asesinados (Informe de la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación, 1991) y 28.459 torturados (Informe de la Comisión Nacional sobre Prisión Política y Tortura, 2005) por el régimen. Se escuchan, en particular, referencias a los hermanos Rafael y Eduardo Vergara Toledo, de 18 y 20 años respectivamente, militantes del Movimiento de Izquierda Revolucionaria (MIR), asesinados el 29 de marzo de 1985 por la policía. En este sentido, el ritual encapuchado se articula, tomando parte de su significado, con un momento particularmente conflictivo de la historia chilena, al dar cuenta de una oposición entre memorias rivales, operando, a través de sus actos, una suerte de activación de la memoria⁵⁰. Esa memoria busca disputar la legitimidad de la memoria oficial, y sus significaciones son vehiculadas, a través del acto de ofrecer el cuerpo, por la acción encapuchada, hacia el resto de los manifestantes presentes. La acción

⁴⁶ Schröter, *op. cit.*, 2004, 47.

⁴⁷ Graeber, *op. cit.*, 2002; Juris, *op. cit.*, 2005; Dupuis-Deri, *op. cit.*, 2010 ; D’Angelo, *op. cit.*, 2014.

⁴⁸ Jeffrey Juris, “Embodying Protest: Culture and Performance within Social Movements”, Britta Baumgarten, Priska Daphi, Peter Ullrich (eds.), *Conceptualizing culture in social movement research*, London, Palgrave Macmillan, 2014, 227-247, 227.

⁴⁹ Juris, *op. cit.* 2005.

⁵⁰ Jelin, *op. cit.* 2005



encapuchada, busca crear memoria contrahegemónica activada hacia el conjunto de los manifestantes.

En segundo lugar, la acción encapuchada en Chile, por el mismo movimiento de estar ligada a la activación de una memoria de resistencias, tiene también una intencionalidad que está articulada a un proyecto de rebelión social y política, lo que denota su relevancia en el campo de las luchas sociales en Chile. Las provocaciones y el enfrentamiento directo con la policía, fungen como una contestación contra la autoridad y contra la institucionalidad. Porque la acción encapuchada, como proceso ritual, se enfrenta a esa autoridad sin importar la tendencia política del gobierno, pues se trata de la facción más radical de una izquierda desconfiada que, a pesar de estar excluida, subsiste en formas de organización heterodoxa⁵¹. En este sentido, el simbolismo que se pone en acto mediante la capucha y la performatividad expresada en el acto de enfrentarse la autoridad, más que confirmar estratégicamente su presencia, comunica un proyecto de rebelión social, proyecto que no es necesariamente el mismo para todas y todos los encapuchados. Así, los encapuchados se tornan ellos mismos unos medios de expresión que dan cuenta de la violencia, e irracionalidad escondida en los códigos dominantes, y es por medio de lo que los encapuchados hacen y de cómo lo hacen que dan cuenta que un proyecto distinto al dominante es posible⁵². Develar cuáles son esos proyectos, si tienen sentidos o articulaciones equivalenciales, en función de cada grupo encapuchado, y desentrañar las estructuras de esas significaciones, su campo social y sus alcances, es tarea de futuras investigaciones.

1928

El simbolismo en acto de los encapuchados comunica significados específicos y relevantes, tanto para los manifestantes como para los adversarios. Si en su dinámica general puede ser equivalente al fenómeno *black bloc*, es a nivel de contenido simbólico donde difieren significativamente ambos fenómenos, ya que mientras los *black blocs* están vinculados al movimiento anti-globalización y su práctica no siempre entraña violencia, pudiendo combinarse con tácticas de grupos carnavalescos, con asistencia médica o con protección⁵³, los encapuchados no se articulan con otros grupos, y articulan, a través de su performatividades, memoria contrahegemónica y proyecto histórico de rebelión.

Conclusiones

A través del estudio de la secuencia de actos y de performances que despliegan los encapuchados en el marco de la manifestación del Primero de Mayo Clasista y Combativo en Santiago de Chile, este artículo ha argumentado que dicha acción puede ser mejor comprendida como un proceso ritual cuya eficacia se sitúa en el campo de lo simbólico, más que en el campo de lo material. En tanto proceso, vimos que su dinámica pasa por las

⁵¹ Rafael Agacino, "Hegemonía y contra hegemonía en una contrarrevolución neoliberal madura. La izquierda desconfiada en el Chile post-Pinochet", Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales – CLACSO. *Grupo de Trabajo Hegemonías y emancipaciones*. Caracas, enero 30-31, 2006.

⁵² Melucci, *op. cit.* 1985

⁵³ D'Angelo, *op. cit.*, 2014; Juris, *op. cit.*, 2005; Dupuis-Deri, *op. cit.*, 2010.



cuatro fases típicas del drama social, que son la separación del grupo, la indistinción o *communitas* expresada en el enfrentamiento violento, la acción correctiva de la policía, y una reincorporación, más que cisma, una vez terminada la manifestación. La persistencia de este fenómeno y sus dinámicas dan cuenta, además, de su relevancia como comunicador de significados, tanto hacia el conjunto de los manifestantes (endógeno), como hacia el adversario y la población general (exógeno).

En sentido endógeno, la acción encapuchada pone de manifiesto, a través de la activación de una memoria contrahegemónica, las luchas y resistencias populares contra una dictadura autoritaria. Se trata de traer al presente, a través del acto de poner el cuerpo frente a la policía, los sacrificios de todos los desaparecidos, torturados y asesinados. En sentido exógeno, la acción encapuchada pone de manifiesto un proyecto de rebelión radical contra la institucionalidad política, a través de la serie de escenificaciones que operan durante el enfrentamiento violento con la policía. La acción encapuchada, más que intentar derrocar el sistema en su dinámica confrontativa, está expresando al adversario y a la sociedad, a través del cómo hacen lo que hacen, un proyecto de transformación posible.

Lo recién presentado nos empuja a reflexionar más profundamente en torno a la relevancia de un fenómeno que se resiste a desaparecer de las manifestaciones contestatarias en Chile. En este artículo propuse un análisis que subraya la relevancia en términos rituales, performativos y simbólicos, de la acción encapuchada, atendiendo al cómo, a través de sus actos, los encapuchados comunican significados y valores sociales relevantes a la sociedad. En este sentido, cobran relevancia las palabras de Contreras, para quien “En estos contextos de lucha frontal contra sus enemigos, principalmente la policía y el capital, estos jóvenes se alinean bajo la capucha y el fuego, dos elementos simbólicos y de representación de los espacios de acción más radical de la juventud rebelde (de los 90...). La capucha como símbolo de radicalidad y confrontación, y el fuego como elemento de lucha, expresado en las barricadas y las molotovs”⁵⁴. Este enfoque permite superar la tendencia a ver el fenómeno encapuchado simplemente como actos marginales de individuos o grupos aislados, vándalos o provocadores que emplean una violencia sin sentido. Por el contrario, permite observar este fenómeno articulándolo con la historia y trayectorias de las luchas sociales en Chile, cuyas dinámicas performativas tienen un carácter simbólico cargado de sentido, abriendo vías interpretativas, poco exploradas, sobre el rol que lo simbólico juega en las protestas y manifestaciones contestatarias contemporáneas.

⁵⁴ Contreras, *op. cit.* 2005, 223-224.



Bibliografía.

Fuentes impresas.

Contreras, Tamara, "Los "11" en democracia: ¿vandalismo anónimo o nueva radicalidad política juvenil?", Zarzuri, Raúl, Ganter, Rodrigo (comp.), *Jóvenes: la diferencia como consigna. Ensayos sobre la diversidad cultural juvenil*, Santiago, Ediciones CESC, 2005, 211-238.

Engels, Federico, "Introducción a Marx. Las luchas de clase en Francia de 1848-1850", Marx, Karl, Engels, Federico, *Obras Escogidas*, Moscú, Progreso, 1977 [1891].

Garcés, Mario, *El despertar de la sociedad. Los movimientos sociales en América Latina y Chile*, Santiago, LOM Ediciones, 2012.

Geertz, Clifford, *La interpretación de las culturas*, Barcelona, Gedisa, 2003 [1973].

Gluckman, Max, "Rituals of Rebellion in South-East Africa", Max Gluckman, *Order and Rebellion in Tribal Africa*, London, Routledge, 1963 [1954].

Graeber, David, *Fragments of an Anarchist Anthropology*, Chicago, Prickly Paradigm Press, 2004.

Grau, Olga, "El encapuchamiento de la memoria", Richard, Nelly (Ed.), *Políticas y Estéticas de la Memoria*, Santiago, Editorial cuarto Propio, 2000, 199-204.

Imilan, Walter, "Performance", Dhan Zunino, Guillermo Giucci, y Paola Jirón (eds.), *Términos clave para los estudios de movilidad en América Latina*, Buenos Aires, Biblos, 2018, 147-152.

Juris, Jeffrey, "Embodying Protest: Culture and Performance within Social Movements", Britta Baumgarten, Priska Daphi, Peter Ullrich (eds.), *Conceptualizing culture in social movement research*, London, Palgrave Macmillan, 2014, 227-247.

Rosas, Pedro, "Luka: Subversivo y rebelde de la transición chilena. Un ejercicio de Historia Oral y memoria", Zarzuri, Raúl, Ganter, Rodrigo (Comp.). *Jóvenes: la diferencia como consigna. Ensayos sobre la diversidad cultural juvenil*, Santiago, Ediciones CESC, 2005, 239-261.

Rosas, Pedro, *Rebeldía, subversión y prisión política. Crimen y castigo en la transición chilena*, Santiago, LOM Ediciones, 2004.

Salazar, Gabriel, *La violencia política popular en las 'Grandes Alamedas'. La violencia en Chile 1947-1987 (Una perspectiva histórico popular)*, Santiago, LOM Ediciones, 2006 [1990].

Schröter, Susanne, "Rituals of Rebellion - Rebellion as Ritual: A Theory Reconsidered", Jens Kreinath, Constance Hartung, and Annette Deschner (eds.) *The Dynamics of Changing Rituals. The Transformation of Religious Rituals within Their Social and Cultural Context*, New York, Peter Lang Publishers, 2004, 41-57.

Taylor, Diana, *The Archive and the Repertoire. Performing Cultural Memory in the Americas*. Durham, Duke University Press, 2003.

Tilly, Charles, *From Mobilization to Revolution*, New York, Random House-McGraw-Hill Publishing Co, 1978.

Tilly, Charles, *Popular Contention in Great Britain, 1758-1834*, Boulder, Paradigm Publishers, 2005 [1995].

Turner, Victor, *El proceso ritual. Estructura y antiestructura*, Madrid, Editorial Taurus, 1988 [1968].



Turner, Victor, *On the Edge of the Bush. Anthropology as Experience*, Tucson, AZ, University of Arizona Press, 1985.

Zarzuri, Raúl, Contreras, Tamara, "Jóvenes y violencia. Los usos de la violencia y la construcción de la participación juvenil", de la Fuente, Gloria, Contreras, Sergio, Paulo, Hidalgo, Sau, Julio (eds.), *Participación y nuevos desafíos político-institucionales*, Santiago, LOM, 2009, 113-148.

Zunino, Dhan, "Ritmo/ritmoanálisis", Dhan Zunino, Guillermo Giucci, y Paola Jirón (eds.), *Términos clave para los estudios de movilidad en América Latina*, Buenos Aires, Biblos, 2018, 161-170.

Fuentes electrónicas y digitales.

Agacino, Rafael, "Hegemonía y contra hegemonía en una contrarrevolución neoliberal madura. La izquierda desconfiada en el Chile post-Pinochet", Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales - CLACSO. *Grupo de Trabajo Hegemonías y emancipaciones*. Caracas, enero 30-31, 2006.

Aguilera, Oscar, "Medios de comunicación en Chile, movimientos juveniles y políticas de la visibilidad", *Comunicação, Mídia e Consumo* 5: 14, 2008, 55-68.

Bell, Catherine, *Ritual Theory, Ritual Practice*, Oxford, Oxford University Press, 2009 [1992].

D'Angelo, Valerio, "Violencia contra violencia. Un análisis de la táctica "Black Bloc"", *Revista Española de Ciencia Política* 36, 2014, 13-33.

Desai, Manisha, "The Possibilities and Perils for Scholar-Activists and Activist-Scholars. Reflections on the Feminist Dialogues", Jeffrey Juris, Alex Khasnabish (eds.), *Insurgent Encounters. Transnational Activism, Ethnography, & the Political*, Durham, Duke University Press, 2013, 89-107.

Dupuis-Déri, Francis, "The Black Blocs Ten Years after Seattle. Anarchism, Direct Action, and Deliberative Practices" *Journal for the Study of Radicalism* 4: 2, 2010, 45-82

Durán, Carlos, "El acontecimiento estudiantil y el viraje del proceso sociopolítico chileno", *Revista OSAL*, XIII: 3, 2012, 39-59.

Goicovic, Igor, "Temas y debates en la historia de la violencia política en Chile", *Contenciosa*, II: 3, 2014, 1-16.

Gómez, Juan Carlos, Los encapuchados, actores anticapitalistas de la posmodernidad neoliberal, *Rebelión*, 2016, <http://www.rebelion.org/noticia.php?id=213339>.

Graeber, David, "The New Anarchists" *New Left Review* 13: 5, 2002, 66-78.

Jelin, Elizabeth, "Exclusión, memorias y luchas políticas", CLACSO, *Estudios Latinoamericanos sobre cultura y transformaciones sociales en tiempos de globalización*, Buenos Aires, CLACSO, 2005.

Juris, Jeffrey, "Violence Performed and Imagined. Militant Action, the Black Bloc and the Mass Media in Genoa" *Critique of Anthropology* 25:4, 2005, 413-432. DOI: <https://doi.org/10.1177/0308275X05058657>.

Kerfoot, Abby, "Inequality, Organization, and Change in Chile: How Students Mobilized a Nation Around the Cause of Education Reform", *The Washington University International Review*, IV, 2015, 8-15.



Le Breton, David, "Mauss et la naissance de la sociologie du corps", *Revue du MAUSS* 36: 2, 2010, 371-384.

Lefebvre, Henri, *Rhythmanalysis. Space, time and everyday life*, London, Continuum, 2004 [1992].

Mayol, Alberto, Carla Azócar, "Politización del malestar, movilización social y transformación ideológica: el caso "Chile 2011""", *Polis, Revista de la Universidad Bolivariana* 10: 30, 2011, 163-184.

Medel, Rodrigo, Nicolás Somma, "¿Marchas, ocupaciones o barricadas? Explorando los determinantes de las tácticas de la protesta en Chile", *Política y gobierno* XXIII: 1, 2016, 163-199.

Melucci, Alberto, "The Symbolic Challenge of Contemporary Movements", *Social Research* 52: 4, 1985, 789-816.

Piper, Isabel, "Violencia política, miedo y amenaza en lugares de memoria", *Athena digital. Revista de pensamiento e investigación social*, 15: 4, 2015, 155-172.

Pousadela, Inés, "Protest and Proposal, Participation and Representation: the Chilean Student Movement, 2011-12", *Development in Practice* 23: 5-6, 2013, 685-700.

Ramos, Tamara, "Representaciones sociales de manifestantes sobre la interacción con Carabineros de Chile en las manifestaciones. Hacia una teoría fundada", *Revista Némesis* XI, 2014, 31-44.

Rappaport, Joanne, "Beyond Participant Observation: Collaborative Ethnography as Theoretical Innovation", *Collaborative Anthropologies* 1, 2008, 1-31.

Restrepo, Eduardo, *Etnografía. Alcances, técnicas y éticas*, Lima, Fondo Editorial de la Universidad Nacional Mayor de San Marcos, 2018.

Richard Schechner, *Performance Studies: An Introduction*, London, Routledge, 2013 [2002].

Richard Schechner, *Performance Theory*, New York, Routledge, 2005 [1988].

Rivera, Guillermo, Karol Morales, Javiera Pavez, "La criminalización de los movimientos sociales: un análisis discursivo sobre la retórica que construye la ley antientapuchados en Chile", *Revista de estudios cotidianos* 4: 1, 2016, 92-116.

Somma, Nicolás, "Protestas y conflictos en el Chile contemporáneo: quince tesis para la discusión", Rodrigo Araya, Florencio Ceballos (eds.), *Conflictos, controversias y disyuntivas*, Santiago, Ediciones Abierta, 2017, 37-86.

Turner, Victor, "Symbolic Studies", *Annual Review of Anthropology* 4, 1975, 145-161.

Wilson, Monica, "Nyakyusa Ritual and Symbolism", *American Anthropologist* 56:2, 1954, 228-241.

Zarzuri, Raúl, "Jóvenes, violencia y medios de comunicación", *Revista da Associação Nacional dos Programas de Pós-Graduação em Comunicação | E-compós*, 11: 3, 2008, 1-23.



Repertorios y espacio público de trabajadores y estudiantes en Chile a comienzos del siglo XXI

Repertoires and public space of workers and students in Chile at the beginning of the 21st century

Nicolás Orellana Águila*

D.R. © 2020. Perfiles Latinoamericanos
Licencia Creative Commons Atribución-NoComercial-
SinDerivar (CC BY-NC-ND) 4.0 Internacional

Perfiles Latinoamericanos, 28(56) | 2020 | e-issn: 2309-4982
doi: <http://doi.org/10.18504/pl2856-005-2020>

Recibido: 5 de abril de 2019

Aceptado: 17 de febrero de 2020

Resumen

Este artículo examina los repertorios de contestación de trabajadores y estudiantes en Chile y la relación de ello con el espacio público, durante los primeros doce años del siglo XXI. Con base en las *Cronologías del Conflicto Social* del Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, se han elaborado catálogos de acciones contestatarias describiendo sus formas, adversarios y el carácter de las demandas de cada actor, para construir los repertorios de contestación. Se explora cómo estos últimos implican un uso y apropiación diferencial del espacio público, constituyéndose así en el punto característico del impacto público e institucional que las movilizaciones tienen en la discusión política de cada actor.

Palabras clave: Chile, repertorios de contestación, trabajadores, estudiantes, espacio público, siglo XXI.

Abstract

This paper examines the workers and student's repertoires of contention and its relationship with public space in Chile during the first twelve years of 21st century. Building event catalogues of contentious actions based on the *Cronologías del Conflicto Social* of the Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales, forms of action, adversaries, and character of demands are described according to each actor, to construct their repertoires of contention. Then, it explores how these repertoires imply a different use and appropriation of the public space, which constitutes a distinctive point of the differential impact that the mobilizations have on the political discussion of each actor.

Keywords: Chile, repertoires of contention, workers, students, public space, 21st century.

* Doctor en Ciencias Políticas y Sociales. Posdoctorante en el Instituto de Asuntos Públicos de la Universidad de Chile. Profesor en la Universidad Bernardo O'Higgins (Chile) | nicolasorellana@iap.uchile.cl

Introducción

Durante las últimas tres décadas, la movilización en Chile ha sido persistente en la realidad social y política, aunque de forma discontinua. Desde el fin de la dictadura cívico-militar (1973-1990) se han vivido épocas de desmovilización y de removilización de distintos actores que han emergido en la escena contestataria, con distintos niveles de extensión, duración y magnitud (Durán, 1997; Garcés, 2012). Entre las movilizaciones más relevantes, se encuentran las de estudiantes, trabajadores, pueblo mapuche, pobladores y, en la última década, las medioambientales. En este marco, la agenda de investigación sobre la movilización y la protesta social en Chile ha tenido un gran avance (Aguilera, 2012; Garcés, 2012; Salazar, 2012; GESP, 2015; Salinas, 2016; Mayol & Azócar, 2011; Cancino, 2012; Dodemmel & Peña y Lillo, 2008). El ciclo de movilización iniciado en 2006 con las protestas estudiantiles secundarias marcó un punto de inflexión para la investigación social del tema, hasta entonces centrada en la explicación de los procesos de desmovilización y desafección política propia del periodo de transición (Álvarez, 2014; Baño, 1997/1998; Durán, 1997; Bastías, 2010; Moulian, 1994; Osorio & Gaudichaud, 2018; Rovira, 2007; Valdivia, 2013). Desde ese momento los estudios del campo han documentado abundantemente distintas movilizaciones, en particular las estudiantiles, apuntando el aumento de la conflictividad social, la transformación de los repertorios de movilización y el impacto de las demandas en la institucionalidad política (Mayol, Azócar & Brega, 2011; Durán, 2012; Borri, 2016; Agacino, 2013; Fernández, 2012; Núñez, 2012).

Si bien se ha incrementado de manera sustantiva el acervo de conocimiento en el área, una parte importante de las investigaciones acerca de los procesos de movilización y de protesta social en Chile de principios de siglo, comparten la idea de que las estrategias y tácticas de los manifestantes se han transformado en tal magnitud que se habría operado un cambio en los repertorios de contestación (Tricot, 2012; Aguilera, 2012; Fernández, 2013; Cancino, 2012; Aguilera & Álvarez, 2015; Pulgar, 2011; Rifo, 2013; Millaleo & Velasco, 2013; Berroeta & Sandoval, 2014; Molina, 2013; Cuadra, 2014), entendidos como el conjunto limitado de rutinas que expresan demandas y conflictos entre actores (Tilly, 2005). Estas transformaciones, movilizadas sobre todo por los estudiantes, habrían instalado nuevos repertorios en el conjunto social contestatario, cuyas innovaciones incidirían en el impacto social y político de las demandas.

Sin embargo, la evidencia global y sectorial pareciera mostrar que las formas de la protesta varían según los actores, que cada uno de estos despliega reper-

torios mucho más estables y limitados de lo que se piensa, y que los que más se movilizan no son necesariamente los más visibles en la escena pública (Garretón, Joignant, Somma & Campos, 2017; Orellana, 2017). Esto es en particular evidente al comparar los casos de trabajadores y estudiantes, los que más se movilizan en Chile. Cada uno de ellos ha experimentado una historia distinta por cuanto a su interacción conflictiva con el Estado, las leyes específicas que los regulan, y las formas organizativas que han desarrollado. Quizás el ejemplo más ilustrativo, para el caso de los trabajadores, es el Plan Laboral de 1979, cuyos decretos ley sobre organización sindical y negociación colectiva (D. L. 2.756 y D. L. 2.758, respectivamente) restringieron el poder y la capacidad de movilización del mundo laboral. Para el caso de los estudiantes, la creación de la Confederación de Estudiantes de Chile (Confech) en 1984, como plataforma para luchar por la democracia (CEQUIF, 2014), además de organizaciones secundarias como la Asamblea Coordinadora de Estudiantes Secundarios (ACES) y la Coordinadora Nacional de Estudiantes Secundarios (Cones), han permitido mantener un nivel de coordinación y una capacidad de movilización del mundo estudiantil más allá de las coyunturas políticas. Estas distintas situaciones han repercutido en procesos distintos, cuyos repertorios son diferentes y cuyas movilizaciones, que significan un uso y apropiación distinta del espacio público, han tenido impactos diferenciales en la agenda pública, con una resonancia a nivel político institucional que también dista sensiblemente.

En tal marco, en este artículo se indaga en las distintas maneras en que el uso y apropiación del espacio público, expresados en los repertorios de contestación de trabajadores y estudiantes, han influido en la incidencia política de las movilizaciones de estudiantes y trabajadores en Chile durante el periodo 2000-2011. La hipótesis-guía es que las diferencias en los repertorios de estudiantes y trabajadores implican un uso y apropiación distintos del espacio público, lo que incide en el impacto desigual de las demandas de cada actor en la esfera pública político-institucional. Se mostrará así que los estudiantes despliegan un repertorio de contestación modular, cosmopolita y autónomo, imbricado orgánicamente con el espacio público, mientras que los trabajadores han usado un repertorio que tiende a lo particular, que es parroquial y bifurcado e imbricado en sus lugares de trabajo. Estas particularidades involucran diferentes lógicas de contestación, que inciden en el impacto de las movilizaciones de cada actor en la discusión pública, ya que si los primeros logran insertar su agenda en la esfera político-institucional, los segundos emergen públicamente en situaciones contingentes.

Para esto se han utilizado los datos de las *Cronologías del Conflicto Social* del Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO), cuyos informes representan una valiosa contribución para describir y analizar los procesos de movi-

lización que se llevaron a cabo en la primera década del presente siglo.¹ A partir de estas cronologías se elaboró un catálogo de movilizaciones que va de enero de 2000 a diciembre de 2011, el cual describe, entre otros aspectos, al actor, sus formas de acción, el adversario y las demandas. De este modo se han identificado 2272 acciones, seis categorías de actores, diez formas de acción, cinco adversarios principales y nueve demandas centrales.

La información de las cronologías se basa en revisión de prensa, lo que conforma un valioso cuerpo de evidencia para analizar el conflicto social. Basarse en este tipo de datos lleva a priorizar los periodos de movilización pública y discontinua (Tilly, 2005), por sobre las formas cotidianas de compromiso político y social. Sin embargo, entendiendo que tanto los momentos de latencia como de visibilidad se relacionan recíprocamente (Melucci, 1989; Véron, 2016), esta información debe ser tratada con precaución evitando equiparar el activismo con la protesta pública. La revisión de prensa, por otra parte, exige una mirada atenta del tratamiento que los medios de comunicación dan a los conflictos sociales, ya que difícilmente captan sus temporalidades e intensidades (Aguilera & Álvarez, 2015). Las cronologías del CLACSO enmiendan esto recurriendo, desde 2004, a fuentes de circulación nacional (*El Mercurio*, *La Tercera*), y otras locales (*Mapuexpress*, *IndyMedia Chile*, *Punto Final*, *Liberación*, entre otros). Tomando estas precauciones se puede evitar interpretaciones ingenuas de la conflictividad en Chile.

Con estas consideraciones, este artículo presenta, en primer lugar, la discusión teórica que lo guía, la cual se centra en los conceptos de espacio público y de repertorios de contestación. Luego, a partir de los datos de las cronologías, se analizan las características y diferencias de los repertorios de contestación de trabajadores y estudiantes. En la tercera parte se comparan estos repertorios, para finalizar analizando su relación con el espacio público respecto del impacto político e institucional de los conflictos de cada actor.

Espacio público y repertorios de contestación

El espacio público puede entenderse como aquel al que “todos los ciudadanos tienen el derecho de acceder” (Bloomley, 2009, p. 602). Asociado tradicionalmente con la esfera pública, el espacio público es el sitio de deliberación y de acción comunicativa donde se debate por medio de discursos racionales (Habermas, 1991). Mientras que en su sentido de espacio social o colectivo

¹ Los informes de las *Cronologías* fueron trimestrales entre enero de 2000 y abril de 2007, y pasaron a ser mensuales entre mayo de 2007 y agosto de 2012.

(Delgado, s. a.), estaría articulado al lugar de la expresión democrática. Sin embargo, la integración de esta esfera pública, libre de arbitrariedades y que permita efectivamente un debate democrático y la construcción de ciudadanía, habría sido colonizada por la razón instrumental, lo que hace de ella una promesa incumplida de la modernidad (Salcedo, 2002).

Se puede argumentar que, producto de las transformaciones estructurales de las últimas décadas, ese espacio público, además de incumplido, pareciera estar vaciándose, privatizándose, y desplazándose hacia espacios de consumo y de sociabilidad privada, deviniendo pseudopúblico (Low, 2006), como los centros comerciales y las comunidades cerradas que, desarticulados de la actividad urbana tradicional (Bähr & Borsdorf, 2005; Janoschka, 2002; Mella, 2013), crean archipiélagos fragmentados (Davis, 2006). En estos los grupos dominantes pueden excluir a los demás actores del uso de espacios con enclaves restringidos, abiertos y espontáneos, pero controlados, vigilados y comerciales, esto es, que son lugares de ejercicio del poder sobre oprimidos, y de construcción de ciudadanía para las élites (Salcedo, 2002). Estas transformaciones han dislocado el espacio público de la esfera pública, de tal modo que el primero se ha desplazado a ser pseudopúblico o aun privado, y la segunda hacia espacios restringidos hasta formalizarse en una institucionalidad política cerrada.

Esta concepción de espacio público, si cuestionada por un ideal normativo y utópico (Fainstein, 1994), ha excluido a gran parte de la población de forma persistente en la historia, y su incorporación paulatina de ciertos segmentos se ha debido a prácticas de resistencia y apropiación radical (Salcedo, 2002); sin embargo, no deja de ser verdad que la sociabilidad contemporánea se ha movido en buena medida hacia espacios semiprivados, como lo demuestra la proliferación de este tipo de estructuras en la ciudad contemporánea. Y que aunque el debate democrático parece tender a cerrarse en la institucionalidad política formal, en realidad no logra completar ese desplazamiento debido a las prácticas de resistencia y de apropiación del espacio público que los actores contestatarios llevan a cabo.

Esto se advierte al observar que existe y persiste la movilización social que ocupa, se apropia y transforma el espacio público, utilizándolo para el debate. El análisis de los repertorios de contestación permite develar los modos en que se ocupa y quiénes ocupan el espacio público como espacio democrático, lo que lleva a distinguir tendencias a largo plazo y los posibles efectos de ello.

El análisis de los repertorios de contestación se encuentra estrechamente vinculado al desarrollo de la investigación sobre los movimientos sociales. Si bien más cercana a la teoría de movilización de recursos (McCarthy & Zald, 1977; McAdam, McCarthy & Zald, 1996; McAdam, Tarrow & Tilly, 2001;

Tilly, 1997), la investigación de repertorios se desmarca de esos límites, ya que aborda la acción contestataria desde una perspectiva interactiva y dinámica (Tilly, 2010), lo que es relevante al considerar que los rasgos característicos de los conflictos es que se presentan como estructuras segmentadas y policéfalas, en una suerte de latencia de cada célula respecto de otra (Melucci, 1983).

Hablar de repertorios requiere abordar empíricamente la acción contestataria, la cual es una acción conflictiva, misma que, además de involucrar al menos dos oponentes, se refiere a actores o a grupos sociales en pugna (Tilly, 2005, 2006; Melucci, 1978; Orellana, 2017). Estas acciones pueden situarse temporal y espacialmente, lo que permite identificar actores, formas de acción, demandas, y analizar los ciclos de protesta con su eventual disruptividad (Tarrow, 1997). Es a partir de la elaboración de grandes catálogos de estas acciones que se pueden identificar los repertorios, esto es, “[...] un conjunto limitado de rutinas que son aprendidas, compartidas y representadas a través de un proceso relativamente deliberado de elección” (Tilly, 2005, p. 42). Los repertorios, por otra parte, son construcciones analíticas que designan la interacción conflictiva entre actores, y su estudio, al centrarse en datos de largo aliento, reduce “la tentación de dejar que pocos espectaculares y bien documentados conflictos dominen la interpretación del cambio” (Tilly, 2005, p. 65).

Al analizar los repertorios, Charles Tilly (1978, 2005, 2006, 2010) observa su transformación en Gran Bretaña entre los años de 1758 y 1834, demostrando que habían pasado de ser parroquiales, porque intereses e interacciones conflictivas se circunscribían a una comunidad singular, a cosmopolitas, porque los conflictos afectaban temas e intereses de centros de poder pertenecientes a varias localidades; de ser particulares, por desplegar acciones distintas en función de los temas, grupos, localidades y los objetos de las demandas, a modulares, en los que la gente despliega acciones similares a través de un rango amplio de temas, grupos, localidades y objetos de demandas (Tilly, 2005, p. 349); y de ser bifurcados, porque al involucrar temas locales se recurría a la acción directa, aunque cuando se trataba de temas de temas nacionales se recurría a la autoridad local, a ser autónomos, porque partían de la iniciativa de los demandantes y establecían comunicación directa entre ellos y los centros de poder nacional (Tilly, 2005, pp. 45-46). Esta transformación tuvo su origen en la expansión del Estado y el desarrollo del capitalismo, los cuales comportaban la nacionalización y la parlamentarización de la contestación (Tilly, 1997, 2008).

La investigación de Tilly es útil como referencia metodológica, ya que comienza describiendo las formas de contestación para luego analizar en el largo plazo la transformación de un repertorio de contestación. En este artículo se

utilizarán estas distinciones para acercarse al cómo diferentes actores (estudiantes y trabajadores) en un mismo territorio (Chile) despliegan repertorios que devienen diferentes impactos en la escena social y política a nivel nacional. Se delimita así el ámbito de análisis, y se discrimina entre una forma de acción y un repertorio, a fin de observar en qué divergen los repertorios de cada actor, y constatar si dicha variación conduce a un uso y apropiación diferencial del espacio público.

Es con tal base que se ha elaborado, a partir de las cronologías del CLACSO, un catálogo de acciones contestatarias que contiene 2272 acciones que se dieron entre enero de 2000 y diciembre de 2011, y que involucraron a 75 actores de primer nivel empírico agrupados en seis categorías, 34 formas de acción agrupadas en diez categorías, y a cinco adversarios principales, y nueve demandas centrales. En lo que sigue se describirá y analizará la acción contestataria midiendo todos los años del catálogo (2000-2011), identificando los principales actores y situándolos en el marco global de contestación en Chile. Luego se profundizará en los actores estudiantil y trabajador para describir sus formas de contestación, con el propósito de analizar y contrastar sus repertorios y su incidencia en el espacio público.

Contestación social en Chile a principios del siglo XXI: principales actores

Identificar los actores de la contestación en Chile es relevante para situar en su contexto global a estudiantes y trabajadores. Las cronologías del CLACSO permiten identificar y describir quiénes son esos actores. La tabla 1 los muestra en función de su categoría y porcentaje de participación por año.

Tabla 1. Porcentaje de participación por actor por año, 2000-2011

Actor/Año	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total general
Estudiantes	32.7	23.4	9.1	15.6	12.5	29.4	19.3	15.9	22.6	9.9	14.0	41.0	22.5
Civil/Social	6.2	7.1	9.1	26.7	27.5	23.5	22.5	24.0	19.4	8.4	15.3	12.9	15.8
Pobladores	0.6	1.4	0.0	0.0	0.0	11.8	10.5	3.9	2.8	5.7	2.2	2.2	3.9
Pueblos originarios	22.2	28.4	21.6	22.2	12.5	23.5	17.9	20.5	12.7	25.2	15.7	11.3	18.3
Territorial	2.5	2.8	1.1	0.0	0.0	0.0	4.6	1.8	4.8	3.1	5.2	12.0	4.8
Trabajadores	35.8	36.9	59.1	35.6	47.5	11.8	25.3	33.9	37.7	47.7	47.6	20.6	34.7
Total general	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

Fuente: Elaboración propia con datos de CLACSO 2000-2011.

La tabla 1 da cuenta, en primer lugar, de que el actor más movilizado son los trabajadores con más de un tercio del total de acciones contestatarias (34.7%, o 788 acciones), y que fue más de la mitad en 2002 (59.1%). Doce puntos abajo se encuentran los estudiantes con 22.5% de participación (512 acciones), la cual tuvo su punto más alto en 2011, con 41%, seguida del año 2000 con 32.7%, y la más baja en 2009 con 9.9%.

Los pueblos originarios, con un 18.3% de participación, y los militantes civiles y sociales, con 15.8%, se sitúan en un nivel intermedio, cada uno con variaciones específicas que podrían indicar coyunturas sociopolíticas o la emergencia de otros actores relevantes. Finalmente los actores territoriales y los pobladores, con 4.8% y 3.9%, respectivamente. Estos son los seis actores más movilizados según el catálogo elaborado.

Los datos muestran que los estudiantes, a pesar de la espectacularidad de sus movilizaciones, no son los que más se manifiestan en Chile, ya que su participación en los años catalogados alcanza 22.5%, mientras que los trabajadores alcanzan el 34.7%. Esto lleva a preguntarse por qué si los estudiantes se manifiestan menos veces que los trabajadores la repercusión de sus movilizaciones es mayor, pues cuatro exdirigentes estudiantiles fueron elegidos diputados en las elecciones de 2013,² y diversas organizaciones que emergieron de las movilizaciones estudiantiles consiguieron la elección de veinte diputados y un senador en 2017, hechos que los trabajadores están lejos de obtener.

Atendiendo a tal pregunta, es relevante describir las formas de acción contestataria de trabajadores y estudiantes, para observar similitudes y diferencias y analizar así si contienen usos distintos del espacio que pudiesen influir en las repercusiones públicas.

Repertorios de contestación de trabajadores y estudiantes

En la tabla 1 se vio que los trabajadores se han movilizado más en Chile entre 2000 y 2011, seguidos por los estudiantes. Si las repercusiones de sus demandas y movilizaciones son tan disímiles, ello tal vez se deba a las diferencias en sus repertorios, es decir, a sus formas de movilización, tipo de demandas, adversarios o interlocutores a los que se dirigen. En lo que sigue se mostrarán estas dimensiones con miras a construir analíticamente el repertorio de cada actor.

² Camila Vallejo, Karol Cariola, Giorgio Jackson y Gabriel Boric.

Formas de acción contestataria de trabajadores y estudiantes

Las formas de acción contestatarias son el aspecto más visible de una movilización conflictiva. Con él se puede rastrear un conflicto entre actores, pues constituye un observable empírico. La tabla 2 resume las formas predominantes de los actores que se movilizaron en los doce años catalogados.

Tabla 2. Formas predominantes de acción contestataria de trabajadores y estudiantes, 2000-2011 (en %)

Año	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total
<i>Forma de acción</i>													
<i>TRABAJADORES</i>													
Asamblea/ Comunicado	0.0	1.9	0.0	0.0	10.5	0.0	2.8	2.1	3.2	7.2	5.5	1.2	3.3
Corte/Bloqueo	10.3	17.3	15.4	12.5	5.3	0.0	13.9	14.6	6.3	1.6	2.8	4.7	8.2
Huelga de Hambre	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	4.2	1.0	4.2	4.0	7.3	4.7	3.2
Judicial	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.1	1.6	0.9	0.0	0.5
Negociación/ Acuerdo	17.2	9.6	5.8	12.5	15.8	0.0	18.1	19.8	10.5	17.6	15.6	8.1	14.1
Ocupación	6.9	11.5	9.6	0.0	5.3	12.5	6.9	13.5	7.4	4.8	6.4	4.7	7.5
Otro	0.0	0.0	0.0	0.0	5.3	0.0	1.4	0.0	0.0	0.8	1.8	1.2	0.8
Paralización/ Huelga	20.7	21.2	34.6	56.3	36.8	0.0	30.6	36.5	30.5	52.0	43.1	41.9	36.9
Provocación/ Violencia	6.9	3.8	1.9	0.0	10.5	0.0	2.8	0.0	7.4	0.0	0.0	1.2	2.4
Reunión contestataria	37.9	34.6	32.7	18.8	10.5	87.5	19.4	12.5	29.5	10.4	16.5	32.6	23.1
<i>ESTUDIANTES</i>													
Asamblea/ Comunicado	0.0	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0	7.3	13.3	5.3	3.8	9.4	16.4	9.0
Corte/Bloqueo	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	6.7	1.8	0.0	0.0	4.1	2.1
Huelga de hambre	1.9	0.0	0.0	0.0	0.0	5.0	0.0	0.0	0.0	0.0	6.3	5.8	2.7
Judicial	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.6	0.2
Negociación/ Acuerdo	13.2	12.1	0.0	0.0	20.0	15.0	14.5	2.2	1.8	3.8	3.1	2.9	6.3
Ocupación	41.5	12.1	12.5	28.6	20.0	10.0	27.3	28.9	35.1	42.3	31.3	18.7	26.0
Otro	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.2	0.0	3.8	0.0	0.0	0.4
Paralización/ Huelga	5.7	9.1	12.5	14.3	0.0	5.0	10.9	6.7	5.3	3.8	0.0	1.8	4.9
Provocación/ Violencia	1.9	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.8	6.7	3.5	11.5	3.1	4.1	3.7
Reunión contestataria	35.8	60.6	75.0	57.1	60.0	65.0	38.2	33.3	47.4	30.8	46.9	45.6	44.7

Fuente: Elaboración propia con datos de CLACSO 2000-2011.

La tabla 2 revela que existen diferencias significativas entre las formas de acción contestataria de los trabajadores y las de los estudiantes. Para el caso de

los primeros, la principal se compone de paralizaciones y de huelgas laborales hasta sumar el 36.9% (291) del total, cifra en la que el 20.3% corresponde a huelgas, y el 79.7% a paros laborales locales (32.6%), sectoriales (45.7%) y nacionales (1.4%). Los trabajadores recurren también a la manifestación pública en un 23.1% (182 acciones), destacándose las marchas y los paros nacionales. En tercer lugar, hay que señalar las negociaciones y acuerdos a los que llegan con sus interlocutores. Dado que la negociación forma parte del proceso del conflicto y que el acuerdo es su resolución, es relevante notar que estos conforman un 14.1% del total de acciones.

El caso de los estudiantes dista significativamente del de los trabajadores. Se observa en la tabla 2 que su forma fundamental de manifestación es la reunión contestataria, es decir, “asambleas públicas visibles en las que intereses en conflicto están claramente en juego” (Tilly, 1978, p. 8), que reflejan un 44.7% (229) de sus acciones. Casi el doble, porcentualmente hablando, respecto de los trabajadores. En segundo lugar, los estudiantes echan mano de la ocupación en el 26% de sus acciones (133), típicamente tomas de liceos, carreras, facultades o universidades, o de irrupciones en instituciones en momentos de reunión de las autoridades políticas. La toma u ocupación de facultades o liceos es una forma tradicional de la movilización estudiantil, y se las encuentra en cada proceso de movilización desde mediados de la década de 1990. Una tercera forma de acción son las asambleas y comunicados, que conforman el 9% (46 veces). Esta forma de acción importa por cuanto ella comienza a utilizarse de modo sistemático en 2006 hasta ser el 16.4% en 2011, lo que quiere decir que tanto la forma de organizarse, como la comunicación pública de sus resoluciones, son relevantes para este actor.

La tabla 2 entrega elementos para un análisis comparado de repertorios. Mientras que las formas de acción predominantes de trabajadores se sitúan en su ámbito de trabajo, con más del 50% de sus acciones en interacción con su espacio laboral mediante la paralización, la huelga, la negociación o el acuerdo, entre los estudiantes más del 50% de sus formas de acción pertenecen a la expresión pública de demandas, sea mediante reuniones contestatarias que ocupan masivamente la calle, o mediante comunicados públicos y asambleas. Para los trabajadores la contestación pareciera ceñirse al espacio laboral; para los estudiantes la apropiación del espacio público comunica demandas que se extienden más allá de sus límites en tanto actor.

Las formas de acción son el primer aspecto con discordancias significativas entre ambos actores. Para profundizar el análisis de repertorios, es necesario saber quiénes son los adversarios principales con los que aquellos interactúan conflictivamente, y su tipo de demandas. Ambas dimensiones se presentan a continuación.

Principales adversarios de trabajadores y estudiantes

Si las formas de acción contestataria son el componente inmediatamente observable para comenzar a rastrear un conflicto, la identificación del adversario es por igual relevante, por cuanto define la interacción y el potencial alcance de ella, en el sentido de que adversarios más generales implicarían actores más cosmopolitas, y los más particulares a actores más parroquiales. La tabla 3 muestra los adversarios principales de trabajadores y estudiantes.³

Tabla 3. Principales adversarios de trabajadores y estudiantes, 2000-2011 (en %)													
AÑO	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total general
ADVERSARIO													
ESTUDIANTES													
Empresa	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3.8	0.0	3.5	1.4
Gobierno central	52.8	84.8	75.0	85.7	40.0	70.0	72.7	46.7	64.9	30.8	90.6	74.3	67.6
Gobierno local	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.8	2.2	1.8	0.0	6.3	2.3	1.8
Gobierno regional	0.0	9.1	12.5	0.0	0.0	15.0	3.6	13.3	1.8	0.0	0.0	0.6	3.3
Institución	39.6	0.0	12.5	14.3	20.0	0.0	9.1	24.4	24.6	53.8	0.0	2.9	14.3
Total													88.3
TRABAJADORES													
Empresa	17.2	21.2	15.4	18.8	5.3	12.5	30.6	62.5	45.3	23.2	51.4	51.2	36.5
Gobierno central	62.1	53.8	69.2	56.3	57.9	75.0	41.7	24.0	32.6	60.8	40.4	26.7	44.8
Gobierno local	8.6	3.8	9.6	0.0	5.3	0.0	2.8	1.0	4.2	1.6	1.8	14.0	4.6
Gobierno regional	5.2	5.8	3.8	6.3	0.0	0.0	2.8	3.1	0.0	2.4	1.8	0.0	2.4
Institución	0.0	1.9	0.0	0.0	0.0	0.0	16.7	4.2	11.6	3.2	2.8	0.0	4.4
Total													92.8

Fuente: Elaboración propia con datos de CLACSO 2000-2011.

Como se ve en la tabla 3 el gobierno central es el principal adversario de ambos actores, pero mientras que para los estudiantes es una demanda fundamentalmente exógena, para los trabajadores es principalmente endógena, pues el 55.3% la realizan los trabajadores del propio Estado (empleados públicos y profesores).⁴ Los estudiantes, en cambio, tienen una clara tendencia a concentrar sus demandas exógenamente en el gobierno central, con más de dos tercios, 67.6%, o 346

³ Se suprimieron adversarios marginales para ambos actores, por ejemplo, carabineros (0.2% para estudiantes; 0.1% para trabajadores). Pero con fines comparativos se mantuvieron los que para uno eran relevantes y para el otro marginales, por ejemplo, la empresa (28% para trabajadores; 1.4% para estudiantes). La sumatoria de adversarios incluidos para ambos es de alrededor de 90%.

⁴ Datos extraídos del catálogo elaborado con las cronologías del CLACSO.

de sus acciones, independientemente de su tipo de demandas. Muy por debajo se encuentran las demandas endógenas orientadas hacia la institución (14.3%), esto es, conflictos entre los estudiantes con un liceo, facultad o universidad. Los otros adversarios aparecen como irrelevantes. Los trabajadores, por el contrario, tienden en demasía a identificar su adversario de modo endógeno, ya que el 36.5% (288 acciones) lo compone la empresa, además de que el 55.3% de las demandas hacia el gobierno central la realizan trabajadores del propio Estado, con lo que suman 61.2%.⁵ Además, el total de los conflictos de trabajadores cuyos adversarios son los gobiernos regional y local, son también endógenos. Esto quiere decir que el 72.6% son de este carácter. Mientras para los estudiantes demandante y demandado están separados institucionalmente, para los trabajadores los adversarios pertenecen esencialmente a la propia empresa o institución.

A esta disímil orientación de adversarios se corresponde una disímil diversidad de los mismos. El gobierno central es una figura que conlleva a que el conflicto, independientemente del personaje al que se oriente la demanda (presidente, ministros o subsecretarios), se sitúa a nivel político y nacional, por ejemplo, la demanda estudiantil en 2011 de educación pública, gratuita y de calidad. En una sola figura se concentra el conjunto de demandas públicas, y sus resultados afectan a sectores más amplios que a los propios estudiantes. Pero cuando el adversario es una empresa o la propia institución, la lógica de acción es distinta, sobre todo porque su alcance se limita a la interacción conflictiva entre los contestatarios y los directores de las empresas o instituciones, concentrando demandas principalmente privadas. En estos casos, los adversarios son particulares y los efectos de la movilización afectan solo a los contendientes, como el acuerdo para aumentos salariales entre trabajadores y directivos de Alsacia en julio de 2007. Emerge así una variedad de adversarios cuyo alcance es limitado. Para los estudiantes, solo el 14.3% de sus demandas se dirigen a la institución, mientras que entre los trabajadores, ese porcentaje aumenta al 61.2% (4.2 veces). Este aspecto indica que si para los trabajadores prima la dispersión y un limitado alcance de adversarios y conflictos, para los estudiantes prima la concentración del adversario, y un incremento del alcance de los conflictos.

Los adversarios configuran una segunda dimensión para construir los repertorios. Aquí se mostró que, en tanto los estudiantes concentran sus demandas de modo exógeno y esencialmente en el gobierno central, los trabajadores observan un carácter endógeno, lo que lleva a una mayor dispersión y multiplicidad de adversarios en función de su lugar de trabajo. Una descripción del tipo de demandas que realiza cada actor dará cuenta de forma más completa sobre cuál es la orientación conflictiva general de trabajadores y estudiantes.

⁵ El 55.3 del 44.8% es 24.7, el cual se suma al 36.5% de la empresa.

Tipos de demandas de trabajadores y estudiantes

Si las formas de acción contestataria componen el modo de expresión empírico y los adversarios definen la interacción y su potencial alcance, las demandas constituyen el contenido de la interacción conflictiva, puesto que ellas dan cuenta de lo que se desea transformar. En esta dimensión es de esperar que cada actor enarbole demandas que afecten directa, aunque no necesariamente de modo exclusivo, sus intereses. La tabla 4 reseña las principales demandas de estudiantes y trabajadores.⁶

Tabla 4. Principales demandas de trabajadores y estudiantes, 2000-2011 (en %)

AÑO	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total general
<i>TRABAJADORES</i>													
Condiciones	0.0	1.9	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	10.5	16.8	14.7	11.6	7.4
Derechos humanos	0.0	0.0	0.0	0.0	5.3	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.1
Derechos sexuales	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.1	0.0	0.0	0.0	0.3
Educación	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.4	0.0	2.1	3.2	0.9	1.2	1.1
Empleo	8.6	21.2	21.2	12.5	10.5	37.5	1.4	4.2	5.3	1.6	19.3	9.3	9.5
Laborales	58.6	44.2	42.3	62.5	52.6	25.0	79.2	83.3	68.4	68.8	59.6	58.1	64.0
Política económica	27.6	21.2	17.3	6.3	0.0	0.0	1.4	4.2	4.2	0.0	0.0	1.2	6.0
Servicios básicos	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	1.4	1.0	1.1	0.8	1.8	0.0	0.8
Solidaridad	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	2.4	0.0	1.2	0.5
													89.6
<i>ESTUDIANTES</i>													
Condiciones	5.7	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	12.3	11.5	21.9	2.3	4.7
Derechos humanos	1.9	3.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3.6	15.6	0.0	3.8	3.1	2.3	3.3
Derechos sociales	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	3.1	0.0	0.2
Educación	75.5	33.3	100.0	100.0	80.0	75.0	78.2	46.7	75.4	69.2	37.5	73.7	68.0
Empleo	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.6	0.2
Política económica	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	6.3	0.0	0.4
Servicios básicos	7.5	48.5	0.0	0.0	0.0	20.0	7.3	26.7	5.3	0.0	9.4	6.4	11.1
Solidaridad	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	4.4	1.8	3.8	9.4	0.6	1.6
													89.5

Fuente: Elaboración propia con datos de CLACSO 2000-2011.

⁶ Se han suprimido las demandas marginales. La suma de demandas seleccionada es de alrededor de 90%.

La tabla 4 indica que las demandas de ambos actores son distintas. Las de los trabajadores de tipo laboral suman directamente el 64% del total, e indirectamente un 22.9%, incluyendo condiciones laborales, exigencia de empleo y rechazo de políticas económicas que afectan el trabajo. Por su parte, el 68% de las demandas de los estudiantes se concentran en temas educativos, y un 15.8% en cuestiones relacionadas con infraestructura y servicios estudiantiles como pasaje escolar y becas de alimentación. Esto quiere decir que el 86.9% de las demandas de los primeros tienen que ver directa o indirectamente con el trabajo, y el 83.8 % de las estudiantiles se relacionan directa o indirectamente con lo estudiantil, lo que pone de relieve un estrecho vínculo entre demandas e intereses de cada actor.

Tabla 5. Efectos de las demandas de trabajadores y estudiantes, 2000-2011 (en %)

TRABAJADORES													
Efecto	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total general
No	86.7	81.8	63.6	40.0	50.0	0.0	93.5	86.7	84.2	80.0	78.1	89.8	81.7
Si	13.3	18.2	36.4	60.0	50.0	100.0	6.5	13.3	15.8	20.0	21.9	10.2	18.3
ESTUDIANTES													
Efecto	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Total general
No	94.9	90.9	87.5	100.0	100.0	100.0	41.5	55.6	32.6	70.6	63.6	3.6	48.0
Si	5.1	9.1	12.5	0.0	0.0	0.0	58.5	44.4	67.4	29.4	36.4	96.4	52.0

La tabla 5 nos dice que entre los trabajadores predominan las demandas cuyos efectos se centrarían en sus intereses inmediatos, con el 81.7% del total de sus acciones. Esto es consistente en el tiempo y, salvo entre 2003 y 2005, en todos los años sus demandas tienen ese comportamiento. Si se considera que el 61.2% de sus adversarios son endógenos, se mantiene la idea de que sus intereses, demandas y acciones se restringen a su ámbito laboral interno y local, lo que sostiene el carácter parroquial de su repertorio.

de los efectos de sus demandas desbordarían a este actor, no es muy distinto durante gran parte de los años catalogados ya que, salvo 2006, 2008 y 2011, el tipo de demanda estudiantil beneficiaría a los propios estudiantes. El año 2011, que representa más del 40% de las acciones estudiantiles, inclina la balanza global. Sin embargo, existen diferencias significativas con los trabajadores: primero, que en 2006 y 2011, los años de mayores manifestaciones estudiantiles, predominan las demandas cuyos efectos desbordan al actor estudiantil (58.5% y 96.4%, respectivamente), y segundo, que el adversario principal es, exógenamente, el Estado, con un 67.6% (tabla 3). Estos dos elementos distintivos entre trabajadores y estudiantes indican que los primeros expresan intereses e interacciones conflictivas circunscritas a su espacio particular, en tanto que los segundos, en los años de mayor actividad contestataria, refieren temas e intereses generales que afectan centros de poder e involucran varias localidades. Esto significa que los trabajadores se expresan prioritariamente de modo parroquial, y que los estudiantes lo hacen de modo cosmopolita.

Análisis de repertorios y repercusión pública entre trabajadores y estudiantes

En las páginas precedentes se observó que los trabajadores y estudiantes son quienes más han participado de acciones contestatarias entre 2000 y 2011 (34.7% y 22.5%, respectivamente), pero que sus modos de manifestarse, adversarios y demandas difieren hasta conformar repertorios distintos de contestación. Estos son, como se indicó, “maneras establecidas en las que pares de actores realizan y reciben demandas que pesan sobre los intereses de los otros” (Tilly, 2005, p. 43), que designan interacciones conflictivas, desplegando conjuntos limitados de rutinas aprendidas, compartidas y representadas. Dilucidar el repertorio de contestación de cada actor deviene relevante, pues sus rasgos y lógicas ayudan a comprender, por un lado, si sus diferencias son significativas como para pensar en dos repertorios distintos y, por el otro, si dichas diferencias implican usos y apropiaciones distintas del espacio, que podría ser un factor relevante de los impactos diferenciales que han tenido las movilizaciones de cada actor en la escena nacional. En las páginas siguientes se analizan ambos elementos.

Repertorios disímiles de trabajadores y estudiantes

Ya fue señalado arriba que los trabajadores, como actor más presente de la conflictividad en Chile, despliegan un repertorio parroquial, pues sus intereses

y demandas se limitan a una interacción directa y localizada entre ellos y su adversario. Así, el 61.2% de sus adversarios son endógenos, el 86.9% de sus demandas son laborales directas e indirectas, y el 64% de ellas son salariales o por condiciones laborales. En suma: una marcada tendencia a delimitar el conflicto al ámbito laboral directo e inmediato, primando un comportamiento localizado y disperso, con conflictos en esencia económico-corporativos (Gramsci, 2007).

Los estudiantes, en cambio, despliegan un repertorio cosmopolita, ya que sus conflictos abarcan temas e intereses nacionales, además de a diversas instituciones. La mayoría de sus acciones involucran a más actores y sus demandas son generales. Así, en 2006 más del 55% de ellas era contra la Ley Orgánica Constitucional de Educación; en 2008 más del 65% era contra la reforma a esa ley propuesta por el gobierno que mantenía los fundamentos de la anterior, y en 2011 más del 90% de sus acciones presentaba demandas por transformaciones políticas de largo plazo a nivel nacional, bajo la consigna de educación pública, gratuita y de calidad. En suma, los estudiantes protestan de modo cosmopolita, y sus demandas se sitúan más a nivel político, pues sus intereses “pueden y deben convertirse en los intereses de otros grupos subordinados” (Gramsci, 2007, p. 415), lo que da lugar a una disputa política e ideológica, más que económica y corporativa.

En segundo término, los trabajadores despliegan un repertorio de acciones particulares porque las realizan en función de los temas, grupos y objetos de demandas considerando una interacción endógena con sus adversarios, y en menor medida modulares, porque algunas de ellas atraviesan varios temas, grupos y localidades, cuando se trata de trabajadores repartidos en el territorio nacional, como es el caso de empleados públicos y profesores. Futuras investigaciones pueden profundizar en sus ciclos de protesta para analizar en qué medida son relevantes los periodos de discusión presupuestaria de las instituciones y empresas, con el objetivo de analizar el peso que las estructuras de oportunidades y amenazas políticas tienen en la emergencia o declive de sus procesos conflictivos (Tilly, 1978, 2006; Snyder & Tilly, 1972; McAdam, McCarthy & Zald, 1996; Tarrow, 1997; Meyer, 2004; Meyer & Minkoff, 2004; Redding & Viterna, 1999; Marks & McAdam, 1996; Giugni, 2009).

Los estudiantes, por su parte, se inclinan más por un repertorio modular, ya que cerca de la mitad de sus acciones (44.7%) son reuniones contestatarias, y más de un cuarto (26%) son ocupaciones, ambas consistentes durante los doce años catalogados, lo que indica que sus maneras de presentar demandas, en tanto creaciones culturales, son extremadamente limitadas, independientemente de su tema, grupos y objeto. Los estudiantes son consistentes con las performances que despliegan, y ello pareciera ser ajeno a las oportunidades políticas. Es

posible que la preponderancia del gobierno central como adversario (67.6%) y el nivel político del conflicto apuntalen esta modularidad.

Finalmente, la autonomía implica que los actores recurren a una acción que comienza por iniciativa propia, buscando establecer una comunicación directa entre ellos y los centros de poder nacional. En el caso de los trabajadores, se vio que el 72.6% de sus demandas se orientan a la empresa o institución propias, concentrando su campo de acción y de comunicación a la interacción al interior de ellas. Por su parte, las demandas de los estudiantes, en un 67.6% se dirige al gobierno central de modo exógeno, estableciendo una comunicación directa con este, y abarcando gran número de localidades, temas y objetos. Si bien las iniciativas de acción de ambos actores pueden ser de tipo autónomo, la interacción se da en distintos niveles y con diferentes alcances, porque los trabajadores se limitan a la interacción con su institución, mientras que los estudiantes amplían el alcance de sus demandas hasta abarcar lo político nacional.

Los trabajadores, como actor más movilizado en Chile, despliegan un repertorio parroquial, porque sus intereses y demandas se restringen a la interacción entre ellos y su adversario, marcadamente particular; porque sus acciones, en esencia endógenas, varían dependiendo de temas, grupos y objetos de demandas, y este carácter dificulta la comunicación directa con los centros de poder y, por lo tanto, de desplegar un repertorio autónomo. Los estudiantes, por su lado, despliegan un repertorio cosmopolita porque sus conflictos —que involucran varias localidades, temas e intereses— se orientan a centros de poder; modular, porque sus acciones son similares sin importar la época, tema, grupo o localidad, y autónomo, porque al ser fundamentalmente exógeno y político, establecen comunicación directa entre ellos y los centros de poder.

El repertorio de los estudiantes sería consistente con la centralización política y parlamentarización de la contestación (Tilly, 2005, 2008), en tanto que los trabajadores se inclinan mayormente por disputas locales con los detentores de un poder económico que se circunscribe a la organización de la que forman parte. Queda por ver si estas diferencias en los repertorios inciden en los efectos dispares de las contestaciones estudiantiles y de los trabajadores en Chile, dado que los estudiantes lograron no solo representación parlamentaria directa, sino también porque a partir de sus movilizaciones emergieron movimientos y partidos que terminaron instalándose en el escenario político nacional.⁷

⁷ Para las elecciones de 2017 formaron el Frente Amplio que logró veinte diputados y un senador, y la candidatura presidencial de Beatriz Sánchez, que estuvo *ad portas* de llegar a segunda vuelta con 20.3% de los votos, detrás de Sebastián Piñera de Chile Vamos (36.6%) y Alejandro Guillier, de Nueva Mayoría (22.7% de votos).

El cosmopolitismo, la modularidad y el carácter autónomo del repertorio estudiantil es la diferencia respecto del repertorio de los trabajadores. El cosmopolitismo, que es la transversalidad de temas e intereses a nivel nacional, y la modularidad, que es el despliegue de acciones similares independientemente de los temas, grupos y los objetos de demandas, además de la autonomía en cuanto a la comunicación que establecen a nivel político y nacional, son rasgos que convergen en que se despliegan y transmiten fundamentalmente en la calle, espacio que sintetiza la diferencia nodal que atraviesa todas las dimensiones entre el repertorio de los trabajadores y el de los estudiantes. Así, mientras el espacio público es un espacio que estos últimos disputan en cada proceso de movilización, hasta ser más del 50% de sus formas de acción (44.7% son reuniones contestatarias y 9% asambleas y comunicados), para los trabajadores ello se reduce a 26.4% (23.1% reuniones contestatarias y 3.3% de asambleas y comunicados), esto es, que lo disputan en coyunturas o ciclos de protesta particulares.

Si el espacio público es aquel en el cual todas y todos tienen derecho de acceder (Bloomley, 2009), no todos lo utilizan para un debate democrático mediante la expresión de demandas. Mientras algunos lo consideran central, otros lo ven como marginal de acuerdo a sus intereses, y se vuelcan en una conflictividad endógena en espacios semipúblicos o privados. El análisis de este artículo muestra que los estudiantes se inclinan marcadamente por el espacio público, haciendo de la calle el mejor sitio para expresar sus demandas. Y que los trabajadores concentran sus demandas en el espacio privado o semipúblico, ante la empresa o institución como *locus* de expresión contestataria.

Los trabajadores parecieran manifestarse coherentemente respecto del vaciamiento del espacio público como lugar significativo de expresión de conflicto, centrándose en un repertorio que es particular y parroquial, difícilmente autónomo. Su acción se ciñe a una interacción conflictiva endógena entre ellos y su empleador: 61.2% de sus adversarios son endógenos, el 86.9% de sus demandas son laborales, y solo el 23.1% de sus acciones conlleva el uso y apropiación del espacio público para expresarlas. Asimismo, cerca del 70% de sus acciones tienen lugar en espacios laborales, sumadas todas sus formas de acción en ellos o en sus alrededores. Esto indica que el repertorio de contestación es coherente con el carácter endógeno de la interacción conflictiva, y con la utilización de espacios privados o pseudoprivados para expresarlo, donde el propietario tiene el derecho de excluir a otros (Macpherson, 1978). Los trabajadores, cuyos intereses son fundamentalmente laborales y económicos, ocupan marginalmente el espacio público como expresión democrática.

Los estudiantes, en cambio, ostentan un repertorio cosmopolita, modular y autónomo en su interacción con los centros de poder de nivel nacional. Su acción se despliega sobre todo en el espacio público, apropiándose y transformándolo en esfera pública, es decir, en debate democrático. Más de la mitad de sus acciones se dan allí, y más de dos tercios de sus demandas son exógenas, orientadas hacia el gobierno central (67.6%). La expresión de sus intereses y demandas se dirigen a un adversario de alcance nacional, usando y apropiándose de un espacio al que todas y todos pueden acceder para transformarlo en público. Es factible decir que los estudiantes conciben este espacio como uno consagrado a prácticas colectivas (Delgado, 2007), que se disputa en la configuración de la ciudadanía (Fernández, 2013; Fernández-Droguett, 2017).

Estos rasgos implican que los estudiantes, por su cosmopolitismo, modularidad y autonomía, tienen otra diferencia respecto de los trabajadores. Estos últimos, al limitarse a espacios privados en su interacción conflictiva, restringen su interlocución con su relación adversarial endógena, conformada por la empresa o el Estado. Y los estudiantes, al apropiarse del espacio público y tener una relación adversarial exógena y principalmente con el Estado, distinguen adversario de interlocutor: su adversario se sitúa en la esfera política e institucional, pero su interlocución se da con la sociedad en general, ya que al expresarse conflictivamente ocupando y apropiándose del espacio público, el debate no se cierra con el adversario, sino que comunica sus demandas al conjunto de la sociedad a través de los rituales de sus reuniones contestatarias (Delgado, 2004). Los trabajadores limitan la interlocución a una interacción conflictiva endógena, los estudiantes desbordan su interacción para llevarla al espacio público y a la sociedad en general. Si a este desborde se le añade la capacidad del actor estudiantil de irrumpir masivamente⁸ en la cotidianidad (Delgado, 2004; Tarrow, 1997), pareciera que el carácter cosmopolita, modular y autónomo de su contestación se reafirma con su despliegue en el espacio público, permitiendo la visibilización del actor, sus demandas y conflictos, hasta hacer de ambos causas plausibles del apoyo social durante las movilizaciones de 2011, con un pico de 79% en agosto (Adimark, 2013), así como de la consolidación de su impacto en la esfera pública y política institucional.

Es muy posible que esto se deba a cambios organizacionales y de mecanismos de decisión de largo plazo (Donoso, 2013), los cuales reflejan una identidad activista que facilitó la difusión y masificación de demandas más allá de sus límites en tanto actor (Palacios-Valladares, 2016). En este sentido, la Confech, la

⁸ Destacan el jueves 18 de agosto de 2011 (170 mil estudiantes en todo Chile), o el 30 de mayo de 2006 (ochocientos mil estudiantes secundarios se sumaron al paro nacional, y cien mil universitarios a las protestas) (CLACSO, 2011, 2006).

ACES y la CONES, todas de carácter nacional y agrupando distintas federaciones, centros, o colectivos de estudiantes, han facilitado la emergencia y el mantener procesos de movilización que alcanzan rápidamente un carácter cosmopolita, modular y autónomo. Posiblemente también el repertorio de trabajadores, al ser parroquial y particular, interactivamente endógeno y con demandas centradas en aumentos salariales, dificulten la realización de manifestaciones masivas, dado que las empresas tienen números limitados de trabajadores y, salvo circunstancias excepcionales, la solidaridad del grupo social o de clase no parece impactar. El mundo laboral, que hasta 1973 fue un sujeto político central en la historia del país, hoy parece más “un grupo de personas que comparten alguna propiedad específica, sin que dicha propiedad o *característica aún se haya, si esto es posible, constituido en fuente de identidad colectiva*” (Agacino, 2006, p. 6. Cursivas en el original). Los decretos leyes que conforman el Plan Laboral de 1979 parecen ser el factor decisivo en este proceso que ha afectado el poder y el carácter de la movilización de los trabajadores.

Conclusiones

Lo cierto es que la visibilización del actor estudiantil, de sus demandas y adversarios, permiten un uso político del espacio público, transformándolo en campo de debate democrático, y posicionándolo como actor central de los procesos sociales contemporáneos. Sus interacciones conflictivas pueden, por tanto, situarse directamente en la esfera política, y han sido capaces de elegir representantes en la institucionalidad. Los trabajadores en cambio, cuyo repertorio es parroquial, particular y difícilmente autónomo, se manifiestan en espacios privados, sus demandas son económicas, y su interacción conflictiva es endógena, por lo que no pueden convocar masivamente, ocupar y apropiarse del espacio público para convertirlo en campo de debate democrático, lo que les ha impedido representarse a sí mismos en la esfera política institucional.

El despliegue de un repertorio y articulación con el espacio público revela no solo lógicas de acción, sino que parece relevante para comprender los impactos y efectos de las movilizaciones contestatarias de determinados actores en la escena nacional. Así, los trabajadores con su repertorio parroquial, particular y poco autónomo, difícilmente pueden articularse con un espacio público para transformarlo en esfera democrática, por lo que sitúan sus conflictos en la relación endógena y a nivel económico corporativo, dificultando su capacidad de devenir un actor político. Para los estudiantes, en cambio, parece clara la relación entre un repertorio cosmopolita, modular y autónomo, con una apropiación masiva del espacio público para transformarlo en

esfera pública y democrática, cuya lógica de acción contribuye a la capacidad política de un actor social.

Investigaciones posteriores podrían indagar con más detalle en varias dimensiones que emergen a partir del presente análisis, en particular en dos. Primero, en la profundización a largo plazo de los repertorios de los actores tratados aquí. Por ejemplo, si fueran los trabajadores, se podría observar cómo afectó el Plan Laboral en la transformación de sujeto político a categoría estadística como indica Agacino (2006), y para los estudiantes, si la estructura de oportunidades políticas ha afectado los distintos procesos de movilización (Tilly, 1978), en específico los estallidos de 2006 y de 2011. Segundo, comparando los repertorios vistos aquí para el caso de actores distintos a trabajadores y estudiantes. En particular con el pueblo mapuche, cuya larga tradición de lucha en contra del Estado chileno ha tenido múltiples momentos; con los pobladores, que al igual que los trabajadores, fueron un actor político destacado hasta 1973, y con las movilizaciones medioambientales, que han surgido con fuerza desde mediados de la primera década de los dos mil. La articulación entre repertorio y espacio público puede ayudar a comprender los aspectos relevantes en cuanto a la capacidad política de cada uno de estos actores. En los casos aquí desarrollados, los repertorios que despliegan trabajadores y estudiantes han mostrado que para los primeros su interacción con su adversario constituye el límite de su campo de acción, y que para los segundos el espacio público representa un campo de acción que se extiende hacia el conjunto social.

Referencias

- Adimark. (2011). *Encuesta: Evaluación Gestión del Gobierno. Informe mensual septiembre 2011*. Santiago de Chile: Adimark GFK.
- Agacino, R. (2013). Movilizaciones estudiantiles: anticipando el futuro (entrevista a Rafael Agacino). *Educação em Revista*, 14(1), 7-20.
- Agacino, R. (2006). *Hegemonía y contra hegemonía en una contrarrevolución neoliberal madura. La izquierda desconfiada en el Chile post-Pinochet*. Ponencia presentada al Grupo de Trabajo Hegemonías y emancipaciones del CLACSO. Caracas, enero 30-31.
- Aguilera, Ó. (2012). Repertorios y ciclos de movilización juvenil en Chile (2000-2012). *Utopía y Praxis Latinoamericana*, 17(57), 101-108.
- Aguilera, Ó. & Álvarez, J. (2015). El ciclo de movilización en Chile 2005-2012: fundamentos y proyecciones de una politización. *Revista Austral de Ciencias Sociales*, (29), 5-32.

- Álvarez, R. (2014). La nueva política en el Chile postdictatorial: ¿Pasividad ciudadana o clientelismo desde abajo? (1990-1996). *Estudios Ibero-Americanos*, 40(1), 169-189.
- Bähr, J. & Borsdorf, A. (2005). La ciudad latinoamericana. La construcción de un modelo. Vigencia y perspectivas. *ur[b]es*, 2(2), 207-221.
- Baño, R. (1997-1998). Chile: paradojas de la estabilidad política. *Revista de Sociología*, (11-12), 197-204.
- Bastías, M. (2010). *Las paradojas de la transición. La conquista del sufragio y la desarticulación de la sociedad civil en Chile*. Ponencia presentada en el VI Congreso CEISAL, junio, Toulouse, Francia.
- Berroeta, H. & Sandoval, J. (2014). Protestas, participación y educación pública: discursos sobre lo público en las movilizaciones estudiantiles en Chile. *Educación en Revista*, (53), 19-38.
- Bloomley, N. (2009). Public space. En D. Gregory, R. Johnston, G. Pratt, M. Watts & S. Whatmore (Eds.), *The dictionary of human geography* (pp. 602). Chichester: Wiley-Blackwell.
- Borri, C. (2016). El movimiento estudiantil en Chile (2001-2014). La renovación de la educación como aliciente para el cambio político-social. *Altre modernità*, (4), 141-160.
- Cancino, L. (2012). Chile 2011, desde el largo letargo a la acción colectiva. En B. Tejerina & I. Perugorria (Eds.), *Global movements, national grievances. Mobilizing for "real democracy" and social justice* (pp. 79-89). Lejona, España: Argitaipen Zerbitzua.
- Centro de Estudiantes de Química y Química & Farmacia (CEQUIF). (2012). *Historia de la CONFECH y el movimiento universitario chileno en los últimos 30 años*. Recuperado el 21 de marzo de 2019, de <http://cequif.weebly.com/home/historia-de-la-confech>
- Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO). (2011). *Cronologías del conflicto social*. Recuperado el 21 de marzo de 2019, de http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/osal/20190430035847/Chile_2011.pdf
- Consejo Latinoamericano de Ciencias Sociales (CLACSO). (2006). *Cronologías del conflicto social*. Recuperado el 21 de marzo de 2019, de <http://biblioteca.clacso.edu.ar/clacso/osal/20110416114509/15Chile.pdf>
- Cuadra, X. (2014). Nuevas estrategias de los movimientos indígenas contra el extractivismo en Chile. *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, (105), 141-163.
- Davis, M. (2006). *City of Quartz. Excavating the future in Los Angeles*. Londres: Verso.

- Delgado, M. (2004). Del movimiento a la movilización. Espacio, ritual y conflicto en contextos urbanos. *Maguaré*, (18), 125-160.
- Delgado, M. (s. a.). *El espacio público como ideología*. Urbanoc.1.
- Delgado, R. (2007). Los marcos de acción colectiva y sus implicaciones culturales en la construcción de ciudadanía. *Universitas Humanística*, (64), 41-66.
- Dodemel, A. & Peña y Lillo, M. (2008). *El mayo de los pingüinos*. Santiago: Universidad de Chile.
- Donoso, S. (2013). Dynamics of change in Chile. Explaining the emergence of the 2006 *Pingüino* movement. *Journal of Latin American Studies*, 45(1), 1-29.
- Durán, C. (2012). El acontecimiento estudiantil y el viraje del proceso sociopolítico chileno. *OSAL*, XIII(3), 39-59.
- Durán, R. (1997). Movilización y desmovilización del movimiento obrero en la transición chilena a la democracia. *América Latina Hoy*, (16), 109-123.
- Fainstein, S. (1994). *The city builders*. Cambridge: Blackwell.
- Fernández, J. (2013). *La Protesta Social en Chile (2006-2011): conflicto social y repertorios de acción en torno a los movimientos estudiantil, mapuche y ambiental*. (Working Papers, vol. 2, núm. 27). Madrid: Grupo de Investigación en Gobierno, Administración y Políticas Públicas (GIGAPP).
- Fernández, J. (2012). *Movimiento estudiantil en Chile (2011): repertorios de acción, marcos de acción colectiva, impactos y desafíos para la política pública*. Ponencia presentada en el III Congreso Internacional en Gobierno, Administración y Políticas Públicas, 27-28 septiembre 2012. Madrid: Grupo de Investigación en Gobierno, Administración y Políticas Públicas (GIGAPP).
- Fernández, R. (2013). El espacio público en disputa: Manifestaciones políticas, ciudad y ciudadanía en el Chile actual. *Psicoperspectivas*, 12(2), 28-37.
- Fernández-Droguett, R. (2017). La producción social del espacio público en manifestaciones conmemorativas, Santiago de Chile, 1990-2010. *EURE*, 43(130), 97-114.
- Garcés, M. (2012). *El despertar de la sociedad. Los movimientos sociales en América Latina y Chile*. Santiago: LOM Ediciones.
- Garretón, M., Joignant, A., Somma, N. & Campos, T. (2017). *Conflicto Social en Chile 2015-2016: disputando mitos*. Santiago: COES. Recuperado de www.coes.cl

- Grupo de Estudios Sociales y Políticos (GESP). (2015). *Movimientos sociales y poder popular en Chile. Retrospectivas y proyecciones políticas de la izquierda latinoamericana*. Santiago: Tiempo Robado Editoras.
- Giugni, M. (2009). Political opportunities: From Tilly to Tilly. *Swiss Political Science Review*, 15(2), 361-368.
- Gramsci, A. (2007). *Antología*. México: Siglo XXI.
- Habermas, J. (1991). *The structural transformation of the public sphere: An inquiry into a category of bourgeois society*. Cambridge, MA: MIT Press.
- Janoschka, M. (2002). El nuevo modelo de la ciudad latinoamericana: fragmentación y privatización. *EURE*, 28(85), 11-29.
- Low, S. (2006). The erosion of public space and the public realm: Paranoia, surveillance and privatization in New York city. *City & Society*, 18(1), 43-69.
- Macpherson, C. (1978). *Property: Mainstream and critical positions*. Toronto: University of Toronto Press.
- Marks, G. & McAdam, D. (1996). Social movements and the changing structure of political opportunity in the European Union. *West European Politics*, 19(2), 249-278.
- Mayol, A. & Azócar, C. (2011). Politización del malestar, movilización social y transformación ideológica: el caso “Chile 2011”. *Polis*, 10(30), 163-184.
- Mayol, A., Azócar, C. & Brega, C. (2011). El Clivaje público/privado: horizonte último del impacto del movimiento estudiantil en Chile 2011. *Kütral*, (3). En prensa.
- McAdam, D., Tarrow, S. & Tilly, Ch. (2001). *Dynamics of Contention*. Cambridge: Cambridge University Press.
- McAdam, D., McCarthy, J. & Zald, M. (Eds.). (1996). *Comparative perspectives on social movements: political opportunities, mobilizing structures, and cultural framings*. Nueva York, NY: Cambridge University Press.
- McCarthy, J. & Zald, M. (1977). Resource mobilization and social movements: A partial theory. *The American Journal of Sociology*, 82(6), 1212-1241.
- Mella, B. (2013). El Mall, ¿Nuevo espacio público?. [Columna de opinión en Plataforma Urbana]. Recuperado el 21 de marzo de 2019, de <https://leerlaciudadblog.files.wordpress.com/2016/05/mella-el-mall-nuevo-espacio-urbano.pdf>

- Melucci, A. (1989). Um objetivo para os movimentos sociais? *Lua Nova: Revista de Cultura e Política*, (17), 49-66. doi:10.1590/S0102-64451989000200004
- Melucci, A. (1983). Mouvements sociaux, mouvements post-politiques. *Revue internationale d'action communautaire*, 10(50), 13-30.
- Melucci, A. (1978). Société en changement et nouveaux mouvements sociaux. *Sociologies et sociétés*, 10(2), 37-54.
- Meyer, D. (2004). Protest and political opportunity. *Annual Review of Sociology*, (30), 125-145.
- Meyer, D. & Minkoff, D. (2004). Conceptualizing political opportunity. *Social Forces*, 82(4), 1457-1492.
- Millaleo, S. & Velasco, P. (2013). *Activismo digital en Chile*. Santiago: Fundación Democracia y Desarrollo.
- Molina, J. (2013). Educación pública, autonomía universitaria y cambio político: notas para el análisis del movimiento universitario en Chile, 2011. *Revista Historia de la Educación Latinoamericana*, 15(21), 263-282.
- Moulian, T. (1994). Limitaciones de la transición a la democracia en Chile. *Proposiciones*, (25), 25-33.
- Núñez, D. (2012). Proyecciones políticas del movimiento social por la educación en Chile. *OSAL*, XIII(3), 61-70.
- Orellana, N. (2017). Alcances y límites de la noción de “repertorio de contestación” para describir, medir y explicar la conflictividad en Chile del siglo XXI. *Estudios Sociológicos*, XXXV(105), 625-652.
- Osorio, S. & Gaudichaud, F. (2018). ¿La democratización en contra de los trabajadores? La CUT, el movimiento sindical y el dilema de la transición pactada en Chile. *Les Cahiers de Framespa*, (27). Recuperado el 22 de enero de 2019. doi:10.4000/framespa.4763
- Palacios-Valladares, I. (2016). Internal movement transformation and the diffusion of student protest in Chile. *Journal of Latin American Studies*, 49(3), 579-607.
- Pulgar, C. (2011). La revolución en el Chile del 2011 y el movimiento social por la educación. *La Sociología en sus Escenarios*, (24).
- Redding, K. & Viterna, J. (1999). Political Demands, Political Opportunities: explaining the differential success of Left-Libertarian Parties. *Social Forces*, 78(2), 491-510.

- Rifo, M. (2013). Movimiento estudiantil, sistema educativo y crisis política actual en Chile. *Polis*, (36), 1-16. Recuperado el 21 de marzo de 2019, de <http://journals.openedition.org/polis/9469>
- Rovira, C. (2007). Chile: transición pactada y débil autodeterminación colectiva de la sociedad. *Revista Mexicana de Sociología*, 69(2), 343-372.
- Salazar, G. (2012). *Movimientos sociales en Chile. Trayectoria histórica y proyección política*. Santiago: Uqbar Editores.
- Salcedo, R. (2002). Es espacio público en el debate actual: una reflexión crítica sobre el urbanismo post-moderno. *EURE*, 28(84), 5-19. doi:10.4067/S0250-71612002008400001
- Salinas, S. (2016). *Conflictos y nuevos movimientos sociales*. Santiago: RIL Editores.
- Snyder, D. & Tilly, Ch. (1972). Hardship and collective violence in France 1830 to 1960. *American Sociological Review*, 37(5), 520-532.
- Tarrow, S. (1997). *El poder en movimiento. Los movimientos sociales, la acción colectiva y la política*. Madrid: Alianza Editorial.
- Tilly, Ch. (2010). Décrire, mesurer et expliquer le conflit. *Revue Internationale de Politique Comparée*, 17(2), 187-205.
- Tilly, Ch. (2006). *Regimes and repertoires*. Chicago, IL: The University of Chicago Press.
- Tilly, Ch. (2005). *Popular contention in Great Britain, 1758-1834*. Boulder, CO: Paradigm.
- Tilly, Ch. (1997). Parliamentarization of Popular Contention in Great Britain, 1758-1834. *Theory and Society*, 26(2/3), 245-273.
- Tilly, Ch. (1978). *From Mobilization to Revolution*. Nueva York: Random House/McGraw-Hill/Addison Wesley.
- Tricot, T. (2012). Movimiento de estudiantes en Chile: Repertorios de acción colectiva ¿algo nuevo? *Revista F@ro*, (15). Recuperado el 21 de marzo de 2019, de www.revistafaro.cl/index.php/Faro/article/view/63/49
- Valdivia, V. (2013). El Santiago de Ravinet. Despolitización y consolidación del proyecto dictatorial en el Chile de los noventa. *Historia*, 45(1), 177-219.
- Véron, O. (2016). (Extra)ordinary activism: veganism and the shaping of hemerotopias. *International Journal of Sociology and Social Policy*, 36(11/12), 756-773.

**REGARDS *SUR* ...
PENSEES *DE*...**

...L'AMERIQUE LATINE

**DEVELOPPEMENT ET DEMOCRATIE DANS LA GLOBALISATION
REFLEXIONS A PARTIR DES SCIENCES SOCIALES CRITIQUES**

COLLOQUE INTERNATIONAL

ORGANISE PAR

**Centre d'études du Développement
(DVL)**

**Centre de Recherches interdisciplinaires Démocratie, Institutions, Subjectivités
(CriDIS)**

**Institut d'Analyse du Changement
dans l'Histoire et les Sociétés Contemporaines
(IACCHOS - UCL)**

**Avec collaboration d'ABYA YALA
Organisation des étudiants latino-américains de l'UCL**

**Université Catholique de Louvain
Louvain-la-Neuve, Belgique / 24 et 25 Avril 2014**

PRESENTATION GENERALE

En prenant appui sur les sciences sociales critiques, ce colloque cherchera à problématiser la situation latinoaméricaine en contexte de globalisation. Pour cela, il proposera d'organiser la réflexion autour de deux axes majeurs: le développement d'une part, la démocratie d'autre part.

Pour chacun de ces axes, il proposera d'analyser les concepts utilisés pour rendre compte de la réalité latino-américaine, mais aussi de voir dans quelle mesure les pratiques alternatives en matière de développement et de démocratie sont porteuses de savoirs spécifiques.

De façon plus large, il s'agira non seulement de se pencher sur la singularité des expériences latinoaméricaines mais aussi de situer celles-ci dans le cadre, à la fois synchronique et diachronique, des relations qu'elles entretiennent avec d'autres régions du globe: Europe, Afrique, Asie, etc.

En d'autres termes, ce colloque cherchera à proposer un espace où pourront être discutés à la fois des *regards critiques mobilisés sur l'Amérique Latine* et des *savoirs critiques produits par l'Amérique Latine*.

Le projet épistémologique qui sous-tend ce colloque est en effet de contribuer à la mise en place de logiques « de reconnaissance et de justice cognitives », qui puissent soutenir les demandes traditionnelles en matière de justice sociale, favoriser l'émergence de modèles plus solidaires de développement et contribuer à un approfondissement du projet démocratique.

APPEL A CONTRIBUTIONS / CALL FOR PAPERS

Le Colloque veut avancer dans un processus d'articulation de réseaux de recherche sur l'Amérique Latine, tant dans ce continent comme dans le reste du monde et se dirige vers les chercheurs et chercheuses de toutes les latitudes qui ont des travaux de recherche sur l'Amérique Latine. Les regards critiques '*sur*' et '*du*' continent et le dialogue avec d'autres régions constituent un élément important à tenir en compte pour la présentation des contributions.

Le Colloque se déroulera autour de tables de travail durant les deux journées prévues qui seront établies selon les contributions sélectionnées par le comité scientifique, dans les deux axes de travail thématiques : Développement et Démocratie. Les contributions seront présentées dans des panels avec la modération d'un chercheur de l'Université Catholique de Louvain.

AXES THEMATIQUES

AXE I : Développement : réalités, concepts critiques et pratiques alternatives en Amérique Latine

Durant le XXe Siècle, la grande majorité des pays d'Amérique Latine ont mis en place des modèles de développement *inspirés* par l'économie et par des visions linéaires et mécaniques du progrès selon lesquelles la modernisation des sociétés traditionnelles à l'image des pays occidentaux apparaît comme le principal objectif. Ceci montre que le développement est un appareil basé sur un seul système de connaissances: celui de l'occident moderne, tout en marginalisant, instrumentalisant et déqualifiant tout système de connaissances et toute vision du monde non-occidental.

L'invention d'un discours dominant sur le développement supporté par différentes structures de pouvoir, a été une barrière significative pour la compréhension des articulations et des dynamiques du tissu social, mais pareillement pour la création de rationalités alternatives permettant une action sociale et politique éloigné des critères économicistes et développementalistes.

Divers secteurs sociaux du continent entier autour de ses différentes résistances, mouvements, luttes, protestes et/ou conflits ont donné naissance à, d'un côté, des sources importantes de pensée critique qui gagnent aujourd'hui de plus en plus de visibilité, et d'un autre côté, des diverses formes alternatives d'assumer le processus de développement. Des langues comme le swahili ou le maya Guatémaltèque, décrivent le développement comme un processus de '*réveil en action*', preuve de l'existence de rationalités alternatives qui mobilisent des compréhensions différentes du monde et de *l'être* dans ce monde.

Le principal objectif de cet axe de travail est celui de promouvoir un espace de débat dans le but de re-penser et mettre en question le concept et la pratique du développement depuis les sciences sociales critiques. Ceci dans le cadre actuel d'importantes transformations au sein du continent latino-américain et de sa relation avec le monde.

Cet axe comprend au moins trois aspects: *i*) les regards et concepts alternatifs par rapport à la théorie et le discours sur le développement, *ii*) les analyses des stratégies, conflits, alliances et relations de pouvoir dans la régulation et mise en œuvre des modèles de développement en Amérique Latine, *iii*) les pratiques alternatives des sujets ou collectifs sociaux dans le continent dans le cadre du processus de développement, tout en situant leur histoire et contexte particuliers.

AXE I : Démocratie: dynamiques, analyse critique et processus alternatifs en Amérique Latine

Depuis les vagues dictatoriales et d'autoritarismes qui ont frappé l'Amérique Latine durant les décennies de 1960 et 1970, la démocratie s'est profilée comme un modèle d'organisation sociale qui garantirait l'exercice des libertés individuelles et collectives, et la transition vers une société plus juste en termes sociaux et économiques.

Malgré ceci, le processus de démocratisation suivi par la région a eu deux caractéristiques qui ont empêché la réalisation de ces promesses. D'une part, les modèles démocratiques construits dans la région ont été fonctionnels à la mise en place du modèle néolibéral de développement et à l'émergence de relations sociales qui le soutiennent, et d'autre part, la transition vers la démocratie fût agencée *d'en haut* par des élites politiques ou économiques, produisant des formes démocratiques de basse intensité caractérisées par d'incontestables traits de délégation. La conjugaison de ces dynamiques a été à l'origine de modèles formels de démocratie représentative fonctionnels avec la consolidation d'un modèle économique et social caractérisé par l'inégalité.

Malgré ceci, les contradictions et les limites propres du modèle ont amené, postérieurement, à l'émergence de nouvelles subjectivités et à la mise en place de processus de revendication de nouveaux modèles démocratiques et de nouvelles logiques redistributives et de justice sociale. Le besoin de penser de nouvelles formes de démocratie et son potentiel d'émancipation dans un contexte préfiguré par les nouvelles logiques d'accumulation capitalistes, vient d'en bas, au sein des processus collectifs. A ceux-là se greffent l'émergence et la consolidation de gouvernements alternatifs dans la région.

L'analyse critique de la démocratie en Amérique Latine constitue, alors, un exercice fondamental pour comprendre les alternatives et les logiques d'action collective qui mettent en question et qui reconfigurent les principes et les portées des processus démocratiques.

L'objectif de cet axe de travail est celui d'explorer les reconfigurations de la démocratie en Amérique Latine dans une perspective de reconnaissance de nouvelles subjectivités politiques émergentes, dans un contexte dans lequel existe une combinaison de nouvelles logiques de régulation et d'émancipation. La démocratie comme gouvernement, comme forme d'organisation sociale et comme moyen pour l'autonomie et l'émancipation, mérite d'une analyse critique qui rend visible la pensée et les processus sociaux en Amérique Latine, dans un contexte de dialogue et de discussion avec des perspectives produites dans d'autres contextes.

DATES ET PROCEDURES

Les chercheurs intéressés à envoyer une contribution doivent envoyer un résumé (abstract) de 500 mots comme maximum, **avant le 1 janvier 2014** à l'adresse mail colloqueucl2014@gmail.com . Les auteurs doivent signaler dans quel axe de travail s'inscrit leur contribution.

La présentation des contributions pourra être réalisée en espagnol, portugais et/ou français. Une compréhension passive de ces langues est souhaitée. Les meilleures contributions et les mémoires du Colloque seront recueillis dans une publication.

- Le Colloque se réalisera le 24 et 25 avril 2014 à Louvain-la-Neuve, Belgique.
- Appel à contributions / call for papers: jusqu'au 1er janvier 2014.
- Acceptation des contributions: 30 janvier 2014.
- Programme définitif: Février 2014.

L'invité international principal du colloque est Boaventura de Sousa Santos.

Un Comité Scientifique sera chargé de la sélection des contributions, d'établir le programme définitif du Colloque et de réaliser la publication. Le président du Comité est le Prof. Michel Molitor et sera constitué par 4 membres du Cridis et 4 membres du DVLP.

Comité d'organisation:

Luisa Tovar, Andrés Felipe Mora, Nicolás Orellana, Carlos Ramírez Chaves
(ABYA YALA, CriDIS et DVLP/GRIAL)
Caryse Courteville (CriDIS) & Stéphanie Lorent (DVLP)

Santiago, 7 de mayo de 2018

A quien corresponda

Por la presente, certifico que el Dr. Nicolás Orellana Águila fue invitado por el Grupo de Investigaciones en Emociones y Sociedad (GIES) como comentador principal de la sesión de cierre del Seminario Permanente "Emociones en el Chile Actual: desafíos y debates", cuya temática fue "La ira de ayer, la rabia de hoy", y que tuvo lugar en la Universidad Academia de Humanismo Cristiano, el día viernes 27 de abril del 2018.

La intervención del Dr. Orellana Águila, además, está siendo considerada para la próxima publicación de un libro colaborativo con los resultados del Seminario.

Para que conste a los efectos oportunos, firmo la presente en Santiago, el siete de mayo de 2018



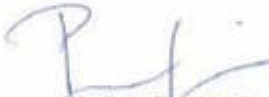
Mtra. Paula Contreras Rojas
Coordinadora GIES

CERTIFICADO

A quien corresponda

Mediante la presente, certifico que el Dr. Nicolás Orellana Águila se encuentra colaborando como Asistente de Investigación en el proyecto FONDECYT N° 1171554 "**Prácticas de intervenir y habitar el territorio: develando el conocimiento urbano situado**", desde enero de 2018. El Dr. Nicolás Orellana Águila se está desempeñando en la exploración de la perspectiva de Etnografía Institucional para analizar la interacción entre las prácticas urbanas y diversas intervenciones urbanas en la ciudad de Santiago.

Se extiende este certificado para ser presentado en la postulación al Posdoctorado 2019 de FONDECYT,



Dra. Paula Jirón Martínez
Profesora Asociada
Instituto de la Vivienda, Universidad de Chile
Investigadora Responsable FONDECYT N° 1171554
www.santiagosiemueve.cl



Santiago, 08 de octubre de 2018

CARTA DE RESPUESTA

Lima, 18 de Julio 2019

NICOLÁS ORELLANA ÁGUILA

-

ASUNTO: Ponencia Aprobada

De mi mayor consideración:

Aprovecho la oportunidad para saludarlo/a y comunicarle que su ponencia: **Performatividad y simbolismo en la movilización social en Chile. El Primero de mayo y acción encapuchada.** presentada al **XXXII Congreso Internacional ALAS Perú 2019: Hacia un nuevo horizonte de sentido histórico de una civilización de vida**, ha sido **APROBADA** por los coordinadores de su Grupo de Trabajo.

La Presidencia y el Comité Organizador del Congreso Internacional ALAS PERU 2019 le da la bienvenida y espera en la ciudad de Lima del 1 al 6 de diciembre.

Felicitamos su participación en nuestro Congreso Internacional y **expedimos la presente carta para los fines pertinentes.**

Atentamente:



Dr. Jaime Rodolfo Ríos Burga
Presidente del XXXII Congreso Internacional ALAS Perú 2019
Vicepresidente ALAS

Mons, le 25 mai 2012

À qui de droit

Je soussigné, M. Bernard Francq, coordonnateur du Colloque « Être curieux en Sociologie », fait à Mons, le 24 et 25 mai 2012, certifie que M. Nicolas Orellana Aguila, a participé en tant qu'expositeur en date 24 de mai 2012.



Bernard Francq
Professeur émérite
Université catholique de Louvain (CnDIS-UCL)
Centre d'analyse et d'Intervention Sociologique (CADIS-EHESS)

Santiago, 8 de agosto del 2017

Estimado Sres.

Presentes

Junto con saludarles, me dirijo a usted para confirmar la participación del Sr. Nicolás Orellana en calidad de autor en el libro compilatorio editado por la Editorial RIEI bajo el título “Desigualdades. Tolerancia, legitimación y conflicto en las sociedades latinoamericanas”. Este volumen fue publicado con fecha de abril del 2015 y contó con referato de pares interno y externo a nivel internacional en su proceso de construcción.

En calidad de editora principal, se extiende esta carta a solicitud del interesado para los fines que estime conveniente.

Atentamente,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Mayarí', with a long horizontal line underneath it.

Mayarí Castillo

Antropóloga Social, Doctora en Sociología, Freie Universität Berlin.

Escuela de Antropología, Universidad Academia de Humanismo Cristiano

Condell 506, Providencia. Santiago de Chile.

+56-2-2787-8036

<http://antropologia.academia.cl/>

23 de junio de 2009

A quien corresponda:

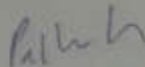
Por este conducto hago constar que Nicolás Orellana Águila trabajó como becario de investigación con el que suscribe durante el periodo del 16 de agosto de 2008 al 21 de abril de 2009.

Cabe mencionar que durante su estadía colaboró en dos proyectos a mi cargo, mismos que a continuación se mencionan:

1. Structural Change, Institutional Settings and the Transition from School to Work in Three Latina American Cities: Buenos Aires, Lima and Mexico City.
2. Desigualdad y movilidad social en la Ciudad de México.

Se extiende la presente para los fines que al interesado convengan.

Atentamente



Dr. Patricio Solís Gutiérrez
Profesor-Investigador
Centro de Estudios Sociológicos



Campus Virtual
CLACSO

Consejo Latinoamericano
de Ciencias Sociales



Consejo Latinoamericano
de Ciencias Sociales



Centro de Estudios Avanzados
Universidad Nacional de Córdoba

Certificado de Aprobación

Se certifica que *Nicolás Gilberto Cordana Aguila*
aprobó todas las actividades del Curso de Formación a Distancia

“Metodologías de medición de la desigualdad social en América Latina”

Dictado por los Profesores Leandro M. González, María Franci Álvarez,
Verónica Herrero y María María Sanfilán representando al
Centro de Estudios Avanzados de la Universidad Nacional de Córdoba
con la coordinación ejecutiva del Campus Virtual de CLACSO sede en Buenos Aires, Argentina.

El curso del aula 606 se desarrolló en la plataforma virtual durante el período de octubre a diciembre de 2008
sumando en total 70 horas catedra presenciales.

Buenos Aires, 15 de febrero de 2009

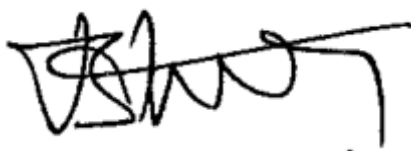
Leandro M. González
CEA / UNC

Leandro Sauter
Secretario Ejecutivo
de CLACSO

Mons, le 25 mai 2012

À qui de droit

Je soussigné, M. Bernard Francq, coordonnateur du Colloque « Être curieux en Sociologie », fait à Mons, le 24 et 25 mai 2012, certifie que M. Nicolás Orellana Águila, a participé en tant qu'expositeur en date 24 de mai 2012.



Bernard Francq
Professeur émérite
Université catholique de Louvain (CriDIS-UCL)
Centre d'analyse et d'Intervention Sociologique (CADIS-EHESS)

Se extiende la presente **CONSTANCIA** a **NICOLÁS ORELLANA ÁGUILA** por su participación en el *Encuentro de Estudiantes de Posgrado en Ciencias Sociales* que se llevó a cabo en las instalaciones de El Colegio de México, A.C. (COLMEX). Este seminario fue coordinado por la Promoción XV del Doctorado en Ciencia Social con especialidad en Sociología y la Coordinación Académica del Centro de Estudios Sociológicos de esta institución.



Dr. Emilio Blanco
Coordinador Académico
Centro de Estudios Sociológicos

México, D.F. a 25 de septiembre de 2013.

CERTIFICADO

Se otorga el presente Certificado a Don(ña):

Nicolás Orellana Aguila

Por su participación como expositor de Simposio,
en el **IX Congreso Chileno de Antropología** "La Antropología Chilena situada
en Latinoamérica y el Caribe: Comunidades en Movimiento".



RODRIGO SEPÚLVEDA PRADO
PRESIDENTE DEL COLEGIO DE
ANTROPÓLOGOS DE CHILE



ÓSCAR GARRIDO ÁLVAREZ
RECTOR
UNIVERSIDAD DE LOS LAGOS



Certificado de Participación

Se certifica la participación como PONENCISTA de

Nicolás Orellana Aguila

en el 9º Congreso de Sociología realizado en la Universidad Católica del Maule

Talca, 11, 12, 13 y 14 de Octubre 2016


Julien Vanhulst
Director Escuela de Sociología
Universidad Católica del Maule


Milton Vidal
Coordinador SOCIORED


Verónica Tapia
Secretaría Ejecutiva
9º Congreso de Sociología



Facultad de Ciencias
Sociales y Económicas
UC del Maule



Escuela
SOCIOLOGÍA
Universidad Católica del Maule



ALAS
Asociación Latinoamericana
de Sociología





CONSTANCIA

Revista *Antropologías del Sur*

ISSN 0719-4498 (impreso)

ISSN 0719-5532 (en línea)

05/04/2019

Estimado Nicolás Orellana:

En nombre del Comité Editorial de la Revista *Antropologías del Sur*, dejamos constancia para los efectos de reconocimiento académico que correspondan, que ha colaborado como par evaluador en el proceso de aceptación de artículos de la revista *Antropologías del Sur*.

Agradecemos su generoso aporte y esperamos poder contar con nuevas colaboraciones tuyas en el futuro.

Se despiden cordialmente,

Claudio Espinoza Araya
Director *Antropologías del Sur*

Paula Contreras Rojas
Editora *Antropologías del Sur*



CONSTANCIA

Revista *Antropologías del Sur*

ISSN 0719-4498 (impreso)

ISSN 0719-5532 (en línea)

16/08/2016

Estimado Nicolás Orellana:

En nombre del Comité Editorial de la Revista *Antropologías del Sur*, dejamos constancia para los efectos de reconocimiento académico que correspondan, que ha colaborado como par evaluador en el proceso de aceptación de artículos del sexto número de *Antropologías del Sur*.

Agradecemos su generoso aporte y esperamos poder contar con nuevas colaboraciones tuyas en el futuro.

Se despiden cordialmente,

Claudio Espinoza Araya
Director Escuela de Antropología UAHC
Director *Antropologías del Sur*

Carmen Gloria Godoy Ramos
Editora *Antropologías del Sur*



Revista Izquierdas
Universidad Estatal de San Petersburgo, Rusia
Universidad Austral de Chile
Ariadna Ediciones, Chile
RedALyC – WoS/ESCI - SCOPUS - SciELO

CERTIFICADO DE EVALUACIÓN

Santiago, 17 octubre 2019

MANUEL LOYOLA T., Editor de la Revista Izquierdas, certifica el cumplimiento de la función de evaluador de pares cumplida por el señor Nicolás Alberto Orellana del artículo *Movilización social y subjetivación política. Análisis cultural de la movilización por la educación pública*. El citado evaluador ha desempeñado esta labor con eficiencia en conformidad a los procedimientos de arbitraje contemplados por esta revista.

Se extiende el presente certificado para los fines que el interesado estime convenientes.

Redacción: Laguna la invernada 0246, Estación Central, Santiago/Chile, Fono: 56-2-957831070
www.izquierdas.cl ce: manuel.loyola@gmail.com



México, D. F., 23 de abril de 2017

Dr. Nicolás Orellana

Centre de recherches interdisciplinaires Institution,
Démocratie, Subjectivités,
Université catholique de Louvain, CriDIS-UCL
P r e s e n t e

El Comité Editorial de la Revista *Perfiles Latinoamericanos*, agradece a usted el dictamen que realizara del artículo:

***“Aproximaciones preliminares a las fuentes teórico-ideológicas
de la izquierda marxista chilena (1960-1973)”***

Le agradecemos las atinadas observaciones y comentarios al mismo. Nos complace reconocer el alto nivel de profesionalismo con que usted ha evaluado el artículo.

Esperamos seguir contando con su apoyo como especialista que pertenece a nuestra cartera de dictaminadores, académicos e investigadores, nacionales y extranjeros de reconocido prestigio que nos permiten continuar garantizando la calidad editorial de *Perfiles Latinoamericanos*.

Cordialmente,

Dra. Karina Ansolabehere
Directora



CERTIFICADO

Por la presente, certifico que **Nicolás Orellana Águila** ha presentado la ponencia ***Luchas y Conflicto en Argentina y Chile.*** y participado en el VII Congreso Internacional CECIAL, **Memoria, presente y porvenir en América Latina**, que tuvo lugar en la Universidad Fernando Pessoa, Portugal, los días 12-15 de junio de 2013. Y para que conste a efectos oportunos, firmo la presente en Oporto, al quince de junio de dos mil trece

Presidente del Congreso
FUNDACÃO
ENSINO E CULTURA
FERNANDO PESSOA
MIO - GRUPO DE
INTERCÂMBIO
CULTURAL
Professora Doutora
Ana Maria da Costa Toscano



UNIVERSIDADE
FERNANDO PESSOA
1936-2013



EBSCO



CASA DA AMÉRICA LATINA
LISBOA

oportunidade
city

CERTIFICADO

HUMBERTO ZAMORANO DIAZ, Gerente de la Empresa Grupo de Estudios Económicos y Territoriales S.A. PULSO S.A., Santiago, Chile, viene en certificar que el **Sr. NICOLÁS ORELLANA ÁGUILA**, RUT: 13.899.939-4 se ha desempeñado profesionalmente en nuestra consultora de estudios desde enero del año 2006 hasta Enero de año 2017.

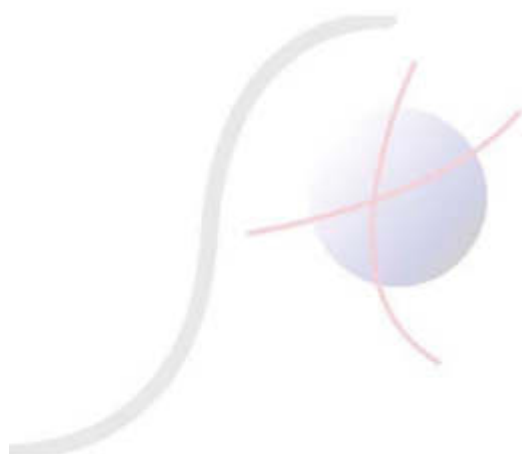
El Sr. Orellana, de profesión Antropólogo, realizó las siguientes actividades en nuestra empresa durante el período antes mencionado:

Coordinación, planificación, ejecución y análisis de fases cualitativas en diversos estudios requeridos por diversas instituciones del Estado de Chile, entre ellos Corporación de Fomento a la Producción – CORFO, Servicio de Cooperación Técnica – SERCOTEC e INNOVA Chile, Comisión Chilena de Energía Nuclear (CCHEN), Ministerio de Educación, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo – PNUD, entre otros, sobre diferentes temáticas tales como innovación, educación, fomento productivo, territorialidad y organizaciones sociales y planificación

Finalmente, cabe señalar que el Sr. Nicolás Orellana Águila, cumplió satisfactoriamente con los requerimientos de los trabajos encomendados por la empresa.

Sin más se extiende el presente Certificado para los fines que el interesado estime conveniente.

Santiago, marzo 2017



PULSO S.A.

Bruxelles, le 21 novembre 2016

À qui de droit,

Madame, Monsieur,

La revue *Émulations* certifie que Nicolas Alberto Orellana Aguila (Université catholique de Louvain) a évalué pour nous une proposition d'article relatif à la justice transitionnelle au Chili. Nous le remercions sincèrement pour l'expertise dont il a fait preuve en cette occasion.

Pour votre information, la revue *Émulations* publie des articles évalués en double aveugle, tant en ligne, sur www.revue-emulations.net, qu'au sein de numéros thématiques publiés par les Presses universitaires de Louvain (pul.uclouvain.be).

Bien à vous,

Maximilien Cogels,

Pour le comité de rédaction de la revue *Émulations*

Me contacter : maximilien.cogels@revue-emulations.net

SANTIAGO, 27 de enero de 2017

Claudio Espinoza Araya, Director de la Escuela de Antropología de la Universidad Academia de Humanismo Cristiano, deja constancia que el docente Nicolas Alberto Orellana Águila, Rut:13.899.939-4, realizó clases de Antropología Urbana en la escuela de antropología, en el periodo otoño 2016.



Claudio Espinoza Araya
Director Escuela de Antropología
Universidad Academia de Humanismo Cristiano

Monsieur Nicolas ORELLANA AGUILA
C/o Professeur P. Scieur

ESPO Chée de Binche 151 bte M1.01.01

N/Réf. : SPER/DST/589-1127478

Louvain-la-Neuve, le 5 février 2016

Monsieur,

J'ai le plaisir de vous faire savoir que, *sous réserve de votre inscription au doctorat* (admission en Faculté et auprès du service des inscriptions) l'Université a décidé de vous octroyer une bourse de doctorat d'un montant mensuel brut de 2107,00 €, soit un montant net de **1831,62 €** pour la période du **08.02.2016** au **07.02.2017**.

Cette bourse vous est allouée pour permettre de mener à bien vos recherches doctorales en dehors de toutes prestations au profit de l'UCL ou d'un tiers. En tant que bénéficiaire d'une bourse, vous n'ouvrez plus/pas le droit aux allocations familiales et vous n'êtes plus/pas considéré comme étant à charge de vos parents.

Afin de pouvoir bénéficier de cette bourse, je vous invite à prendre rendez-vous avec Madame D. SOCQUET (dominique.socquet@uclouvain.be ou 010 47 27 20) au service du personnel, pour remettre les documents suivants complétés et signés :

- le formulaire d'adhésion aux règlements ci-annexé vous concernant ;
- le formulaire « Renseignements administratifs » (formulaire jaune) ;
- le formulaire relatif aux catégories de soumission à signer et à faire signer par le Président d'institut en vue d'une éventuelle surveillance de santé. Si vous n'êtes pas soumise à l'une des catégories mentionnées, veuillez renvoyer le document avec la mention « PAS DE RISQUE »; disponible sur <http://www.uclouvain.be/353633.html>
- le formulaire protection de la vie privée disponible sur <http://www.uclouvain.be/353633.html>
- une preuve de votre inscription au rôle des étudiants comme doctorant (document "certificat d'études" à demander au Service des Inscriptions) ;
- une copie de votre diplôme de deuxième cycle et ses annexes ;
- la clause de cession/licence ci-jointe ;
- une copie de votre titre de séjour une fois celui-ci délivré par les autorités communales.

J'attire votre attention sur le fait que faute d'avoir reçu tous les documents demandés endéans les deux mois, le Service du personnel se verra dans l'obligation d'interrompre le versement du montant de cette bourse.

Je vous souhaite un plein succès dans l'accomplissement de vos recherches au sein de notre Université et je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.



Vincent Blondel

Cc : Président Institut. : IACS
Professeur P. SCIEUR
A.DISTELMANS (ADRE) FSR RES. 2015

LOUVAIN-LA-NEUVE | BRUXELLES WOLUWE | MONS | TOURNAI | BRUXELLES SAINT-GILLES | CHARLEROI